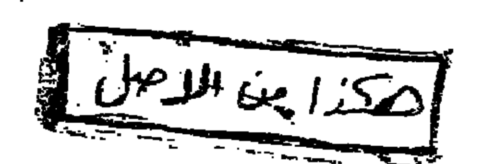


Guide Arts et Spectacles

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE Nº 14019 – 4,50 F

JEUDI 22 FÉVRIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE



## L'image ternie du Maroc

AUJOURD'HUI, aucun gouvernement ne peut se dispenser de prendre en considération son image en matière de respect des droits de l'homme. Après tant de dirigeants de l'Est et le président De Klerk en Afrique du Sud, le premier ministre marocain, M. Azzedine Laraki, en apporte une nouvelle preuve.

Agissant probablement sur instructions du roi Hassan II, il a réagi très vivement, mardi 20 février, aux accusations d'Amnesty International, qui fait état de « recours systématique à la torture » et de nombreux abus de pouvoir dans le royaume. Face à ce qu'il considère comme « une campagne orchestrée », il a décidé d'envoyer à Londres les ministres de l'intérieur et de la justice pour s'expliquer avec l'organisation internationale.

A l'origine de cette controverse, il y a le projet d'une « année du Maroc » en France à partir d'octobre. Après le succès de « l'année de l'Inde », en 1988, les autorités chérifiennes, expertes en relations publiques, avaient mesuré quel profit pouvait tirer d'une manifestation analogue un pays voisin de la France et connu d'un nombre croissant d'hommes d'affaires et de touristes. Le comité français de parrainage d'une opération baptisée « Temps du Maroc 1990-1991 » comprend près d'une centaine de personnalités, de MM. Mitterrand à Chirac, en passant par de grands industriels et plusieurs intellectuels de gauche.

Mais, dans cet aréopage, quelques-uns ont compris qu'une telle entreprise ne pouvait réussir pleinement si le royaume continuait à prêter le flanc aux accusations d'organisations d'opposants disposant, eux aussi, de relais dans les médias. Puisque le roi Hassan II avait promis à plusieurs reprises de faire un geste en faveur de certains détenus, le moment semblait venu de régler ce que M. Michel Jobert, l'ancien ministre des affaires étrangères, bien introduit au Maroc, appelle « un stock d'affaires irritantes pour les uns, douloureuses pour les autres ».

FIGURENT notamment dans ce « stock » M. Abraham Serfaty, contestataire de gauche détenu depuis de nombreuses années alors qu'il n'a jamais eu recours à la violence, et les enfants du général Oufkir, qui paient – par une interminable assignation à résidence, après avoir connu les pires geôles – la tentative de régicide commise par leur père en 1972. Mais c'est aussi le sort de nombreux anonymes qu'entendait évoquer une délégation d'Amnesty International reçue par le roi le 14 février. Tout en « saluant la volonté dont a fait preuve le gouvernement d'examiner rapidement les motifs d'inquiétude », Amnesty International a rendu, sans plus attendre, des conclusions fort embarrassantes pour Rabat.

Manifestement, l'organisation basée à Londres ne veut plus se contenter de promesses dilatoires. Même s'il a quelques arguments pour s'étonner de ce qu'il considère comme une indignation sélective à son encontre, le Maroc devra harmoniser ses méthodes policières avec sa volonté souvent affirmée de s'ancrer à l'Europe occidentale, ambition que ses indéniables progrès économiques peuvent légitimer.

M 0147 - 222 0- 4,50 F



3790147004500 02220

Ayant fait taire leurs divergences

## Les Douze donnent le feu vert à la réunification de l'Allemagne

*Les douze pays de la Communauté européenne, ayant fait taire leurs divergences, ont donné le feu vert, mardi 20 février, à la réunification de l'Allemagne. Leurs ministres des affaires étrangères, réunis à Dublin, ont chargé la Commission de Bruxelles de préparer un rapport sur les conséquences pour la Communauté de l'intégration de l'Allemagne de l'Est. Ce rapport sera examiné lors du sommet européen extraordinaire, fin avril, dans la capitale irlandaise.*

M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a énergiquement plaidé devant ses homologues européens à Dublin pour l'ancrage du processus de réunification de l'Allemagne dans la Communauté. Il les a remerciés pour leur soutien.

Les Douze ont d'autre part proposé qu'un comité de représentants des trente-cinq pays membres de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) se réunisse d'ici à juillet pour préparer le sommet de la CSCE, prévu à l'automne. Ils entendent y parler d'une seule voix (ce qu'ils n'ont pas réussi à faire à Dublin à propos de l'Afrique du Sud), mais ils ont souligné leur volonté d'entamer des consultations en priorité avec les Etats-Unis et le Canada.

*Lire page 8 l'article de PHILIPPE LEMAITRE*

## La polémique sur l'eau





*Lire nos informations et l'article d'ERIC FOTTORINO page 14 - section B*

Les marchés perturbés par la hausse des taux

## La Bourse de Tokyo enregistre une très forte baisse

*La perspective de l'union monétaire allemande et les tensions sur les taux d'intérêt provoquent de vives perturbations sur les marchés boursiers mondiaux. La Bourse de Tokyo a enregistré mercredi 21 février la troisième forte chute depuis le krach d'octobre 1987, avec une baisse de l'indice Nikkei de 3,1 %. La veille aux Etats-Unis, Wall Street avait accusé une baisse de 1,5 % après les propos du président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan.*

La flambée des taux d'intérêt observée un peu partout dans le monde entraîne une dégradation des marchés obligataires et boursiers. Ainsi mardi 20 février, la Bourse de Francfort s'est dépréciée de 2,55 % dans la perspective de la réunification allemande et de ses conséquences économiques.

Aux Etats-Unis, la flambée des taux a entraîné Wall Street à la baisse mardi. Les investisseurs anticipent une hausse des taux et appuient leur raisonnement sur les propos de M. Alan Greenspan. Le président de la FED, la banque centrale américaine, a écarté les risques d'une récession. Les intervenants craignent que la Réserve Fédérale n'assouplisse pas sa politique de crédit. Après le recul de Wall Street et la chute de Tokyo, les places européennes réagissaient mercredi de manière modérée.

*Lire nos informations page 33 - section D*



## Angola : les ravages de la guerre et du socialisme

*Après quinze ans d'indépendance et de marxisme-léninisme l'ancienne colonie portugaise attend toujours la paix*

*La Havane et Luanda ont décidé, mardi 20 février, la reprise du retrait des troupes cubaines toujours stationnées en Angola. Le désengagement des « barbudos » avait été suspendu le 25 janvier, après une attaque de l'UNITA de Jonas Savimbi. Selon la commission de vérification des Nations unies, 31 000 des 50 000 membres du contingent cubain ont déjà quitté ce pays ravagé par la guerre.*

LUANDA

*de notre envoyé spécial*

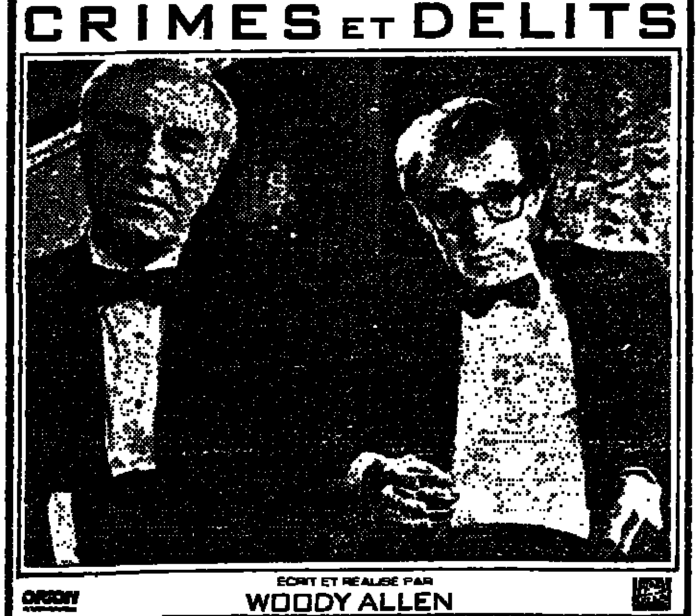
Les centaines, voire les milliers de Luandais qui, une bassine en plastique sur la tête ou un simple seau à la main, font actuellement des kilomètres chaque jour pour aller se ravitailler en eau dans les quelques endroits de la capitale où les robinets ne sont pas taris, montrent, mieux que tout commentaire, à quel point l'économie angolaise a atteint un niveau de délabrement où le provisoire est devenu la seule ligne de référence de tout un peuple. L'eau aujourd'hui – Ah ! la mine des hommes d'affaires européens obligés de se laver avec une bouteille d'eau minérale, dans le plus grand hôtel de la ville ! – l'électricité hier, Luanda a été privée de courant pendant tout un week-end : les Angolais ne semblent même plus s'interroger sur la calamité qui, demain, pourrait s'abattre sur eux.

Les ravages de la guerre civile se sont tellement imbriqués avec ceux d'un système socialiste qui a engendré une bureaucratie inepte, que personne ne prend la peine de « départager » les deux. Allez savoir si la pénurie d'eau actuelle est due au sabotage par l'UNITA des principales conduites approvisionnant la ville ou à leur mauvais état. Les magasins ou, du moins, ceux qui restent, sont si désespérément vides qu'une pharmacie de Bucarest ou de Moscou paraît regorger de médicaments comparée à celles de Luanda. La monnaie a toujours aussi peu de valeur et le pack de bière reste la véritable unité d'échange.

JOSE-ALAIN FRALON

*Lire la suite page 6*







## Airbus dans les turbulences

*Après l'accident de Bengalore, les responsables de l'aéronautique française se plaignent de la politique du secret appliquée par les autorités indiennes*

M. Jean Pierson, administrateur du consortium Airbus Industrie, a écrit, le 20 février, au président de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour protester contre le comportement des autorités indiennes dans l'enquête sur l'accident de l'Airbus A-320 d'India Airlines dans lequel quatre-vingt-dix personnes ont trouvé la mort, le 14 février à Bengalore. M. Pierson estime qu'en refusant toute participation à l'enquête des autorités nationales ayant certifié l'avion, l'Inde contrevient à l'annexe 13 d'un règlement de l'OACI qu'elle a ratifié.

Le black-out des autorités indiennes, qui ont suspendu l'exploitation des quatorze A-320 d'India Airlines, alimente en Inde, mais aussi en France, une campagne de rumeurs qui porte tort à l'avion le plus informatisé du monde, déjà vendu à 520 exemplaires et dont 79 unités ont été livrées depuis deux ans.

Les Indiens refusant aux Américains comme aux Européens de prendre connaissance de l'enregistrement des conversations de l'équipage de l'Airbus accidenté dans les instants qui ont précédé la catastrophe, tout comme l'enregistrement des 200 paramètres de vol (position des manettes, du train d'atterrissage, des volets, vitesse, altitude, assiette de l'avion, etc.), il est impossible de reconstituer avec certitude les manœuvres qui ont abouti à l'atterrissage manqué.

Les faits dont on est sûr sont les suivants : en provenance de Bombay, l'Airbus s'est présenté devant la piste de l'aéroport de Bengalore par beau temps ; au terme de la descente, son train d'atterrissage principal s'est posé sur un terrain de golf, 500 mètres avant le seuil de la piste : la poussée des réacteurs lui a fait reprendre l'air mais pas suffisamment pour passer au-dessus d'un talus, qui a touché son train et ses réacteurs. L'avion, désemparé, s'est écrasé au sol et a pris feu.

Selon les observateurs, un atterrissage aussi court n'a pu intervenir sans qu'une ou plusieurs fautes de pilotage aient été commises par l'équipage.

ALAIN FAUJAS

*Lire la suite page 34*

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $ ; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 180 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1.50 $ ; USA (others), 2 $.

Le projet d'une instance ordinale

# Le paradoxe du psychanalyste

par Jacques-Alain Miller

IL y a dix ans, c'était la dissolution par Lacan de l'Ecole freudienne de Paris. Mᵉ Soulez-Larivière, qui fut à l'époque l'avocat des opposants, écrit dans *le Monde* du 12 janvier dernier : « *Jamais sans doute avait-on poussé si loin l'idéalisme que dans cette école lacanienne puisque, comme dans une république platonicienne, le pouvoir politique n'était pas distingué du savoir. L'Ecole comptait trois catégories de citoyens : les analystes praticiens (AP), les analystes membres de l'école (AME), les analystes de l'école (AE) dont la hiérarchie reposait sur le degré d'initiation. La logique était évidemment celle de la dictature puisque le sujet supposé savoir était Jacques Lacan* [...] ».

Non. La république de Lacan ne comportait nullement « *trois catégories de citoyens* » : son beau paradoxe était de n'en compter qu'une. Fondée sur « *une distinction de la hiérarchie et du gradus* », c'est-à-dire une séparation du « *pouvoir* » et du « savoir », elle conférait à tous les mêmes droits, quels que soient leur ancienneté dans l'association et les titres que pouvaient leur valoir par ailleurs leurs compétence et performance dans le domaine de la psychanalyse.

Le système que décrit Mᵉ Soulez-Larivière, où trois grades initiatiques ouvrent à des droits associatifs différents, existe : c'est celui de l'Internationale de psychanalyse (IPA). Superposer la hiérarchie aux grades a l'avantage de la stabilité, les inconvénients de la sclérose. L'Ecole de Lacan est, à l'opposé, bancale pour stimuler. Sa logique n'est point de dictature, mais de dissolution. Au nom de quoi, en effet, des membres égaux en droits souffrent-ils les distinctions du *gradus* ? Ils n'y consentent qu'aussi longtemps qu'ils respectent l'instance qui évalue, celle qui garantit. Au moindre fléchissement, la horde s'élance, le dompteur est dévoré.

Point n'est besoin d'être un Montesquieu pour conclure que cette petite république d'un modèle inédit, dont le ressort est le respect (celui du « *verum index sui* » ), est structurellement instable : tant qu'elle dure, elle est toujours en effervescence, éprouvante pour tous ses citoyens, et très exigeante pour le premier d'entre eux. Lacan disparu, aucun des groupes qui se réclamaient de lui n'a été en mesure de se maintenir à ce niveau d'exigence : les uns ont renoncé à tout gradus ; les autres l'ont discrètement aligné sur la hiérarchie : partout, les responsables se sont protégés par divers artifices. Qui se risque, depuis Lacan, à ne devoir son autorité qu'à un enseignement dispensé à ciel ouvert ? A un savoir, non pas « supposé », mais exposé ?

Près d'une vingtaine de groupes forment aujourd'hui en France la nébuleuse lacanienne. Cela fait désordre. D'où l'idée d'un ordre, venue à un de cette nébuleuse.

Qu'on dispute à Serge Leclaire de pouvoir tenir pour nécessaire une auto-définition des psychanalistes opposable aux Etats, veut dire qu'on ne voit pas que son idée est de bonne tradition freudienne, puisqu'elle procède de la même inspiration qui dicta à Freud la création de son Association internationale, laquelle s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

Un ordre des psychanalystes existe. L'expérience est faite . *Elle est probante*. Elle justifie un constat de faillite. Juridiquement, aucun Etat n'a jamais admis les prétentions de l'ordre-IPA au monopole de la psychanalyse. Dans le fait, les praticiens hors-IPA sont désormais, et de beaucoup, les plus nombreux en France comme dans le monde. Enfin, « *au niveau théorique* », l'IPA qui, dès Freud mort, répandit dans le monde l'*Ego-psychology*, de Heinz Hartmann, comme le nouvel évangile de la psychanalyse, est aujourd'hui une Babel morose, qui tient par le formalisme des standards (au reste allègrement violés), et non par la doctrine : d'étranges « lacanoïdes » y apparaissent chaque jour plus nombreux.

Le projet Leclaire s'analyse, en conséquence, comme l'offre, faite à l'IPA au nom de la nébuleuse, d'un *New Deal* prenant en compte une situation en remaniement constant au détriment de la vieille maison (qui le sait).

## La tragédie et la comédie

Que, de ce « compromis historique », l'IPA française ne veuille à aucun prix, la nébuleuse non plus, les pouvoirs publics pas davantage, laisse Serge Leclaire et ses amis bien seuls. Il n'empêche que nombre de signes avant-coureurs leur font compagnie de par le monde. Aux Etats-Unis, une action judiciaire a récemment contraint les sociétés ipéistes à négocier avec les groupes indépendants ; en Grande-Bretagne, la « British Society » doit depuis peu voisiner avec jungiens et « lacaniens » dans la « *Rugby Conference* », voulue par le gouvernement Thatcher ; en RFA, aux Pays-Bas, en Finlande, la reconnaissance officielle des sociétés de psychothérapie noie toute spécificité analytique ; en Italie, la loi Ossicini, votée après l'affaire Verdiglione, et qui institue un ordre des psychothérapeutes réglementant leur formation, entre en application ces jours-ci ; etc.

L'exception française s'explique par Lacan. D'une part, son œuvre assure aux analystes de notre pays une durable rente de situation : elle a insensiblement cultivé le public, qui admet mieux qu'ailleurs la spécificité de la pratique psychanalytique, et ne tolérerait pas l'intrusion de l'Etat, lequel, dans sa sagesse, n'y songe pas. D'autre part, les filiales parisiennes de l'IPA comptent quelques furieux, blessés à jamais par leur rencontre avec Lacan, qui, jusqu'à leur dernier souffle, piétineront sa mémoire et ses élèves : les plus jeunes éprouvent parfois quelque ressentiment pour leurs concurrents heureux. Il n'est pourtant pas impensable qu'une pression interétatique amène un jour les plus réticents à s'asseoir à la même table. Sans doute faudrait-il qu'un grand diplomate y préside : un Roland Dumas, par exemple, rompu aux négociations cambodgiennes... Il fut jadis, contre Mᵉ Soulez-Larivière, l'avocat de Lacan.

Où est l'essentiel ? Il n'est pas dans des micmacs. La question au cœur du débat lancé par Leclaire est celle-ci : « Qu'est-ce qu'un analyste ? Et comment le reconnaître ? »

Or, il est aussi nécessaire de la poser qu'il est impossible de lui donner une réponse valable pour tous et vérifiable par tous, objective, sinon scientifique. Comment en serait-il autrement, s'il est vrai que l'analyste est le produit de sa propre analyse, c'est-à-dire d'une confidence à nulle autre pareille, qui ne peut être faite qu'à un seul ? Là est la tragédie – et la comédie – des praticiens de l'analyse.

Les psychanalystes, non plus que quiconque, ne peuvent dire ce qu'est « le » psychanalyste en tant que tel. C'est un fait d'expérience sans doute, mais parce que c'est une impasse de structure : « le » psychanalyste n'existe pas – ce qui n'empêche pas, bien au contraire, « les » psychanalystes de croître et multiplier. Tel est le secret que Lacan a mis au jour, et dont il a donné la clinique inédite, avec son fondement de logique pure, curieusement identique à celui de la position féminine.

Croit-on vraiment que la faillite de l'Ordre freudien, la dispersion des « lacaniens », soient dues à la niaiseries des uns, à la méchanceté des autres ? La vérité est qu'il n'y a pas d'essence (ou de type idéal, ou d'universe) de l'analyste . Cela, malgré Mᵉ Soulez-Larivière, n'est pas platonicien (sauf à évoquer l'Hétérité du *Parménide* comme le faisait Lacan dans ce même journal le 26 janvier 1980). Il n'y a jamais « tous les analystes », il n'y a pas « l'analyste des analystes », il n'y a que « des » analystes, un et un et un, chacun « s'autorisant » de lui-même, et qui font série, mais non pas univers. Dans les termes de Bertrand Russell (1901) : la classe des analystes est une classe « comme multiple », non « comme une ».

Cette absence d'essence, d'un côté, fait pléthore – pléthore d'analystes : comment distinguer le bon grain de l'ivraie ? De l'autre, elle fait manque, et faute d'en saisir la logique, elle fait malaise, pour les analystes d'abord, et masques divers à le couvrir. La théorie en vogue dans les années 50 définissait l'analyste par l'identification à l'analyste : bel exemple de cercle vicieux. Tandis que l'analyste-IPA recourt à la simagrée du conformisme extérieur, l'analyste-Nébuleuse, de son côté, prend en miroir la pose du non-conformisme. Le premier, pharisien, feint de respecter le rite : l'autre, panégyriste de soi-même, atteste sa belle âme. Rien n'y fait : le manque perce sous les semblants. Les « habilitations » ne sont que vains pansements d'une castration incurable.

Il ne m'échappe pas qu'à vendre ainsi la mèche au public, on risque l'insurrection. « Alerte ! Le psychanalyste n'existe pas ! Et qui sont-ils, tous ceux qui... ? Qui leur donne droit de... ! Eux-mêmes ? Mais où sont les bons ? Comment savoir ? Où sont les faux ? Sont-ils pas... dangereux ? Aux armes, citoyens ! »

Calme, citoyens ! Si le prof de philo se reconnaît aux diplômes qu'il tient de l'Université, à quoi ressemble, selon vous, un philosophe ? Sachez qu'il ne se distingue pas toujours très bien d'un voyou, même si la classe des uns se définit tout autrement que la classe des autres. C'est ce que démontra jadis Raymond Queneau dans son apologue sensationnel des *Philosophes et voyous* (récemment réédité, Gallimard, 1986). Combien de fois n'a-t-on pas dit *Analystes et escrocs ?* De Freud, de Lacan... Et c'est vrai, on n'est jamais très sûr, il faut les regarder de près de très près un par un... Après tout, le b. a. ba de l'art de l'analyste n'est-il pas, comme on l'a dit, de faire oublier au patient qu'il s'agit seulement de paroles ?

Moquer le psychanalyste n'est jamais difficile, que ce soit celui qui parade avec ses médailles en chocolat et ses galons de carnaval, ou celui qui se repose sur le mol oreiller de l'ignorance. Savoir qu'il ne sait pas, fait sans doute au « lacanien » une supériorité, mais dont il serait mal venu d'abuser, car elle ne le protège pas du cynisme ni de l'infatuation.

Mais, s'il est vrai que l'absence d'une marque probante de sa qualité rend aisée la satire des semblants qui y suppléent chez le psychanalyste, elle n'invalide nullement la pratique de la psychanalyse : elle fait seulement radicale la responsabilité subjective de qui prétend l'exercer. Pas de pitié pour les psychanalystes !

Que la responsabilité de chacun d'eux soit sans appel, veut dire qu'elle ne peut se partager, mais aussi, qu'elle ne permet à aucun de se refuser à faire ses preuves. Et aussi bien en a-t-il toujours été ainsi depuis les commencements de la psychanalyse (Freud...) : la formation d'un analyste n'a jamais pu être attestée par un examen de capacité préalable et public, à vrai dire impensable, mais seulement garantie après coup par ses collègues, sur la base de l'ancienneté et de la régularité de sa pratique, dans le huis-clos de petites communautés opaques au tout venant, qui sont autant de villages où tout le monde se connaît. Et il ne peut en être autrement... sauf à suivre Lacan, encore lui, quand il propose à son Ecole (9 octobre 1967) qu'un sujet, dans le moment même où il « s'autorise » de l'analyse qu'il a faite pour commencer à analyser à son tour, puisse, s'il le demande, livrer son cas et ses raisons, c'est-à-dire ce qui résulte pour lui de cette expérience, à des congénères choisis, qui feront de son témoignage l'objet d'un travail minutieux et discret, non seulement destiné à authentifier que ses symptômes ont bien été déchiffrés, que le secret de son « fantasme fondamental » a été percé à jour, qu'il est, comme sujet, passé de l'autre côté, et que ce dont il jouit n'interfère plus dans ce qu'il ouït, le mettant ainsi en mesure de psychanalyser de façon authentique, – mais encore qui enrichisse d'une contribution particulière et originale le dossier infini de la question « Qu'est-ce qu'un analyste ? »

Je conclus. Sur les ruines de l'IPA, célébrer les noces de la psychanalyse et de l'Etat ? Mais le mort remue encore, la mariée est trop belle, et le promis retenu ailleurs. A un ordre des psychanalystes chuchotant à l'oreille des puissants, ne faut-il pas préférer une école de psychanalyse dont les membres, travailleurs décidés, sauraient disputer à ciel ouvert et dialoguer avec le public de ce qui peut se transmettre à tous des conséquences de la découverte de l'inconscient ? Une telle école existe-t-elle déjà ? Il le faudrait. Car cette ouverture d'ordre scientifique est seule digne de la Cause et du Champ qui, depuis Lacan, portent le nom de Freud.

*Post-scriptum.* – *Ce texte était parvenu depuis plusieurs jours à la rédaction du Monde lorsque j'ai pris connaissance, dans le numéro daté du 10 février, de l'article de M. Green.*

1. M. Green reproche à Lacan d'avoir formulé le « précepte » suivant lequel il conviendrait de « ne pas céder sur son désir », où il voit une menace pour la morale publique, l'« éthique moraliste ». On peut lire dans l'Ethique de la psychanalyse, séminaire de Lacan dont j'ai établi le texte (Seuil, 1986), exactement ceci : « Je propose que la seule chose dont on puisse être coupable, au moins dans la perspective psychanalytique, c'est d'avoir cédé *sur* son désir » (p. 368). Je crois avoir démontré dans mon cours du département de psychanalyse (université Paris-VIII), que Lacan fait ici simplement écho au Freud du Malaise dans la civilisation, selon lequel « chaque renoncement à la pulsion [à la satisfaction pulsionnelle] devient une source dynamique de la conscience morale, chaque renoncement nouveau accroît la sévérité et l'intolérance de celle-ci ». Ce qui signifie que, selon Freud, et contrairement à ce que voudrait le sens commun, le sentiment de culpabilité inconscient n'est jamais si vif que lorsque le sujet sacrifie sa jouissance à l'idéal moral ; ainsi le « Surmoi » se nourrirait des renoncements mêmes qu'il exige. Freud présente cette notation, dans son chapitre VI, comme l'apport spécifique de la clinique psychanalytique à la question de l'éthique. Le « avoir cédé sur son désir » de Lacan traduit et transpose à la fois le « Triebverzicht », de Freud.

Bien entendu, nul n'est forcé d'être ici d'accord avec la position de Freud et de Lacan. Mais si, par une de ces fictions dont usent les logiciens des « mondes possibles », on imagine le même M. Green Viennois du début du siècle, on ne peut s'empêcher de penser qu'il aurait appelé sur Freud, comme il le fait aujourd'hui sur Lacan et ses élèves, la censure des « biens pensants », dont l'impact de la psychanalyse sur la civilisation a fort heureusement contribué à diminuer le nombre et l'influence en 1990.

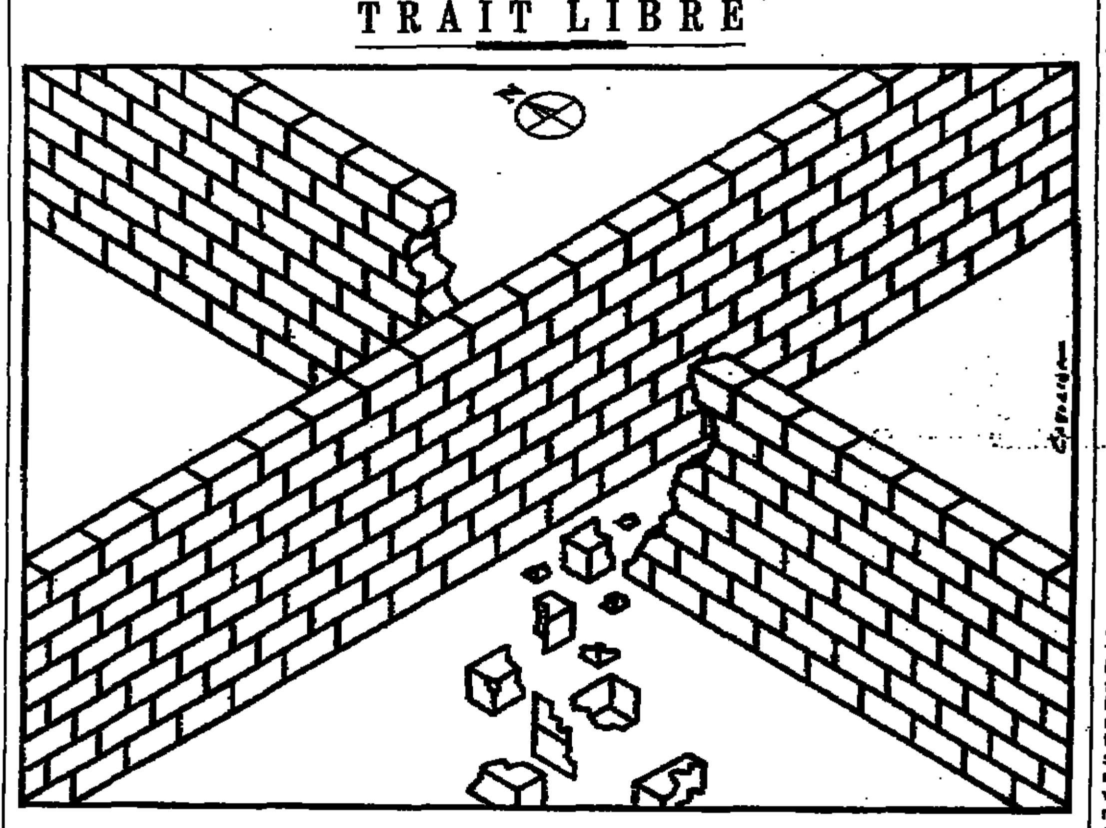
2. M. Green privilégie dans la compétence psychanalytique la qualification médicale, conforme en cela aux positions constantes défendues par l'IPA, en dépit de la volonté expresse, et maintes fois réaffirmée, de Freud lui-même. Ce point fut d'ailleurs la cause majeure de la première scission du mouvement psychanalytique français, qui opposa, entre autres, Lacan aux maîtres de M. Green. Ce combat de l'IPA est désormais perdu partout dans le monde. Freud s'en réjouirait.

3. Tout en jugeant l'action de Lacan néfaste pour la psychanalyse, M. Green se vante d'avoir été « un de ses collaborateurs » (sic), pour appeler in fine des « lacaniens compétents et intègres » à se rassembler pour un « renouveau ». Propos déroutants par leur manque de cohérence.

4. Enfin, s'il est parfaitement loisible à M. Green de ne pas suivre Freud dans toutes les parties de son œuvre, comme de ne pas lire Lacan de la même manière que moi, il est à craindre qu'à persévérer dans le ton qui est le sien depuis quelque temps, il ne réussisse à troubler les personnes les mieux disposées à l'endroit de la psychanalyse, en donnant à voir sur tous les tréteaux le spectacle d'une douleur et d'une rage enflammées par l'impuissance.

▶ **Jacques-Alain Miller est psychanalyste, membre de l'Ecole de la Cause freudienne.**

TRAIT LIBRE



Droit de vote

# L'intégration politique des immigrés

par Paul Loridant

RECONNAITRE le droit de vote pour les élections municipales aux étrangers durablement et régulièrement installés en France est, non seulement une position juste et équitable, mais encore elle va dans le sens de l'histoire.

C'est pourquoi, avec six collègues du Sénat (1), j'ai proposé, dès septembre 1989, de reconnaître à tous les étrangers résidant en France, et pas seulement aux Européens, le droit d'élire leurs conseillers municipaux et éventuellement de se porter candidats.

L'octroi du droit de vote dans notre pays est toujours allé dans le sens d'un élargissement et non d'une restriction : ainsi, lorsque le droit de vote a été instauré en 1789, celui-ci a d'abord eu un caractère censitaire, réservant le suffrage aux seules personnes acquittant un minimum d'impôt. Puis, en 1848, il a été accordé à tous les citoyens masculins sans condition de revenus. Plus tard encore, en 1945, seulement, il a été reconnu aux femmes. Enfin, en 1974, l'âge minimum a été abaissé de vingt et un à dix-huit ans. C'est pourquoi, aujourd'hui, son élargissement aux étrangers pour les seules élections municipales s'inscrit dans le droit fil de deux cents ans de tradition républicaine.

Rappelons que la Constitution de 1793 proclamait que « *tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis, domicilié en France depuis une année, qui y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard, tout étranger enfin qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français* ».

Ainsi, les premiers républicains qui n'avaient pas voulu ou osé instaurer un suffrage réellement universel, avaient eu néanmoins la clairvoyance et la lucidité de reconnaître la pleine citoyenneté aux étrangers installés dans notre pays.

François Mitterrand conjure régulièrement nos concitoyens d'éloigner d'eux l'égarement raciste et les propos et comportements accréditant le rejet et l'exclusion. Il revient à tous les citoyens attachés aux valeurs démocratiques et républicaines de combattre ces attitudes.

Jeter de l'huile sur le feu ou attiser l'hostilité de l'opinion peut, certes, constituer à court terme un fonds de commerce électoral mais dénote aussi une myopie certaine. Myopes ceux qui, avant guerre, s'opposaient au droit de vote des femmes et prophètes ceux qui, tel Pierre Mendès France en décembre 1936, dans sa commune de Louviers, avaient fait élire, en précurseur, des conseillères municipales « associées ». Myopes ceux qui, jusqu'en 1967, s'opposaient au droit à la contraception pour les femmes ; prophètes ceux qui, tel Lucien Neurwith, ont plaidé cette cause en sachant affronter leurs proches amis politiques.

Les actions à mener en faveur de l'intégration des étrangers sont multiples et diverses. Elles touchent de façon pemanente et durable l'école, le logement, la culture... assurément, le droit de vote en fait partie. Aujourd'hui et non pas demain, n'en déplaise à ceux qui s'interrogent soit sur son bien-fondé, soit sur son opportunité. Les responsables politiques doivent être à l'écoute des citoyens mais ils peuvent aussi faire œuvre pédagogique et faire progresser des idées neuves.

L'expérience des conseils municipaux associés (Mons-en-Barœul, Amiens, Cerizay...) révèle combien la participation des étrangers à la gestion de la cité dans laquelle ils demeurent, accélère le processus d'intégration de leurs compatriotes.

A l'exclusion sociale, j'oppose donc l'insertion politique . A l'instar de l'école de la République, l'exercice du droit de vote, le fait d'être électeur et éligible sont de puissants facteurs d'intégration fondés sur la liberté, l'égalité, la fraternité et la solidarité auxquelles adhère toute personne associée à l'enseignement de ces valeurs.

A la classe politique qui prétend que l'opinion publique ne serait pas prête, je suggère d'étudier ces textes, de les approfondir à la faveur du nécessaire débat qu'ils auront engendré, et de gagner, par la puissance de la conviction et de la raison, l'adhésion de nos concitoyens.

Aujourd'hui, le Parlement a la possibilité de marquer l'histoire de la démocratie. Pourquoi ne pas la saisir ?

(1) Claude Estier, Guy Allouche, François Autain, Lichel Dreyfus-Schmidt, Jean-Pierre Masseret et Franck Serusclat.

▶ **Paul Loridant (PS) est sénateur de l'Essonne et maire des Ulis.**

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouts

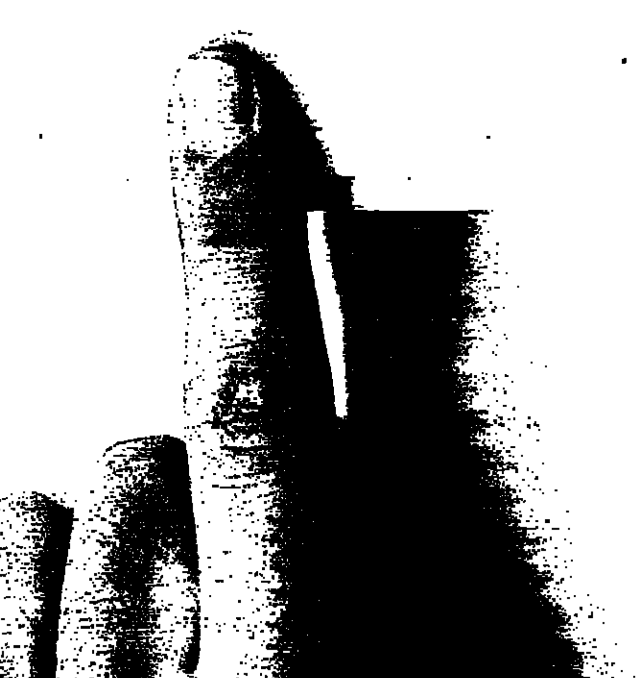
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

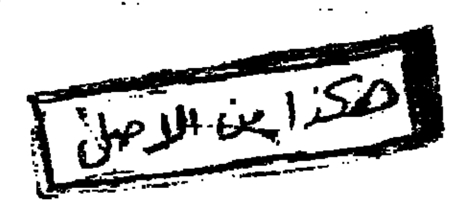
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Sales

*RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :*
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDPAR

*ADMINISTRATION :*
11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR





# ÉTRANGER

## RDA : premier meeting électoral du chancelier Helmut Kohl

# « Allemagne, patrie unie ! »

**Dominée par son ancienne cathédrale catholique et l'église Saint-Séverin où prêchait Luther, la grande esplanade d'Erfurt avait fait le plein mardi 20 février pour le premier meeting électoral du chancelier Kohl en RDA. Ils étaient peut-être cent mille à s'être déplacés – à peu près autant qu'à Gotha, fin janvier, pour le président d'honneur du Parti social-démocrate, M. Willy Brandt. Les vedettes politiques ouest-allemandes font décidément recette en RDA !**

ERFURT

*de notre envoyé spécial*

Pour le chancelier, il s'agissait de mettre en selle l'Alliance pour l'Allemagne péniblement lancée début février grâce aux efforts du Parti chrétien-démocrate (CDU) et du Parti social-chrétien (CSU) ouest-allemands et des trois formations qui se réclament du courant démocrate-chrétien à l'Est : la CDU est-allemande, le Renouveau démocratique et l'Union démocratique sociale (DSU), dont les présidents respectifs, M. Lothar de Maizière, l'avocat Wolfgang Schnur et le pasteur Eberlin, étaient venus accueillir le chancelier.

Partie tard en campagne en raison des réticences de la CDU-Ouest à soutenir d'emblée une CDU-Est – trop marquée par sa collaboration, pendant les quarante ans de règne communiste, avec le SED, l'Alliance tente de mobiliser les électeurs de tradition chrétienne et ceux qui veulent une réunification le plus rapidement possible en adoptant le modèle d'économie libérale de l'actuelle coalition gouvernementale en RFA.

Un bon score de l'Alliance permettrait au chancelier Kohl de ne pas se retrouver, après les élections du 18 mars, en face d'une coalition qui serait dominée par le Parti social-démocrate de l'Est... avec lequel il lui faudrait négocier l'unification à venir. A quelques mois des législatives de décembre en RFA, ce serait une situation éminemment inconfortable. On comprend ainsi les efforts déployés par la CDU pour aider au maximum ses alliés dans la campagne électorale à l'Est.

Si le Parti du socialisme démocratique (ex-communiste) ne représente manifestement plus le danger prioritaire, l'anticommunisme n'en reste pas moins un thème mobilisateur dans les meetings. *« Les Rouges dehors ! »*, hurlait la foule mardi pour tenter de couvrir les huées d'un groupe de quelques centaines de jeunes venus troubler la fête, dénoncer le « diktat » de la RFA, et la « *kohl-onisation* » de la RDA. M. Kohl et ses amis tentent de miser sur cet anticommunisme pour susciter, par amalgame le rejet également des sociaux-démocrates. *« La liberté, pas de socialisme ! »*, proclament les affiches de l'Alliance.

### *Calmer le jeu*

Le chancelier Kohl s'en est violemment pris mardi à ses adversaires sociaux-démocrates, les accusant d'être des *« girouettes »* et leur reprochant leurs relations passées avec les dirigeants du régime communiste de la RDA. *« Les sociaux-démocrates n'ont jamais rien compris, ni l'économie, ni l'histoire »*, a-t-il déclaré. Le chancelier a même attaqué personnellement M. Willy Brandt, très populaire en RDA pour avoir été le signataire des accords interallemands des années 70.

Sur le fond, le chancelier a cependant donné l'impression de vouloir un peu calmer le jeu après l'affolement suscité ces dernières semaines en RDA par les rumeurs sur l'effondrement économique du pays et les incertitudes sur l'avenir. Il a exhorté les gens à reprendre confiance en eux-mêmes. Il a promis que, dès que les conditions seraient créées, des centaines d'entreprises étaient prêtes à investir massivement pour faire de la RDA un *« pays florissant »*. Il s'est efforcé également de rassurer ceux qui redoutent que l'unification ne se fasse au détriment de la population est-allemande. Il leur a garanti que le système de protection sociale de la RFA serait étendu à tous, que les intérêts des épargnants, des retraités, seraient sauvegardés.

### *La question des frontières*

Jamais autant acclamé qu'à chaque évocation de *« l'Allemagne patrie unie »*, le chancelier, pour cette première apparition en personne en RDA dans la campagne, a voulu également rassurer les voisins des deux Allemagnes.

A deux reprises, il a ainsi remercié M. Gorbatchev pour son apport à l'évolution de la RDA et pour son acceptation de l'idée de l'unification allemande. Il a affirmé qu'à l'heure où *« tous nos voisins à l'Est et l'Ouest regardent vers nous »*, il pouvait comprendre leurs craintes devant la perspective d'une Allemagne réunifiée, mais a assuré que les Allemands avaient retenu la leçon de leur histoire. Il n'a cessé de dire que l'Allemagne à venir prenait très au sérieux sa place en Europe, qu'il souhaitait des frontières ouvertes à l'Est avec la Tchécoslovaquie et la Pologne, et le maintien à l'Ouest de relations étroites avec la France et le Benelux. *« L'Allemagne est notre patrie, l'Europe est notre avenir »*, a-t-il fait applaudir en guise de conclusion.

Devant le Parlement est-allemand, le premier ministre de RDA, M. Hans Modrow, avait, quelques heures auparavant, dans une déclaration gouvernementale consacrée à sa visite de la semaine dernière à Bonn, proposé au chancelier de constituer une commission conjointe d'experts des deux pays pour préparer les négociations à venir avec les quatre puissances garantes du statut de l'Allemagne et le sommet de la CSCE. Il a suggéré qu'avant ce sommet les deux Allemagnes fassent une déclaration solennelle pour reconnaître les frontières de l'après-guerre, notamment la frontière Oder-Neisse avec la Pologne, ce à quoi le chancelier Kohl s'est toujours refusé jusqu'à présent.

Sur le plan économique, la commission d'experts créée la semaine dernière par les deux gouvernements pour préparer la mise en place d'une union monétaire et économique entre la RDA et la RFA s'est réunie pour la première fois mardi à Berlin-Est. M. Modrow a suggéré devant le Parlement que les deux capitales négocient parallèlement une *« charte sociale »* pour veiller à ce que personne ne fasse les frais de cette union.

L'instabilité de la situation a été soulignée une fois de plus mardi par une ruée sur les magasins d'alimentation provoquée par la suggestion faite la veille lors de la table ronde de supprimer brutalement les subventions sur les produits alimentaires avant les élections. Pour enrayer ce rush, Mme Christa Luft, ministre est-allemand de l'économie, a affirmé mercredi matin que les prix n'augmenteraient pas avant le scrutin du 18 mars ...

HENRI DE BRESSON

## TCHÉCOSLOVAQUIE : nouveau patron de l'agence CTK

# M. Uhl reconnaît la « baisse de popularité » du Forum civique

M. Petr Uhl le trotskiste, l'opposant tchécoslovaque jadis pourchassé par la police, celui qui, involontairement fit basculer la population de Prague en se faisant l'écho d'une information qu'il croyait vraie et qui se révéla fausse – la mort d'un étudiant battu par les forces de l'ordre, – a passé quelques heures, dimanche 18 février, au siège de l'AFP. Employé à la chaufferie du métro de Prague ces dernières années, M. Petr Uhl, quarante-huit ans, vient d'être nommé directeur général de l'agence de presse tchécoslovaque CTK, l'un des trois organes de presse du pays à dépendre directement, avec la radio et la télévision, de l'Etat. Parfaitement francophone, le tout nouveau patron des mille sept cents employés de CTK a vu à l'AFP *« des choses à reprendre »*. Mais pour l'heure, l'une des priorités à CTK, nous a-t-il expliqué, est une certaine épuration : *« Beaucoup de gens ont non seulement collaboré avec l'ancien régime, mais ont eu une responsabilité plus grande dans la période Husak-Jakes. Il faudra malheureusement s'en débarrasser. »* Il s'agit notamment de ceux qui ont collaboré avec la police secrète : *« Même là*, dit-il, *il faut juger avec une certaine générosité. Mais on ne peut pas garder des gens qui ont fait du tort à d'autres. »*

M. Uhl, qui est aussi l'un des responsables du Forum civique, le mouvement créé en novembre sous l'impulsion de M. Vaclav Havel, relève par ailleurs un certain *« mécontentement, au Forum civique, à l'égard du gouvernement fédéral, surtout sur le plan économique »*. Il se réfère là aux divergences qui sont apparues ces derniers temps sur le rythme des réformes, entre les trois ministres chargés du secteur économique, MM. Valtr Komarek, Vaclav Klaus et Vladimir Dlouhy (*le Monde* du 20 février).

Devant ces dissensions et *« conscients d'un autre phénomène négatif, celui d'une baisse de popularité du Forum civique, nous avons décidé, le 13 février, de lancer une contre-offensive dans la perspective des élections du 8 juin »*, auxquelles le Forum civique et son organisation sœur de Slovaquie, le Public contre la violence, présenteront des candidats dans toutes les circonscriptions. *« Nous avons transmis à Vaclav Havel un mémorandum soulignant que le gouvernement d'entente nationale devait aussi jouer le rôle d'un gouvernement de renouveau national, présenter au peuple un bilan général de l'état du pays et proposer les issues. »*

*« Vaclav Havel*, poursuit M. Peter Uhl, *nous a bien compris. »* Il devrait faire, à son retour des Etats-Unis dans quelques jours, *« une importante déclaration »*, tandis que le premier ministre, M. Calfa, présentera le 27 février au Parlement un *« rapport sur l'Etat de la fédération »* tchécoslovaque. *« Entre-temps, nous travaillons pour que les trois ministres qui ont des divergences se mettent d'accord sur une conception commune de la réforme économique »*.

### *Tout n'est pas joué*

En filigrane des propos de M. Uhl, se dessine une préoccupation toute nouvelle en Tchécoslovaquie, celle du verdict des urnes. Malgré le raz-de-marée populaire qui les a aidés à renverser le régime de M. Milos Jakes, les dirigeants du Forum civique pensent que tout n'est pas joué pour les élections parlementaires de juin, qui se dérouleront selon le scrutin proportionnel.

Un sondage effectué à la mi-janvier ne donnait *« que »* 29 % des intentions de vote au Forum civique-Public contre la violence, le parti des Verts étant, il est vrai, le seul à rassembler plus de 10 % des suffrages après le Forum civique. *« Le quart des personnes interrogées n'étaient toujours pas décidées*, souligne M. Petr Uhl, *et notre victoire n'est donc pas du tout claire »*. Si cette tendance se confirmait, ajoute-t-il, elle pourrait *« éventuellement aboutir à une coalition du Forum civique avec les Verts – dont beaucoup sont d'ailleurs des gens du Forum »*.

Curieusement, les communistes comptent encore comme une force politique potentielle. En particulier, observe M. Petr Uhl, le Forum démocratique des communistes, l'aile réformatrice issue du PCT. *« Entrent là des gens actifs qui pourraient éventuellement exploiter les effets négatifs immédiats de la réforme économique en usant de la démagogie sociale. »* Oui, il existe encore en Tchécoslovaquie des nostalgiques de 1968, des gens qui croient au socialisme réformé ou qui veulent conserver le sentiment de sécurité économique et sociale apporté ces vingt dernières années.

S. K.

## Le témoignage d'un ancien diplomate est-allemand

# Un démenti de M. Gaston Plissonnier

*A la suite de la publication du témoignage d'un ancien diplomate est-allemand, M. Armin Riecker* (le Monde *du 21 février), M. Gaston Plissonnier, secrétaire du comité central du Parti communiste français, nous a adressé le texte suivant :*

Je viens de prendre connaissance avec effarement d'une interview de M. Armin Riecker, publiée dans *le Monde*, qui me met gravement en cause.

» M. Riecker, qui, selon ce journal, aurait occupé des fonctions à l'ambassade de RDA à Paris dans les années 70, affirme qu'il aurait apporté *« au début de l'année 1979 une mallette bourrée d'argent »* à ma secrétaire et que, pendant que celle-ci *« comptait les coupures »*, il s'entretenait de la situation politique avec moi ! Il accuse ainsi mon parti d'avoir *« accepté de l'argent durement gagné par le peuple de RDA »* !

» Je ne situe pas ce M. Riecker et ne sais donc pas qui il est ni si j'ai eu l'occasion de le rencontrer un jour. Mais j'affirme, oui, je jure sur tout ce que j'ai de plus cher qu'il ment du tout au tout. Dans sa totalité, ce qu'il raconte – cette mallette bourrée d'argent, cette conversation avec moi, ces sommes qui auraient été versées à mon parti – n'a jamais existé. Tout est faux et inventé. C'est malheureusement le privilège de l'âge, mais je me souviens d'un autre Allemand qui, comme M. Riecker, estimait que *« plus un mensonge est gros, plus il a de chance d'être cru »*... M. Riecker met, d'autre part, au défi Georges Marchais d'avouer sa *« honte » d'avoirpassé d'agréables vacances dans les demeures luxueuses de la nomenklatura de la RDA »*. Il était de tradition que le parti SED de la RDA – c'est de notoriété publique – offre à notre parti quelques invitations chaque année à venir passer un séjour dans ce pays. Des dirigeants et des militants de notre parti ont ainsi eu l'occasion de visiter la RDA une fois dans leur vie, et il faudra m'expliquer en quoi ils devraient en avoir *« honte »*.

» Cela dit, la vérité oblige à dire que Georges Marchais n'a jamais passé de vacances en RDA ! Il s'y est rendu, mais toujours pour des visites de travail. C'est aisément vérifiable. Evidemment, je suppose qu'il y était hébergé dans des conditions convenables. N'était- ce pas le cas des autres délégations officielles françaises, qu'elles soient politiques, diplomatiques ou commerciales ?

» La lecture de cet article m'a donné la nausée. Je sais bien que ce monsieur a tout intérêt à tenter de salir le Parti communiste français s'il veut occuper *« la place que lui confieront les nouvelles instances »*, comme il le dit. Je me doute qu'il se soucie bien peu de mon opinion à son propos, mais, à moi, cela me fait du bien de la lui donner : qu'il soit assuré de mon dégoût et de mon mépris les plus profonds.

## Dans un entretien à la « Pravda »

# M.Gorbatchev insiste sur le caractère progressif de la réunification allemande

Dans un entretien à la *Pravda* paru mercredi 21 février, M. Gorbatchev insiste sur le caractère *« progressif »* que doit avoir selon lui le processus d'unification de l'Allemagne dans ses aspects externes, c'est-à-dire ceux qui concernent la sécurité en Europe.

Après avoir souligné que l'URSS ne s'était *« jamais opposée »* à la réunification et affirmé que les Allemands doivent *« décider eux-mêmes des moyens, des formes et du calendrier de leur unification »* (sous ses aspects internes), M. Gorbatchev rappelle que, cependant, cette dernière ne concerne pas qu'eux. Elle ne doit pas, dit-il, menacer les intérêts nationaux de ses voisins ni entraîner aucune modification de frontières.

Il évoque ensuite les droits des quatre puissances responsables du statut de l'Allemagne : *« Personne n'a annulé les responsabilités des quatre puissances. Elles seules peuvent y renoncer. Il n'y a toujours pas de traité de paix avec l'Allemagne. »* Enfin, il insiste sur le caractère progressif de la résolution des problèmes que pose la réunification du point de vue de la sécurité en Europe, laquelle, dit-il, *« a été préservée pendant longtemps par l'existence de deux alliances militaro-politiques »*. C'est la conférence à six (les deux Allemagne et les quatre puissances garantes) qui devra résoudre ces problèmes : *« L'objectif*, dit M. Gorbatchev, *est de discuter de tous les aspects extérieurs de l'unification allemande, de manière globale et étape par étape (...), de l'insérer dans le processus général européen* [de renforcement de la sécurité] *et d'examiner les aspects fondamentaux du futur accord de paix. »*



## Au grand amphithéâtre de la Sorbonne

# La gauche ouest-européenne en question au colloque « Où va l'Est »

*« Notre lutte contre le communisme totalitaire est finie, notre lutte pour la liberté commence »*, résume Adam Michnik, le directeur du quotidien de Solidarité, *Gazeta Wyborcza*. Que faire de cette liberté, comment la consolider, suivant quel modèle ? C'étaient quelques-uns des thèmes du colloque « Où va l'Est » organisé par plusieurs organes de presse, dont *Libération* et Antenne 2, qui a réuni mardi 20 février, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, un certain nombre de têtes pensantes et de vedettes de cette grande mutation est-européenne.

*« La social-démocratie ne détient pas de formule magique, mais nous pouvons offrir notre expérience à tous ceux qui souhaitent avancer dans cette voie »*, a assuré le premier ministre français, M. Michel Rocard, en ouvrant le colloque, tout en précisant à l'adresse des PC new-look récemment rebaptisés sociaux-démocrates que *« l'appellation ne suffit pas pour masquer une faillite »*.

### *L'économie de marché à visage humain*

Certains orateurs, opposants d'hier et sympathisants de la *« vraie »* sociale-démocratie, ont saisi l'occasion pour regretter que la gauche occidentale n'ait pas fait ses choix plus clairement il y a quelques années : *« Les partis socialistes et sociaux-démocrates qui ont recherché les contacts avec les partis communistes* (de l'Est) *ont péché par manque d'espoir »*, a ainsi accusé, devant un Willy Brandt un peu sombre, le professeur Geremek, président du groupe parlementaire de Solidarité.

Ce colloque fut d'ailleurs un peu le procès de la gauche ouest-européenne, qui, comme l'a reconnu le ministre espagnol de la culture, Jorge Semprun, s'était totalement trompée sur la tournure qu'allaient prendre les événements à l'Est. Mais les critères occidentaux sont-ils encore adéquats pour analyser les évolutions est-européennes ? M. Michnik en doute, relevant, notamment en Pologne, *« une crise de la scène politique traditionnelle »* et lançant un nouvel objectif : l'économie de marché *« à visage humain »*.

Le colloque de la Sorbonne a aussi été celui de la diversité, diversité de tous ces intellectuels et hommes politiques d'Europe centrale qu'on a eu trop souvent tendance à mettre dans le même sac. Comment comparer un Gregor Gysi, chef du PC est-allemand, prêchant laborieusement le *« socialisme démocratique »*, à un Petre Roman, premier ministre roumain, dont les performances télévisuelles dissimulent mal l'inexpérience, et les Geremek, Michnik, Janos Kis (l'un des dirigeants de l'Alliance des démocrates libres hongrois) ou Petr Pithart (chef du gouvernement régional tchèque), qui ont en commun un incontestable brio et des années d'activisme et de persécutions derrière eux ?

La question allemande fut bien sûr aussi au centre des débats, et M. Geremek en profita pour marteler le message polonais après avoir souligné que *« seule la guerre pourrait changer la frontière Oder-Neisse »*. *« Nous craignons*, a-t-il dit, *que l'esprit de Yalta ne soit pas mort. »*

Frustrés d'avoir été oubliés dans cette brillante assemblée, les Bulgares étaient présents par un tract demandant s'ils comptaient *« pour du yaourt »* et rappelant que *« la Bulgarie est en Europe depuis treize siècles »*.

SYLVIE KAUFFMANN

# A TRAVERS LE MONDE

**VENEZUELA**

## *Nouveaux désordres et pillages un an après...*

A une semaine du premier anniversaire des émeutes « de la faim » qui, en février 1989, avaient fait 276 morts (selon un bilan officiel), désordres et mises à sac se sont multipliés, mardi 20 février, au Venezuela. Des dizaines de personnes ont été interpellées.

A Cumana, une localité à 300 kilomètres à l'est de Caracas, des lycéens ont saccagé un magasin d'alimentation et dévalisé deux camions de boissons. Les autorités locales ont fermé *« provisoirement »* trois stations de radio, a indiqué l'agence de presse Innac. Le gouverneur de la province de Sucre a déclaré qu'il avait pris cette mesure *« car elles* (les radios) *commençaient à émettre des bulletins d'information directement depuis le lieu des événements »*. Au même moment à Barcelona, une ville située au sud-est de la capitale, des habitants des faubourgs populaires ont pillé 16 magasins et la police a arrêté 51 personnes. Les policiers ont fait usage de gaz lacrymogènes contre les émeutiers. L'agitation s'est aussi rapidement étendue à Puerto-La-Cruz, un important terminal pétrolier à quelques kilomètres à l'est de Barcelona. Lundi, les forces de l'ordre étaient intervenues à Merida, dans les Andes, pour mettre fin à une révolte d'étudiants. – *(AFP, Reuter.)*

# EUROPE

## URSS : avant les manifestations de dimanche

# Une mise en garde du Soviet suprême contre les risques de déstabilisation

**MOSCOU**

*de notre correspondant*

Le Soviet suprême a mis en garde, mardi 20 février, contre les dangers de « déstabilisation » que comporteraient les manifestations auxquelles ont appelé, pour dimanche prochain, certains des députés les plus réformateurs.

Ces manifestations, stipule la résolution adoptée par le Parlement, ne pourront se dérouler qu'en des endroits *« spécialement désignés »* et devront avoir été officiellement autorisées faute de quoi elles seront dispersées par la force. C'est la première fois depuis les élections du printemps dernier que le Soviet suprême se prononce à l'avance sur un projet de rassemblements et cette innovation reflète la nervosité qui se développe dans le pays à l'approche de ce 25 février.

Depuis que cet appel a été lancé, le 4 février dernier, lors de la manifestation de Moscou en faveur de l'accélération des réformes économiques et politiques, la rumeur affirme en effet, à Moscou, Leningrad et dans toutes les villes où un rassemblement est prévu que des *« provocations »* se préparent. La *Pravda* elle-même a contribué à l'établissement de ce climat par un ton inhabituellement alarmiste et l'extrême droite russe, principalement visée par cet appel, prédit le pire.

S'agit-il seulement de dissuader ainsi les gens de descendre dans la rue ? Quelque chose de sérieux se prépare-t-il réellement ? Impossible à dire mais outre que rien ne serait plus aisé que de dévoyer une manifestation soviétique tant elles sont inorganisées, deux journaux réformateurs, la *Litteratournaia Gazeta* et *Moscou-Soir*, viennent de mettre en garde leurs lecteurs contre les mots d'ordre diffusés dans de faux tracts appelant à manifester dimanche.

Par crainte de leur donner plus de crédibilité, ces journaux n'ont pas révélé ces mots d'ordre mais la *Pravda* parlait, samedi, d'appels à marcher sur le Kremlin et à prendre d'assaut le siège du KGB. La résolution du Soviet suprême parle, elle, de *« forces intéressées à la déstabilisation* [qui] *entendent se joindre aux manifestants »*. L'hebdomadaire *Ogoniok* a publié dans son dernier numéro la déclaration de fondation, signée par les grands chefs de file d'un courant réformateur radical, dun mouvement d'*« action civile »* visant à regrouper *« tous les adversaires du totalitarisme »*, individus, associations ou partis. Hostile au *« bloc qui se forme entre les néostaliniens et les Cent-Noirs, entre la bureaucratie corrompue et le monde du crime »*, ce mouvement devrait connaître son vrai lancement au cours des manifestations de dimanche.

**BERNARD GUETTA**

## Le PC de Lituanie se fixe l'indépendance comme objectif principal

Le parti communiste de Lituanie, qui s'est déclaré en décembre indépendant du PCUS, a annoncé mardi 20 février, à l'issue d'un plenum, que son *« objectif principal est l'établissement d'un Etat lituanien indépendant et la garantie de sa reconnaissance internationale »*.

Le retour à l'indépendance de la Lituanie, affirme-t-il dans un communiqué cité par l'agence TASS, *« doit être atteint par des moyens parlementaires et constitutionnels (...) Il est indispensable que des négociations s'ouvrent dans les plus brefs délais entre l'URSS et la Lituanie dans le but d'établir des relations et une coopération économique stable »* entre les deux pays. Ces négociations, selon le premier secrétaire du PC lituanien M. Brazauskas, doivent permettre d'établir *« la neutralité permanente, des relations commerciales mutuellement avantageuses, d'évoquer la question des frontières, des douanes, des relations extérieures »*.

Les premières élections legislatives libres se déroulent samedi en Lituanie. Préparées sur fond de course à l'indépendance, les divergeances entre les candidats ne portent plus que sur les modalités et les rythmes permettant d'y acceder. *(AFP, Reuter.)*

## YOUGOSLAVIE : pour assurer l' « ordre public »

# Des unités de l'armée fédérale pourront intervenir directement au Kosovo

La présidence collégiale de l'Etat yougoslave a annoncé mardi 20 février, à l'issue d'une réunion extraordinaire à Belgrade, la décision d'engager *« partiellement »* des unités de l'armée fédérale au Kosovo afin *« de protéger l'ordre constitutionnel et de prévenir les violences »* dans cette province agitée par une vague de manifestations de la population de souche albanaise, largement majoritaire, qui s'oppose à la tutelle de la Serbie.

Depuis la fin du mois de janvier, les affrontements ont fait officiellement vingt-six morts et des centaines de blessés. Certes, l'armée était présente depuis un an dans la région, mais elle ne participait pas *« activement »* aux opérations de maintien de l'ordre.

Dans un communiqué, la présidence estime que la situation au Kosovo s'est *« considérablement dégradée »* et que les forces spéciales de la police présentes dans toute la région *« ne suffisent pas pour maintenir l'ordre public »*.

Celles-ci étaient tenues notamment de faire respecter *« efficacement »* les mesures d'urgence en vigueur au Kosovo depuis février 1989, et en particulier l'interdiction des manifestations. Celà n'a pas a été fait, laisse clairement entendre le communiqué, et l'armée pourra donc éventuellement intervenir directement pour assurer cette tâche.

### *Les mineurs en grève*

Les habitants du Kosovo - serbes, monténégrins ou de souche albanaise - sont appelés à s'abstenir d'organiser des rassemblements, le calme étant *« nécessaire pour permettre au pays de poursuivre sa politique sur le chemin des réformes et de la démocratisation »*.

La petite communauté serbe et monténégrine du Kosovo, qui représente environ 10 % de la population, avait réclamé lundi soir, lors d'un rassemblement de quelque dix mille personnes à Kosovo-Polje, des mesures exceptionnelles de protection.

Si celles-ci n'étaient pas décidées, elle menaçait de riposter par les armes et de faire appel à des contingents de volontaires en Serbie.

Le Parlement de cette République avait rappelé le même jour que *« les séparatistes et nationalistes »* albanais *« devaient comprendre »* que la Serbie *« est fermement résolue »* à protéger *« par tous les moyens dont dispose un Etat de droit »* l'ordre constitutionnel en vigueur.

Une nouvelle et importante manifestation s'est déroulée mardi 20 février à Pristina, la capitale de la province. Plusieurs milliers d'étudiants de souche albanaise se sont rassemblés, dans le calme, sur le campus pour réclamer l'ouverture d'un *« dialogue constructif »* entre le pouvoir et l'opposition.

Selon l'agence Tanjug, les manifestants ont annoncé la poursuite du mouvement de boycottage des cours si les dirigeants communistes locaux n'acceptaient pas une rencontre avec les contestataires. Les leaders étudiants ont lancé un appel au calme et invité les jeunes à ne pas se laisser entraîner dans *« des provocations utilisées comme prétexte à des violences, des représailles et des effusions de sang »*.

D'autres manifestations ont eu lieu à Dusanovo, Obilic et Urosevac où les entreprises et les mines sont pratiquement paralysées par des grèves d'ouvriers. A Titova-Mitrovica, dans le nord du Kosovo, un Albanais de souche a été tué mardi soir et une dizaine d'autres blessés lors de violents affrontements avec les forces de l'ordre. – *(AFP, Reuter.)*

## GRANDE-BRETAGNE

# Londres refuse tout contact avec l'IRA tant que celle-ci pratique la lutte armée

**Le gouvernement britannique a de nouveau exclu mardi d'ouvrir un dialogue quelconque avec l'Armée Républicaine Irlandaise - comme l'idée en avait été avancée par la branche politique de cette dernière - tant que les violences n'auront pas cessé en Ulster.**

**LONDRES**

*de notre correspondant*

M. Peter Brooke, ministre chargé de l'Irlande du Nord, a catégoriquement rejeté mardi 20 février la proposition faite par l'Armée républicaine irlandaise (IRA), l'organisation clandestine qui combat par la force la présence britannique dans la province, d'ouvrir des *« pourparlers de paix »*. M. Brooke, qui se trouvait à Belfast pour la cérémonie d'inauguration d'une banque, a déclaré qu'il n'était pas question de parler avec l'IRA tant que celle-ci se livrerait à la violence.

Cette réaffirmation de la position britannique traditionnelle met apparemment fin à l'étonnant dialogue public qui s'était instauré depuis dimanche entre M. Brooke et M. Martin McGuinness, un des dirigeants du Sinn Fein, l'aile politique légale de l'IRA. Dans un discours prononcé dimanche, M. McGuinness avait demandé à M. Brooke de faire savoir quelles *« mesures pleines d'imagination »* il était prêt à prendre si l'IRA abandonnait la lutte armée.

Cette question renvoyait à son tour à des propos tenus en novembre dernier par M. Brooke. Celui-ci avait alors déclaré que le gouvernement de Londres était disposé à faire preuve de *« souplesse et d'imagination »* si l'IRA observait un cessez-le-feu. M. McGuinness avait accompagné dimanche sa demande d'explication d'une louange parfaitement insolite puisqu'il avait décrit M. Brooke comme *« le premierresponsable britannique qui comprenne quelque chose à l'histoire irlandaise »*. Ce sont là des compliments qu'on n'entend guère en Irlande du Nord de la part d'un dirigeant républicain à l'égard d'un ministre de sa Gracieuse Majesté...

### *Quarante-huit heures de confusion*

M. Brooke avait déjà surpris tout le monde il y a quelques mois lorsqu'il avait déclaré publiquement que l'IRA ne pouvait pas être vaincue militairement. Il s'agit là d'une évidence et de nombreux responsables politiques britanniques font la même analyse en privé, mais ils ne se hasardent pas à la répéter en public. M. Brooke, qui a pris ses fonctions en juillet 1989, est-il victime de cette *« maladie infantile »* qui affecte, dit-on, tous les nouveaux ministres chargés de l'Irlande du Nord, et qui consiste à croire qu'ils vont parvenir grâce à leurs talents de persuasion à régler un problème centenaire ?

Après quarante-huit heures de confusion, M. Brooke refuse donc tout contact avec l'IRA et avec le Sinn Fein tant que la première continue à pratiquer la violence et que le second refuse de condamner le recours à celle-ci. M. McGuinness considère de son côté que la réaction du ministre britannique *« est décevante et manque d'imagination »*. Mais M. Brooke continue à s'interroger tout haut sur cet étonnantéchange : *« S'il apparaît qu'il y a un débat au sein de l'IRA à propos de l'avenir et de l'attitude à tenir vis-à-vis des formes constitutionnelles de la vie politique, alors je crois que ce débat est une bonne chose »*, dit-il.

En juillet 1972, M. William Whitelaw, alors ministre chargé de l'Irlande du Nord dans le gouvernement de M. Edward Heath, avait rencontré en secret des émissaires de l'IRA. L'entrevue n'avait donné aucun résultat et a été officiellement la dernière du genre.

Une bombe a explosé mardi soir sur un camion militaire devant un bureau de recrutement de l'armée à Leicester, au centre de l'Angleterre. Deux soldats et un passant ont été légèrement blessés. Scotland Yard a aussitôt mis la population en garde contre une nouvelle campagne d'attentats de l'IRA en Angleterre même.

**DOMINIQUE DHOMBRES**

## TURQUIE : dix-huit mois après leur arrivée

# Des milliers de réfugiés kurdes d'Irak vivent dans des conditions précaires

**ISTANBUL**

*de notre correspondante*

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a engagé une course contre la montre afin de réunir les fonds nécessaires à la construction, avant l'hiver prochain, d'un village qui devrait abriter 13 500 des quelque 30 000 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie depuis août 1988.

Au moment de leur fuite d'Irak, la communauté internationale – la France en particulier – s'était beaucoup préoccupée du sort de ces Kurdes qui arrivaient en Turquie, après plusieurs jours de marche dans les montagnes, avec des récits horribles de bombardements chimiques. Mais, dix-huit mois plus tard, alors qu'ils n'ont toujours pas obtenu le statut officiel de réfugiés et vivent dans des conditions très précaires, la réponse à l'appel de fonds lancé par le HCR en décembre 1989 a été très timide.

Les Américains, qui avaient initialement promis une somme de cinq millions de dollars, n'en offrent maintenant plus que 2,5 millions, justifiant la réduction par le fait que l'année budgétaire est terminée. Quant à la France, elle n'envisage, selon les chiffres cités par M. Murat Sungar, porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, qu'une maigre contribution d'un peu plus d'un demi-million de dollars, qui la place derrière le Danemark, la Suède et la Suisse.

*« La lenteur des contributions m'inquiète »*, affirme M. Daniel Conway, représentant du HCR en Turquie. *« Nous n'avons pour l'instant obtenu que la moitié des 13,2 millions de dollars nécessaires. Tant que la totalité de la somme n'est pas réunie, nous ne pouvons pas commencer la construction et il faudra au moins six mois pour terminer les travaux. »* L'attitude du gouvernement turc qui, à l'origine, exigeait une somme astronomique pour un plan similaire, est en partie responsable du problème.

Ce n'est qu'à la fin de 1989 que le HCR a été en mesure de faire accepter son propre projet, qui prévoit la construction, sur un terrain fourni par les autorités turques dans la province de Yozgat, près d'Ankara, de maisons préfabriquées – une par famille – ainsi que toute l'infrastructure nécessaire à un site semi-permanent : canalisations d'eau, égouts, électricité et routes.

### *Des espoirs déçus*

Au cours des mois qui ont suivi l'arrivée des réfugiés, leur espoir d'être accueillis par les pays européens fut alimenté par les nombreuses visites de diplomates, associations pour les droits de l'homme et parlementaires étrangers qui, tous, en louant la Turquie pour son hospitalité, déploraient les conditions difficiles dans lesquelles la population réfugiée vivait. *« En fait, le rôle de la Turquie n'a pas été apprécié à sa juste valeur »*, affirme M. Conway, qui estime pour sa part que les autorités turques ont déployé des efforts immenses dans la mesure de leurs moyens pour abriter les dizaines de milliers de Kurdes irakiens. Des sources diplomatiques estiment à plus de treize millions de dollars la somme déjà dépensée par la Turquie pour le logement et la nourriture des réfugiés.

La visite privée de M<sup>me</sup> Danièle Mitterrand en mai 1989, jugée très peu diplomatique par la presse turque, a encouragé des rumeurs dans les camps selon lesquelles la France allait accorder l'asile aux déplacés. En fait, la France a accueilli 334 d'entre eux, qui vivent actuellement dans le Massif central. Sans espoir d'une vie meilleure, plusieurs milliers de leurs compatriotes ont quitté la Turquie, certains se rendant en Iran, d'autres choisissant de retourner en Irak. Au cours des six derniers mois seulement, trois mille cinq cents ont choisi cette dernière solution.

A trois reprises récemment, des intoxications alimentaires, que les autorités turques attribuent au levain du pain, ont été observées dans les camps. Dans un article publié le 3 février par le magazine médical *The Lancet*, un groupe de chercheurs britanniques, ayant procédé à des prises de sang et prélevé des échantillons de nourriture à la suite d'un de ces empoisonnements, a conclu que des produits toxiques avaient été introduits dans le pain des réfugiés.

Ces incidents ont ranimé le sentiment d'insécurité des réfugiés qui ont immédiatement accusé l'Irak de vouloir les empoisonner. Pour la plupart d'entre eux, un retour au pays qu'ils ont fui en 1988 n'est pas envisageable, à court terme du moins. Il ne leur reste donc qu'à se résigner à un long séjour en Turquie, en espérant que la communauté internationale saura se montrer généreuse.

**NICOLE POPE**

## Le ministre des affaires étrangères turc a présenté sa démission

Le ministre des affaires étrangères, M. Mesut Yilmaz, a annoncé sa démission, mardi soir 20 février à Ankara. *« Je me sens beaucoup plus confortable maintenant »*, a-t-il déclaré à l'agence de presse anatolienne. Agé de quarante-deux ans, il appartient à l'aile du Parti de la mère patrie (ANAP) au pouvoir.

Au cours des dernières semaines, les rumeurs de discorde entre M. Yilmaz et le premier ministre, M. Yildirim Akbulut, se sont précisées et les deux hommes ont, à plusieurs reprises, fait des déclarations contradictoires sur la politique étrangère de la Turquie. Plusieurs députés de l'ANAP et de l'opposition avaient critiqué les prises de position *« pas assez nationalistes »*, voire *« conciliantes »*, du ministre, notamment dans le contexte du conflit avec la Grèce au sujet de la minorité turque de Thrace occidentale. Selon certains observateurs politiques, M. Yilmaz convoiterait le poste de chef de gouvernement.

Dans un communiqué, diffusé par la télévision officielle, le premier ministre a annoncé son intention de refuser *« pour l'instant »* la démission de M. Yilmaz. – *(Corresp.)*

## ITALIE

# M. De Mita démissionne de son poste de président de la Démocratie chrétienne

**La réunion du conseil national de la Démocratie chrétienne (DC), qui s'est achevé mardi soir 20 février à Rome, a scellé une rupture annoncée depuis plusieurs semaines.**

**ROME**

*de notre correspondant*

Les ultimes propositions de conciliation de la majorité – conduite par M. Arnaldo Forlani, secrétaire général, mais dirigée par le président du Conseil, M. Giulio Andreotti – et de l'aile gauche du parti, ont échoué. M. Ciriaco De Mita a démissionné de ses fonctions de président de la Démocratie chrétienne.

Le courant de gauche avait été mis en minorité lors du dernier congrès de la DC au printemps 1989. Il ne représentait qu'un peu plus de 30 % des mandats. M. De Mita avait dû abandonner la charge de secrétaire général et avait, peu de temps après, été contraint de démissionner de son poste de chef de gouvernement, au profit de M. Giulio Andreotti. Ce dernier était le promoteur d'une alliance plus étroite, et surtout moins conflictuelle, avec le Parti socialiste (PSI) de M. Bettino Craxi, qui l'avait d'ailleurs aidé à déstabiliser son rival de la DC, soupçonné de caresser une stratégie de rechange avec le Parti communiste.

C'est, en apparence, sur ce même sujet qu'un an plus tard le divorce a été prononcé. La « gauche », quoique assez désunie et très affaiblie, a reproché au secrétaire général, M. Forlani, de suivre une ligne de compromis permanente, trop tolérante à l'endroit d'un PSI qui s'est fortement renforcé au cours des dernières consultations et qui se fait de plus en plus exigeant à l'approche des élections municipales de mai 1990.

### *Problèmes de pouvoir*

Pour minorer la crise, M. Arnaldo Forlani a accrédité cette thèse, indiquant qu'elle était *« récurrente au sein de la Démocratie chrétienne »* et en ajoutant : *« Je ne suis pas inquiet ; ce que les électeurs attendent de moi, c'est d'assurer la gouvernabilité du pays. »* Pour sa part, M. Andreotti a regretté la position de la gauche, qui *« fragilise l'action du gouvernement »* et la DC, face aux échéances électorales, *« et que rien, dans la conduite actuelle des affaires, ne justifie »*.

Derrière ce combat des chefs à fleuret moucheté – M. De Mita ayant confirmé son appui à la ligne du gouvernement et à la cohésion du parti – se profilent de nombreux et importants problèmes de pouvoir, dont on voit mal l'issue : le sort de certaines alliances municipales, l'avenir du secteur public, renforcé ou peu à peu privatisé, et certaines nominations dans ce secteur, l'avenir du pôle chimique que se disputent l'ENI et le groupe Ferruzzi, l'équilibre, enfin, dans le secteur télévisuel et éditorial.

*(Intérim)*

# PROCHE-ORIENT

## ISRAEL

# Les divisions s'aiguisent au Likoud

**JERUSALEM**

*de notre correspondant*

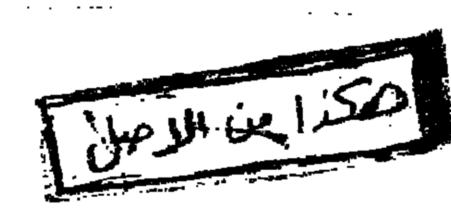
M. Itzhak Shamir a procédé, mardi 20 février, à un remaniement ministériel qui a plus aiguisé qu'apaisé les divisions au sein de son parti, le Likoud. Peu soucieux de conciliation, M. Shamir n'a choisi que des hommes qui lui étaient proches pour remplir le « vide » laissé par la démission d'Ariel Sharon, ministre de l'industrie et du commerce. Il a confié ce poste à M. Moshe Nissim, qui était ministre sans portefeuille, et sera remplacé en cette qualité par un nouveau venu au gouvernement, M. David Magen. Enfin, le ministre des transports, M. Moshe Katsav, siégera au cabinet restreint – l'instance qui prend les grandes décisions – à la place de M. Sharon.

*« Shamir n'en fait qu'à sa tête »*, disait-on à Jérusalem, en relevant que le premier ministre n'avait eu aucun geste en direction de ceux qui ont contesté son autorité. Tenu dans l'ignorance de ces nominations, un des barons du parti, M. David Lévy, fulminait contre M. Shamir ; l'ancien libéral Itzhak Modai, menace de constituer un groupe parlementaire séparé à la Knesset, cependant qu'Ariel Sharon est entré en guerre contre le gouvernement.

**ALAIN FRANCHON**

□ **LIBAN : l'ONU rend l'armée israélienne responsable de la mort de deux casques bleus.**– L'ONU a annoncé, mardi 20 février, qu'elle allait protester auprès de l'armée israélienne, qu'elle tient responsable de la mort de deux casques bleus tués par les miliciens pro-israéliens de l'Armée du Liban-Sud (ALS) (*Le Monde* du 21 février). *« La Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) a enquêté sur l'incident et a conclu que les tirs provenaient des positions de l'ALS dans la zone contrôlée par les Israéliens, et elle va protester auprès de l'armée israélienne »*, a indiqué un porte-parole de l'ONU. *(AFP, REUTER)*





# ASIE

## La visite du président de la République dans le sous-continent indien

## Pakistan : M. Mitterrand a dû régler à chaud le délicat contentieux nucléaire

**M. Mitterrand devait quitter le Pakistan pour le Bangladesh jeudi matin 22 février. Mercredi matin, il s'est rendu à Lahore pour visiter les hauts lieux touristiques de la capitale du Pendjab, avant de regagner Islamabad où, au cours d'une conférence de presse donnée conjointement avec Mme Benazir Bhutto, il devait se prononcer sur une éventuelle coopération nucléaire entre la France et le Pakistan.**

ISLAMABAD

*de nos envoyés spéciaux*

S'il avait su, serait-il venu ? A écouter les confidences de certains proches de M. Mitterrand, c'est la question qui venait à l'esprit, au terme du deuxième jour de ce voyage *« historique »* du président de la République. Tout se passe, en effet, comme si ce déplacement avait été préparé un peu hâtivement et comme si son enjeu, du point de vue pakistanais, n'avait été saisi à l'Elysée que fort tardivement.

En venant ici, M. Mitterrand songeait surtout, à l'origine, à apporter son soutien à Mme Bhutto, incarnation du retour du Pakistan à la démocratie. Or, il apparaît clairement que cette femme, qui semble par moment surgir d'une tragédie de Racine, est menacée de tous les dangers. A la tête d'une majorité précaire, elle se doit, d'autre part, de régler un contentieux vieux de plus de douze ans, qui oppose son pays à la France et qui trouve son origine dans la dénonciation par Paris, en 1978, de l'accord portant sur la construction d'une usine de retraitement nucléaire.

Au-delà des remises de décorations, des phrases de circonstance sur l'amitié franco-pakistanaise, des déjeuners et des dîners officiels ou de travail, c'est bien ce contentieux qui aura dominé le séjour de M. Mitterrand et c'est à lui, finalement, qu'il revient de le régler à chaud, c'est-à-dire dans les plus mauvaises conditions. L'affaire, manifestement, n'enthousiasme pas le président de la République, mais on voit mal comment il pourrait l'ignorer.

### La volte-face française

Elle illustre en même temps les limites d'un système présidentialiste, qui fait tout dépendre d'un seul homme. Que ce dernier ait été accaparé depuis plusieurs mois par d'autres questions (les événements d'Europe de l'Est et l'accélération de la réunification allemande, en l'occurrence) et le voilà obligé, comme au pied levé, de s'emparer d'un dossier qui n'a rien de négligeable, puisqu'il pose tout simplement le problème de la prolifération nucléaire et celui des rapports de la France avec ces deux frères ennemis que sont l'Inde et le Pakistan.

C'est mercredi après-midi (aux alentours de 13 h, heure de Paris), que M. Mitterrand devait rendre son « verdict » sur la nouvelle demande pakistanaise concernant la construction d'une (ou deux) centrale nucléaire.

Mardi soir, dans son entourage, on excluait un *« non »* catégorique, les Pakistanais ayant, semble-t-il, accepté sans limite de temps tous les contrôles internationaux que l'on pouvait exiger d'eux pour être sûr qu'ils ne se livreraient pas à un détournement militaire d'installation civile, dont le but officiel est simplement de pallier un déficit chronique énergétique. On laissait plutôt prévoir une réponse de principe favorable à la demande pakistanaise, mais qui demanderait du temps pour être concrétisée en un accord en bonne et due forme.

De la réponse de M. Mitterrand dépendra, bien sûr, le règlement du contentieux financier qui oppose Paris à Islamabad à propos de l'usine de retraitement mort-née de 1978 . Le coût de ce projet, initié du temps de Georges Pompidou et alors violemment combattu par les Américains (comme celui d'aujourd'hui d'ailleurs), était peu élevé pour l'époque, surtout comparé à celui d'une centrale : 168 millions de francs . Les Pakistanais avaient alors effectué un premier versement de 88 millions de francs.

Paris est aujourd'hui d'accord pour rembourser cette somme et propose pour l'instant de porter l'indemnisation totale à environ 300 millions, sans se braquer définitivement sur ce montant. On est encore loin des demandes pakistanaises puisque Islamabad voudrait obtenir des intérêts de 14 % par an sur son avance de 88 millions de francs.

Paris, d'autre part, juge irrecevable l'argument pakistanais selon lequel la volte-face française a fait perdre de nombreuses années au programme de développement énergétique du Pakistan. Le dossier qui échoit à M. Mitterrand est, comme on le voit, loin d'être simple. Gageons que la réponse qu'il suggérera ne le sera pas non plus.

JACQUES AMALRIC et LAURENT ZECCHINI

□ **TAIWAN : manifestations de l'opposition** . – De violentes manifestations d'opposants ont eu lieu mardi 20 février à Taipeh devant les locaux du Parlement, faisant plus de soixante-dix blessés. Les manifestants, qui se sont heurtés à la police, entendaient protester contre la présence au sein de l'Assemblée des parlementaires élus en 1947. Ces troubles ont empêché l'élection du président et du vice-président de l'Assemblée, qui a été repoussée au 27 février. – *(UPI, Reuter.)*

## Bangladesh : la France joue un rôle majeur dans la lutte contre les inondations

**La visite officielle que M. Mitterrand effectue à Dacca, du jeudi 22 au samedi 24 février, est doublement importante pour son homologue bangalais.**

NEW-DELHI

*de notre correspondant en Asie du Sud*

Depuis les graves inondations de septembre 1988, la France a joué un rôle majeur pour sensibiliser l'opinion internationale sur la nécessité de venir en aide à un pays périodiquement victime de catastrophes naturelles, et elle s'est fortement impliquée pour que s'engage une coopération multilatérale destinée à mettre en place des solutions à long terme.

Le président Hussaïn Mohamed Ershad, qui s'est rendu à Paris en mars 1989, reste, d'autre part, soucieux de conforter sa position internationale : son régime ne jouit pas d'une réputation très favorable s'agissant du respect des pratiques démocratiques et des droits de l'homme. Parvenu au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat militaire, en mars 1982, le président du Bangladesh a instauré depuis lors une stabilité relative dans un pays qui, depuis sa formation en 1971 jusqu'à 1981, a connu cinq coups d'Etat et l'assassinat de deux présidents.

L'économie de l'ancien Pakistan Oriental, dont la population est d'environ 109 millions d'habitants, est menacée par une croissance démographique non maîtrisée (2,3 % par an) . Seule une aide internationale massive (environ 2 milliards de dollars chaque année), lui permet de survivre. En 1988 et 1989, le net renforcement des relations entre le France et le Bangladesh s'est concrétisé par plusieurs visites de responsables français à Dacca. M. Jacques Attali, conseiller à l'Elysée, a été chargé de suivre ce dossier de la lutte contre les inondations, que Paris a eu tendance à traiter comme un dossier bilatéral. Or, une telle approche ne tenait pas suffisamment compte du contexte régional, c'est-à-dire du contentieux entre l'Inde et le Bangladesh, lié notamment au partage des eaux communes, problème crucial en période de saison sèche.

L'Inde a construit un barrage sur le lit du Gange, à Farraka, dans l'Etat du Bihar, à 17 kilomètres de la frontière, et Dacca accuse son voisin de réguler le débit du fleuve à sa guise, au mépris des conséquences pour l'économie du Bangladesh. New-Delhi considère qu'il s'agit d'une question relevant strictement des négociations entre l'Inde et le Bangladesh, et avait manifesté sa mauvaise humeur devant les initiatives françaises.

### Le projet de la Banque mondiale

Or, d'une part, le règlement du contentieux bilatéral n'a guère avancé, d'autre part, l'ampleur du problème nécessite des solutions coûteuses qui impliquent une coopération multilatérale. La géographie du Bangladesh explique les conséquences dévastatrices des inondations. Le « pays-delta » est un entonnoir, qui reçoit les déluges de la mousson frappant l'Inde du Nord, le Népal et le Tibet, et que charrient trois fleuves – le Gange, le Brahmapoutre et la Meghna, – dont les cours aboutissent sur son territoire.

Chaque année, quelque deux milliards et demi de tonnes de limons sont transportées et, en cas d'inondations graves, plus d'un tiers du pays est submergé. Le relief est en effet extrêmement plat : lorsque les cyclones du golfe du Bengale atteignent les côtes sud, l'« onde de tempête » refoule les eaux des fleuves presque jusqu'aux frontières du Nord ! La solution la plus souvent préconisée – et que retient le projet de la Banque mondiale (dont le coût pourrait atteindre 10 milliards de dollars sur vingt ans) – est de construire des digues (remblais) le long des principaux fleuves. L'aide de la France au Bangladesh s'est manifestée, début 1989, par le financement d'une étude de faisabilité d'un plan de lutte contre les inondations qui, pour tenir compte de la position indienne, traite des seules questions de l'endiguement et de l'irrigation.

Le projet de la Banque mondiale prévoit un premier financement de 150 millions de dollars, étalé sur cinq ans, auquel la France participera à hauteur de 15 %. Cette année, la coopération bilatérale comprend donc une enveloppe de 40 millions de francs affectée au problème des inondations. Parallèlement, les protocoles financiers en 1990 s'élèveront à environ 230 millions de francs : ils concernent notamment les secteurs de l'énergie et des télécommunications.

Paris accorde également une aide alimentaire d'environ 17 000 tonnes de blé. La France figure au dixième ou onzième rang des pays donateurs (elle contribue, à hauteur de 20 % aux programmes d'aide de la CEE) et les échanges commerciaux entre les deux pays, nettement excédentaires en faveur de Paris, se situent à un faible niveau (400 millions de francs en 1988). Enfin, un accord de coopération culturelle, scientifique et technique existe depuis mars 1987.

Ces relations bilatérales, de faible ampleur, s'agissant du montant des engagements financiers, sont devenues presque privilégiées sur le plan politique. D'abord en raison du bon climat et de la fréquence qui caractérisent les rencontres entre les présidents Mitterrand et Ershad, ensuite grâce au rôle « pilote » de Paris pour venir en aide à un pays sinistré.

L. Z.

# ASIE

## CAMBODGE

## Le prince Sihanouk rencontre M. Hun Sen à Bangkok

**Pour contrer la campagne lui reprochant l'étroitesse de ses liens avec les Kmers rouges et, par la même occasion, tenter de reprendre l'initiative dans la négociation du conflit cambodgien, le prince Sihanouk a fait plusieurs gestes ces dernières semaines. C'est dans ce contexte qu'il faut placer sa rencontre, à sa demande, mercredi 21 février, à Bangkok, avec le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen.**

**BANGKOK**

*de notre envoyé spécial*

Le prince Sihanouk a déjà démissionné de la présidence de la coalition dont font partie les Khmers rouges et qui siège aux Nations unies. Il ne revendique plus que le titre de « président du Cambodge ». Il a ensuite, obtenu des Khmers rouges le rétablissement de l'ancien hymne national, la modification du drapeau de la coalition, qui a perdu, au passage, son caractère « démocratique ». Il renoue maintenant le dialogue avec M. Hun Sen à l'avant-veille de son retour au Cambodge puisqu'il doit, vendredi ou samedi, en franchir « à pied » la frontière et « s'installer », à quelques kilomètres de la Thaïlande, dans la zone tenue par l'ANS (Armée nationale sihanoukiste) que commande son fils Ranariddh.

Tout en satisfaisant, de cette façon, une demande des Thaïlandais, impatients de voir la négociation avancer, le prince Sihanouk répond à ceux qui, surtout en Occident, lui reprochent son association avec les Khmers rouges. Il veut prouver qu'il dispose d'une certaine marge de manœuvre et le fait à la veille de la visite au Vietnam de M. Roland Dumas, où le ministre français des affaires étrangères séjournera de vendredi à lundi avant de faire une brève escale à Djarkarta . C'est là que doit se réunir, en début de semaine prochaine, une nouvelle conférence sur la Cambodge à laquelle doivent participer, outre les quatre factions khmères, les pays de la région ainsi que la France et l'Australie.

Il reste à savoir si ces concessions ne sont pas seulement de pure forme. « *Sur le fond*, note ici un diplomate occidental, *nous sommes toujours au point où nous en étions lors de l'échec de la conférence de Paris en septembre.* »

En effet, même si un consensus s'est formé sur une intervention massive de l'ONU, y compris sur le plan administratif, il faudra bien définir également un terrain d'entente entre Cambodgiens. Or, sur ce dernier point, les divergences restent pratiquement aussi profondes et les Khmers rouges n'ont accepté de se rendre à Djakarta que pour éviter d'endosser l'échec d'une réunion qui risque, dans ces conditions, de tenir surtout du forum.

En outre, ce n'est pas un hasard si les troupes de M. Hun Sen sont, enfin, passées à la contre-offensive dans l'ouest cambodgien. On ignorait encore, mercredi matin, si elles avaient repris Svay-Chek, une importante position perdue en décembre. Mais, si tel était le cas, ainsi que l'affirment certaines sources militaires thaïlandaises, cela tendrait à prouver que les gains sur le terrain des trois factions opposées à Phnom-Penh sont loin d'être décisifs, même près de cinq mois après le retrait des forces vietnamiennes.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## NÉPAL

## Violentes manifestations antigouvernementales dans la vallée de Katmandou

**Stéphane allix, spécialiste du Népal, dont il revient, nous a adressé le témoignage suivant.**

Les affrontements qui se poursuivent depuis dimanche 18 février, en particulier dans la ville de Bhaktapur, à quinze kilomètres de la capitale népalaise, entre opposants et forces de l'ordre ont déjà fait une dizaine de morts (vingt-deux selon l'opposition). « *La police et l'armée sont absolument partout. Je n'ai même pas pu sortir de Katmandou aujourd'hui* », a raconté au téléphone un photographe népalais qui voulait se rendre à Bhaktapur. Ces affrontements ont commencé dimanche par des défilés de l'Union des partis d'opposition, Parti du Congrès népalais en tête.

Tout avait été programmé depuis un mois. C'est la raison pour laquelle la répression a été si rapide. En effet, le Congrès, banni depuis bientôt trente ans, avait organisé les 18, 19 et 20 janvier une conférence nationale dont le but était de rassembler ses forces et d'adopter un programme d'action en vue de restaurer la démocratie. Malgré l'interdiction, plus de dix mille personnes sont venues de tout le pays.

Le roi Birendra dirige sans partage le Népal, le Parlement n'ayant qu'un rôle symbolique. La corruption a atteint tous les niveaux de la vie sociale. L'impasse dans les négociations avec l'Inde, la situation d'extrême pauvreté du pays contrastant avec la richesse personnelle du souverain, ont fait déborder la marmite du mécontentement populaire. Le Congrès, fondé il y a quarante ans, est le seul parti d'opposition à bénéficier d'un impact suffisant pour canaliser ce mouvement. Lors de cette conférence, il a créé, avec sept autres partis dont les communistes, une union pour restaurer le multipartisme.

Le mouvement a été lancé comme prévu dimanche dernier. Selon des observateurs, quinze mille personnes sont descendues dans les rues. Depuis lundi matin, tous les commerçants de Katmandou observent le mot d'ordre de grève. Aucun trans port ne fonctionne, aucun commerce, à l'exception des restaurants, n'est ouvert.

Des accrochages ont eu lieu dans différentes parties de la vallée de Katmandou, où est concentrée la majeure partie de la population du royaume himalayen. Le pouvoir est maître de la situation dans les rues ; mais en silence, derrière les grilles closes de ces magasins, la lutte s'organise. Le soir, la capitale donne l'impression d'un désert.

La détermination des dirigeants de l'opposition, qui ont été placés en résidence surveillée, mais aussi des hommes de la rue et des étudiants, reste intacte. Pour l'instant, il n'est pas question d'arrêter les manifestations tant que leurs revendications ne seront pas acceptées : instauration d'un gouvernement intérimaire et du multipartisme.

STÉPHANE ALLIX

## VIETNAM : le rapport d'Amnesty International

## *Peut mieux faire...*

Dans un rapport rendu public mercredi 21 février, Amnesty International se « *félicite de l'introduction d'une série de réformes légales par le gouvernement vietnamien* ». Entamées après le déclenchement de la campagne de « *rénovation* » (*doi moi* en vietnamien) adoptée par le PC vietnamien en 1986, elles sont toutefois jugées insuffisantes par l'organisation humanitaire, qui estime qu'en dépit des intentions affichées par les autorités « *beaucoup des réformes prévues pour protéger les droits de l'homme n'ont pas encore été appliquées et que les violations de ceux-ci se poursuivent* ».

Tout d'abord, la procédure judiciaire ne protège toujours pas les citoyens devant les tribunaux et ils sont parfois déjà condamnés avant d'être jugés. Malgré la libération de plus de 1 500 prisonniers politiques en 1987 et 1988, des milliers de personnes restent détenues dans des camps de « *rééducation* », officiellement pour crimes, mais sans doute, en réalité, pour beaucoup d'entre eux, pour des raisons politiques. La détention sans jugement persiste.

Il reste officiellement en « rééducation », selon Hanoï, 130 membres de l'ancien régime de Saïgon, renversé en 1975. Mais Amnesty s'inquiète du sort des personnes arrêtées depuis lors pour des motifs politiques, religieux ou de conscience ou pour « *violation de la sécurité nationale* », et sur lesquelles le gouvernement vietnamien garde le silence. L'organisation cite des cas de journalistes, d'intellectuels, de membres du clergé critiques du régime, dont le poète Nguyen Chi Thien, né en 1932, et qui a passé plus de la moitié de sa vie en prison.

Enfin, Amnesty s'inquiète de la persistance de mauvais traitements dans les lieux de détention : les prisonniers sont régulièrement enchaînés, battus par leurs gardiens à coups de gourdin, de tuyau et de crosse de fusil, sous-alimentés, soumis à un isolement rigoureux pour des peccadilles.

# AFRIQUE

## Angola : les ravages de la guerre et du socialisme

*Suite de la première page*

Les exportations de ce pays, considéré comme un des plus riches du continent et dont le sous-sol regorge de matières premières, flirtent avec le niveau zéro depuis de nombreuses années. Seules les ressources pétrolières (de 85 à 90 % du total des exportations) et celles du diamant permettent au pays de « subsister » et de payer son effort de guerre. La production de café est passée de 210 000 tonnes par an en moyenne, dans le début des années 70, à moins de 15 000 tonnes aujourd'hui. Exportateur net en 1970, l'Angola importe maintenant des quantités importantes de viande. Si la campagne 1972 de pêche avait atteint le chiffre de 600 000 tonnes, la production est tombée maintenant à moins de 100 000 tonnes...

### *Perestroïka à l'angolaise*

Le symbole le plus parlant de cette déliquescence reste ce monument inachevé, faute de matières premières dit-on, qui, dans la banlieue de Luanda, devait célébrer la gloire du président défunt, Agostinho Neto, et dont les poutrelles de fer rouillé se dressent désespérément vers le ciel comme autant de moignons inutiles.

« *La situation n'est pas plus brillante qu'avant*, commente un expert international ; *la seule différence est qu'aujourd'hui on peut le dire sans se faire traiter d'impérialiste, et que les dirigeants eux-mêmes reconnaissent une certaine faillite du système.* » Le président José Eduardo Dos Santos avait donné le signal de cette « perestroïka à l'angolaise » dès 1987, annonçant un changement de cap important dans la conduite des affaires du pays.

Dénonçant tout à la fois la « *centralisation excessive* », la « *bureaucratisation* », la « *désorganisation et la mauvaise gestion des entreprises* », « *l'indiscipline et la corruption galopantes* », il préconisait une ouverture plus large vers l'Occident et un recours plus important à l'initiative privée. Plus de deux ans après, force est de reconnaître que les résultats ne sont pas encore probants.

La récente mission effectuée à l'initiative de M. Guy Penne, président de l'Association France-Angola à Luanda, par une trentaine de représentants de quelques grandes entreprises françaises a montré les limites de l'exercice : « *Enormes possibilités, mais encore trop d'incertitudes* », résumait un des participants. Même diagnostic de la part des experts de la Banque mondiale, qui estiment l'Angola encore trop « fragile » pour pouvoir lui appliquer le programme d' « ajustement structurel » en cours dans de nombreux autres pays africains.

Cette incertitude, ce provisoire, ce flou ne pourront être dissipés tant que le pays vivra dans une sorte de *no man's land* idéologique, fait d'un curieux mélange de relents de marxisme-léninisme et de libéralisme honteux. Ici, on ne parle pas de libéralisation, mais de « *redimensionnement* ». Pour la plupart des observateurs, le temps est pourtant venu pour que l'Angola accomplisse sa véritable mue. Et de nombreux dirigeants eux-mêmes semblent « mûrs » pour sauter le pas. Cette insistance à rappeler que c'est par nécessité, et non par souhait, que les premiers responsables du pays sont tombés dans l'orbite de l'URSS et du camp socialiste ; cette volonté de dire à tout propos qu'Agostinho Neto n'était pas un marxiste-léniniste... sont quelques signes qui ne trompent pas.

### *« Pas mal de choses vont changer »*

Le prochain congrès du parti unique, le MPLA, qui devait se tenir en décembre 1990 mais dont la date sera vraisemblablement rapprochée, pourrait sans doute fournir l'occasion de cette transformation. « *Pas mal de choses vont changer* », prophétise ainsi M. Pedro de Castro Van-Dunem – « Loy » dans la clandestinité, – ministre des affaires étrangères. « *Des élections libres pourront être organisées dans quelques années*, reconnaît-il, *lorsque les conditions seront réunies.* »

Si, pour le moment, il préconise une ouverture à l'intérieur du parti unique à d'autres courants, il n'exclut pas que « *ces tendances pourront se développer jusqu'à la possibilité de création de partis politiques* ». Une des principales questions qui se posent est de savoir si le président Dos Santos aura suffisamment de poids pour imposer des changements conséquents ou s'il devra louvoyer entre les différentes tendances du parti et proposer un compromis, qui sera dépassé dans les faits avant même d'avoir été mis au point.



Dernier, et non des moindres, élément d'incertitude et de provisoire : la situation militaire. Les accords de Gbadolite en juin dernier au Zaïre, sous l'égide du président Mobutu Sese Seko, étaient à peine signés que les affrontements reprenaient entre les troupes de l'armée régulière et les « rebelles » de l'UNITA. Début février, les forces régulières auraient pris la ville de Mavinga, au sud-est du pays, se rapprochant ainsi de la base principale de l'UNITA, Jamba.

Si cette information, démentie par l'UNITA, était exacte, le mouvement de Jonas Savimbi pourrait être en mauvaise posture, car Mavinga, outre son aéroport, constitue un verrou stratégique, le dernier rempart avant le quartier général de l'organisation. « *En 1982, nous avions déjà pris Mavinga*, reconnaît le lieutenant général Antonio Dos Santos Franca, dit « N'Dalu » (le feu), chef d'état-major des armées, *mais les Sud-Africains nous ont obligés à partir. Cette fois, il n'y a pas eu, pour le moment, d'intervention de l'Afrique du Sud.* »

Tout est sans doute là : la normalisation des relations avc Pretoria conditionne, en effet, une bonne partie de l'avenir de l'Angola. La libération de Nelson Mandela, même si le ministre des affaires étrangères estime qu'elle constitue une « *condition nécessaire mais pas suffisante* », a encore fait progresser cette normalisation. Si les responsables angolais font de l'abolition de l'apartheid la condition pour « *entamer des négociations normales* », ils se refusent à placer la barre trop haut, en exigeant, par exemple, des élections libres en Afrique du Sud, se contentant de demander « *la pleine participation de tout le monde, sans distinction de races, à la solution des problèmes du pays* ». Conclusion du ministre des affaires étrangères : « *L'Afrique du Sud, pays africain, pays de notre région, pays qui maîtrise la technologie et le know how, pourra alors être l'agent catalyseur du développement économique intégré de toute la région.* »

JOSÉ-ALAIN FRALON

## COTE-D'IVOIRE

## Manifestations étudiantes et agitation politique

Abidjan. – Manifestation d'étudiants, arrestations d'opposants, coupures d'électricité : la Côte-d'Ivoire connaît une semaine agitée sur les plans politique et social, alors que les instances dirigeantes du parti au pouvoir vont se réunir dans les prochains jours.

Les étudiants se sont mis en colère lundi 19 février dans leur résidence universitaire, à Yopougon (nord-ouest d'Abidjan), protestant contre les coupures d'électricité qui plongent dans le noir les quartiers de la capitale et les empêchent de préparer leurs examens de milieu d'année. Ils ont coupé des arbres et édifié des barricades.

Le ministre de l'éducation, M. Bala Keita, s'est rapidement rendu sur les lieux avec son collègue chargé de la sécurité intérieure, le général Issouf Koné, et a promis de remettre les examens prévus. Il dément qu'il y ait alors eu des incidents.

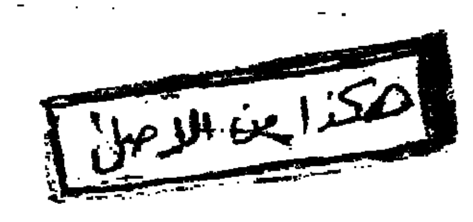
En revanche, les étudiants sont nombreux à affirmer qu'ils ont jeté des pierres en direction du ministre, et que les forces de police et l'armée ont chargé, faisant des victimes. Les journalistes de l'AFP ont vu mardi à la cité universitaire deux véhicules brûlés et les rues du quartier étaient jonchées de pierres.

Mardi matin, les étudiants n'ont pas trouvé les bus qui les conduisent habituellement au campus, dans l'élégant quartier de Cocody. Ils s'y sont rendus à pied et ont à nouveau coupé des arbres, puis ont brisé les vitres d'un bus qu'ils ont tenté d'incendier.

Les étudiants ont surpris les observateurs en inscrivant sur les chaussées des slogans hostiles au président ivoirien, tels que « *A bas Houphouët* », « *Fini Houphouët* », « *multipartisme* », Ce dernier slogan est également celui du Front populaire ivoirien, une organisation politique qui tente d'obtenir l'autorisation de présenter des candidats aux élections, ce qui serait sans précédent depuis l'indépendance de la Côte-d'Ivoire, en 1960. Le Front signale que sept de ses militants ont été appréhendés.

Ces arrestations seraient la conséquence de la récente parution du magazine *L'Evénement*, le périodique du FPI, affirme cette organisation qui exige un débat sur « *la transition pacifique vers la démocratie* ». – (AFP.)





## AMÉRIQUES

# Cuba, « dernière tranchée » du socialisme

## II. – *Une jeunesse en quête d'identité*

**Essoufflée et isolée, la révolution castriste a encore lancé un appel à la mobilisation générale. Mais la solution choisie, un retour à un « socialisme de pureté » en contradiction avec la perestroïka soviétique, satisfait bien peu une population lassée de l'immobilisme politique et de la pénurie. Le régime vient de promettre des *« réformes profondes »* mais dans quel sens ? (*Le Monde* du 20 février.)**

LA HAVANE

*de notre envoyée spéciale*

A Santiago-de-Cuba, on voit encore sur les murs jaunes de la caserne Moncada la trace des balles qui ont mis la brique à nu. C'est ici que la révolution a commencé, le 26 juillet 1953, lors du commando meurtrier des frères Castro contre les forces de Batista ; ici aussi qu'elle s'achève : dans un musée où ne manque ni une chemise tachée de sang verdi, ni un cliché de « Fidel », glabre, beau, inspiré. La caserne est devenue une école où de jeunes élèves en uniforme font de la gymnastique. La révolution pour eux qu'est ce que c'est ? Une brunette essoufflée répond sans hésiter : *« Le musée ! »*.

De ces enfants de la lutte armée qui ont reçu en cadeau éducation et santé, 36 % ont moins de vingt cinq ans. Et si les exploits de leurs aînés leur ont tenu lieu de contes de fée, aujourd'hui ils doivent faire face aux déceptions de la réalité : les pénuries, les queues, ou encore ces heures d'attente pour attraper la *« gua gua »*, l'autobus hongrois qui part en pièces détachées. Alors on leur explique qu'ici c'est beaucoup mieux qu'ailleurs dans la Caraibe. Qu'en savent-ils ? Ils n'y sont jamais allés ? A leurs yeux, la mer qui les protège du grand voisin américain, est aussi une prison. Une prison perméable dont les Etats-Unis ont la clef : à travers Radio Marti qui émet depuis la Floride ou même la télévision officielle qui diffuse 30% d'émissions américaines c'est justement l'Amérique qui les fait rêver. Et ces mêmes jeunes gens, qui flânent, transistor en main comme à New-york, dans ce décor de thriller que sont devenues les splendeurs décrépites de la vieille Havane où il n'y a plus par endroit ni eau ni téléphone, défilent ensuite en criant *« Socialismo o muerte »* en tee shirt coca cola.

### Un socialisme « d'ascèse »

*« 31 y pa'lante ! »* – trente et un ans (de révolution) et en avant ! – proclame un nouveau slogan. *« En avant ? mais vers où, nous tournons en rond ! »* constate un étudiant en lettres. Pas un subversif, sa famille est bien vue, bons fonctionnaires, bons militants. Son problème avant d'envisager l'avenir c'est qu'il *« ne comprend pas le présent »*. On s'y perdrait à moins . Et ces jeunes Cubains plus éduqués, donc plus critiques à qui l'on rappelle à plaisir que Fidel, en 68, traina 24 heures avant d'approuver l'intervention soviétique à Prague, le voient aujourd'hui préparer son voyage en Chine sans sourciller sur Tiananmen, bouder Moscou qui les a formés, faire les yeux doux à Miami pour désamorcer le lobby des exilés. Enfin les combattants *« internationalistes »* rentrent d'Angola, vainqueurs, mais vite désoeuvrés : Cuba rétrécit, elle s'isole. *« Même le Nicaragua se met à voter, et nous que nous propose-t-on ? un retour aux sources, à José Marti, au « Che ». Ce sont des pensées généreuses mais sont-elles adaptées ? Il y a des jours,* conclue l'étudiant sceptique, *où mon pays me fait l'effet d'un sous marin idéologique en plongée »*

Depuis 1986, la *« rectification »*, réponse cubaine aux erreurs de l'économie, tourne à l'école de pensée. Centralisme et planification doivent être sublimés par la pensée du «*Che* » : loin de l'exemple abatardi de l'*Est*, un socialisme *«d'ascèse »*, celui de *« l'homme nouveau »*, retrouve sa pureté . Premiers sacrifiés, les marchés paysans et l'artisanat, porte entrebaillée vers l'initiative privée. Modèle proposé, celui du *« travailleur exemplaire »*. Mais ce nouveau stakhanovisme résiste mal à l'épreuve des tropiques. La gabegie persiste, selon un expert hongrois ; *« Plus de 50% des récoltes de fruits se perdent par manque d'efficacité »*. La lassitude et une planification ubuesque font le reste. Des conseillers bulgares « n'expliquaient-ils » pas la culture du café aux paysans des Fincas ?

### L'ordre règne

Une fois de plus, il a fallu faire appel à la vieille recette de la mobilisation. Et avec la fin de l'aventure africaine, la militarisation de l'économie lancée en 1987 s'est encore accrue. Des techniciens de l'armée (qui emploie 10% de la main d'oeuvre active) sont répartis dans cinq cents entreprises. Il existe même des unités de production militaires, comme le centre d'industrie mécanique « Ernesto Che Guevara » à Manicaragua, véritable laboratoire où sont étudiés le coût réel et la rationalisation de la production. Le secteur le plus touché, le logement, est aussi le plus en pointe : depuis trois ans, les *« microbrigades »*, des groupes de volontaires détachés, et plus récemment les *« contingents »*, des travailleurs d'élite, auraient fait augmenter le nombre de logements de 18 %. Effort pour lequel quelques incitations matérielles ont étayé les purs idéaux : le droit, *a priori*, de disposer de 50% des appartements construits ; plus d'autonomie, etc.. En dépit de la rhétorique officielle, Cuba a compris la nécessité de rompre le saint principe de l'égalité des salaires, et le mot « mérite » n'est plus tabou.

La mobilisation, soit, mais le modèle proposé n'est pas exempt de failles. L'exemple des *« pinchos »*, les « petits chefs », qui circulent en Lada soviétique, au milieu des side cars et des vieilles américaines rafistolées, s'envolent à l'occasion pour l'étranger et contournent sans mal l'austérité de la *« libretta »*, n'exalte en rien les vertus guévaristes . Enfin, au sortir de cette éducation gratuite et égalitaire, les meilleures places vont aux meilleurs militants. Comme le dit ce diplômé de médecine qui s'est retrouvé laborantin : *« Mieux vaut réussir une réunion de cellule qu'un examen »*.

Pire, l'été dernier, « l'affaire Ochoa » -du nom du général fusillé avec trois de ses compagnons pour indiscipline et *« trafic de drogue »* - qui s'acheva par la plus grande purge politique des trente dernières années, a ébranlé bien des ferveurs révolutionnaires. Ce procès, les dirigeants l'avaient voulu exemplaire, et tout Cuba a suivi à la télévision ce qu'on a bien voulu lui en montrer. Officiellement en sacrifiant un *« héros de la république »* et en jetant en prison un favori en titre, le trop entreprenant ministre de l'intérieur Abrantès, il s'agissait de montrer que nul n'est au dessus des lois, et du même coup du pouvoir.

Le procès a pourtant eu un effet boomerang et les jeunes militants ébahis ont découvert l'univers des nantis du régime, l'usage de la drogue a des fins politiques et les curieux accomodements de la nouvelle morale socialiste avec la raison d'Etat. Surtout, comme le confiera après bien des réticences, un cadre du parti : *« Je ne savais pas qu'il y avait autant de centres de décision »*.Que le populiste Ochoa ait été comme l'a dit l'homme de la perestroïka, ou que l'affaire ait caché de plus obscurs règlements de comptes, elle laisse des cicatrices. L'armée oute puissante a fait main basse sur le ministère de l'intérieur se tait, mais seulement en apparence. Le régime n'a-t-il pas institué une nouvelle section de la police secrète pour la surveiller ? Quatre haut gradés auraient même assuré, par lettre, leur soutien au gouvernement. Comme si cela n'allait pas de soi...

Pour l'instant, il s'agit de démontrer que l'ordre règne à Cuba et que les dirigeants parlent d'une seule voix. Pour enrayer le dérapage dans l'opinion publique une réunion du parti s'est tenue à la mi décembre. Verdict : *« Il faut fortifier les liens avec les masses »*. Du coup, le *« Commandante »*, qui avait pris du champ ces derniers mois,est remonté en première ligne, discutant au congrès des travailleurs en janvier, horaires, tracteurs, semences, comme autrefois. Tandis que *« Granma »* l'organe officiel annonçait – pour désamorcer la grogne ? –qu'en préparation à ce IVème congrès du parti, qui pourrait être celui de tous les dangers pour le régime, les dirigeants des cellules de base seraient élus au vote direct et à bulletin secret. A présent, au lendemain du plénum extraordinaire du PC, le 16 février, on parle de *« réformes en profondeur »* mais sans toucher bien sûr au parti unique, ni au *« centralisme démocratique »*.

Résultat : Cuba est dans l'expectative, s'agit-il seulement de gagner du temps ? Pas un cheveu ne dépasse au gouvernement, et certaines mesures plus ouvertes, envers la presse notamment, restent figées depuis l'été.

### Apartheid touristique

Privée de moyens d'expressions pour briser la *« teke teke »*, la langue de bois, et le puritanisme officiel, la jeunesse s'ennuie ferme. C'est le règne de la culture *« topo »* (clandestine), des chansons aux allusions hermétiques comme celles des populaires « Van Van », des timides ironies culturelles de revues comme le *Caiman barbudo*. Dans le *« Parque central »* et la rue 23, les *« Frikis »*, les marginaux, conjuguent marijuana, coktails pharmaceutiques et désenchantement.

La révolution n'échappe pas au conflit des générations. Au point que le gouvernement a même décidé depuis janvier de multiplier les concerts gratuits, les expositions, voire les projections de courts métrages dans la rue, comme celle de l'autre soir sur un mur de l'hôtel Habana-libre, qui a donné lieu a un gigantesque happening, dument canalisé par la police. Une revue nouvelle *« La Naranja Dulce »* a réussi a publier un numéro entier sur l'érotisme à Cuba, le premier parait-il en trente ans. *« En fait ce qui nous manque surtout, c'est la qualité des rapports humains. Tout le monde se méfie. Ensuite, entre le travail, les corvées volontaires, les réunions de quartier, les queues pour manger, celles pour l'autobus, on ne s'appartient plus,* déplore Ernesto, psychologue dans un hôpital. *Et le soir, adieu l'intimité. Moi je loue un divan pliant dans le studio d'une vieille dame, j'attend qu'elle se couche derrière un paravent pour travailler. Pour d'autres c'est pire : mes deux soeurs vivent chez une tante, mes parents chez mon grand père, à dix dans une petite maison. »*

A ce rythme, les divorces sont légions, le taux de suicide est élevé chez les adolescents. *« Les gens se réfugient dans le sexe, le rhum et la danse »*. Et encore, que faire lorsque l'entrée d'un « club » coute 25 pesos et qu'on en gagne à peine 180 ? Quant à sa fiancée, Ernesto avoue en rougissant l'emmener dans une des quarante *« posadas »*, *« auberges d'amour »*de la capitale comme celle de « l'Amitié » dans la vieille Havane : une lumière rouge avec deux profils entrelacés à l'entrée, une salle d'attente sombre, et trois heures d'intimité pour 5 pesos.

Ne pas s'attarder, ici aussi on fait la queue : *« C'est humiliant »* dit-il. Tout aussi humiliant et frustrant, « l'apartheid touristique » comme l'ont surnommé les Cubains, qui, pénurie de billets verts aidant, s'est développé depuis trois ans. A Varadero, Cayo Coco et tous les coins de paradis de l'île, les Cubains sont exclus. Admis sur la plage, certes, mais pas dans les restaurants où l'on paie seulement en devises. De même à la Havane où des taxis aux hôtels en passant par les magasins d'Etat, une vie parallèle s'est constituée. La police touristique veille, y compris dans les ascenseurs des grands hôtels, gare à qui change au noir, il ira en prison.

Le tourisme au secours de *« l'homme nouveau »* ? On reste rêveur en écoutant le très dynamique vice-président de Cubanacan, une entreprise à capitaux privés, concurrentielle de la désastreuse Intur, parler marché, joint venture et flexibilité. Objectif : *« Passer de 250 000 touristes au million et rendre à Cuba la place qu'elle occupait en 59 »*, en attirant Européens, et Japonais, une gamme au dessus de la clientèle actuelle de Brésiliens et Canadiens. Déjà la chaine espagnole Sol a signé pour plusieurs hôtels de luxe. Cuba construit, les Espagnols gèrent. Une entorse bien difficile à faire admettre dans la rhétorique de l'austérité. Et ces jeunes, doublement isolés, qui s'interrogent sur leur avenir achèvent d'y perdre leur identité.

La révolution est devenue un musée, et la Sierra Maestra, un restaurant, dans l'ancien Hilton qui abrita la Tricontinentale et Che Guevara. Cubains s'abstenir, dollars exigés à l'entrée.

**MARIE-CLAUDE DECAMPS**

**Prochain article :**
**III. – Les « marginaux » du régime**

# DIPLOMATIE

Isolée au conseil européen de Dublin

## La Grande-Bretagne a décidé de lever les sanctions contre l'Afrique du sud

### *Les Douze étudient les conséquences de la réunification allemande*

**Le secrétaire au Foreign Office a annoncé, mardi 20 février, à Dublin, que son pays malgré l'opposition de ses partenaires, allait lever l'interdiction qui s'applique aux investissements en Afrique du Sud.**

**DUBLIN**

*de notre envoyé spécial*

C'est sans réticences apparentes que les ministres des affaires étrangères des onze pays partenaires de la RFA ont accueilli mardi 20 février à Dublin le programme de réunification des deux Allemagnes tel qu'il leur a été présenté par M. Hans-Dietrich Genscher. Le ministre fédéral des affaires étrangères s'est félicité d'avoir rencontré *« non seulement la compréhension, mais l'appui de ses collègues »*. On comprend sa satisfaction lorsqu'on se souvient des réactions mitigées, et pour certaines (Pays-Bas) franchement hostiles, des Douze sur ce même dossier voici exactement un mois à Dublin. M. Roland Dumas avait alors estimé *« un peu prématuré »* d'évoquer comme une perspective prochaine la réunification des deux Allemagnes et l'intégration des Allemands de l'Est à la Communauté.

Une formule ayant été trouvée à Ottawa pour délibérer des problèmes externes que soulève la réunification, les Onze semblent admettre que les questions internes, y compris l'union monétaire, soient traitées de façon bilatérale par les deux gouvernements allemands. Il est vrai que M. Genscher a tout fait pour les rassurer, indiquant la volonté de Bonn d'informer les partenaires de la Communauté *« de la façon la plus approfondie »* et à chaque stade de la négociation avec le gouvernement qui sera issu des élections du 18 mars en RDA. Cette information-concertation aura comme temps fort la réunion d'un conseil européen extraordinaire à la fin du mois d'avril, probablement à Dublin.

Dans la perspective de ce sommet, la Commission européenne a été invitée à préparer deux rapports : l'un concernant les effets de l'intégration de l'Allemagne de l'Est sur la Communauté et notamment sur la coopération monétaire ; le second sur les relations de la Communauté ainsi élargie à la RDA, avec les pays de l'Europe de l'Est. M. Genscher a répété que le processus de réunification devrait trouver son ancrage dans la Communauté. Rappelant l'intervention en janvier dernier de M. Jacques Delors devant le Parlement européen, il a souligné que l'intégration de l'Allemagne de l'Est à l'espace communautaire, après qu'aura eu lieu la réunification, n'exigerait pas la rédaction d'un traité.




#### Pour l'élimination complète de l'apartheid

Comme s'il fallait exorciser la crainte que la remise en cause du *statu quo* en Europe ne porte un coup fatal à l'intégration des Douze, la déclaration sur la CSCE (conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), approuvée par les ministres, fait, elle aussi, référence à la Communauté comme pôle d'équilibre en Europe et à la volonté de ses Etats membres de progresser vers une union politique. Les Douze suggèrent que la préparation de ce sommet, au niveau des trente-cinq, soit engagée activement, dès ce semestre. A propos du désarmement, leur déclaration souligne que les négociations devraient se poursuivre sans discontinuité après qu'un premier accord sur la réduction des forces conventionnelles en Europe aura été trouvé à Vienne.

Les Douze, comme on s'y attendait, sont divisés sur l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Tous saluent comme *« positives et significatives »* les mesures prises récemment par le gouvernement de M. De Klerk, mais estiment qu'elles ne vont pas assez loin puisque des prisonniers politiques sont encore détenus et que l'état d'urgence n'a pas été aboli. *« Il y a encore un long parcours à accomplir avant de parvenir à l'élimination complète de l'apartheid »*, a constaté M. Gérard Collins, le ministre irlandais des affaires étrangères, qui présidait la réunion. La grande majorité des Etats membres estiment, dans ces conditions, qu'il n'y a pas lieu de lever les sanctions économiques décidées en 1986 par la Communauté.

Le Royaume-Uni, appuyé par le Portugal (dont de très nombreux ressortissants, anciens colons de l'Angola et du Mozambique, vivent en Afrique du Sud) est d'un avis contraire. M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, a proposé une formule de compromis, qui n'a pas été acceptée par ses collègues : le Royaume-Uni attendrait pour lever l'interdiction faite aux entreprises d'effectuer de nouveaux investissements en Afrique du Sud, mais à la condition que les autres Etats membres s'engagent, eux aussi, à abolir cette interdiction dès lors que l'état de siège aurait été levé et les prisonniers politiques libérés. La majorité des Etats membres n'ont voulu prendre aucun engagement tant qu'ils n'ont pas l'assurance que le dialogue entre les autorités sud-africaines et l'ANC est engagé de manière constructive. Cette tentative de conciliation ayant échoué, M. Hurd a confirmé que le Royaume-Uni libérerait de manière unilatérale les investissements.

Au compte de l'ouverture, on relèvera la décision des Douze d'envoyer la troïka communautaire (l'Irlande qui préside, la France qui l'a précédée, l'Italie qui suivra) en Afrique du Sud. M. Collins dirigera cette délégation, dont la mission sera de prendre des contacts et de favoriser le dialogue. Mais il n'a pas été décidé si les Français et les Italiens seront représentés au niveau ministériel ou simplement par des fonctionnaires. Enfin, les Douze ont été d'accord pour reprendre une coopération *« culturelle et scientifique »* avec l'Afrique du sud, étant entendu qu'ils espèrent de la sorte contribuer à la disparition de l'apartheid.

**PHILIPPE LEMAITRE**

□ **Afrique du Sud : M. Nelson Mandela à Lusaka.** – Le leader historique du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, se rendra, lundi 26 février, à Harare pour y rencontrer le président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, et le lendemain, 27 février, à Lusaka, en Zambie, où il aura des entretiens avec la direction en exil de l'ANC, a annoncé M. Zwelakhe Sisulu, fils de Walter Sisulu. Porte-parole du comité national d'accueil, M. Zwelakhe Sisulu a également confirmé qu'une rencontre avec le chef zoulou, M. Mangosuthu Buthelezi, devait avoir lieu mais qu'aucune date n'avait été fixée. Par ailleurs, l'organisation rivale de l'ANC, le PAC (Congrès panafricain), a accusé celui-ci de *« prostitution politique »*. M. Benny Alexander, secrétaire général du PAM (Mouvement panafricain), la branche interne du PAC, a reproché à M. Mandela certaines de ses déclarations en affirmant : *« S'ils sont prêts à faire des compromis sur tout, comme ils l'ont suggéré, ils sont sur la voie d'un bradage. »* – (*AFP*.)

A l'appel du comité français « Nelson Mandela libre ! »

## Trois mille personnes ont défilé à Paris pour « ne pas relâcher la pression »

**Trois mille personnes ont défilé, mardi 20 février, de la place du Trocadéro aux Invalides, à Paris, à l'appel du comité français « Nelson Mandela libre ! » pour demander la levée de l'état d'urgence en Afrique du Sud, l'arrêt immédiat des procès et des exécutions politiques, la libération des détenus politiques, et le retrait de la police et de l'armée des townships (les banlieues noires).**

La banderole de tête est aux couleurs de l'African National Congress (ANC) : vert, jaune et noir. Portée au son de l'hymne du mouvement, *Nkosi Sikélélé y Africa* – Dieu sauve l'Afrique, – elle proclame : *« Mandela libre, la lutte continue »*. Car ils sont tous venus pour cela : *« Ne pas relâcher la pression »*. Malgré la libération de Nelson Mandela.

*« Il y a encore quelques mois, nous défilions pour que Pretoria libère Mandela*, explique un manifestant. *Aujourd'hui, c'est fait, mais rien n'est définitivement réglé pour autant. L'apartheid est intact. Il faut continuer à se battre »*. Les slogans sont à l'image de ces priorités : *« Rocard, Mitterrand, sanctions à 100 % »*, *« Elections libres en Afrique du Sud »*, *« Contre l'apartheid, appliquez les sanctions »*. Le comité français « Nelson Mandela libre ! », qui regroupe plus de soixante organisations, a décidé de mobiliser ses troupes à nouveau, mais le succès est incertain : trois mille personnes ont rejoint le défilé. *« Les gens sont en situation d'attente*, explique un responsable de SOS-Racisme, entouré d'à peine une trentaine de militants. *Ils ignorent ce qui va se passer à la suite de la libération de Mandela. Ce n'est pas très facile de mobiliser dans ces conditions. »*

La camionnette du MRAP promène une peinture géante du leader noir avec des centaines de signatures recueillies le dimanche 11 février, le jour de la libération de Nelson Mandela, devant l'ambassade d'Afrique du Sud, à Paris. Des messages de soutien, des mots de solidarité, et la phrase d'une jeune lycéenne de seize ans : *« Mandela, quand tu es rentré en prison, je n'était pas encore née... »*

Au premier rang des manifestants, Solly Smith, le représentant en France de l'ANC, côtoie les ambassadeurs de Zambie et du Zimbabwe. Le Parti communiste est venu en force.

*« Ce sont eux qui ont été les plus présents ces dernières années dans la lutte contre l'apartheid*, souligne un manifestant. *Ils font de gros efforts de mobilisation. »*

Suffisamment pour que le Parti socialiste se sente mal à l'aise : bien qu'il figure dans la liste des organisations appelant à la manifestation, aucun de ses représentants n'a rejoint le cortège. Le mouvement des Jeunesses socialistes est présent, mais il refuse à la dernière minute d'accompagner la délégation qui se rend à l'hôtel Matignon.





Le rapport annuel du département d'Etat

## Washington dénonce une violation généralisée des droits de l'homme en Chine

**Le gouvernement chinois a violé en 1989 *« virtuellement tous les droits (...) universellement reconnus »* et a eu largement recours à la torture et au meurtre politique, indique le rapport annuel du département d'Etat américain sur les droits de l'homme dans le monde, rendu public mercredi 21 février.**

Le rapport critique principalement le *« massacre »* des 4 et 5 juin, place Tiananmen à Pékin, et la répression de toute dissension politique qui s'en est suivie et qui, affirme-t-il, continue. Il cite également l'emploi d'une *« force excessive et aveugle »* contre les manifestations à Lhassa, en mars, ainsi que des informations sur les tortures et mauvais traitements des prisonniers politiques au Tibet.

Le document dénonce enfin les sévères restrictions aux libertés d'expression, de la presse et de religion.

Aux côtés de la Chine, Washington place, en tête des violateurs des droits fondamentaux en Asie, la Birmanie, où les militaires se sont emparés du pouvoir en septembre 1988. Le rapport indique que *« la situation, déjà déplorable, s'est encore détériorée en 1989. Le contrôle des populations par le gouvernement et ses ingérences dans la vie privée se sont accrus, de même que les* [cas] *crédibles de torture, arrestations arbitraires, disparitions et mise au travail forcé »*.

Au Cambodge, en dépit de certaines améliorations, *« 1989 a encore vu de sérieuses violations*, souligne le département d'Etat, *notamment des arrestations arbitraires de sympathisants de la résistance »*. Quant aux Khmers rouges, ils se sont rendus coupables *« du traitement brutal et autoritaire »* des populations sous leur contrôle.

#### Europe de l'Est : nette amélioration

Le département d'Etat a été pris de court par la rapidité des développements en Europe de l'Est. Pour la RDA, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Roumanie, le rapport souligne que sa prochaine édition *« fournira probablement une évaluation très différente de la situation »*. Pour la Hongrie et la Pologne, les progrès sont déjà considérés, en revanche, comme *« impressionnants »* et *« spectaculaires »*.

En Union soviétique, selon Washington, l'année écoulée a vu *« l'ouverture remarquable du processus politique et des progrès dans les pratiques concernant les droits de l'homme, bien que l'URSS ait encore une distance considérable à parcourir avant d'atteindre les normes fixées par l'Acte final d'Helsinki »*.

Tout en notant que certaines réformes *« ont été institutionnalisées »*, le rapport fait valoir *« l'incapacité ou l'obstruction des bureaucraties locales »*. A propos de l'Albanie, Washington souligne la difficulté d'avoir des informations sur ce pays mais note toutefois une libéralisation très timide des contacts avec l'étranger et croit déceler une moins grande répression de la religion.

Le rapport exprime l'*« inquiétude »* américaine sur la situation dans les territoires occupés par Israël et constate qu'il y a eu plus de Palestiniens tués en 1989 qu'en 1988. Sur 432 tués, 293 l'ont été par l'armée, 11 par des colons israéliens et 128 par d'autres Palestiniens, alors que 13 Israéliens ont été tués par des Palestiniens. Selon le document, des violations des règles de l'armée ont conduit *« à des morts et des blessures qui auraient pu être évitées »*, et il précise que *« les mesures disciplinaires et les sanctions ont souvent été indulgentes »*. Le département d'Etat relève que 10 morts au moins peuvent être attribuées aux passages à tabac de prisonniers et de suspects palestiniens. *Par* Par ailleurs, le rapport estime que la direction unifiée du soulèvement ne s'est pas dissociée de la violence entre Palestiniens bien qu'elle ait cherché à limiter les incidents.

#### Détérioration à Cuba

Cuba et le Nicaragua sont les pays d'Amérique centrale les plus critiqués. *« La situation des droits de l'homme en 1989 à Cuba a empiré de façon significative par rapport à l'année précédente*, écrivent les rapporteurs. *Le gouvernement a augmenté la répression, en contraste marqué avec le relâchement limité de 1988. »* Au Nicaragua, des abus graves ont continué, estime le département d'Etat. *« Des meurtres politiques sont toujours signalés, l'opposition est encore victime d'actes de harcèlement et d'intimidation considérables, le gouvernement détient encore des prisonniers politiques. »* Le rapport ajoute que le Nicaragua est resté un Etat à parti unique, bien que des élections libres soient prévues pour le 25 février.

Au Salvador, le département d'Etat reconnaît les exactions de l'extrême droite et souligne qu'au Guatemala il existe toujours *« des informations crédibles sur des assassinats, disparitions et autres graves abus dont des membres des forces de l'ordre et des extrémistes sont responsables »*.

Les principaux fondements de l'apartheid sont restés en place en 1989 en Afrique du Sud, malgré des gestes encourageants de la part du gouvernement depuis les élections de septembre, estime le département d'Etat. Mais le document a été mis sous presse avant la libération de M. Nelson Mandela le 11 février. Le rapport affirme toutefois que *« la répression a diminué après l'élection en septembre du président Frederik De Klerk »*. – (*AFP*.)

□ **Une organisation palestinienne dénonce le *« vide juridique »* dans les territoires occupés.** – Dans un rapport publié mardi 20 février, l'organisation palestinienne de défense des droits de l'homme, el Haq, affiliée à la commission internationale des juristes de Genève, écrit : *« C'est le vide juridique à tous les niveaux, depuis les soldats dans les rues qui sont libres de passer outre à tous les règlements ou instructions, jusqu'aux autorités militaires qui continuent à édicter des réglementations parfaitement contraires au droit international. »* Le rapport affirme que la deuxième année de l'Intifada a été marquée par *« un nombre plus élevé de cas de torture en prison (...) et par un accroissement des punitions collectives telles que les démolitions*

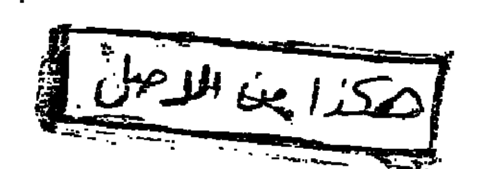
## Mitsubishi et General Dynamics construiront l'avion FSX

Le groupe japonais Mitsubishi et le groupe américain General Dynamics ont annoncé, mardi 20 février, à Tokyo, la conclusion d'un accord, discuté depuis plus de un an, pour la conception de l'avion de combat FSX au Japon. Ce programme représente un investissement estimé à l'équivalent de 33 milliards de francs.

Cet accord industriel, entre General Dynamics, qui construit le F-16 américain et Mitsubishi, qui est le plus important fabricant d'armes japonais, a été rendu public à la veille de l'arrivée à Tokyo de M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense. Sa préparation a donné lieu à d'intenses discussions entre les deux pays, en raison de désaccords sur les transferts possibles de technologie et les perspectives d'exportation.

A l'origine, les Japonais voulaient construire leur propre avion de combat, alors que les Etats-Unis souhaitaient pouvoir vendre leur production militaire aux forces armées japonaises.

D'un coût à l'unité de 250 millions de francs et commandé à cent trente exemplaires, le FSX japonais est un appareil de la classe Mach 2, capable de franchir 830 kilomètres et armé de deux missiles air-air ou de quatre missiles air-surfaces.





# POLITIQUE

La restructuration du RPR

## M. Patrick Devedjian se rallie à M. Michel Noir

M. Jacques Chirac a quitté Paris, le 21 février, pour Abidjan où il doit présider une réunion de l'association internationale des maires des métropoles francophones.

Auparavant, il a nommé, sur proposition de M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, les membres de la commission exécutive qui assistent le secrétaire général pour la direction du mouvement. Cette commission comporte les sept secrétaires généraux adjoints annoncés lors du congrès national (*le Monde* du 20 février) auxquels pourrait s'ajouter une autre personnalité. Elle comprend également une quinzaine de « secrétaires nationaux » chargés de secteurs particuliers.

M. Patrick Devedjian, maire d'Antony, député des Hauts-de-Seine, qui était secrétaire national aux droits de l'homme dans l'équipe sortante souhaitait devenir secrétaire général adjoint. Devant le refus de M. Juppé qui préférait le maintenir à un poste de secrétaire général, M. Devedjian, qui fut longtemps un proche de M. Pasqua, mais qui avait activement soutenu la motion Chirac-Juppé jusqu'au conseil national du 17 février, a annoncé, mardi 20 février, son ralliement à M. Michel Noir. Dans une interview au *« Nouvel Observateur »*, il se prononce, en effet, en faveur d'une formation unique de l'opposition. Il reproche aussi à M. Chirac d'avoir prononcé devant le conseil national du RPR *« un discours frileux qui aurait pu être écrit par Charles Pasqua »*.

M. Chirac a participé, mardi 20 février, à la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale. Il y a brièvement évoqué la situation au sein du mouvement pour répéter sa volonté de faire fonctionner plus fréquemment toutes les instances *« même si c'est une machine un peu lourde »* et cela, *« sous le regard des médias, ce qui est une garantie de démocratie »*. Il a noté qu'il y avait désormais au RPR une *« aile droite »* avec M. Pasqua et *« une aile gauche »* avec M. Carignon, ajoutant, en provoquant les sourires, *« me voilà donc au centre »*. Il a rappelé que les initiatives qui seraient prises à l'encontre de la ligne politique arrêtée par le RPR provoqueraient la réunion rapide du conseil national pour arbitrer. Le bureau du groupe a également évoqué les élections municipales partielles de Sarcelles et de Pantin pour stigmatiser *« l'alliance entre les communistes et les socialistes »*.

Enfin, M. Bernard Pons, président du groupe, a précisé que l'ordre du jour des journées parlementaires du mois de mars, à Arles, serait consacré essentiellement à l'étude des problèmes sociaux dont le Parlement débattra à partir du 2 avril. Les représentants de tous les syndicats, sauf la CGT, seront invités à participer aux groupes de travail de ces journées ainsi que les députés UDF et UDC spécialisés dans ces questions.

A. P.

Les conséquences du cyclone Hugo à la Guadeloupe

## Le gouvernement évalue à environ 2 milliards de francs l'effort budgétaire pour la reconstruction

**M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, et M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, ont présenté aux élus et aux responsables socio-professionnels de la Guadeloupe, réunis mardi 20 février, à Basse-Terre, les résultats du comité interministériel consacré la veille à Paris à l'indemnisation et à la reconstruction de la Guadeloupe, ravagée le 18 septembre dernier par le cyclone Hugo.**

BASSE-TERRE

*de nos envoyés spéciaux*

A cyclone dévastateur, ministres reconstructeurs : la République a *« d'un seul tenant »*, pour parler comme le maire de Basse-Terre, délégué trois de ses représentants, mardi 20 février, pour livrer et expliquer aux élus et aux socioprofessionnels de la Guadeloupe les résultats des travaux du comité interministériel réuni la veille à Paris, autour du premier ministre, afin de dégager les moyens financiers destinés à indemniser les victimes du cyclone Hugo du 18 septembre dernier, et à reconstruire la Guadeloupe.

MM. Le Pensec (DOM-TOM), Charasse (budget) et Bambuck (jeunesse et sports) ont souligné que le gouvernement évalue à plus de 1 700 millions de francs, dont 1 074 *« ont été ou seront mis en place »* avant la fin du premier semestre 1990, l'effort budgétaire consenti pour l'indemnisation et les premières mesures de reconstruction.

### *« C'est le préfet qui aura le pouvoir »*

Les 1 074 millions de francs évoqués se décomposent ainsi : 634 millions de crédits inscrits dans le collectif budgétaire de 1989 et la loi de finances pour 1990 : 440 millions attribués par le comité interministériel du 19 février. A cela s'ajoutent 351 millions affectés au logement social, une rallonge prévisible de 200 millions pour le second semestre de 1990 et 500 millions d'autorisations de programme pris sur les crédits dont disposent les ministères concernés par la reconstruction de la Guadeloupe (transports, éducation, agriculture). Au total, l'effort budgétaire dépasse les 2 milliards de francs.

Ces 500 millions de francs d'autorisations de programme seront gérés directement par le nouveau préfet nommé un mois après le passage du cyclone. Le gouvernement considère cette affectation comme une expérience de déconcentration des pouvoirs de l'Etat *« mais c'est le préfet qui aura le pouvoir et non pas les bureaux parisiens. Parce que vous pouvez être sûrs que si tout cela remontait à Paris, ce serait indémerdable »*, disait M. Charasse dans son langage coutumier.

Le préfet, qui est également président de la mission interministérielle pour la reconstruction de la Guadeloupe, a été chargé, lundi, de l'élaboration d'un plan de relance économique qui devrait faire l'objet, probablement au mois de juin, d'un autre comité interministériel.

M. Le Pensec a aussi confirmé que le gouvernement souhaite *aider à la modernisation de* l'industrie sucrière. Cette modernisation passe à ses yeux par la fermeture d'une des quatre usines de l'archipel qui emploie 125 salariés. Ces usines – *« des tas de ferraille »*, selon les experts – perdent chaque année l'équivalent du total des aides de l'Etat aux planteurs de canne à sucre. Leur déficit, estimé à 84 millions de francs en 1990, est couvert par le conseil général et le conseil régional. Les trois ministres ont insisté sur le souci de concertation du gouvernement qui, selon M. Bambuck, originaire de Pointe-à-Pitre, *« a tiré un trait sur ce colonialisme qui consistait à arrêter les décisions dans le secret des cabinets ministériels et à venir ensuite les imposer sur place »*.

Les élus et les socioprofessionnels ont donné acte au gouvernement de l'effort entrepris. Aucun n'a émis de fortes critiques. Au-delà des mesures financières annoncées, tous sont d'accord avec le gouvernement pour *« faire du malheur un atout »*, comme le souligne M. Charasse, c'est-à-dire pour réussir enfin la réorganisation économique et sociale de la Guadeloupe

EDDY NEDELJKOVIC et JEAN-YVES LHOMEAU



Une journée parlementaire exceptionnelle au Sénat

## Les élus socialistes veulent aiguillonner davantage le gouvernement

**Députés et sénateurs socialistes se sont retrouvés, mardi 20 février au Sénat pour une journée « parlementaire » exceptionnelle. A l'ordre du jour des travaux figuraient la préparation du débat budgétaire sur la loi de finances pour 1991 et la présentation des réflexions du groupe en matière d'insertion des étrangers. M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée a confirmé, mardi au cours d'un point de presse, qu'un débat d'orientation budgétaire aurait lieu au Palais-Bourbon dès la session de printemps.**

Les députés et les sénateurs socialistes ne s'étaient pas franchement précipités pour répondre, mardi 20 février, à la convocation de leurs présidents de groupe. Même les plus consciencieux, présents dès le début de la matinée, ne cachaient pas leur perplexité quant à l'utilité de cette journée parlementaire exceptionnelle à quelques semaines du congrès de Rennes. *« Tous les débats sont faussés : on est tous à gauche en ce moment ! »* confiait avec ironie un député.

Utile ou pas, la matinée consacrée à la préparation du débat budgétaire, avait toutefois été jugée suffisamment « sensible » politiquement pour que le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, l'honore de sa présence. Le cafouillage d'automne, où chaque jour qui passait apportait son lot de propositions de la part de tel ou tel député socialiste, en matière de réforme de la fiscalité, de hausse des droits de successions ou de relèvement du seuil de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), avait visiblement laissé quelques souvenirs amers aux parlementaires et au gouvernement. Et les uns comme les autres semblaient surtout préoccupés d'empêcher son renouvellement. Comme le résumait M. François Hollande, élu de la Corrèze, et président de la mission parlementaire sur la réforme de la fiscalité du patrimoine, *« tous ceux qui sont intervenus savaient jusqu'où ne pas aller trop loin, à la fois dans l'irresponsabilité, et dans la défense du socialisme réaliste »*.

De l'avis de la plupart des participants, ce fut donc une rencontre *« profil bas, sans véritable débat de fond »*. Mais cette journée a tout de même permis aux parlementaires socialistes de rappeler à leur ministre de l'économie qu'ils entendaient bien, cette fois, être davantage écoutés et surtout entendus dans l'orientation de la prochaine loi de finances. Pas question, a souligné M. Louis Mermaz, de se retrouver *« face à un budget ficelé, dont on ne peut modifier les équilibres »*.

M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée a donc proposé un nouveau calendrier de travail afin de mieux impliquer les députés dans la procédure budgétaire : de janvier à avril, au vu des prévisions budgétaires, les élus doivent définir leurs « objectifs » et être associés à la détermination des grandes enveloppes *« qui façonnent l'image politique d'un budget »*. De mai à juin, les députés souhaitent intervenir sur la répartition des crédits jugés prioritaires, puis en juin et en juillet, participer à la réflexion sur les priorités fiscales et leur hiérarchisation.

Voilà pour la méthode. Sur le fond, les parlementaires présents ont surtout entendu des appels à la responsabilité : *« Il n'est pas question pour nous de jeter des idées en l'air qui créeraient des inquiétudes inutiles*, a indiqué M. Mermaz. *Il y a déjà sept motions qui se ressemblent, on ne va pas en fabriquer une huitième »*. Même souci de la part de M. Hollande qui rendait compte des premiers travaux de la mission sur la fiscalité : s'il a présenté les différentes pistes de réflexion - alourdissement et élargissement de l'ISF, renforcement de l'impôt sur les successions... - il s'est refusé à privilégier telle solution plutôt que telle autre, tout en avertissant déjà le gouvernement de son hostilité au *« bricolage et au saupoudrage qui cumuleraient tous les inconvénients »*. En fait, *« cette rencontre nous a surtout permis de régler nos comptes avec le budget 90 »* confiait M. Hollande.

### *La question de l'intégration des étrangers*

L'après-midi a été consacré à un débat sur les questions de l'immigration et de l'intégration qui n'a intéressé en tout et pour tout qu'une vingtaine de parlementaires. La discussion a été ouverte par la présentation, par M. Guy Bêche, d'un bilan provisoire des travaux de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur l'intégration que préside M. Philippe Marchand.

M. Bêche a énoncé une série de *« propositions minimales »* retenues pour l'instant par la mission : l'ouverture aux immigrés de certaines professions « réservées », la renégociation de certaines conventions bilatérales *« qui entretiennent des situations différenciées entre les communautés et par rapport à la population française »*, et le toilettage des dispositifs de protection sociale (appuyé sur le récent arbitrage du Conseil constitutionnel), dans le sens d'une *« égalité de traitement entre les immigrés et les Français »*. Trois *« pistes de réflexion »* ont été ainsi dégagées : le droit de vote aux élections locales, l'allègement éventuel des procédures d'acquisition de la nationalité française, et le droit d'asile.

Le débat a également donné l'occasion de présenter les principes directeurs de la commission intégration du Parti socialiste. Cette dernière, mise en sommeil jusqu'à la prochaine session parlementaire, a rendu un rapport d'étape qui a été adopté par le bureau exécutif le 14 février dernier.

Ce rapport s'articule autour d'une idée-force : l'intégration des immigrés, si elle comprend des *« aspects spécifiques »*, n'est qu' *« un élément d'une politique globale d'intégration sociale visant à intégrer ou à réintégrer dans la société toutes celles et tous ceux qu'une évolution dite naturelle de celle-ci tend à rejeter sur les marges. »*

M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, qui défend sa propre motion dans la perspective du congrès de Rennes, est alors longuement intervenue pour prendre le contre-pied de ce discours. S'inspirant des bonnes résolutions énoncées le matin même à propos du budget, elle a d'abord rappelé les parlementaires à leurs devoirs, notamment pour le contrôle de l'application des lois. Elle a ensuite fait plusieurs propositions allant dans le sens d'un traitement spécifique des problèmes d'intégration, comme le vote d'une loi-cadre consacrée aux problèmes d'intégration, ou la *mise sur pied d'une cellule parlementaire* chargée d'évaluer l'efficacité des structures d'intégration, pour prévenir tout *« grippage »*, à l'échelon des conseils de prévention de la délinquance ou des expériences de développement social des quartiers.

Mme Lienemann a indiqué que puisque qu'on ne pourrait pas *« arrêter l'immigration »* car *« il s'agit d'un flux régulier »*, *« il faut donc que l'on accepte qu'il y ait des étrangers »*. Elle a souligné la nécessité de sortir de la simple gestion *« des cages d'escaliers »* et s'est interrogée sur le discours du PS sur le droit de vote des immigrés aux élections locales. *« Il faut qu'on arrête d'en parler : soit on ne le fait, soit on le fait pas »*, a-t-elle déclaré. Elle a plaidé alors pour *« l'extension de ce droit existant »*, quitte à le distinguer de la nationalité, qui pourrait, selon elle, être un facteur important d'émancipation, ne craignant pas à cette occasion d'établir un parallèle avec le droit de vote pour les femmes. Elle a ainsi prôné la généralisation de l'expérience des conseillers associés de Mons-en-Barœul.

M. Gilbert Bonnemaison s'est opposé pour sa part à la mise en place de mesures spécifiques, facteurs de crispation. Il leur a préféré un traitement global notamment au niveau des quartiers. Il s'est de même montré plus nuancé que Mme Lienemann sur l'efficacité de la formule des conseillers associés qu'il a considéré comme *« une solution intermédiaire »*. M. Jean-Christophe Cambadelis est revenu sur la question du droit de vote. *« Les immigrés ont pu obtenir progressivement la citoyenneté économique, sociale, culturelle et associative. Il n'en manque qu'une : la citoyenneté politique »*, a-t-il estimé, avant de faire une analyse presque psychanalytique de la position du PS sur le droit de vote. *« On en parle tout le temps sans passer à l'acte, c'est le plus sûr moyen d'aboutir à une névrose »*, a-t-il indiqué. Considérant que le paysage politique est suffisamment dégagé, il s'est prononcé pour *« un passage en force »* de ce droit.

GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD

□ **M. Laignel à Rouen : *« terre de mission »*.** - Venu en Seine-Maritime, mardi 20, défendre la motion Mauroy – Mermaz-Jospin, M. André Laignel s'est étonné de ne trouver devant lui que trois adhérents du Parti socialiste. *« Si les apparences sont sauves, la démocratie n'y trouve pas forcément son compte »* a-t-il fait remarquer, en s'étonnant que sa visite n'ait été annoncée aux militants que la veille. *« C'est une fédération bien tenue »* a-t-il constaté ironiquement, reconnaissant que la Seine-Maritime, département d'élection de M. Laurent Fabius, était *« terre de mission »* pour le courant de M. Jospin.

□ **Les rocardiens : *« La chasse au Mauroy n'est pas ouverte »*.** - Dans le dernier numéro de leur lettre *Convaincre*, les amis de M. Michel Rocard écrivent que *« la chasse au Mauroy n'est pas ouverte »*, et attaquent implicitement M. Laurent Fabius. Ils écrivent : *« redynamiser le PS est un enjeu réel, mais ce n'est pas une question de personne. Si tout dépendait de l'âge du capitaine, alors Giscard aurait été de gauche en 1974 (...) Les mésaventures de Juppé montrent que diriger un parti n'est pas question de diplôme (...) Redonner sa place au PS ne peut être qu'une ambition collective, comme est collective la direction du parti où nous avons tous un rôle actif à jouer »*.

## EN BREF

□ **L'élection de Sarcelles : le PR atterré.** - M. Ladislas Poniatowski, porte-parole du PR, s'est dit *« atterré »* par la décision du PS de faire liste commune avec le PCF pour la prochaine élection municipale partielle de Sarcelles (Val d'Oise) *« à l'heure où tous les pays d'Europe se libèrent du joug communiste »*. M. Ladislas Poniatowski a appelé *« tous les démocrates de droite et de gauche à condamner cette alliance et à voter pour la liste de l'union de l'opposition conduite par le maire sortant, M. Raymond Lamontagne »*, membre du RPR.

□ **Nouvelle-Calédonie : les trois listes se maintiennent à Ouvéa.** – Les trois listes présentes au premier tour de l'élection municipale partielle de l'île d'Ouvéa (Nouvelle-Calédonie) se maintiennent pour le second tour qui aura lieu dimanche 25 février (La liste du FLNKS, conduite par le maire sortant, M. Cyriaque Alosio, membre de l'Union calédonienne, a obtenu 44,78 % des suffrages exprimés et devancé celles du RPCR et du Front anti-néocolonialiste). Aucune alliance n'a été possible compte tenu des positions divergentes entre les différents partis. Bien que signataires des accords de Matignon, le FLNKS et le RPCR n'ont pas modifié leur stratégie qui vise à l'obtention de l'indépendance pour le premier et au maintien dans la République française pour le second, tandis que le Front anti-néocolonialiste, regroupant des indépendantistes *« déçus des accords de Matignon »* (*le Monde* du 20 février), s'élève contre *« l'idéologie et la mainmise des formations politiques sur la gestion des affaires. »*

□ **PR : la voie de la fusion.** - M. Gérard Longuet a souhaité, mardi 20 février, que l'UDF s'engage *« dans la voie de la fusion des partis d'opposition »*. Le secrétaire général du PR a confirmé que son parti était *« déterminé »* à faire aboutir le projet *« d'une formation unique, présentant des candidats uniques sous un label unique aux élections, avec des porte-parole uniques sur chacun des grands sujets, et où les conflits seraient réglés d'abord au sein du parti avant d'être mis sur la Jplace publique »*. Soulignant que *« cette voie a été tracée par M. Valéry Giscard d'Estaing »*, M. Longuet a précisé que M. François Léotard comptait demander officiellement cet engagement lors du bureau politique de l'UDF, convoqué mercredi 21 février.

□ **M. Yvan Blot coopté au bureau politique du Front national.** – M. Yvan Blot, député européen du FN et ancien député RPR du Pas-de-Calais, M. Jean-Pierre Gendron, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais et gendre de M. Jean-Marie Le Pen, ainsi que M. Jules Monnerot, président du « conseil scientifique » du FN, ont été cooptés, mardi 20 février, au bureau politique du parti d'extrême droite, qui compte ainsi vingt-neuf membres.

□ **Rectificatif.** – Une inversion de chiffres s'est glissée dans le commentaire de l'enquête de la SOFRES sur les cadres du RPR publiée dans nos éditions datées dimanche 18 et lundi 19 février. Contrairement à ce que nous indiquions, 40% des cadres du Rassemblement (et non pas 58 %) souhaitent que l'on rende l'avortement plus difficile.

Les débats au sein du PS dans la perspective

# Les rapports des socialistes avec les questions

**Les questions militaires feront-elles partie du « non-dit » du congrès de Rennes ? Il n'est pas certain qu'elles y seront traitées, car un accord se dégage pour qu'elles fassent l'objet d'une convention spécifique. Pourtant, l'actualité à l'Est a dès maintenant mis ces questions à l'ordre du jour. M. Pierre Mauroy a, lui-même, évoqué la perspective d'une réduction des crédits militaires. La réaction des amis de M. Jean-Pierre Chevènement montre que le Parti socialiste est, sur cette question, gros d'un débat. Ce débat peut être d'autant plus passionné que la nature des relations entre le PS et l'armée plonge ses racines dans une histoire tumultueuse.**

par Jacques Kergoat

Du pacifisme au « peuple en armes », de l'antimilitarisme à la guerre froide, c'est au confluent de bien des cultures que se situent les rapports des socialistes avec l'armée. Et puis, au-delà de toutes ces cultures, il y a Jaurès et *l'Armée nouvelle*, qu'il écrivit en 1910, première tentative de synthèse socialiste sur les questions militaires . L'organisation qu'il propose est novatrice. D'abord une éducation préparatoire pour les enfants. Ensuite un service militaire de six mois, scindé en deux périodes. Un corps d'officier, dont le tiers seulement serait professionnel. Et enfin un système de milices organisées sur la base de la localité, dont on est membre jusqu'à trente-cinq ans. On y est rappelé pour huit brèves périodes d'exercice, on garde chez soi son uniforme, et, dans les régions de l'Est, ses armes.

Référence obligée plus que pensée incontournable. Car l'évolution de la pensée socialiste sur l'armée se traduit par une succession d'oublis ou d'infidélités à la pensée de Jaurès.

De ces infidélités, la Libération est un bon exemple . Quatre projets de lois définissent la nouvelle pensée socialiste. Elle est fort peu jaurésienne. Pour l'essentiel, elle met en avant la défense de l'Union française, c'est-à-dire des colonies, qui devient prépondérante et la prise en compte de l'ennemi intérieur : désormais les forces armées doivent *« prêter leur concours aux forces de police »*.

Les idées socialistes entrent rapidement en pratique. Dès novembre 1948, le ministre de l'intérieur socialiste, Jules Moch envoie quarante mille soldats contre les mineurs en grève du Pas-de-Calais. Il en va de même pour l'Indochine, où le ministre socialiste Marius Moutet s'est rallié aux thèses des ultras de la colonisation. La tragédie se terminera à Dien Bien Phu.

C'est une armée traumatisée par le bourbier indochinois qui se trouve, du jour au lendemain, confrontée à l'insurrection algérienne. A peine porté à la tête du gouvernement par la coalition du Front républicain, Guy Mollet cède aux manifestations d'Alger : il remplace le Général Catroux, tenu pour libéral, par le socialiste Robert Lacoste, qui a la faveur des ultras. Lacoste explique qu'il ne confie pas à l'armée la conquête militaire, mais *« la conquête des âmes et des cœurs »*, *par « l'action psychologique »*. En fait, le résident socialiste confie à l'armée une tache directement politique : *« Je vous prie maintenant de les aider dans leur politique locale. »*

### Le protectorat américain

L'enchaînement est connu. C'est le remplacement du général Lorillot, « qui ne comprend pas », le général Salan, qui, lui, « comprend ». C'est la torture qui se répand comme une gangrène. Ce sont les pouvoirs spéciaux, demandés et obtenus, et le rappel des réservistes. C'est le général Massu, commandant de la Xe division parachutiste, auquel Lacoste confie le maintien de l'ordre à Alger. Jamais les militaires ne se sont autant senti les coudées franches : de l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella au bombardement du village tunisien de Sakiet, ils ne demandent même plus l'autorisation du pouvoir civil. D'ailleurs, Lacoste couvre tout, les méthodes d'interrogatoire employées comme les exactions les plus diverses. Ainsi, au conseil national de la SFIO du 12 mai 1957 : *« Julien nous a parlé ce matin du viol d'une jeune fille par un para. Possible... Probable.. . Toutefois les paras ont assez de succès auprès de la gent féminine pour n'en être pas réduits à de telles extrémités. »*

Pourquoi les dirigeants socialistes ont-ils entraîné et la SFIO et l'armée française dans cette impasse ? Fondamentalement, sans doute, parce qu'ils croient toujours à la *« mission civilisatrice »* de la France, parce qu'ils ne croient pas que l'indépendance soit une étape nécessaire, parce qu'ils croiet, au contraire, que les aspirations « nationales » de certains milieux algériens sont manipulées par des apprentis dictateurs comme Nasser, au service de la pénétration soviétique en Afrique du Nord.

Cela dit, cette évolution dans les questions militaires et dans les rapports avec l'armée s'est inscrite dans des choix politiques plus fondamentaux. Se sont accumulés en effet les pressions du plan Marshall, la reconstitution du Kominform, le « coup de Prague » et la guerre froide. Peu à peu, la SFIO renonce à la perspective d'une « troisième force internationale » et choisit le protectorat américain. C'est très majoritairement que le comité directeur ratifie l'entrée de la France dans le pacte atlantique. La première conséquence est qu'il faut désormais, afin de *« tenir ses engagements »*, opter pour une politique de réarmement. En effet, il faut passer de cinq divisions en 1950, à 15 en 1952 et à 20 en 1953 . Le groupe parlementaire votera cet accroissement comme il votera le passage à dix-huit mois du service militaire.

Quelques années plus tard, Guy Mollet commentera l'utilité du pacte avec une franchise certaine : *« L'URSS ne fera jamais la guerre à l'Europe tant qu'il y aura 350 000 soldats, femmes et enfants américains sur le territoire européen. »* Dans l'immédiat, il explique qu'il faut parfois *« abandonner une partie de sa souveraineté pour mieux garantir son indépendance »*.

Les sentiments nationalistes ne sont pas éteints pour autant. On le voit bien quand l'affaire de la Communauté européenne de défense pose la question du réarmement allemand . C'est plus du tiers du parti qui, entre 1952 et 1954, s'y oppose et résiste aux pressions américaines. L'affaire met le doigt sur la contradiction de la politique militaire de la SFIO : entre le frémissement nationaliste et l'assujettissement américain.

### La force de frappe

C'est avec cette contradiction que les socialistes abordent la Ve République. Elle ne se cristallise plus sur les guerres coloniales, mais sur la force de frappe. La question ne date cependant pas pour eux de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. En 1952, ils ont voté pour l'utilisation militaire du plutonium fabriqué à Marcoule. En 1955, quand Edgar Faure lance le protocole prévoyant la fabrication de la bombe atomique, ils sont contre. Cependant, quand Guy Mollet devient, en 1959, président du conseil, non seulement il n'arrête pas les recherches, mais il les développe : ce sont 50 milliards de francs qui sont alors affectés à la recherche atomique. Pourtant, quand le général de Gaulle revient au pouvoir, le choix de la SFIO, après quelque temps d'hésitation, sera celui de l'opposition à la force de frappe . L'argumentation est multiple.

Elle porte sur l'irréalisme de la notion de dissuasion elle-même, sur l'inefficacité technique de la force de frappe, sur le fait que ce choix paupérise le reste de l'armée, sur les conséquences économiques : les dépenses qu'engage la première loi programme équivalent, explique Jules Moch, au salaire pendant cinq ans de plus d'un million d'ouvriers spécialisés. Mais l'argument principal est politique.

Plus que la construction d'une force nucléaire, ce qui est reproché au général de Gaulle, c'est le retrait des forces méditerranéennes de l'OTAN, la politique d'isolement qu'on lui prête, l'affaiblissement de l'alliance Atlantique qui s'ensuit. La diversité des argumentations fera que cette condamnation sera commune à tous les courants socialistes : elle figure, en 1965, dans la plate-forme de Gaston Defferre comme dans celle de François Mitterrand.

Elle sera d'autant plus ferme que de Gaulle annonce en 1966, la sortie du commandement intégré de l'OTAN, sortie que condamne à l'unanimité le comité directeur de la SFIO.

Sur les autres aspects de la question militaire, la réflexion socialiste avance peu. Tout au plus admet-on en 1962 l'objection de conscience que l'on avait refusée en 1962 comme *« antinationale »*. En fait, la force de frappe s'installe dans la réalité française. C'est François Mitterrand qui, le premier, en 1969, fait comprendre qu'il faudra peut-être changer de position : *« J'ai dit pendant ma campagne présidentielle de 1965 que j'interdirais la force de frappe. Je ne pourrais plus le dire maintenant (...). Bientôt notre armement atomique sera une réalité irréversible. On ne le noiera pas comme des petits chiens. »*

Avec la création du nouveau parti socialiste, Charles Hernu prend le relais. Au congrès qui, en 1972, élabore le programme ( « Changer la vie » ), il présente un amendement estimant qu' *« une force de frappe provisoire, réduite à sa maintenance minimum, est un élément important qui permettra à la France d'être partie prenante de la négociation concernant le désarmement général. »* Il obtient 15 %, et le texte présenté par Pierre Bérégovoy, proposant l'interruption de la force de frappe, est largement majoritaire. Mais, une commission est mise en place, chargée d'étudier les problèmes spécifiques de la défense, et Charles Hernu la préside. Les conventions que crée Charles Hernu à partir de 1974 reprennent le titre du livre de Jaurès : Conventions pour « l'Armée nouvelle ». Elles sont d'abord tournées vers la hiérarchie militaire : les premières conventions regroupent ainsi les officiers, puis les sous-officiers de réserve. Mais les problèmes se déplacent du côté des appelés. Après l'Appel des cent et la manifestation dans la rue des soldats de Draguignan, les « comités de soldats » se multiplient. Les amis de Jean-Pierre Chevènement les soutiennent et demandent leur reconnaissance *« comme seule instance représentative dans les casernes »*. Ils participent à ces comités, par exemple à la base de Villacoublay ou au 5e génie de Versailles. Charles Hernu, quant à lui, va témoigner pour la défense des soldats inculpés à Draguignan, mais il est en réalité fort réservé. Il craint en particulier que ne se répande dans le PS le virus antimilitariste.

Par exemple, il s'inquiète de la parution, à Grenoble et sous l'égide du PS, d'une revue, *l'Arme à gauche*, qu'il estime antimilitariste et qui est diffusée auprès des brigades d'infanterie alpine : *« Plusieurs officiers de ces brigades, et non des moindres, nous ont soutenu pendand la campagne présidentielle (et ce jusqu'au grade de colonel et de général »*. (lettre à Louis Mermaz du 6 août 1974). Mais il faut bien accompagner le mouvement : comme contre-feu sera ainsi créée la Convention des appelés pour l'Armée nouvelle.

### Charles Hernu à la Défense

Pendant ce temps, le débat sur l'arme nucléaire évolue. Les premiers, Jean-Pierre Chevènement et ses amis ont pris position pour la force de frappe. Dès 1975, *Frontières*, la revue du CERES écrit que *« parmi les armes dont la nation se sera dotée (...) l'arme nucléaire (...) peut être un instrument de chantage et de représailles dont la gauche aurait tort de se défaire »*. Et, en 1978, c'est un bureau exécutif unanime qui adopte un texte prévoyant le maintien de l'arme nucléaire. Mais cette unanimité ne se retrouve pas au conseil national.

jeune rocardien, Patrick Viveret, rompt le consensus : le système de défense nucléaire, explique-t-il, est incompatible avec le projet autogestionnaire que le parti, au moins en paroles, a fait sien. A la surprise générale, son amendement recueille 30 %, alors même que Michel Rocard défend la position du bureau exécutif. Reste que le tournant est pris : le

# POLITIQUE

du congrès de Rennes

## militaires

parti socialiste est désormais favorable à l'arme nucléaire.

Mai 1981 : François Mitterrand est élu, et Charles Hernu est ministre de la défense. On met en chantier deux sous-marins nucléaires. On crée la Force d'action rapide, qui regroupe 47 000 hommes et que l'on équipe de 240 hélicoptères. Les dépenses militaires grimpent en 1983 jusqu'à représenter 3,87 % du produit intérieur brut marchand (1).

En revanche, une autre partie du programme n'est pas appliquée. Le *Projet socialiste* précisait : *« Notre projet comporte donc une modification de notre système de défense, notamment par l'aménagement d'une force de mobilisation populaire, fondée sur un service national court. »*. On en est bien loin. La cent cinquième proposition du candidat Mitterrand (réduction du service militaire à six mois) ne sera pas appliquée. Et les souhaits de démocratisation issus des « comités de soldats », popularisés par les socialistes, se réduisent à la participation dans les commissions régimentaires, de soldats *« tirés au sort parmi les volontaires »*, qui peuvent y donner leur avis sur la soupe, le mess et les foyers.

Plus d'un quart des jeunes (27 %), aujourd'hui, ne font pas leur service militaire. Y-a-t-il possibilité d'un service plus court, centré sur l'apprentissage des armes, plus motivant parce qu'apparaissant moins inutile ? Il est des spécialistes socialistes pour répondre que oui, que même l'apprentissage de techniques relativement spécialisées, comme la conduite des chars, ne nécessite guère plus de quatre mois. Et que le seul obstacle est financier : six mois de service au lieu de douze mois, c'est-à-dire deux classes par an, cela fait deux fois plus de chaussettes, ou deux fois plus de balles de mitrailleuse pour les exercices. Quant aux réserves, ce sont 563 000 hommes, en réserve pour cinq ans et devant effectuer pendant cette période un rappel de huit jours. Description toute théorique : les périodes effectuées concernent au mieux 15 % des réservistes. Bref, la dimension « mobilisation populaire » est restée dans les textes.

Il n'y a pas que sur ce point qu'il y a eu évolution. Le *Projet socialiste* disait : *« La vision traditionnelle des menaces faisait du bloc oriental la seule source de danger (...) Il est indispensable d'élargir cette vision : la logique des blocs comporte en elle-même, en effet, des menaces infiniment plus graves »*. Mais le rapport sur la programmation militaire (1984-1988) renoue avec la vision traditionnelle, et l'adversaire est désigné : l'URSS attise les tensions dans le tiers-monde, elle est menaçante en Europe où les trois quarts des chars sont soviétiques, elle équipe des unités en armes chimiques, elle met en place des armes nucléaires intermédiaires, les SS-20, et, à partir de 1985, l'équilibre des forces sera rompu en sa faveur.

### Une nouvelle donne

A la veille des élections présidentielles de 1988, les socialistes ont *entériné les évolutions ébauchées* : globalement, ces orientations sont toujours en vigueur. Jean-Pierre Chevènement rappelle volontiers qu'il n'a lancé aucun programme d'armement et qu'il ne fait que continuer ceux dont les précédents gouvernements socialistes ont pris la responsabilité. Mais il est difficile de ne pas voir que les événements en cours à l'Est interrogent la pertinence de la stratégie, la pertinence du dispositif et, dès maintenant, la pertinence du volume des dépenses militaires. On peut douter que l'accord, chez les socialistes français, se fasse aisément, que ce soit sur la réduction des dépenses militaires ou sur les initiatives en matière de désarmement. Pourtant l'Internationale socialiste s'est déjà donné comme objectif, à Genève, le 24 novembre 1989, des *«réductions substantielles (de l'ordre de 50 %) dans tous les armements, tendant vers des niveaux égaux »*.

(1) Patrice Buffotot, in *Social-democratie et défense en Europe*, Institut de politique internationale et européenne.

► **Jacques Kergoat est historien**

# Les amis de M. Fabius lui promettent « une bonne surprise » marseillaise

**La lutte d'influence à laquelle se livrent les jospinistes et les fabiusiens pour le contrôle de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a pris un tour de plus en plus vif à l'approche du congrès départemental fixé au 4 mars. Les premiers, regroupés autour de M. Michel Pezet, reprochent aux seconds de se livrer à une *« véritable chasse aux mandats »* et de vouloir constituer une *« coalition de circonstance »* avec les amis de MM. Chevènement et Poperen pour s'emparer du pouvoir. De leur côté, les fabiusiens, qui regroupent des élus et responsables venant de divers horizons, dénoncent chez leurs adversaires *« des comportements de fin de règne »*. La situation est compliquée par le positionnement de chacun à l'égard des exclus du PS, dont la réintégration, à terme, influera de façon déterminante sur la direction de la fédération.**

MARSEILLE

*de notre correspondant régional*

Rien ne vaut la rubrique « Coulisses » du *Provençal* pour prendre la température des milieux socialistes marseillais. Chaque jour, ou presque, fabiusiens et jospinistes contribuent à l'alimenter en indiscrétions ou petites phrases traduisant l'intensité de la guerre psychologique qui les oppose avant le « verdict » du congrès départemental du parti. Les jospinistes reprochent, en particulier, à leurs adversaires de se livrer à une *« véritable chasse aux mandats »*. A la fin de la campagne d'adhésions pour l'année 1989, le rapport des forces entre les deux principaux *courants de la fédération* apparaissait, il est vrai, des plus serrés. D'où une campagne active de chacun d'eux pour rallier les hésitants ou provoquer des revirements. Impossible de dire qui, à ce jeu, a commis le plus d'entorses. Les jospinistes accusent leurs adversaires d'avoir multiplié les difficultés pour s'opposer à certaines adhésions tardives ou à des transferts de militants d'une commune à l'autre. Ce à quoi les fabiusiens se contentent de répondre qu'ils ont, comme les représentants de tous les courants, entériné le travail de la commission des cartes.

Les premiers dénoncent, aussi, l'opportunisme des seconds à l'égard de certains élus qui ont joué la carte Robert Vigouroux contre la fédération. Ils affirment, enfin, que certains maires fabiusiens seraient allés jusqu'à pratiquer le chantage à l'emploi dans leurs communes pour arracher des signatures. *« Des noms »* s'indignent les partisans du président de l'Assemblée nationale, qui citent des exemples contraires de pressions et de démarchages *« inamicaux »*. Au nombre des griefs des jospinistes s'ajoute le « verrouillage » du conseil général des Bouches-du-Rhône, désormais présidé par un fabiusien, M. Lucien Weygand. Le premier secrétaire fédéral, M. Yves Vidal, se plaint surtout - en plus de certaines nominations *« partisanes »* - du blocage, depuis deux mois, de la quote-part des indemnités que les élus départementaux versent au parti (70 000 francs mensuellement).

### Une complication supplémentaire

Il y voit une tentative d'asphyxie financière alors que, selon les fabiusiens, il s'agit d'une décision prise par l'ensemble des élus socialistes, tous courant confondus, pour contraindre l'équipe dirigeante *« à une clarification des comptes de la fédération* (1) *»*. *« Toutes ces histoires ne riment à rien »*, tranche le responsable du courant Fabius dans le département, M. François Bernardini, conseiller général et premier adjoint au maire d'Istres, qui parle, sans aménité, de *« comportements de fin de règne »* et de *« mauvaise soupe »*.

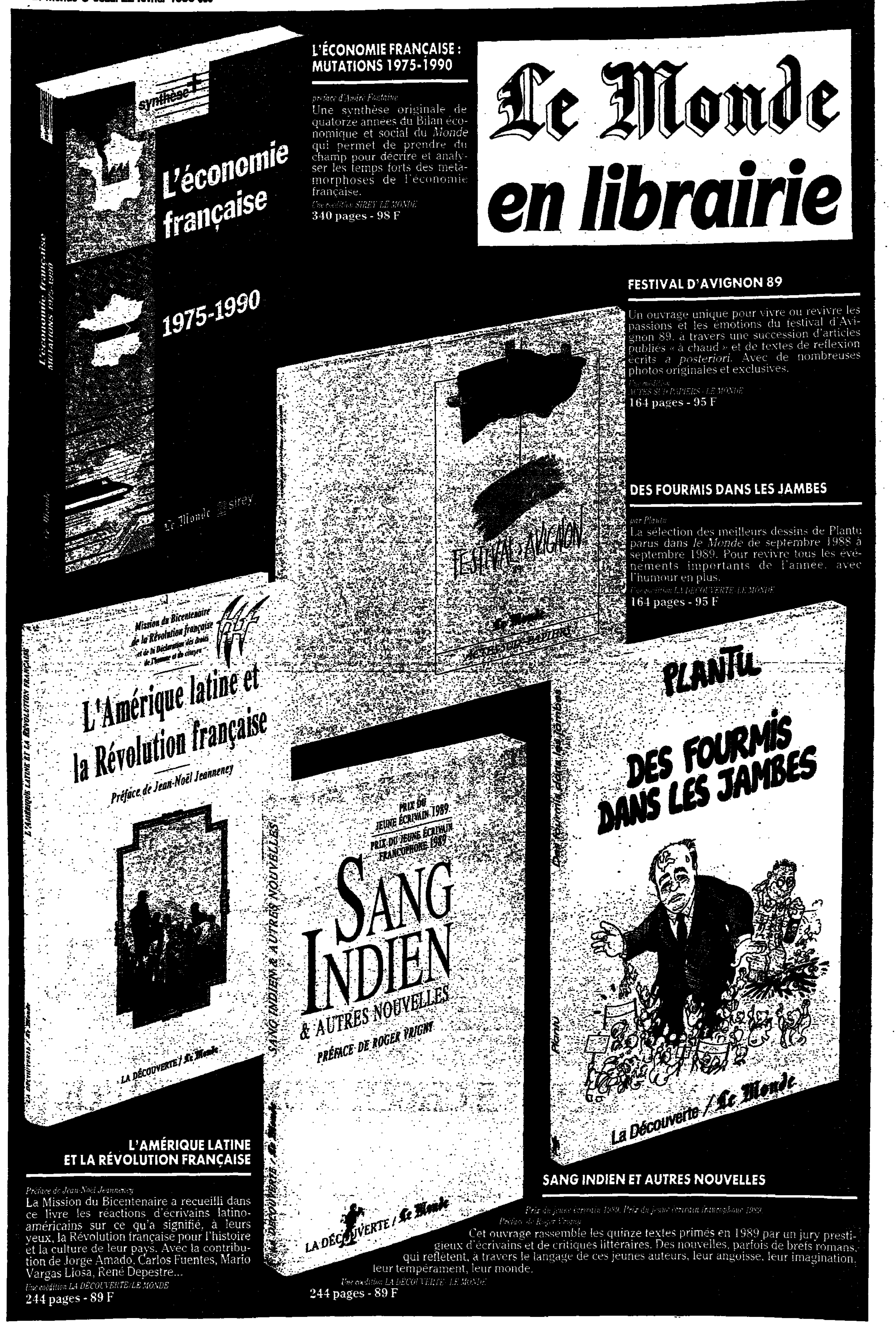
Chacun, au demeurant, affecte de privilégier la « bataille d'idées » sur la base des motions soumises aux militants. Mais en coulisses le discours est différent. Les jospinistes tentent d'accréditer l'idée qu'ils forment une équipe homogène, opérationnelle, avec un seul leader, par opposition au *« conglomérat »*, frappé d'impuissance, des fabiusiens où cohabitent des élus, anciens élus, hommes d'appareil aussi différents que MM. François Bernardini, Philippe Sanmarco, Michel Siffre, Roland Povinelli, Michel Vauzelle, Lucien Weygand, Bastien Leccia, Patrick Menucci ou Mme Irma Rapuzzi... Les fabiusiens, eux, laissent entendre qu'en cas de victoire de M. Pezet et de ses amis la fédération resterait un « bunker » et repartirait en guerre contre le maire de Marseille.

Qu'en est-il, aujourd'hui, du rapport de forces après près d'un mois de campagne dans les sections ? A leur dernier pointage, les jospinistes se donnent à égalité avec leurs adversaires avec 36 % des mandats. Mais M. Bernardini, de son côté, leur accorde moins de 30 % et confie qu'il a promis à M. Fabius *« une bonne surprise »*. Les fabiusiens, en l'occurrence, ont très bien su gérer médiatiquement les ralliements dont ils ont bénéficié et donné l'impression d'être portés par une dynamique. Il paraît à peu près certain, pourtant, qu'aucun courant n'aura la majorité absolue à lui seul. Une situation que la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône n'a pas connu depuis la Libération. Les jospinistes s'inquiètent d'une coalition que seraient susceptibles de constituer, contre eux, les fabiusiens, les amis de Jean-Pierre Chevènement et les poperenistes. *« Nous sommes les seuls à avoir tiré les leçons du passé*, affirme M. Bernard Pigamo, responsable du collectif des jospinistes. *Les autres ne font que singer les conneries que l'on a pu faire. »*

Mais selon les fabiusiens, M. Pezet aurait, de son côté, tenté de débaucher les rocardiens en allant jusqu'à proposer le poste de premier secrétaire à l'un des leurs... Reste l'hypothèque de *la réintégration des exclus* - et « auto-exclus » - du PS. Tous les courants se sont, certes, prononcés en faveur d'une réunification, à terme, de la « famille socialiste ». Mais les jospinistes, qui ont posé des conditions restrictives à cette réintégration, craignent une collusion entre les fabiusiens et les vigouristes, notamment les amis de Charles-Emile Loo - partisan déclaré du président de l'Assemblée nationale - remettant en cause les résultats du congrès départemental par le biais d'un congrès administratif organisé dans la foulée. *« On se moquerait des militants »*, protestent-ils en considérant comme un mauvais présage la démarche d'« allégeance » faite, début février, par M. Bernardini auprès du maire de Marseille et ses contacts suivis avec M. Loo. Si les trois mille adhérents départementaux de Carrefour socialiste - l'association regroupant les amis de M. Loo - rejoignaient massivement les rangs du PS, il est vrai que l'équilibre des forces dans la fédération s'en trouverait bouleversé... De leur côté, les amis de M. Chevènement se feraient volontiers les intercesseurs des vigouristes ayant appartenu à leur courant, MM. Albert Hini, René Olmeta - respectivement premier adjoint et adjoint aux sports - et leurs amis avec lesquels ils entretiennent les meilleures relations. *« On nous fait beaucoup de procès d'intention »*, déplore M. Bernardini, qui subordonne la réintégration des exclus à des *« modalités d'application approuvées par l'ensemble des courants »*. Lorsqu'il l'a reçu, M. Vigouroux a souhaité la victoire de son courant. Mais le maire de Marseille ne lui a pas donné l'impression de vouloir lui-même revenir au PS... Une complication supplémentaire pour la remise en ordre du parti à Marseille.

**GUY PORTE**

(1) Le PS des Bouches-du-Rhône a une dette de 3 millions de francs qui a nécessité une prise d'hypothèque sur l'immeuble du siège, rue Montgrand. Mais, selon M. Vidal, les difficultés de trésorerie de la fédération proviendraient, pour l'essentiel, de la mauvaise volonté des élus à verser leurs indemnités ou à rembourser leurs frais de campagnes électorales. Et il a annoncé qu'il rendrait publics, le 22 février, les noms des mauvais payeurs...


Le Monde
en librairie
L'ÉCONOMIE FRANÇAISE : MUTATIONS 1975-1990
préface d'André Fontaine
Une synthèse originale de quatorze années du Bilan économique et social du Monde qui permet de prendre du champ pour décrire et analyser les temps forts des métamorphoses de l'économie française.
Une coédition SIREY LE MONDE
340 pages - 98 F
synthèse +
L'économie française
1975-1990
Le Monde sirey
FESTIVAL D'AVIGNON 89
Un ouvrage unique pour vivre ou revivre les passions et les émotions du festival d'Avignon 89, à travers une succession d'articles publiés « à chaud » et de textes de réflexion écrits a posteriori. Avec de nombreuses photos originales et exclusives.
Une coédition ACTES SUD PAPIERS - LE MONDE
164 pages - 95 F
FESTIVAL D'AVIGNON
DES FOURMIS DANS LES JAMBES
par Plantu
La sélection des meilleurs dessins de Plantu parus dans le Monde de septembre 1988 à septembre 1989. Pour revivre tous les événements importants de l'année, avec l'humour en plus.
Une coédition LA DÉCOUVERTE-LE MONDE
164 pages - 95 F
PLANTU
DES FOURMIS DANS LES JAMBES
La Découverte / Le Monde
Mission du Bicentenaire de la Révolution française
L'Amérique latine et la Révolution française
Préface de Jean-Noël Jeanneney
LA DÉCOUVERTE / Le Monde
PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN 1989
PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN FRANCOPHONE 1989
SANG INDIEN & AUTRES NOUVELLES
PRÉFACE DE ROGER VRIGNY
LA DÉCOUVERTE / Le Monde
L'AMÉRIQUE LATINE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
Préface de Jean-Noël Jeanneney
La Mission du Bicentenaire a recueilli dans ce livre les réactions d'écrivains latino-américains sur ce qu'a signifié, à leurs yeux, la Révolution française pour l'histoire et la culture de leur pays. Avec la contribution de Jorge Amado, Carlos Fuentes, Mario Vargas Llosa, René Depestre...
Une coédition LA DÉCOUVERTE/LE MONDE
244 pages - 89 F
SANG INDIEN ET AUTRES NOUVELLES
Prix du jeune écrivain 1989, Prix du jeune écrivain francophone 1989.
Préface de Roger Vrigny
Cet ouvrage rassemble les quinze textes primés en 1989 par un jury prestigieux d'écrivains et de critiques littéraires. Des nouvelles, parfois de brefs romans, qui reflètent, à travers le langage de ces jeunes auteurs, leur angoisse, leur imagination, leur tempérament, leur monde.
Une coédition LA DÉCOUVERTE - LE MONDE
244 pages - 89 F

Le Monde

# SOCIÉTÉ/CULTURE





## La session extraordinaire de l'ONU sur la drogue

# Une question de survie

**La session extraordinaire de l'ONU, consacrée aux problèmes de la drogue, s'est ouverte, mardi 20 février, à New-York, en présence d'une quarantaine de chefs de gouvernement et de ministres. C'est dire l'importance qu'accordent désormais les Etats à ce fléau social et économique.**

**Il est vrai que le trafic illicite de drogues est devenu aujourd'hui une véritable industrie mondiale « pesant », selon les chiffres retenus par l'ONU, quelque 500 milliards de dollars (3000 milliards de francs).**

**La question du blanchiment des narcodollars sera bien évidemment évoquée durant ces débats prévus jusqu'au vendredi 23 février. Elle l'est également, mais de façon superficielle, à Lausanne, durant le procès de Mme Elisabeth Kopp, ex-ministre de la justice et de la police du gouvernement fédéral helvétique.**

NEW-YORK (Nations unies)

*de nos correspondants*

En d'autres temps, le thème des travaux — la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicite des stupéfiants — aurait simplement suscité un intérêt poli dans les milieux onusiens. Et la production de quelques kilos supplémentaires de rapports sur cette vaste question. Cette fois, plus de cent vingt orateurs (les trois quarts de l'organisation), dont une quarantaine de ministres et de chefs de gouvernements se sont inscrits pour participer à cette session extraordinaire qui s'est ouverte le mardi 20 février à l'ONU pour une durée de quatre jours. Une affluence qui s'explique autant par l'impact sur l'opinion publique de tout sujet touchant à la drogue que par la volonté affirmée par les Etats — producteurs ou consommateurs, au Nord comme au Sud — de lutter efficacement et tous ensemble contre le marché florissant des narco-dollars.

Ce sursaut général — un instinct de survie, diront certains — provient en grande partie du choc créé par le cartel de Medellin cette véritable armée de trafiquants, qui, pour la première fois, a osé s'attaquer à un Etat, menaçant, par là, les bases mêmes de la démocratie. Pour s'en convaincre, il suffisait d'écouter, durant cette première journée du débat général, l'hommage appuyé rendu au président colombien Barco et à la guerre sans merci engagée contre les rois de la coca.

Mais les pays andins ne sont pas seuls en cause. Certes, la Colombie, la Bolivie et le Pérou sont les principaux pourvoyeurs de cocaïne, mais *« il serait simpliste d'imputer aux seuls pays producteurs et transformateurs »* la responsabilité du vaste problème des stupéfiants, a tenu à souligner le ministre colombien des affaires étrangères, M. Julio Londono Paredes. Condamnant l'exportation de produits chimiques servant à la fabrication de la drogue ou le blanchiment des coca-dollars, il a appelé à la lutte contre la demande de drogue et s'est félicité de l'initiative prise par Mme Margaret Thatcher de convoquer au mois d'avril prochain à Londres une conférence internationale sur ce sujet.

Dans le même esprit, le ministre colombien a souligné que, lors de la récente réunion qui s'est tenue à Carthagène (Colombie) entre M. Georges Bush et les présidents bolivien, colombien et péruvien, les Etats-Unis ont reconnu *« leur immense responsabilité »* dans la lutte contre les stupéfiants, une responsabilité dont ils se défaussaient *« avec cynisme »* sur *« un pays ou sur un petit groupe de pays producteurs ou consommateurs »*. Dans un premier temps, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a fait amende honorable. *« Je dois admettre que les stupéfiants sont devenus une grande industrie, une très grande industrie dans mon pays,* devait-il déclarer quelques heures après son homologue colombien. *Si l'on devait empiler l'un sur l'autre les paquets de cocaïne saisis, cela représenterait une montagne de misère équivalent à la moitié de la hauteur de la plus haute montagne des Etats-Unis... »*

### *Les Etats-Unis producteurs*

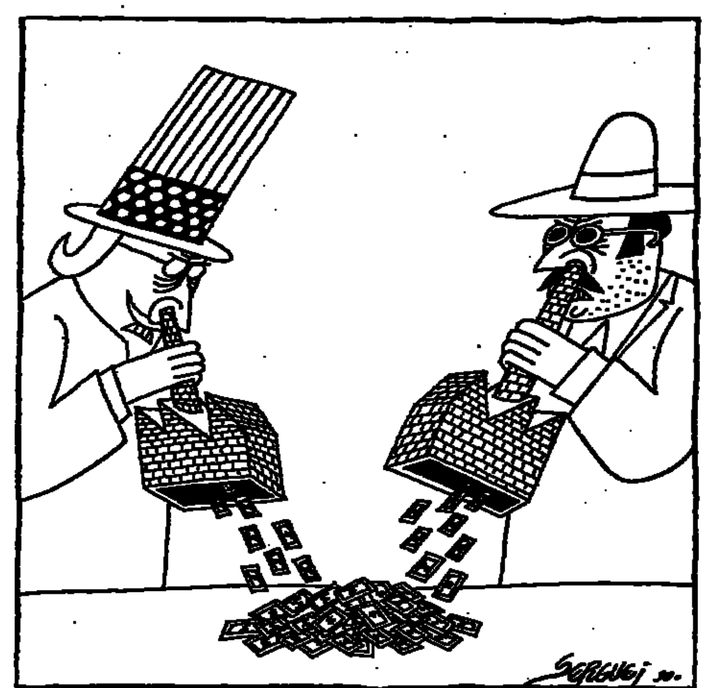
Pour rémédier à cette situation, le président Bush a accru de 67 % le budget domestique antidrogue, pour le porter à 7,6 milliards de dollars. Le budget international visant à lutter contre les trafiquants a été augmenté, lui, de 73 %, à 3,1 milliards de dollars a souligné M. Baker. L'usage d la drogue a diminué de 37 % entre 1985 et 1988 aux Etats-Unis, a affirmé le secrétaire d'Etat. *« Nous nous attaquons au problème de la culture sur le sol national »*, a-t-il ajouté. Une innovation dans le discours officiel de l'administration, dans la mesure où les Américains reconnaissent rarement que leur pays figure parmi les producteurs de marijuana.

Dans le même esprit, M. James Baker a mis l'accent sur la nécessité d'instaurer, parallèlement au contrôle et à la répression, une politique préventive d'éducation, de traitement et de réhabilitation des drogués.

*« Une seule forme d'indulgence nous est interdite, celle dont bénéficieraient les producteurs de la drogue »*, a affirmé pour sa part le ministre français de l'intérieur; M. Pierre Joxe, venu aux Nations unies en compagnie de Mme Georgina Dufoix, déléguée générale à la lutte contre la drogue.

Parisan *« de lois, de juges, d'intitutions qui, tout en marquant clairement la sanction offrent de vraies alternatives à la prison »*. Il a rappelé son opposition farouche à toute idée de dépénalisation des drogues douces, à l'image de l'expérience tentée depuis quelque temps aux Pays-Bas et en Espagne, deux pays qui, selon lui, semblent faire machine en arrière. Un sujet que M. Joxe a été le seul à aborder à ce jour à l'ONU, où, pour la plupart des autres pays (les Etats-Unis, notamment), il paraît dépassé. Ne serait-ce que parce que l'opinion publique n'accepterait pas une décriminalisation de certaines drogues dont elle mesure chaque jour les nouveaux ravages.

SERGE MARTI
et AFSANE BASSIR POUR



## Mme Elisabeth Kopp devant le tribunal fédéral de Lausanne

# Un procès égaré dans les détails

BERNE

*de notre correspondant*

Pompeusement présenté comme historique et sans précédent, le procès de l'ancien ministre suisse de la justice et de la police, Mme Elizabeth Kopp, et de deux de ses collaboratrices, poursuivies pour violation du secret de fonction devant le tribunal fédéral à Lausanne, va-t-il accoucher d'une souris ? C'est un peu l'impression qui tend à se dessiner après l'audition des inculpées et, mardi 20 février, des neuf témoins. Pas plus le mari de la principale accusée, M. Hans Kopp, que l'ancien procureur général de la Confédération, M. Rudolf Gerber, dont les témoignages étaient attendus avec un intérêt particulier, n'auront finalement apporté d'éléments nouveaux sur le fond du problème, le blanchiment de l'argent de la drogue.

*Dernier témoin appelé mardi* soir à la barre, M. Hans Kopp ne paraissait guère affecté par les ennuis que ses fonctions de vice-président du conseil d'administration de la société Shakarchi Trading de Zurich ont pu attirer à sa femme. S'exprimant avec assurance, le teint bronzé et l'air détendu, l'avocat d'affaires a expliqué que c'est *« par amour pour son épouse qui le lui demandait »* qu'il avait accepté, le 27 octobre 1988, de se retirer de cette firme soupçonnée d'être mêlée au recyclage des narcodollars. Il a confirmé que, le jour même, Mme Kopp lui avait téléphoné à 8 h 20 du matin et qu'il avait aussitôt accédé à sa requête.

Cinq minutes plus tard, il avait téléphoné à la conseillère personnelle de sa femme, Mme Katharina Schoop, pour obtenir plus de détails sur les soupçons qui pesaient sur la Shakarchi. Mais les informations qui lui furent communiquées avaient *« peu de substance »* et il fut étonné d'apprendre que les comptes de la société avaient été bloqués, car il aurait dû être au courant en tant que membre du conseil d'administration. Il en déduisit donc que ce que lui avait confié Mme Schoop n'était que des rumeurs. Mais il préféra tout de même démissionner pour *« faire plaisir à sa femme »*.

### *Délit introuvable*

Aujourd'hui encore, M. Kopp persiste à croire que les reproches adressés à la Shakarchi sont infondés. *« Je n'aurais jamais accepté de siéger au conseil d'administration d'une société impliquée de près ou de loin dans le blanchiment d'argent de la drogue,* a-t-il indiqué. *Si tel avait été le cas, j'aurais immédiatement démissionné. »*

Autre témoin très attendu, l'ancien procureur de la Confédération, M. Rudolf Gerber, mis à la retraite anticipée pour laxisme dans la lutte contre le trafic de drogue, s'est contenté de rappeler qu'il n'avait *« pas jugé utile »* d'informer Mme Kopp des soupçons qui pesaient sur la Shakarchi, *« ne voulant pas la mettre dans l'embarras »*. M. Gerber a également considéré qu'il n'y avait pas lieu de suivre les recommandations des rapports d'un fonctionnaire du service antidrogue, M. Jacques André Kaeslin, d'enquêter sur la Shakarchi, car le blanchiment d'argent sale n'est toujours pas un délit punissable en Suisse.

Auparavant, M. Kaeslin, qui est à l'origine des fuites, avait expliqué dans quelles circonstances il avait pris l'initiative de remettre à Mme Renate Schwob les rapports qu'il avait rédigés sur le blanchiment de l'argent de la drogue. Après le refus du procureur d'ouvrir une enquête, il souhaitait avoir l'avis de cette juriste spécialisée en la matière. A la suite d'articles de presse mettant en cause la Shakarchi et M. Kopp, il a estimé qu'il était de son devoir d'en référer à ses supérieurs.

En somme, jusqu'ici, les débats ont souvent pris un tour laborieux, se perdant dans les détails et se cantonnant prudemment dans un juridisme étriqué. Au détriment peut-être de l'essentiel.

JEAN-CLAUDE BUHRER

## *500 milliards de narcodollars*

Devenu une industrie mondiale de premier plan, le trafic illicite de drogues représente aujourd'hui un marché d'environ 500 milliards de dollars (3 000 milliards de francs). Cette estimation, tirée du magazine américain *Fortune* et que l'ONU reprend à son compte, implique que la drogue réalise à présent un chiffre d'affaires supérieur à celui du pétrole dans le monde entier. Et de peu inférieur à celui du commerce international des armes...

A eux seuls, les cartels colombiens de la cocaïne réalisent un chiffre d'affaires annuel brut de quelque 50 milliards de dollars. Dont 2 à 4 milliards de dollars vont à l'économie nationale, assurent les experts. En Amérique du Sud, l'industrie de la cocaïne est aussi un très gros employeur. Dans trois pays-clefs, la Bolivie, la Colombie et le Pérou, elle « salarie » directement entre 600 000 à 1,5 million de personnes. L'attrait pour les « coca-dollars » s'explique aisément. Les producteurs de feuilles de coca peuvent tirer jusqu'à 9 000 dollars de revenus par hectare contre 500 dollars pour l'exploitation d'agrumes, à superficie égale. Dans le même ordre d'idées, la culture du pavot est, à peu près, dix fois plus rentable que celle du tabac ou des arbres fruitiers.

Face à ces chiffres, qui incluent les 100 milliards de dollars d'argent de la drogue blanchi par l'intermédiaire du système bancaire international, l'ONU s'efforce de lutter, à sa mesure, contre le fléau, avec des moyens financiers très réduits. Basés sur des contributions volontaires, ils représentent *« moins qu'une valise remplie d'héroïne »*, affirme Mme Margaret Anstee, sous-secrétaire général des Nations unies, chargée à Vienne de la coordination de toutes les activités de lutte contre la drogue au sein de l'organisation. D'où la nécessité d'une solidarité mondiale. *« Aucun pays ne peut s'attaquer seul et efficacement à la menace que constituent les cartels de la drogue »*, explique-t-elle. *« Toute action exige une coopération internationale. L'ONU offre le cadre nécessaire à cette coopération. »*

S.M. et A.B.P.

## Nouvelle augmentation de la délinquance à Paris

# M. Chirac souhaite un dispositif permanent d'îlotage

A l'occasion de la réunion annuelle du Conseil parisien de sécurité et de prévention de la délinquance, mardi 20 février, M. Jacques Chirac a fait le point sur la sécurité dans la capitale. Les chiffres de la criminalité et la délinquance sont, à nouveau, en hausse, en 1988 et 1989 (1), M. Chirac a rappelé que la répression du crime et de la délinquance ne relève pas de la compétence de la Mairie de Paris, puisqu'elle incombe à l'Etat et à la préfecture de police. Le maire a cependant insisté sur la contribution financière *« considérable »* apportée par la municipalité au budget de fonctionnement de la préfecture de police (820 millions de francs en 1990).

Au chapitre de la prévention et de la protection, qui sont du ressort municipal, M. Chirac a souligné le rôle des agents de sociétés privées auxquels il a fait appel, dès l'été 1988, pour surveiller les grands ensembles immobiliers sociaux de l'est de Paris. Ce dispositif fonctionne dans deux cents ensembles d'immeubles avec *« des résultats extrêmement positifs »*, a estimé M. Chirac. *« Si le préfet de police et le ministre de l'intérieur s'engageaient à mettre en place dans les immeubles et les quartiers considérés un dispositif permanent d'îlotage constitué de 400 policiers,* a poursuivi M. Chirac, *je n'hésiterais pas à retirer les agents de surveillance, devenus alors inutiles. »* La Mairie de Paris propose même de loger sur place, dans les grands ensembles, les policiers flotiers qui seraient ainsi affectés.

(1) Les crimes et délits constatés à Paris par les services de police ont augmenté de 7 % en 1989 par rapport à 1988 (*le Monde* du 20 janvier).

## L'association Légitime défense déboutée par le tribunal de Lyon

# *Le caractère global de l'apostrophe « nazi »*

LYON

*de notre bureau régional*

*« Je pense que la personne qui est derrière moi fait partie de la catégorie des nazis. »* Le destinataire de cette petite phrase, lancée, lors d'une réunion houleuse du conseil municipal de Vénissieux (Rhône), le 24 mars 1989, par M. Gérard Vaysse, élu sur la liste Vénissieux-Solidarité (extrême gauche), était clairement identifiable. Il s'agissait d'un autre conseiller, M. Michel Tridon, qui venait d'intervenir sur le problème de la sécurité dans la ZUP des Minguettes et de vanter les mérites de l'association Légitime défense. Restait à savoir si l'envoi *« outrageant »* du militant trotskiste s'adressait à M. Tridon en sa qualité d'élu du Front national, de responsable local de Légitime défense, de militant de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP) — syndicat classé à l'extrême droite, évoqué dans la diatribe de M. Tridon — ou des trois à la fois...

En estimant son association directement visée et en engageant des poursuites pour *« injures publiques »*, M. François Romerio, président de Légitime défense, a, sans doute, fait une erreur d'appréciation. Ainsi en a, en tout cas, décidé la 6e chambre du tribunal correctionnel de Lyon qui a jugé, mardi 20 février, les plaintes de MM. Romerio et Tridon *« irrecevables »* et les a condamnés aux dépens. Dans ses attendus, le tribunal constate que *« les propos estimés injurieux ont été tenus envers un conseiller municipal dans l'exercice de ses fonctions »*, mais il considère que l'apostrophe *« visait globalement les fonctions exercées par celui-ci »*.

### *Comité antifascite*

Compte tenu du *« caractère mixte »* des propos, les poursuites auraient dû être engagées sur la base de l'alinéa 1 de l'article 33 du code pénal — concernant un citoyen chargé d'un mandat public — et non de l'alinéa 2, qui protège le simple particulier. Le tir de Légitime défense souffrait donc d'une *« mauvaise orientation »*

Si M. Vaysse regrette l'absence d'un jugement sur le fond — *« J'aurais aimé que le tribunal dise si le qualificatif de « nazis » pouvait être considéré comme une simple appréciation politique »*, — il se félicite du soutien qu'il a reçu dans cette affaire. Il a en effet réussi à mobiliser autour de lui un « comité antifasciste », rassemblant notamment des représentants du PCF et du PS, le MRAP, des associations d'anciens résistants et de déportés. Soixante-dix élus de gauche, dont le maire (PCF) de Vénissieux, des responsables syndicaux ou associatifs et plus de mille citoyens ont signé une pétition pour reprendre, à leur compte, la déclaration de M. Vaysse, en visant, cette fois explicitement, *« les porte-parole du Front national qui s'obstinent à mettre en avant des arguments politiques ouvertement racistes et antisémites rappelant de nombreux aspects de l'idéologie national-socialiste (nazie) des années 1920-1940 »*.

ROBERT BELLERET





ENVIRONNEMENT

# La polémique sur la pollution de l'eau

## M. Brice Lalonde veut faire financer par les agriculteurs la réparation des dégâts qu'ils provoquent

Dans le dispositif de gestion des eaux en France, *il y a une brèche* : c'est l'agriculture. Ce secteur économique est le seul à ne payer ni pour l'eau qu'il utilise ni pour la pollution qu'il provoque. Cet oubli devrait être réparé par une *loi* présentée au *Parlement* à l'automne prochain. Telle est en substance la déclaration qu'a faite M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, le mardi 20 février à Paris, au cours d'une conférence de presse tout entière consacrée aux problèmes de l'eau.

La sécheresse, la multiplication des pollutions, puis la crue récente ont provoqué une sorte d'électrochoc. Bien arrosée, sillonnée par un chevelu hydrographique touffu, la France passait, jusqu'ici, pour un pays de Cocagne. Or on s'aperçoit que nos fameuses ressources en eau ne sont nullement inépuisables.

A la parcimonie épisodique du ciel s'ajoute le gâchis permanent de la pollution. Il n'y a plus assez de liquide pour tous ceux qui en réclament : les maires pour les robinets de leurs administrés, les industriels pour *leurs machines*, EDF *pour refroidir* ses centrales nucléaires, les cultivateurs pour leur végétaux, les pêcheurs et les vacanciers pour leurs loisirs. Inversement, quand vient la crue, tous *les* riverains réclament protection.

Il est clair qu'à l'anarchie traditionnelle doit se substituer aujourd'hui une gestion rigoureuse des ressources nationales en eau. On le voit bien dans le cas de la Loire, où gens de la plaine et de la montagne, écologistes et *aménageurs*, *agriculteurs* et usiniers se chamaillent autour d'un malheureux fleuve qui n'en peut mais. D'où l'intervention de Paris pour arbitrer les conflits.

La *nécessité* d'une mise à *plat* du dossier conduit M. Lalonde à organiser sur ce thème une vaste réflexion nationale qui va durer près de deux ans. D'abord, des assises dans chaque bassin, puis une synthèse nationale et, en mai 1991, un document d'orientation baptisé « Eau 2000 ». A partir de ces « tables de la loi », chacune des six agences financières de bassin élaborera son propre plan quinquennal d'intervention couvrant la période 1991-1996.

A *l'occasion* du *grand* déballage, on va s'apercevoir que, après un quart de siècle de politique de l'eau (créées en 1964, les agences de bassin exécutent actuellement leur cinquième plan quinquennal), on n'a même pas parcouru la moitié du chemin. Certes, la majorité des industriels ont fait leur devoir, mais 65 % des eaux sales domestiques ne sont toujours pas épurées. Les bassins d'épuration des années 70 commencent à vieillir et beaucoup n'ont qu'un très médiocre rendement.

*De nouvelles sources de pollution* sont apparues : par exemple, celle des eaux de pluie qui lessivent les surfaces bétonnées ou asphaltées. Ce sont elles qui, en se déversant dans les captages de Châteauroux, ont récemment conduit à couper l'eau potable dans cette ville. L'agriculture industrielle y ajoute à *présent ses* phosphates et ses nitrates, qui s'infiltrent jusque dans les nappes profondes ou filent jusqu'à la mer. Les communes du littoral breton, dont les baignades *reçoivent les lisiers des éleveurs* de porcs de l'intérieur, sont obligées de ramasser chaque saison sur leurs plages 80 000 tonnes d'algues pourrissantes. Dans le même bassin *Loire-Bretagne*, deux mille captages d'eau potable sont menacés. Dans le bassin Rhin-Meuse, mille communes distribuent un liquide qui ne répond plus aux normes de salubrité.

Or non seulement les agriculteurs déversent sans vergogne mais ils réclament des quantités croissantes d'eau pour l'irrigation. Situation désormais intenable, dans laquelle M. Lalonde veut mettre un peu d'ordre. Le conflit avec les syndicats agricoles et peut-être même avec M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture, est inévitable. Il ne faudra pas moins que l'arbitrage du premier ministre pour le résoudre.

Le tableau est à ce point préoccupant que certaines agences de bassin ne peuvent pas attendre les conclusions des assises de l'eau pour agir. *Loire-Bretagne* met en route un programme antipollution qui va coûter 1,7 milliard de francs en sept ans. Rhin-Meuse fait mieux en prévoyant des investissements de 8,2 milliards dans *le* même *laps de temps*. *Le* ministère de la santé et celui de l'environnement envoient dans les stations thermales un commando d'enquêteurs pour vérifier la salubrité des eaux thérapeutiques...

Pour M. Lalonde, la nouvelle politique de l'eau qui sortira des assises prochaines devrait organiser la lutte sur tous les fronts : meilleure connaissance des ressources par activation de la recherche, traitement de 60 % des eaux domestiques en 2000, *meilleure répartition de l'eau* entre les usagers, extension des attributions des agences de bassin, renforcement de la police des eaux. Tout cela se traduira – le ministre ne le cache pas – par un doublement du prix du mètre cube dans les prochaines années. L'eau du ciel n'est plus inépuisable ni gratuite, les Français doivent maintenant s'en convaincre.

MARC AMBROISE-RENDU

## « Un coup sur la tête » estime la FNSEA

En reprochant vivement aux agriculteurs, le 20 février, d'être le « *point noir* » en matière de pollution des eaux, le secrétaire d'État à l'environnement, M. Brice Lalonde, a provoqué des réactions d'indignation de la part des organisations professionnelles. « *Dans une démocratie digne de ce nom, on ne doit pas se contenter de désigner un bouc émissaire*, a estimé M. Henri Jouve, le président du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), *l'agriculture ne nie pas ses nuisances, mais il ne faut pas reprocher à un avion de faire du bruit quand il décolle, cela fait partie de sa nature.* »

A propos d'une possible participation des agriculteurs au paiement de la redevance sur l'eau pour lutter contre la pollution, M. Jouve s'est montré ferme : « *J'attends de voir quel sera le ministre de l'agriculture qui, politiquement, prendra ce risque.* » Le secrétaire général du CNJA, M. Philippe Mangin, s'est en revanche montré plus conciliant, acceptant une redevance à condition qu'elle permette aux agriculteurs de mieux maîtriser la pollution.

Pour sa part, le secrétaire général de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), M. Luc Guyau, a considéré que M. Lalonde avait « *profité du fait que les agriculteurs se remettaient doucement de la sécheresse pour leur mettre un coup sur la tête* ». M. Guyau a invité à une réflexion générale sur le problème de l'eau, jugeant inacceptable « *une accusation systématique des agriculteurs* ».

Dans un communiqué, le président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculteurs (APCA), M. Pierre Cormorèche, s'interroge : « *Comment un ministre peut-il accuser sans nuances le monde agricole de porter une responsabilité essentielle dans l'aggravation des pollutions de l'eau ? Un dialogue n'aurait-il pas permis de mettre en évidence que la cause de la protection de la nature est bien l'affaire des agriculteurs, autant que des autres Français ?* ». M. Cormorèche estime qu'il fallait « *éviter de dresser des groupes socio-professionnels les uns contre les autres, ou les Français contre leur agriculture.* »

## L'engrenage des engrais

Ce n'est pas la première fois que l'agriculture moderne, avec sa panoplie d'engrais, de pesticides, d'herbicides et de régulateurs de croissance, est désignée comme un agent de pollution. Depuis la deuxième guerre mondiale, l'usage des engrais azotés à base de nitrates est devenu une habitude dans un monde paysan qui se devait de produire toujours plus. Tous les ans, 2,5 millions de tonnes de ces substances sont épandues sur les terres cultivables françaises, à raison en moyenne de 89 kilos à l'hectare (*le Monde* du 6 janvier).

*Dans le même temps, l'élevage* s'est lui aussi modernisé, concentrant ses cheptels dans des espaces toujours plus réduits. Les porcheries à 1000 truies sont passées, dans les années 70, pour le *nec plus ultra* du progrès. On ne savait pas encore qu'un millier de cochons urinant au même endroit souillaient les nappes phréatiques de façon bien plus grave que s'ils étaient restés dispersés dans la nature. Le lisier de porc est aujourd'hui le cauchemar de la Bretagne. On ne sait comment s'en débarrasser, si ce n'est par des épandages *dits de fertilisation sur les terres* agricoles environnantes. *Mais le* volume de déjections déversé est tel que les nitrates « percolent » jusqu'aux nappes souterraines, au point parfois de rendre impropres à la consommation les coquilles Saint-Jacques de la baie de Saint-Brieuc, rebaptisée par certains la baie des cochons...

Dans ses zones d'élevage *intensif*, comme sur les grandes exploitations céréalières de la Beauce ou de la Champagne, il y a beau temps que les agriculteurs et leurs voisins ont renoncé à boire l'eau de leurs puits. L'agriculture performante, celle *qui dégage chaque année plus de* 40 milliards de francs d'excédents commerciaux, est aussi une agriculture inquiétante. Ses aspects industriels lui ont donné une dimension que la nature et l'homme supportent de moins en moins bien. Sous le label du progrès perce une agriculture par *bien des aspects monstrueuse*, semblable à l'univers barbare décrit en son temps par Barjavel dans *Ravages* : une course aux rendements soutenue par une excroissance de l'« artificialisation », du machinisme et de la chimie.

Dans ce contexte, l'implica*tion des agriculteurs dans la pollution des eaux est évidente*, on devrait même dire naturelle. Mais laisser entendre, comme l'a fait M. Brice Lalonde, qu'ils se sont caché les yeux et ont fui devant leurs responsabilités est inexact. Les témoignages ne manquent pas de ces exploitants agricoles effrayés de s'apercevoir *que leur principal outil* n'est plus le tracteur mais le matériel de traitement. Combien sont-ils à renâcler lorsqu'il faut passer un véritable habit de scaphandrier pour épandre des produits censés garantir la prochaine moisson.

### L'impuissance des agriculteurs

Les grands céréaliers confessent volontiers qu'ils ne sont pas plus heureux avec leurs 100 quintaux à l'hectare qu'ils ne l'étaient naguère avec un rendement deux fois moindre. Pour*tant ils continuent le cycle infernal*, car ils n'ont pas les moyens de risquer impunément une mauvaise récolte. Endettés, en butte à une baisse des prix et à une stagnation de leurs débouchés, les agriculteurs se sentent impuissants pour lutter efficacement contre les nuisances écologiques. Ils *le resteront* tant que les *coûts de dépollution* seront trop élevés, tant que le système de prix garanti par la puissance publique ne primera pas la qualité des produits.

Les organisations agricoles françaises ont pris conscience de l'impact sur l'environnement de *leur activité. Le président* de la FNSEA, M. Raymond Lacombe, a été le premier, pendant la sécheresse de l'*été 1989*, à réclamer au gouvernement une politique concertée de gestion de l'eau. Les agriculteurs ne sont pas hostiles par principe à l'adoption de méthodes culturales *« raisonnées »*, fondées sur un usage mieux dosé des intrants. Ils le sont d'autant moins qu'ils utilisent eux aussi les *ressources hydriques pour* leurs besoins d'irrigation. La mise en cause du monde paysan par M. Lalonde braque le projecteur *et l'opinion sur une* population qui, en silence et douloureusement, s'efforce d'établir une passerelle entre le versant de l'économie et celui de l'écologie. Au lieu de hurler au loup, peut-être valait-il mieux tendre la main...

ERIC FOTTORINO

## Consignes d'hygiène maintenues à Châteauroux

CHATEAUROUX

*de notre correspondant*

L'annonce, dimanche 18 février dans la soirée, par la municipalité de Châteauroux qu'une pollution bactérienne de l'eau courante venait d'être décelée (*le Monde* du 20 février), a fait se ruer dès le lendemain matin les habitants sur les bouteilles d'eau minérale. On a pu aussi noter une nette augmentation des consultations chez les médecins pour des gastro-entérites peut-être dues à la mauvaise qualité de l'eau distribuée durant la semaine précédente.

Les analyses bactériennes avaient mis en évidence des concentrations anormales de micro-organismes « coliformes fécaux » et de clostridium perfringens.

Mardi, la cellule de crise réunie par le député et maire M. Jean-Yves Gataud, annonçait que, grâce au traitement par chlore entrepris par le service des eaux de la ville, la situation s'était nettement améliorée. La plupart des résultats d'analyse bactérienne sont donc redevenus corrects.

*Mais, avant de déclarer à nouveau* l'eau potable, la municipalité devait confirmer l'absence de salmonelles. En attendant les résultats, mercredi soir ou jeudi matin, d'un examen fait à la demande des élus, les consignes d'hygiène demeuraient, l'eau ne devant pas être utilisée sans être stérilisée.

P. L.

□ **Le prix de l'eau devrait doubler en dix ans.** – « *Le prix de l'eau du robinet devrait doubler au cours des dix prochaines années.* » Tel est le pronostic dressé, mercredi 21 février à Paris, par M. Jérôme Monod, président de la société de distribution d'eau la Lyonnaise des eaux. « *Nous devrons également modifier notre comportement*, a-t-il ajouté, *car certaines années les volumes d'eau utilisés approchent les volumes de quantités disponibles. A l'avenir, il faudra mieux organiser les différents usages de l'eau.* »

## EN BREF

□ **MM. Xavier Le Pichon, Jason Morgan et Dan McKenzie, lauréats du prix d'une Fondation japonaise.** – M. Xavier Le Pichon, *professeur au collège de France* et membre de l'Académie des sciences, vient de recevoir, avec les professeurs Jason Morgan (Etats-Unis) et Dan McKenzie (Grande-Bretagne), un des deux prix annuels de la Fondation japonaise pour la science et la technologie, qui récompense ainsi leurs travaux sur la tectonique des plaques et les développements ultérieurs de celle-ci. Le prix leur sera remis le 16 avril à Tokyo, en présence de l'empereur, par le premier ministre.

La Fondation pour la science et la technologie attribue, depuis 1985, deux prix annuels de 2 millions de francs chacun. En 1988, les prix avaient été attribués pour la technologie de l'énergie à M. Georges Vendryes (Commissariat à l'énergie atomique), pour la médecine préventive au professeur Luc Montagné (Institut Pasteur) qui partageait le prix avec quatre autres chercheurs.

□ **RECTIFICATIF.** – L'Union nationale des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales (UNAPEI) nous indique que son objectif essentiel est non la lutte contre le handicap mental, qui est affaire de prévention médicale, mais plutôt la reconnaissance et la promotion des personnes handicapées mentales. Elle gère non pas 180 établissements, comme nous l'avons indiqué par erreur (*le Monde* du 10 février), mais 1800.

MÉDECINE

Alors que se poursuivent les négociations sur la convention médicale

# La grève des soins est reconduite jusqu'au 28 février

**Les négociations sur la convention médicale étaient toujours dans l'impasse après la réunion du mardi 20 février qui, contrairement aux espoirs de M. Maurice Derlin, président de la CNAM, n'a pas permis de *déboucher sur un accord*. Une « ultime réunion » était prévue mercredi. Pour leur part, réunis à l'hôpital Cochin, les délégués des internes et des chefs de clinique des CHU ont décidé, mardi, de reconduire leur grève des soins non urgents jusqu'au 28 février. On indique toutefois au ministère de la santé que la proportion des grévistes est en *baisse sensible dans la plupart* des CHU, à l'exception notable de Paris (60 % à 70 %).**

Après le chaud, les partenaires de la négociation d'une nouvelle convention médicale soufflent le froid. Les deux séances de discussion du mardi 20 février se sont achevées sur un constat de désaccord et, mercredi, une « ultime » réunion aura lieu. La veille, la Caisse nationale d'assurance-*maladie (CNAM)*, *comme ses* principaux interlocuteurs, s'était pourtant félicité du rapprochement de leurs positions respectives. Si un accord se confirme sur la mise en place d'un quota d'actes (20 % à 30 %) en tarifs conventionnels pour les médecins appliquant des honoraires libres (secteur 2), la négociation bute essentiellement sur l'entrée dans ce secteur.

Cette entrée sera « gelée » pendant deux ans pour les praticiens du secteur public et seuls seraient autorisés à y accéder mille jeunes médecins par an. La CNAM propose qu'il s'agisse des huit cents chefs de clinique, mais aussi des assistants, spécialistes et généralistes... qui devraient donc se répartir les deux cents dernières places, alors que près de cinq mille jeunes médecins terminent chaque année leurs études. Sous la pression des internes et chefs de clinique en grève, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins de France (FMF) refusent de limiter aux jeunes médecins l'accès au secteur 2.

En cas d'échec de la réunion de mercredi, « *nous irions alors probablement vers une solution dont nous ne serions pas les maîtres* », c'est-à-dire une intervention de l'Etat, a souligné M. Maurice Derlin, président (FO) de la CNAM, qui réunira, en tout état de cause, son conseil d'administration lundi prochain, pour se prononcer sur un éventuel accord. Le syndicat MG France (généralistes) a assuré, pour sa part, que le « gel » du secteur 2 est « *illégal* » et a accusé M. Derlin et les deux autres organisations de « *sacrifier les 74 % de médecins qui exercent dans le secteur 1* ».

### La revalorisation des tarifs

La stratégie de la CSMF consiste à adopter une attitude intransigeante et à s'appuyer sur la grève des internes et des chefs de clinique *(1)* pour que la CNAM cède sur l'accès des jeunes au secteur 2 et que le gouvernement assouplisse sa politique de revalorisation des tarifs. Toutefois, ce dernier exclut une telle hypothèse, alors que M. Derlin affirme qu'il est déjà allé au-delà du mandat défini par son conseil d'administration. L'attitude de la CNAM, depuis le premier échec des négociations fin novembre, a, dans une certaine mesure, encouragé la CSMF à maintenir des propositions qui, dans le contexte de la démographie médicale, sont, à terme, inflationnistes au regard des dépenses de santé.

Selon M. Derlin, rien ne peut se faire en dehors de l'alliance traditionnelle entre la CNAM (dirigée par le tandem FO-CNPF), la CFMF et la FMF. Aussi, a-t-il accepté de poursuivre les négociations qui, juridiquement, auraient dû s'achever le 1er décembre dernier. Cependant, la fragilité des comptes de la Sécurité sociale (*le Monde* du 21 février) et les conflits d'intérêts croissants qui traversent le corps médical sont aujourd'hui tels qu'un consensus peut difficilement se négocier sans dommages. « *Je ne veux ni taper sur la table, ni taper sur la tête des médecins* », expliquait, mardi, M. Derlin.

Quant à la CSMF, elle n'est pas non plus dans une situation facile. Aiguillonnée par les internes, elle doit faire accepter à ses adhérents, qui exercent dans le secteur 1, que l'accès aux honoraires libres leur sera interdit pendant deux ans.

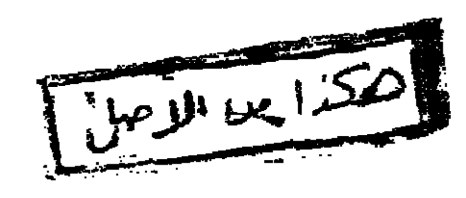
JEAN-MICHEL NORMAND

A Paris

## Le directeur général de l'Assistance publique demande aux grévistes de cesser leur mouvement

Dans une lettre datée du 21 février et adressée à tous les internes et les chefs de clinique de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris, M. François Stasse, directeur général de l'Assistance publique, demande aux grévistes de cesser leur mouvement.

« *Je comprends*, écrit-il, *les inquiétudes que vous ressentez sur votre avenir. Depuis le début du mouvement, je me suis efforcé, pour ma part, de favoriser la recherche de solutions. Aujourd'hui, les négociations conventionnelles se poursuivent et les pouvoirs publics ont accepté d'ouvrir des discussions sur les perspectives de carrières médicales au sein de l'hôpital public. Dans ces conditions, ce n'est pas en continuant d'entraver l'activité de nos hôpitaux que l'on défend l'avenir de la médecine. L'intérêt des malades et la place éminente de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris dans notre système de soins requièrent que cessent les actions qui leur portent un grave préjudice.* »



Le Monde



# Des médecins sans blouse blanche

*Des médecins dans l'industrie, le droit, la communication, l'administration...*
*Des formations spécialisées se mettent en place pour ceux qui ne se voient pas dans la médecine de soins*

QUAND André Gouazé, le président de la conférence des doyens de facultés de médecine, a rencontré Daniel Gourisse, le président de la conférence des grandes écoles, le déclic a été immédiat. Le premier, doyen de la faculté de médecine de Tours, voulait ouvrir la formation médicale à d'autres professions. Le second, *directeur de l'Ecole centrale*, songeait à un profil d'ingénieur biomédical, pour lequel l'école recevait déjà de nombreuses offres d'emploi.

Entre le médecin et l'ingénieur, le courant est passé : dès la rentrée prochaine, l'Ecole centrale aménage une filière spécifique pour les étudiants en médecine. Ceux-ci effectueront leur troisième cycle de médecine à l'école, en suivant les trois années du cycle ingénieur. Ils passeront leur thèse de médecine et obtiendront le diplôme d'ingénieur de Centrale et leur diplôme de docteur en médecine. *« Mention industrie »*, propose le professeur Gouazé, au même titre que les mentions « médecine générale » ou « médecine spécialisée ». A terme, l'Ecole centrale envisage d'accueillir, chaque année, une trentaine de futurs médecins dans ses murs.

Procédant avec discrétion, mais obstination, le professeur Gouazé et la conférence des doyens se rapprochent ainsi de leur grand dessein : ouvrir le milieu médical sur son environnement, diffuser l'esprit médical – *« l'humanisme, la compétence, l'éthique »* – dans la société. Et offrir une alternative à tous ceux qui jusque-là se débrouillaient comme ils pouvaient. L'université de Tours a demandé l'habilitation à délivrer un DESS de droit médical pour une filière qu'elle vient de mettre en place. Les étudiants ont la possibilité de suivre, en deuxième cycle, des enseignements de *« propédeutique juridique »*, puis, en troisième cycle, la licence, la maîtrise et le DESS de droit, tout en passant leur thèse, soit au total neuf ans d'études. Ainsi seront formés de véritable médecins-juristes, pour des domaines tels que la procréation assistée, le diagnostic anté-natal, les nouvelles techniques de chirurgie...

### Révolution académique

Pour ces nouvelles filières le professeur Gouazé a choisi de placer la barre très haut, pour éviter que ces cursus ne soient accusés de former des ingénieurs, des médecins ou des juristes « au rabais ». Question de diplomatie, cette démarche impliquant une véritable révolution académique et culturelle. Académique, avec la mise en œuvre d'une interdisciplinarité qui n'a jamais enthousiasmé les juristes et surtout les médecins. Et culturelle, puisque jusqu'à présent, hormis la médecine de soins, l'essentiel des débouchés se situaient dans la recherche et/ou l'industrie pharmaceutique. Maintenant, André Gouazé voit les médecins dans la santé publique, l'industrie, la communication, la documentation, les collectivités locales... avec des projets d'option à la clef. Une diversification d'autant plus nécessaire que l'industrie pharmaceutique, après avoir doublé ses embauches de médecins en huit ans, stabilise aujourd'hui ses recrutements (d'après une enquête réalisée, en novembre 1988, par le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique).

Cette philosophie d'ouverture va au-delà d'une réponse conjoncturelle aux problèmes de la démographie médicale, même si les doyens reconnaissent qu'il s'agit là du problème le plus grave de la médecine aujourd'hui. En fait, André Gouazé prévoit que ces nouvelles filières concerneront environ 10 % des promotions. *« L'objectif majeur des facultés médicales reste la formation de médecins généralistes et spécialistes*, affirme-t-il. *Mais cela n'empêche pas la création de troisièmes cycles diversifiés à option pouvant offrir des carrières médicales aux étudiants qui découvrent en troisième ou quatrième année, avec les premiers stages et les premiers malades, qu'ils ne se voient plus exercer la médecine de soins. »*

### Des stages en entreprises

Philippe Girault est de ceux-là. En cinquième année de médecine, il est président de la Junior médicale, créée à Paris l'an dernier pour *« permettre aux étudiants en médecine qui n'envisagent pas la pratique médicale d'obtenir des stages et une première expérience professionnelle »*. La Junior milite, notamment, pour que l'un des quatre stages du résidanat (le troisième cycle de médecine générale) puisse s'effectuer en entreprise. Un peu à l'image de ce qui se fait déjà en sixième année de pharmacie. *« J'ai commencé mes études avec la « vocation ». Et puis j'ai découvert à l'hôpital un milieu très hiérarchisé et relativement fermé. Parallèlement, je m'intéressais au marketing, à la communication, j'ai monté la Junior médicale et aujourd'hui, j'ai décidé de m'orienter dans cette direction. Je crois que le médecin qui passe 100 % de son temps à faire de la médecine est en voie de disparition. »*

Un choix symbolique de l'évolution du milieu. La profession médicale est incontestablement en train de bouger. Du côté de « l'académie », comme en témoignent les initiatives de la conférence des doyens, qui a constitué une commission sur ces questions. Mais aussi des étudiants eux-mêmes. Sans doute le mouvement reste-t-il marginal : selon une étude de la Junior médicale, réalisée l'an dernier, 2,4 % seulement des étudiants parisiens de dernières années interrogés ont l'intention, dans l'immédiat, d'exercer une activité non praticienne. Mais 30 % pensent qu'ils n'effectueront pas exclusivement une carrière médicale dans la médecine de soins.

Sans doute la médecine ne pouvait-elle rester très longtemps à l'écart d'une société où l'entreprise, ses métiers, ses valeurs, sont tellement valorisés. Tandis que les conditions d'exercice de la médecine de soins se sont progressivement dégradées, du moins par rapport à l'image qu'elle garde socialement. *« J'ai fait, très tôt, des remplacements en cabinet*, se souvient Véronique Maguin, qui est entrée au CESMA, le MBA de l'Ecole supérieure de commerce de Lyon après sa thèse. *La médecine libérale m'a paru trop routinière, sans travail d'équipe. J'adore la médecine, mais je préfère m'orienter vers une carrière médicale dans la communication. Avec l'ouverture du marché européen, tout va bouger, notamment dans le domaine du marketing des médicaments. Je ne veux pas rater ça ! »*




Volonté d'évolution, de développement personnel, auquel s'ajoute le malaise, particulièrement d'actualité, des étudiants qui ont choisi l'internat de spécialité et la voie hospitalière. *« J'apprécie toujours autant la médecine et les contacts avec les médecins. Mais je vois tant de jeunes médecins doués dont la carrière est bloquée et le talent gâché ! »*, s'exclame Michel du Peloux, qui dirige le marketing des laboratoires Martin, après avoir monté le département santé de Bossard consultants, à sa sortie du CESMA. *« Tant de contraintes pour si peu de plaisir et de compensations financières »*, ajoute Philippe Girault, qui affirme que bon nombre de ses amis ayant réussi l'internat envisagent déjà de faire autre chose.

Le choix n'est pas toujours facile vis-à-vis du milieu médical, comme des amis ou de la famille *« pour qui on était parti pour être « docteur »*. Mais il est mieux compris qu'il y a quelques années, comme en témoigne Jean-François Stevenet, qui a intégré l'ESSEC avant de passer sa thèse de médecine, pour devenir directeur du marketing d'une société d'imagerie médicale pour la médecine nucléaire. *« Il existait auparavant un fossé intellectuel considérable entre l'univers médical et le milieu industriel. »* Quitter la médecine de soins, *« c'était renoncer à une vocation »*.

Aujourd'hui, Jean-François Stevenet est vice-président d'une société de 250 personnes. Il est chargé de l'implantation de son entreprise au Japon, où il vit depuis trois mois. Une belle réussite pour quelqu'un qui, il est vrai, avait hésité entre médecine et Sciences Po, lisait autant de livres d'économie que de biologie, et était passionné par l'international. N'empêche qu'au début de ses études, J.-F. Stevenet, fils de médecin, se voyait bien médecin. Comme Michel du Peloux, qui s'est tourné vers la gestion de la santé, après avoir travaillé dans une association de gériatrie pendant ses études, et a démissionné de sa spécialité, la médecine interne. Ou comme Jean-Pierre Lierville qui, à quarante-cinq ans, après douze ans d'exercice comme médecin généraliste, suit un mastère d'informatique à l'INSA de Lyon. *« Je n'étais pas dans une situation difficile, mon chiffre d'affaires étant supérieur à la moyenne de la profession. Mais je n'aimais pas l'évolution prévisible de la pratique médicale. »*

Manque de perspectives, surpopulation et obligation d'effectuer de plus en plus d'actes pour dégager des bénéfices... Et Jean-Pierre Lierville, qui s'était équipé en informatique en 1983, a décidé de tout vendre pour se reconvertir dans ce qui était devenu sa deuxième vocation. *« Plusieurs de mes collègues m'ont confié qu'ils en feraient bien autant... »*, affirme-t-il.

MARIE-MADELEINE PÉRETIÉ

## « J'aime mon métier. Je veux l'exercer... »

Leurs banderoles le proclament en des termes plus ou moins élégants, mais sans équivoque : les jeunes médecins, internes ou chefs de clinique, craignent de ne pas *pouvoir* exercer leur profession dans des conditions satisfaisantes. Ceux qui défilaient dimanche 18 février dans les rues de Paris exprimaient cette inquiétude. Mais s'ils redoutent de ne pas pouvoir s'installer, la plupart d'entre eux ne songent pas de gaieté de cœur à se reconvertir.

L'idée même d'employer leurs connaissances à d'autres fins que la médecine proprement dite soulève leur indignation. *« C'est délirant de proposer de faire autre chose à une personne qui a consacré huit à quinze ans de sa vie à ses études*, affirme Laurent Vastel, membre du bureau du syndicat des internes de Paris. *Je suis en fin d'internat de chirurgie. Il est hors de question que j'envisage de changer. »* Après avoir passé plusieurs examens sélectifs et avoir effectué des centaines d'heures à l'hôpital contre une rémunération très faible, ils entendent bien rester dans leur spécialité. *« J'aime mon métier, je l'ai choisi et je veux l'exercer*, remarque Gilles Marmey, interne en radiologie. *La reconversion la plus logique serait d'entrer dans un laboratoire spécialisé. Or même là les places seront forcément limitées. »*

Le changement de profession n'est pas considéré comme une solution acceptable au problème de la surpopulation médicale. *« Nous luttons pour un* numerus clausus *plus sévère à l'entrée des études médicales et nous nous sommes toujours heurtés à l'opposition des doyens de faculté »*, explique Alexandre Mebazaa, ancien président de l'intersyndicale des internes. Les étudiants en médecine ont le sentiment que l'Etat veut leur faire supporter les conséquences d'une situation dont ils ne sont pas responsables.

La reconversion, qui leur est parfois suggérée par certains syndicats de médecins ou le gouvernement, n'est pas une idée tout à fait nouvelle. L'industrie pharmaceutique, la construction d'appareils médicaux ou la communication spécialisée accueillent déjà un faible pourcentage de chaque promotion. Certains envisagent de suivre une formation au management ou de s'inscrire dans un troisième cycle d'une grande école de commerce si l'horizon de la pratique médicale ne se dégage pas. D'autres parlent, au hasard, de se lancer dans le commerce d'objets d'art ou l'immobilier... Dans tous les cas, il s'agit de pis-aller. *« Je pourrais toujours reprendre le cabinet d'attaché de presse de mon père*, observe Sylvain, interne en rhumatologie. *Mais si cela m'avait vraiment plu, je l'aurais choisi d'emblée... »*

### « On avance au jour le jour... »

Même lorsqu'ils ne rejettent pas l'idée d'un changement de direction professionnelle, les jeunes médecins estiment que les portes de sortie qui s'offrent à eux sont étroites. D'où leur désir de voir se développer des voies de diversification spécialement destinées aux médecins. *« Il faudrait*, explique un chef de clinique, *créer des cycles courts dans des institutions privées et accroître ceux qui existent déjà dans les universités. »*

En attendant, leur méconnaissance des enseignements non médicaux semble importante. *« On avance un peu au jour le jour, en se concentrant sur nos examens, nos concours*, observe une interne en dermatologie. *« On n'a pas vraiment le temps, ni l'occasion d'explorer les formations autres que la nôtre. »* Nécessité faisant loi, les étudiants en médecine seront-ils obligés de découvrir un autre monde que le leur ? Il est prévisible en tout cas que cette rencontre ne se fera pas de manière harmonieuse, si elle se présente comme une nouvelle contrainte au terme d'études déjà longues et difficiles.

RAPHAELLE RÉROLLE

## Le secret d'Assimil

*Pour bien enseigner quelque chose, il faut l'ignorer*
*Partant de ce principe, Alphonse Chérel a lancé, en 1929*
*une méthode qui a produit plus de 12 millions d'exemplaires*

COMMENT enseigner en se mettant vraiment à la place de l'élève ? La réponse est simple : en ne connaissant pas la matière que l'on projette d'enseigner. C'est en suivant cet excellent principe qu'Alphonse Chérel, créateur de la méthode Assimil, a écrit certains de ses ouvrages, tels *l'Espagnol, l'Italien, le Portugais sans peine*. La démarche était la suivante : arrivée et installation dans le pays dont on ignore la langue ; apprentissage linguistique avec un autochtone, permettant au futur pédagogue de tester à ses dépens les obstacles et chausse-trapes qui guettent l'élève ; enfin choix d'un collaborateur « native speaker » pour aider à rédiger l'ouvrage.

Alphonse Chérel n'était cependant pas lui-même un terrain linguistique en friche. Né en Bretagne en 1882, il fait des études secondaires qui incluent l'anglais ; à dix-sept ans, il part en Russie comme précepteur ; les boyards, voulant communiquer avec leurs enfants à l'abri des oreilles indiscrètes de leurs domestiques, les éduquaient à la Montaigne : sinon sans peine, du moins *« sans livre, sans grammaire ou précepte, sans fouet et sans larmes »*. Il semble que le jeune précepteur ait fait autant de progrès en russe que son élève en français. De retour en France, il apprend l'allemand, ce qui lui permet d'être interprète militaire pendant la première guerre mondiale.

Démobilisé, il végète dans des petits boulots para-pédagogiques, jusqu'à ce qu'un petit imprimeur lui fasse confiance et publie, à compte d'auteur et à crédit, *l'Anglais sans peine* (1929). Le succès déclenche la parution rapide de *l'Allemand, l'Espagnol, l'Italien* et *le Néerlandais*, tout sans peine – sinon celle que *la Pratique de l'allemand* fait aux autorités d'occupation de Paris en 1941 : ce manuel comprend quelques illustrations qui ne glorifient pas le grand Reich.

MICHEL CHARLEMAGNE

*Lire la suite page 16*

CAMPUS

# Le secret d'Assimil

*Suite de la page 15*

Faute de mettre la main sur l'auteur, l'armée allemande embastille son frère pendant trois mois. Alphonse Chérel meurt en 1956, quelques mois après avoir publié *le Portugais sans peine*, fruit de ses dernières vacances studieuses en compagnie de son fils Jean-Loup (celui-ci dirige aujourd'hui la maison Assimil).

Avec les ans, l'évolution de la langue et des mœurs impose un lifting de toute la gamme : à Londres, les tailleurs sont chassés de Saville Row par la hausse des loyers, et, en 1978 : *« My tailor is rich »* est remplacé par *« You're an excellent doctor »*, tandis que les illustrations humoristiques sont adaptées au texte nouveau, rebaptisé *le Nouvel Anglais sans peine*. Même rajeunissement des ouvrages destinés aux étrangers apprenant le français *French Without Toil* devient *French With Ease*, le mot *toil* ayant une connotation trop churchillienne. En 1989 enfin, quelques mois avant le grand chambardement de l'Europe de l'Est, *le Roumain sans peine* et *le Hongrois sans peine* sont publiés.

Bilan de soixante années d'assimilation : plus de cent titres et douze millions d'exemplaires vendus.

La méthode Assimil utilise la faculté qu'a le cerveau d'acquérir des connaissances sans effort et sans le savoir : le lecteur est comparé tantôt à un jeune enfant qui se contente de comprendre et de répéter ce qu'il entend, tantôt à un auditeur qui se met brusquement à fredonner un air qu'il n'a jamais appris. Chaque ouvrage comprend une première partie, dite « stade passif », où l'on écoute, lit, répète, puis une deuxième partie, dite « active » parce que chaque nouvelle leçon, outre son contenu propre, fait référence à une leçon précédente que le lecteur est invité à « reprendre ». *Le Nouvel Anglais sans peine* (1978) privilégie la langue parlée : la première leçon comporte dix formes contractées contre deux formes pleines, alors que dans l'ancien, il fallait attendre la soixante-septième leçon pour rencontrer le premier *don't*. En revanche, l'aggirnamento culturel de l'ouvrage est extrêmement discret : les rares références aux mœurs actuelles concernent les lecteurs de cassettes, les *« commuters »*, banlieusards travaillant en ville, le bingo, les restaurants exotiques et les voyages par avion. Les vignettes humoristiques sont également renouvelées pour s'adapter au nouveau texte, mais on peut regretter la sobriété, l'aération et la calligraphie des anciennes vignettes.

Bien entendu, les ouvrages Assimil ne sont plus seuls sur le marché des méthodes pour autodidactes apprenant une langue étrangère. Nous avons comparé *le Nouvel Anglais sans peine* (68 F) à *l'Anglais en 90 leçons* (Livre de poche, 27 F) et *l'Anglais en 40 leçons* (Presse Pocket, 26 F).

Chacune des 146 leçons du *Nouvel Anglais sans peine* est composée d'environ 14 phrases, constituant autant de répliques d'un dialogue très lâche. C'est dire que la langue parlée est privilégiée. Le vocabulaire nouveau est intégré à petites doses, avec beaucoup d'occasions de réemploi. La grammaire n'est pas exposée systématiquement : elle apparaît par le biais de notes et de leçons dites de révision. Des exercices à trous et de traduction aident à la fixation des connaissances (les corrigés et la traduction des leçons sont donnés immédiatement) ; s'ils le désirent les drogués de l'informatique peuvent s'autocorriger grâce à quatre disquettes pour PC (350 F). Cette méthode, progressive et répétitive, donne d'excellents résultats pour les langues d'origine latine : par son truchement, on peut converser avec des Italiens autrement qu'avec de grands gestes, ou donner des instructions à sa femme de ménage portugaise. Pour l'anglais, l'achat de cassettes d'accompagnement est souhaitable, bien que prononciation et accentuation soient soigneusement notées dans le manuel (prix : 350 F).

*L'Anglais en 90 leçons* ressemble beaucoup à un manuel scolaire traditionnel, ce qui n'est pas forcément une tare. Chaque leçon porte sur un thème et alterne dialogues et récits. La grammaire est étudiée systématiquement, après chaque leçon, puis dans un memento récapitulatif en fin d'ouvrage. Le vocabulaire est plus important que dans Assimil. Certaines leçons sont même suivies d'une liste de mots supplémentaires. Cette méthode exige donc davantage d'efforts de la part de l'élève. Prix des cassettes : 235 F, manuel compris.

*L'Anglais en 40 leçons* a une approche grammaticale traditionnelle : chaque leçon commence par la *« présentation »*, en français, d'une structure ou d'un point de grammaire, suivie d'une liste de mots. Vient ensuite « l'application », c'est-à-dire une série de phrases générées par la présentation, et qu'il faut traduire, des *« remarques »* de prononciation ou de grammaire, et enfin un *« corrigé »* de l'application. Prix des cassettes : 190 F manuel compris.

Donc Assimil reste la reine des méthodes de la langue parlée ; le *90 leçons* permet une approche mixte écrit-oral, tandis que le *40 leçons* rassure ceux qui redoutent l'immersion totale dans une culture étrangère.

MICHEL CHARLEMAGNE



*Les dessins de l'illustrateur Soymier jugés irrespectueux pour le führer valurent trois mois d'emprisonnement à Georges Chérel, frère de l'inventeur d'Assimil.*

*Die Arbeit wächst mir über den Kopf.*

Je suis débordé de travail

## LIVRES

### Les Grandes Démocraties contemporaines

par Philippe Lavaux

L'auteur traite les grandes démocraties contemporaines sous la forme d'une série de monographies très synthétiques. L'étude se divise en deux grandes parties : les démocraties de compromis (Etats-Unis, Suisse) et les démocraties de compétition (Royaume-Uni, Suède, Japon, RFA, Italie, Espagne). La notion de démocratie, ses critères politiques et juridiques, et la question de la classification des systèmes constitutionnels font l'objet d'une introduction générale.

**▶ PUF, collection « Droit fondamental-Droit politique et théorique », 713 p., 178 F.**

### Traités de poétique et de rhétorique de la Renaissance

Voici réunis pour la première fois, et en format de poche, les plus grands traités de poétique et de rhétorique de la Renaissance française : *Art poétique français* de Sébillet, *le Quintil horacien* d'Aneau, *Art poétique* de Peletier, *la Rhétorique française* de Fouquelin et *Abrégé de l'art poétique français* de Ronsard. L'introduction, les notices biographiques et l'appareillage de notes sont de Francis Goyet, maître de conférence à l'université de Valenciennes et auteur de plusieurs études sur Montaigne et la rhétorique à la Renaissance.

**▶ Librairie générale française, le Livre de Poche, 505 p., 45 F.**

### L'exploration informatique et statistique des données

par Michel Jambu

Ce manuel présente les différentes formes que peuvent prendre les données de système d'information et expose les méthodes d'analyse informatique et statistique, des plus élémentaires (histogrammes, diagrammes polaires...) aux plus sophistiquées (représentations multivariables, analyses factorielles...). Il a été conçu comme une base de l'enseignement statistique dès le premier cycle de l'enseignement supérieur.

**▶ Dunod, collection Informatique, 505 p.**

### Thomas Hobbes, philosophie première théorie de la science et politique

sous la direction de Yves-Charles Zarka et Jean Bernhardt

Les vingt-huit contributions de ce colloque, célébrant le quatre centième anniversaire de la naissance de Thomas Hobbes (1588), traitent de tous les aspects de l'œuvre, des enjeux de la philosophie première à l'exégèse biblique, en passant par la théorie du langage, l'éthique et la politique.

**▶ PUF, collection « Léviathan », 418 p., 320 F.**

# Les stages de la semaine

*« Le Monde Campus » publie chaque semaine des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.*

*Les entreprises désireuses de passer les offres sont priées de consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.*

**GESTION**

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 à 6 mois. Ind. : 4 000 F/mois pouvant déboucher sur une embauche définitive. Profil : bac + 1 ou 2. Mission : intégration dans une équipe d'agence bancaire. Accueil clientèle et divers travaux administratifs. 11 605.

Lieu ; Paris-18e. Date : immédiat. Durée : 1 mois et demi. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 ou plus. Mission : étude de lancement agence de la Bred sous forme d'enquête. 11 604.

Lieu : Evry. Date : en avril. Durée : 3 mois. Ind. : à définir + transport remboursé. Profil : bac + 2. Mission : gestion, comptabilité et analyse financière. 11 603.

Lieu : Paris, Livry, Saint-Ouen-l'Aumône, Verneuil-sur-Seine ou sud de Paris. Date : juin à septembre. Durée : 3 mois. Ind. : prime en fonction du travail effectué. Profil : bac + 1 à 3. Mission : suivi de chantier. Compta fournisseur. Préparation paye suivant besoin. Codification et saisie. 11 602.

Lieu : Levallois-Perret. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : assistant du responsable d'un produit de gestion intégré (gestion commerciale et comptabilité). 11 600.

Lieu : Noisiel. Date : immédiat : Durée : 1 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : aide à la mise en place d'une nouvelle procédure de traitement des dossiers rédaction des nouveaux documents. 13 559.

**MARKETING**

Lieu : Rueil-Malmaison. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : prestations infos, marketing téléphonique. 14 653.

Lieu : Bourg-la-Reine. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Mission : études de marchés des techniques existantes en matériels TP + bâtiment. 14 658.

Lieu : Saint-Mandé. Date : immédiat. Durée : 1 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Mission : marketing direct à partir d'un fichier existant et développer un portefeuille clientèle. 14 645.

Lieu : Paris. Date : 26 février. Durée : 4 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 2, DUT - BTS gestion. Mission : suivi d'une opération commerciale de simulation dans le domaine financier. 14 663.

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : 5 000 F/mois + prime de fin de stage. Profil : bac + 3. Mission : commercial marketing sur micro (Word-Multiplan-Excel). 14 595.

**COMMERCE-VENTE**

Lieu : Paris et RP. Date : immédiat. Durée : 1 mois et plus. Ind. : % sur les ventes. Profil : tous niveaux sont acceptés. Goût de la vente. Mission : vente de produits culturels. 15 598.

Lieu : Bourg-la-Reine. Date : immédiat. Durée : indifférent. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, allemand obligatoire. Bonne formation technique. Mission : études de marchés des techniques existantes en matériels TP + bâtiment. Définition de nouveaux programmes. Assistance commerciale et clientèle. 15 628.

Lieu : région parisienne. Date : mars. Durée : 3 mois. + embauche possible. Ind. : commission sur ventes. Profil : bac + 2. Mission : vente de produits imprimerie. 16 625.

**INFORMATIQUE**

Lieu : Fontenay-sous-Bois. Date : immédiat. Durée : 2 mois avec embauche éventuelle. Ind. : 6 000 à 7 000 F. Profil : bac + 5, ingénieur informatique gros systèmes. Mission : participer avec des équipes sur moniteur télétraitement CICS, VMS sous TSO. 17 689.

Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 à 4 000 F/mois. Profil : bac + 4, DEA micro-informatique. Mission : installation de systèmes réseaux micro PC. 17 679.

Lieu : Aulnay-sous-Bois. Date : immédiat. Durée : 5 à 6 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 3 informatique de gestion. Mission : analyse et migration d'applications existantes sur un langage de 4e génération sous environnement IBM TSO. 17 677.

Lieu : Cergy-Pontoise. Date : immédiat. Durée : 2 à 4 mois. Ind. : 4 000 F selon résultats. Profil : bac + 4 ou 5. Mission : études d'opportunité de mise en œuvre de nouvelles applications en technologie au sein d'un grand groupe pluridisciplinaire informatique de gestion. Option informatique. 17 705.

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 5 000 F/mois avec embauche éventuelle. Profil : bac + 3. Mission : formation assurée par l'entreprise sur VAX digital. Développement de logiciels de gestion. 17 666.

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 15 jours. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : jeune femme pour démonstration sur salon. Formation assurée par l'entreprise sur un logiciel de marketing. 18 642.

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : convention et événements d'entreprise. Etablir un fichier des grandes réunions, des grandes entreprises françaises. 18 632.

**PHYSIQUE**

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 ou 4, anglais indispensable + allemand souhaité. Mission : enquête sur l'utilisation des combustibles solides dans les petites installations pour évaluer leur teneur en soufre auprès des 12 pays de la CEE. 22 534.

**ARCHITECTURE**

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : architecture d'intérieur. 22 532.

**DROIT**

Lieu : Montrouge. Date : mars. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 4 + embauche éventuelle. Mission : développement du département conseil en création d'entreprises au sein d'un cabinet en droit fiscal. 23 549.

**ELECTRONIQUE**

Lieu : Louvier. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 5. Mission : transmission numérique sur support DZMC-Paquet. 20 630.

Lieu : Clayes-Souilly. Date : immédiat. Durée : embauche éventuelle. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : entreprise leader dans son domaine (ABS). Recherche ingénieurs et techniciens en électronique. 20 600.

**BIOCHIMIE**

Lieu : Rennes. Date : mars. Durée : 3 mois. Ind. : 1 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : étude sur station d'épuration biologique boues actives. 21 545.

**COMMUNICATION**

Lieu : Lyon. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2. Mission : préparation d'un événement sur l'Europe restudiantine. Information sur les carrières européennes à Bruxelles. Présence obligatoire du 9 mars au 19 mai à Bruxelles. Tous frais payés. Mission sur Lyon puis Belgique. 18 662.

Lieu : Paris-9e. Date : mars. Durée : 6 mois. Ind. : 8 500 F/brut. Profil : bac + 2. Mission : gestion du fichier relations presse : prise en charge sponsoring snooker. 18 661.

Lieu : Paris-8e. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac. Mission : relations publiques. 18 660.

**Et de nombreux autres stages sur minitel 36 15 JOBSTAGE ou au 47-35-43-43.**

## COURRIER

### Pourquoi faut-il qu'une thèse soit si rébarbative ?

J'ai lu avec grand intérêt vos récents articles sur la recherche. Jeune ou vieux, tout chercheur rencontre les mêmes obstacles. Toutefois, il existe deux univers de recherche radicalement distincts : celui des sciences, et celui des lettres. Je ne peux parler que du second.

Ce qui frappe le plus dans cette zone grise de la vie intellectuelle du pays, c'est d'abord l'extrême discrétion, pour ne pas dire secret, du milieu. Exception faite des grands domaines d'intérêt qu'affichent les universitaires, il n'existe, à ma connaissance aucune nomenclature spécifiant le domaine de recherche de chacun. Or tous ont ceci de particulier qu'ils balaient un secteur très pointu du savoir. Il est donc rare de trouver l'universitaire le plus proche de son sujet, soit par le sujet, soit par l'idéologie ou, disons l'orientation, soit par l'âge ou la disponibilité géographique.

En second lieu, on pourrait croire qu'une recherche est par nature innovante. Or il n'en est rien : toute recherche intègre un savoir nouveau minimum dans une tradition combien plus dense et sécurisante. Il est sans doute impossible d'attendre d'un directeur de recherche qu'il vous autorise à quelque impudence, encore moins qu'il tolère la moindre fureur iconoclaste. Or, si l'on veut faire progresser un savoir universitaire, c'est sans doute en misant sur une vision originale des choses que l'on pourrait y parvenir.

En troisième lieu, on est tout à fait surpris de constater l'importance accordée aux questions matérielles (typographie, présentation) et aux questions administratives. On arrive souvent à douter qu'une thèse puisse être autre chose qu'un monument aux techniques de mise en page, le grand œuvre d'allégeance au formalisme bureaucratique.

Enfin, le plus grand obstacle à une recherche heureuse, c'est naturellement le directeur de recherche. Homme rare, par excellence, olympien par vocation et autocrate par délégation, c'est un personnage étonnant qui n'apprend rien mais autorise et sanctionne la part de savoir neuf qui lui paraît licite et tolérable. Effectivement, un thésard n'apprend strictement rien de son DEA et de ses rares contacts avec le maître, souvent même il mesure la méconnaissance du dossier chez son directeur ; et pourtant, il lui faut accommoder ce savoir, lui donner cette patine de bon aloi qui seule lui vaudra la caution du maître et l'indulgence de ses pairs.

Inutile de préciser que ce sont des conditions qui me paraissent anachroniquement insupportables, car elles relèvent d'une scolastique où dogmatisme de chapelle et formalisme bureaucratique enlèvent au savoir universitaire tout son fumet originel (à de trop rares exceptions près). Or, pourquoi faut-il qu'une thèse soit si rébarbative ?

**J. CLUZEL**
*Iteuil (Vienne)*

### Entre les copies et le linge à laver...

Dans votre article du 1er février sur « La dure vie des jeunes chercheurs », le tableau que vous décrivez est peu reluisant et, à mon sens (je me suis reconnu !), touche à l'essentiel.

Les emplois alimentaires ne sont pas là comme un moyen terme destiné à occuper un temps, plus ou moins long, de recherche. Car, si certains chercheurs en herbe peuvent bénéficier de subsides familiaux ou des maigrelettes bourses octroyées par l'Etat, la plupart n'ont pas pu jouir de ces avantages. Ils se sont, plus par nécessité que par goût, pliés à la « dure réalité des choses ». Métamorphose de l'étudiant en travailleur soumis aux contraintes des horaires, des obligations de service, d'une vie de famille... Car, ainsi que vous le faites remarquer, comment se mettre à l'écart du monde, jusqu'à trente, trente-cinq ans ?

Or il est au moins un lieu privilégié pour ces étudiants qui n'en finissent plus de dire adieu à la vie de bohème, c'est l'école, que l'on franchit cette fois de l'autre côté de la barrière. Combien parmi les « petits professeurs » sont des thésards, des ex-jeunes gens qui se destinaient à... Et qui, pour mille raisons, dont la plus sûre est encore le manque de débouchés, ont fait semblant de renoncer. Le marché économique et sa « loi d'airain » les a contraints à orienter différemment leurs projets et par là même leur carrière. Mais ce n'est pas pour autant qu'ils se sont soumis. Beaucoup qui, dans un collège ou un LEP, poursuivent, solitaires, entre un paquet de copies et un de linge à laver, une thèse dont on doit repousser sans cesse le terme...

**THIERRY CATROU**
*Lorient*

### L'âme et les moyens

J'ai lu avec grand intérêt l'article paru dans « Le Monde Campus » du jeudi 25 janvier sous le titre : « Les lycées font des projets... »

Selon cet article, les effets de ce projet sont immenses : là où il se met en place, c'est *« le grand chambardement »*, c'est *« une démarche décentralisée qui bouleverse bien des habitudes »*. Par elle l'établissement conquiert une *« parcelle d'autonomie »*, sa cohésion interne et sa crédibilité à l'extérieur se renforcent... Il me semble que par cette présentation on exagère l'ampleur des effets pour mieux dénoncer deux obstacles au changement : la formation inadéquate des chefs d'établissement et la passivité et l'individualisme du corps enseignant.

Une fois que l'on a admis que ces entraves sont dues aux mentalités, on peut rapidement passer sur le problème des moyens (moyens financiers et en locaux adaptés). Me référant à mon expérience personnelle d'un projet d'établissement en cours d'élaboration dans une communauté scolaire vivement motivée, il me semble nécessaire de souligner que la réussite d'un tel projet ne dépend pas d'un « supplément d'âme », mais de l'obtention de moyens qui font cruellement défaut.

Un projet d'établissement est d'abord un projet pédagogique élaboré par les professeurs et l'administration. Une fois que l'on a fait un état des lieux, on fait approuver par le conseil d'administration des actions qui visent à améliorer le fonctionnement de l'ensemble, dans le cadre des objectifs nationaux fixés par la loi d'orientation. Par exemple, pour réduire le taux de redoublement en fin de seconde, on peut prévoir des actions de soutien interdisciplinaires. Cela suppose la constitution d'équipes de professeurs qui devront disposer d'heures de concertation. D'où nécessité d'un complément à la dotation horaire globale de l'établissement. Or cela est exclu ; dans le contexte actuel d'austérité financière, le contingent d'heures d'enseignement attribuées pour une année scolaire à un établissement n'est pas même suffisant pour en assurer le fonctionnnement normal.

Le déficit des moyens non seulement contraint à réduire le nombre des divisions, et par conséquent à augmenter les effectifs des classes (jusqu'à trente-neuf élèves parfois), mais force à ne pas respecter dans certains cas les horaires réglementaires d'une ou plusieurs disciplines. La « parcelle d'autonomie » dont on gratifie le chef d'établissement se réduit souvent à gérer au mieux un compte d'apothicaire d'heures-poste et d'heures supplémentaires, à les soustraire ici pour les mettre ailleurs, à amputer l'enseignement de cette matière pour préserver cette autre, à faire accepter par le conseil d'administration une structure pédagogique où les élèves n'ont pas leur compte d'heures d'enseignement.

Dans ces conditions, trois points me paraissent importants :

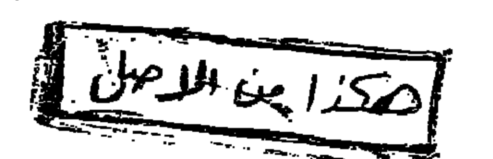
1) Pour le conseil d'administration d'un lycée, le premier projet qui s'impose est d'assurer à tous les élèves les enseignements réglementaires et de sauvegarder les enseignements optionnels qui font la spécificité et la réputation de l'établissement. Sera-t-on amené à rechercher du côté des partenaires extérieurs – entreprises, région – les aides complémentaires indispensables ?

2) Le problème posé par le carcan de la dotation horaire globale n'empêche pas la communauté scolaire – quand on le lui demande – de se mobiliser avec enthousiasme pour réfléchir sur les problèmes pédagogiques, comme on l'a vu quand il s'est agi de répondre au questionnaire de MM. Bourdieu et Gros sur les programmes et contenus d'enseignement et, dans le prolongement de cette réflexion, de proposer des démarches pédagogiques innovantes.

3) Mais cette volonté de changement, encouragée par le texte de la loi d'orientation, se voit déçue par la logique du pur quantitatif et du court terme qui préside à l'attribution des moyens. Et cette déception est d'autant plus vive que grandit le contraste entre le discours officiel et la réalité.

**GUY GRUNDMAN**
*Proviseur du lycée Albert-Camus Bois-Colombes.*

□ **PRÉCISION.** – *Dans l'article intitulé :* « La dure vie des jeunes chercheurs » *paru dans « le Monde Campus » du 1er février, une citation rapportait le propos de Marie-Cécile Pasquier, étudiante en biochimie.* « Tout ce que je sais, je l'ai appris dans un laboratoire privé où j'ai passé huit mois entre le DEUG et la licence. Ailleurs, je n'ai rien appris de plus », *expliquait-elle. Mlle Pasquier tient à préciser que la phrase en question fait uniquement référence aux travaux pratiques suivis avant le DEA et non pas à l'acquisition des connaissances scientifiques.*





# COMMUNICATION

## Les ondes roumaines sous la pression de la rue

*Lambada et dessins animés ne suffisent plus aux téléspectateurs roumains, qui réclament le pluralisme de l'information*

**Alors que le gouvernement s'apprête à autoriser des stations privées, la télévision d'Etat roumaine reste un enjeu disputé. Une marée d'images nouvelles a envahi les écrans, mais les contestataires veulent plus que les variétés ou les films interdits par l'ancien régime. Ils réclament au nouveau directeur, M. Razvan Theoderescu, une épuration et le pluralisme.**

BUCAREST

*de notre envoyé spécial*

Le bâtiment est gris et bleu. Une tour massive de treize étages, reliée par une passerelle vitrée aux deux ailes plus basses qui la flanquent. Des automitrailleuses bloquent les accès à la radio-télévision roumaine libre, dont le béton est peu endommagé, alors que les ateliers d'artiste alentour sont criblés de balles ou noircis par le feu.

Devant l'entrée principale, un prêtre avec son étole bénit un petit autel où gerbes de fleurs et branches de sapin continuent de s'entasser. La fumée des bougies jaunes sinue vers les rangées de parachutistes qui empêchent la foule d'envahir la cour. Ce sont eux, les bérets bleus, qui gardent depuis décembre le sanctuaire de la révolution. L'annonce de leur remplacement par des soldats d'infanterie, en toque, a soulevé des vagues de protestation. Alors, ils restent. Ils ont même adopté un petit orphelin de onze ans, Marius, qui parade en uniforme et bombe le torse quand un « pèlerin » le photographie.

Deux ou trois fouilles au corps plus loin, quelques sacs de sable éventrés, et des soldats fatigués qui gardent le grand couloir desservant les studios. D'abord ceux de l'actualité, avec le fameux « 4 » que le monde entier a découvert en direct, forum bavard d'une révolution cathodique. Puis les trois grands plateaux de production dont dispose la RTVRL. Leur activité, ce vendredi après-midi, résume en quelques images l'état d'une télévision où se télescopent l'avant, le pendant et l'après des événements de décembre.

Dans le premier, on tourne une émission de musique folklorique — semblable en tous points à celles que le Conducator imposait en diète quotidienne au pays. Le deuxième est encore occupé par les soldats. Dans le troisième, on prépare une émission pour les jeunes. Une trentaine d'enfants s'apprêtent à danser au son de la lambada — une musique devenue le fond sonore permanent de la Roumanie.

### Potion lénifiante

L'avant, c'était une télévision progressivement anémiée par un dictateur et sa femme, qui ne l'aimaient pas. En deux vagues de *normalisation et de coupures budgétaires*, au début des années 70 puis des années 80, les horaires de diffusion ont fondu. Les quatre à cinq millions de téléviseurs roumains ne s'allumaient plus que trois heures par jour. Au menu, une potion lénifiante de documentaires, de chansons édifiantes, encadrée par deux journaux tout entiers consacrés à la gloire du couple Ceausescu. Si la RTVR recevait bien chaque jour les images internationales d'Eurovision ou d'Intervision (son équivalent d'Europe de l'Est), les Roumains n'en savaient rien. A l'exception des grèves et des manifestations pacifistes à l'Ouest, ces images étaient réservées à la consommation interne des journalistes... Quant aux rares images de province, elles arrivaient bien souvent par le train de nuit.

A ce rythme, et sans avoir le droit d'acheter matériels ou programmes en devises, la RTVR vivotait avec un budget de 500 millions de lei (environ 150 millions de francs), reliquat d'une redevance collectée par les PTT, qui assurent la transmission technique.

### Michael Jackson et la théologie

Dès la révolution, la bonde a sauté. Sevrés d'images, les Roumains ont vu déferler une avalanche de variétés, de films, de dessins animés, *« ceux que ma petite fille regardait sur la télévision bulgare voisine »*, explique Mihaïl Isaila, technicien des actualités internationales. La deuxième chaîne, fermée depuis des années, a rouvert le 12 février et couvre 20 % du pays, à Bucarest, Brasov et Pitesti, avec des programmes culturels. De vingt-sept heures par semaine, les émissions sont passées à cent vingt heures...

Jusque tard dans la nuit, entrecoupés par des interludes de « Neige sur les Carpates », se succèdent dans le plus grand éclectisme matchs de rugby, chœurs de la faculté de théologie, sosies de Michaël Jackson, concerts de musique classique, émissions en hongrois pour les minorités, séries et films internationaux. Avant un générique final sur une chanson du siècle dernier, *Réveille-toi, Roumain, de ton sommeil de mort où te poussent les amis du tyran.*

Alors que la moindre croix portée par un acteur était prohibée, que Beethoven était censuré parce qu'il ne plaisait pas aux « deux », que le sport s'étiolait en dix minutes journalières, cette explosion de couleur et de mouvement est applaudie par un public qui, en contrecoup, déserte les théâtres.

Mais ce souffle brouillon dans les programmes, cette injection de paillettes, ne suffisent pas à désarmer la méfiance des Roumains, qui constatent que les mêmes équipes de journalistes sont toujours là et accusent le pouvoir d'utiliser l'instrument à sa guise. C'est sur l'information que la RTVRL joue sa crédibilité. C'est parce qu'il a cumulé trop longtemps les fonctions de porte-parole du Front et de directeur de la télévision qu'Aurel Dragos Munteanu a dû abandonner après quelques semaines le bureau qu'il occupait au onzième étage de la télévision, le bureau même où siégeait le Front de salut national des premiers jours.

Son successeur depuis le 12 février, M. Razvan Theoderescu, en est conscient. Parfaitement francophile, ce spécialiste de l'histoire de la Renaissance reconnaît qu'*« utiliser la télévision pour appeler à une manifestation de soutien au Front, fin janvier, était un faux pas »*. Et il proteste de ses bonnes intentions : *« J'assume cette fonction avec la mélancolie et l'intérêt de l'historien d'art que je suis. Dès les élections passées, je retournerai à ma chaire universitaire. Je ne veux pas affirmer, mais démontrer que je suis libre et indépendant. J'ai laissé la télévision parler des problèmes de l'armée, ce que mes prédécesseurs n'avaient pas osé. J'ai décidé d'élections libres à tous les niveaux de la télévision, d'ici deux ou trois semaines. Je veux lancer des concours pour de nouvaux visages, mettre à l'antenne les jeunes qui ont fait les événements. »*

Dans la semaine de son arrivée, la télévision a commencé une mue vers plus d'ouverture. Des images d'amateur inédites sur la révolution à Brasov et le début d'une série sur les crimes de la Securitate en sont des signes tangibles. Progressivement canalisée dans des tranches horaires restreintes, la libre parole des premiers jours va se compléter d'une régulière « tribune des partis » à l'approche de la campagne électorale.

### Une méfiance lancinante

Pourtant, les opposants au noveau régime continuent, jour après jour, à se rassembler devant la télévision. Au point de susciter l'interruption régulière des programmes par un communiqué du « syndicat libre de la télévision libre » demandant aux manifestants de s'adresser ailleurs pour régler des problèmes dont la télévision n'est pas responsable.

De fait, on n'efface pas en quelques semaines des décennies d'habitudes. Le journal du soir, à 19 h 30, le prouve. Sur un rythme lent, des présentateurs en cravate égrènent en une demi-heure huit longs sujets de politique intérieure et de problèmes sociaux, avant de lire une série de dépêches de l'étranger pendant dix minutes supplémentaires, à peine égayées par deux courtes images du Japon et du Liban. La technique a, bien sûr, son rôle dans cette pesanteur. Trois caméras Betacam seulement, des bancs de montage insuffisants, un manque criant de personnel, sont, autant que les mentalités, des obstacles au changement.

Quelques têtes disparues depuis des années sont de retour : le populaire animateur et commentateur sportif Christian Topescu, évincé sous Ceausescu, a retrouvé le chemin des studios, tout comme l'animatrice préférée des émissions pour enfants.

Mais la rue veut plus. Pour beaucoup de Roumains, le nouveau pouvoir est un ersatz de communisme. Chacun commente longuement les photos affichées dans le métro de Ion Iliescu jouant aux échecs avec le Conducator. Les manifestants crient *« Ceausescu, ne sois pas triste, Iliescu est communiste »*. Pour Calin Angelescu, poète et manifestant, seul un changement radical des équipes est acceptable : *« N'oubliez pas qu'à ses débuts Ceausescu aussi représentait une ouverture »*. Même si les nouveaux responsables de l'information sont, comme le rédacteur en chef « Titi » Popescu, des journalistes qui se sont imposés lors des événements, leur maintien apparaît insupportable à beaucoup. *« Seuls ceux qui ont outrepassé les normes, surenchéri dans le mensonge, seront obligés de se retirer. Les autres, il faut les absoudre »*, commente Razvan Theoderescu, qui vient d'accepter la retraite de Constantin Petre, président sous l'ancien régime, et resté numéro 2 depuis les événements de décembre.

Déjà surnommé « Kojak » à cause de sa superbe calvitie, M. Theoderescu a fait installer des haut-parleurs pour s'adresser aux manifestants. Il sait qu'il doit agir vite, et promet des changements d'hommes *« d'ici à deux semaines »*.

*« Hérétique de la télévision »*, selon sa propre définition, il veut *« donner à la RTVRL les moyens qu'elle mérite. On n'a que quelques matériels modernes, le reste est néolithique. Le kitsch pur de la télévision Ceausescu a disparu, mais beaucoup reste à inventer »*. A l'intérieur, on réfléchit à une nouvelle grille, avec des informations entre 21 heures et 22 heures, pour pouvoir programmer des spectacles avant et après. Les stocks de programmes étant quasi inutilisables, on cherche à remplacer la « débrouille », voire le piratage des premiers jours, par d'autres sources étrangères, et à relancer la production.

Peut-être l'émulation extérieure va-t-elle accélérer le mouvement. Le gouvernement, soucieux de lâcher du lest, vient de déclarer qu'il autorisera bientôt stations de radio et de télévision privées, invitées à déposer des dossiers avant le 31 mars. Etrangers — comme M. Murdoch — ou exilés roumains — comme M. Ion Radiu, milliardaire proche du Parti paysan — ont déjà fait savoir leur intérêt. Mais, en attendant, la RTVRL risque fort de demeurer un abcès de fixation pour toute la méfiance du pays, mêlant lambada et pouvoir en une danse incertaine.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

**Rupture des négociations salariales**

### La grève de l'audiovisuel continue à FR 3 seulement

Les négociations sur la résorption des disparités salariales de l'audiovisuel public, qui avaient repris mardi 20 février en fin d'après-midi, se sont interrompues dans la soirée. Les employeurs ont fixé aux syndicats un délai qui expire jeudi à midi pour accepter leurs propositions. Les divers syndicats — dont trois, CGT, SNJ et CFTC, avaient appelé à la grève lundi et mardi — jugent toujours *insuffisantes ces propositions*, et devaient se concerter sur une position commune mercredi 21 février. SNJ et CGT estiment *« être allés jusqu'à l'extrême limite de leurs concessions »*, la CFDT ayant pour sa part présenté un amendement sur la vérification en 1992 de la résorption réelle des disparités.

Les journalistes de FR 3 ont décidé de continuer la grève mercredi 21 février. Ceux des autres sociétés (Radio-France, RFO, RFI) ont, en revanche, suspendu leur grève. Si un compromis n'est pas trouvé avant jeudi, avertit l'association des employeurs, *« chaque entreprise fera ce qu'elle croit devoir faire »* en matière salariale.

# CULTURE

**CINÉMA**

## Films interdits de la RDA

*Le Forum du Festival de Berlin a permis de découvrir les films précédemment mis au rebut*

BERLIN

*de notre envoyé spécial*

Courant 1967, une délégation française, à titre purement officieux, vient à Berlin-Est choisir des *films de la RDA, alors très préoccupée* de son image de marque sur le plan international. Mais les « délégués » s'en retournent bredouilles, les meilleurs films sont interdits, pas question de les voir, même à titre purement informatif, comme cela aurait été le cas en Hongrie ou en Pologne. Le cinéma tchécoslovaque du « printemps de Prague » est très mal vu par les autorités, un mauvais exemple de cosmopolitisme bourgeois.

Cette méchante histoire n'aurait pas eu de suite si la vérité ne nous était brusquement révélée à l'occasion du Festival de Berlin, dans le cadre du Forum international du jeune cinéma. Douze films au total sont effectivement passés par pertes et profits à la suite du onzième plénum du comité central du Parti communiste allemand, du 15 au 18 décembre 1965. Huit au total ont été sauvés pour l'instant, dans des conditions très variées. Certains achevés, retirés de l'affiche après une courte carrière, d'autres n'ayant pas eu droit à la moindre projection publique, d'autres enfin interrompus avant la fin du montage et le tirage d'une copie zéro.

### « Un Etat propre »

Le cas limite reste celui de Jürgen Böttcher, cinquante-huit ans, trente-trois à l'époque, un peu connu à Paris pour ses travaux dans le documentaire, *véritable* écorché vif dont on a le sentiment qu'il se relèvera difficilement de cette expérience. Titre de son film : *Jahrgang 45* (Classe 45). Copie assez effarante, en double bande, avec un son pas vraiment mixé, des bruits de caméra rendant difficile la compréhension du dialogue. C'est un récit d'abord visuel, avec beaucoup de silences, l'histoire d'un couple jeune et déchiré. Le garçon se sent mal dans sa peau. La condamnation officielle tombe comme un couperet : *« Héroïsation* (sic) *du futile. »*

Erich Honecker, au plénum déjà cité, explique que la RDA est un *« Etat propre »*, qu'il n'a que faire des coupeurs de cheveux en quatre, qu'il ne faut pas démoraliser Billancourt, ou plus exactement les jeunes. Deux œuvres, achevées celles-ci, sont mises sur la sellette par Honecker, *Das Kaninchen bin ich* (Moi le lapin) de Kurt Maetzig, un des pères fondateurs du cinéma est-allemand, et *Denk bloss nicht, ich heule* (Ne t'imagine pas que je pleure), de Frank Vogel. A nouveau des jeunes, des êtres mal assurés dans une société qui ne leur offre pas des modèles de justice et d'honnêteté. Maria, dix-neuf ans, le petit lapin de Kurt Maetzig (d'après un roman de Manfred Bieler, depuis longtemps réfugié en Bavière), a un frère en prison et pour amant le juge responsable de sa condamnation. Paul, le juge, veut le beurre et l'argent du beurre, n'hésite pas à se porter en avant par tous les moyens pour faire carrière il a exigé une sentence lourde à l'époque, — il est prêt à intriguer pour faire libérer aujourd'hui ce faux coupable.

Le plus attachant peut-être de tous ces ouvrages est *Karla* d'Hermann Zschochen, avec une merveilleuse comédienne dans le rôle central d'une jeune institutrice venue enseigner dans le nord de l'Allemagne : Jutte Hoffmann, aujourd'hui fixée à Hambourg où elle travaille avec Robert Wilson. On pense beaucoup au romantisme social du meilleur Hollywood des années 30, au Sinclair Lewis d'*Ann Vickers*. La jeune femme lutte pour son idéal, bâtit son destin contre vents et marées, refuse d'être prisonnière des conventions ou de la belle amour.

Le spectacle le plus étonnant de ces projections du Forum était le débat qui suivait ; tout d'un coup on voyait surgir sur l'estrade les jeunes comédiens de l'époque, devenus des êtres mûrs, confrontés à leur image d'antan, non sans quelque angoisse, et tous, sincèrement semble-t-il, se souvenant d'une époque extraordinaire où, sans consignes, sans « nouvelle vague » ou « free cinema » bruyamment proclamés, se trouvaient sur la même longueur d'onde, avec les mêmes rêves, avec un même idéal qui sera bruyamment étouffé.

Comment expliquer cette vision caricaturale des choses de la part de hauts responsables du Parti ? Comment excuser la naïveté de ceux qui tournèrent en toute liberté ces fables hors du temps, et qui gardent encore aujourd'hui, pour plusieurs d'entre elles, leur valeur de témoignage ? Il y avait eu en 1961 l'édification du mur de Berlin, et, auparavant, la nouvelle politique de Khrouchtchev en Union soviétique. Oui, M.K. a bien été remplacé par Brejnev, mais nos idéalistes croient que la RDA, protégée économiquement par son mur, a désormais carte blanche pour dénoncer ce qui ne va pas dans le pays.

Quant aux « vieux », ces dirigeants qui ont fait leurs classes rouges dans l'émigration, en Espagne, en France, à Moscou, Frank Meyer, le réalisateur du huitième film interdit montré dans la sélection officielle *Spur der Steine* (la trace des pierres), étrange parodie dans le style des *Sept Mercenaires*, nous donne une explication troublante de leur aveuglement : ils ont pris le stalinisme pour argent comptant, ils ont grandi avec, ils n'ont jamais une seule seconde remis en question ce modèle. Ils détenaient la vérité, cueillie à même la source, de toute éternité. Leur antifascisme militant devait les protéger contre toute déviation. Et si on attaquait ces antifascistes pour dénoncer le stalinisme, on faisait le jeu de l'adversaire. Voilà pourquoi le PC allemand était muet et certains films trop parlants...

LOUIS MARCORELLES

### Le palmarès du quarantième Festival de Berlin

L'Ours d'or du Festival de Berlin a été décerné le mardi 20 février à *Music Box*, de Costa-Gavras, et aux *Alouettes, le fil à la patte*, une œuvre du Tchèque Jiri Menzel qui avait été interdit il y a vingt ans dans son pays. Le jury a décerné son Prix spécial au *Syndrome asthénique*, de la cinéaste soviétique Kira Muratova, et l'Ours d'argent de la mise en scène à Michael Verhoeven pour *Une salle gamine* (RFA). Jessica Tandy et Morgan Freeman se partagent l'Ours d'argent de la meilleure interprétation groupée pour leurs rôles dans *Driving Miss Daisy*, de Bruce Beresford (Etats-Unis). L'Ours d'argent du meilleur acteur couronne Iain Glen dans *Silent Scream*, de David Hayman. — (AFP.)

## La mort de Michael Powell

*Le metteur en scène britannique est décédé le mardi 20 février à Avening (Gloucestershire)*
*Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans*

Haute figure du cinéma britannique des années 30 à la fin des années 50, Michael Powell n'aura été célèbre en France que pour ses films-ballets et auprès des amateurs de fantastique. Il avait, pourtant, une renommée mondiale, justifiée par la diversité, la qualité et l'originalité de ses œuvres.

Michael Powell naît dans le Kent, le 30 septembre 1905. Fils d'un hôtelier qui s'installe au Cap-Ferrat, en France, il s'intéresse au cinéma dès 1922. En 1931, il passe à la réalisation avec les *quotas quickies*, films courts à petits budgets, réservés à l'exploitation britannique seule pour réduire la distribution des films américains sur le marché. Il en réalise vingt-trois, jusqu'en 1936.

Possédant alors un solide métier, Michael Powell donne, en 1937, son premier long métrage personnel et ambitieux, *A l'angle du monde*, qui raconte la vie sauvage et la lutte d'insulaires contre une nature hostile. Le film, tourné dans une île des Hébrides, fait l'admiration du grand producteur réalisateur Alexandre Korda. Celui-ci engage Powell pour *l'Espion noir* (1938), film situé pendant la guerre de 1914, dont la vedette est Conrad Veidt, comédien allemand antinazi, émigré. Scénario écrit par Emeric Pressburger. Un nom à retenir.

### Une esthétique délirante

Pour la London Film d'Alexandre Korda, Michael Powell réalise *Le lion a des ailes* (1939), film de propagande sur l'aviation britannique, *Espionne à bord* (1940) avec, de nouveau, Conrad Veidt, sur un scénario de Pressburger. Il participe à l'effort de guerre anglais : *49e Parallèle* (1941), *Un de nos avions n'est pas rentré* (1942). Emeric Pressburger est devenu son scénariste attitré.

En 1943, les deux hommes fondent la société de production « The Archers Films » et réalisent ensemble *Colonel Blimp* (1943) comédie historico-satirique d'après un personnage de caricatures politiques : le film s'attire la colère de Churchill qui y voit *« de la propagande au détriment du moral de l'armée »*. Powell et Pressburger vont être, pendant une vingtaine d'années, les producteurs indépendants les plus remarquables d'Angleterre. Les voilà auteurs communs de *Je sais où je vais* (1945), *Une question de vie ou de mort* (1946), *le Narcisse noir* (1947).

En 1948, c'est la surprise des *Chaussons rouges*, histoire romanesque située dans les milieux de la danse, un ballet fantastique et tragique, d'après le conte d'Andersen. Powell et Pressburger, qui confirment leurs dons de coloristes, produisent et réalisent ensuite *la Renarde*, drame romanesque d'après Mary Webb, mais sous le contrôle de David O. Selznick, coproducteur qui a vu dans cette adaptation l'occasion d'un rôle pour son épouse, Jennifer Jones. On retrouve la vraie marque des auteurs dans *The Elusive Pimpernel* (1950), d'après *le Mouron rouge* de la baronne Orczy, et surtout dans *les Contes d'Hoffmann* (1950), version chantée et dansée de l'opéra-comique d'Offenbach. Esthétique délirante, esprit germanique d'Hoffmann le conteur. Michael Powell réalise encore avec Emeric Pressburger deux films de guerre, *la Bataille du Rio de la Plata* et *Intelligence Service*, en 1956.

Ensuite, il tourne seul *Lune de miel* (1959), film romanesque et chorégraphique, malheureusement peu connu en France et *le Voyeur* (1959) considéré par d'aucuns comme son meilleur film. Powell traite ici par le fantastique, l'épouvante et la psychanalyse un cas de détraquement sexuel et de voyeurisme criminel. *Le Voyeur* est maintenant un grand classique en son genre. A l'époque son insuccès commercial mit *The Archers Films* en difficulté. On n'a plus su grand-chose, ensuite, de Michael Powell. Il a tourné des moyens métrages pour la télévision, un film en Australie, *Age of Consent* (1969), puis des films pour enfants. En 1978, il revient dans l'île où il avait réalisé *A l'angle du monde* pour un pèlerinage qui lui inspire *Return of Edge of the World.*

JACQUES SICLIER

# AGENDA

## AUTOMOBILE

### Les agréments de la XM boîte automatique

En attendant l'arrivée du moteur à 24 soupapes, Citroën continue de développer sa gamme XM en proposant sur certains modèles à 4 cylindres et à injection, de même que sur sa 6 cylindres en V, une transmission automatique de grande qualité.

L'exportation, plus que le marché français, est visée. Les chiffres à ce propos parlent d'eux-mêmes : 45 % des voitures de haut de gamme sont livrées avec une boîte automatique en Grande-Bretagne, 43 % en Suisse, 25 % en RFA et 22 % aux Pays-Bas. Rappelons que le nombre de voitures ainsi équipées atteint en pourcentage 80,8 % aux Etats-Unis et plus de 70 % au Japon. En France, on sait les difficultés de pénétration rencontrées, moins qu'en Italie toutefois, par les transmissions automatiques sur le marché,. (*Le Monde* du 28 décembre 1989). Ainsi l'an dernier 18 500 voitures ont été livrées avec « boîte auto » dans notre pays, soit, toutes gammes confondues, 2,3 % des voitures particulières. C'est peu.

La « boîte auto » montée sur la XM est de marque ZF. Fabriquée en Allemagne pour PSA et sur un cahier des charges fourni par le groupe français, c'est une transmission à quatre rapports avant et un arrière qui a la particularité de faire appel à diverses techniques : l'hydraulique est reine sur les deux premières vitesses. Le quatrième rapport utilise entièrement la mécanique et, sur la troisième, hydraulique et mécanique sont toutes deux utilisées. il va sans dire que le passage des rapports est automatique sur toute la boîte.

Cette conception de transmission permet un frein moteur tout aussi efficace sur le 4e rapport que sur une boîte mécanique traditionnelle. Sur le 3e rapport il agit encore. Rien n'empêche le cas échéant, de passer sur la troisième, la seconde ou la première par l'intermédiaire du levier de commande de sélection. On obtient, en cas de pente accentuée, ou de la puissance dans le sens de la montée, ou du ralentissement dans le sens de la descente. C'est le propre de ce type de boîte.

Cette transmission automatique est, tant à la route qu'en ville, d'une adaptation parfaite à la conduite que réclame un tel véhicule. Toutefois, et c'est l'un des reproches fait aux transmissions automatiques, une augmentation de la consommation de carburant est à attendre par le conducteur : environ 1 litre de plus aux cent kilomètres en conduite raisonnable, c'est-à-dire aux vitesses imposées.

Notons par ailleurs que sur la version V 6, un régulateur de vitesse est disponible sur option (2 500 francs). Ainsi, Citroën pense avoir réuni, sur ses voitures de haut de gamme, ce qui se fait de mieux à l'heure actuelle en matière de confort.

C. L.

**▶ Prix des XM en francs TTC : XM 2 L Séduction : 120 000 francs ; XM injection Harmonie : 141 000 francs (boîte auto possible) ; XM injection Ambiance : 167 000 francs (boîte auto possible) ; XM V 6 Ambiance : 200 000 francs (boîte auto possible) ; XM D 12 Séduction : 133 000 francs ; XM D 12 Harmonie : 142 000 francs ; XM turbo D 12 Harmonie : 158 000 francs ; XM turbo D 12 Ambiance : 184 000 francs.**

**Versions XM BVA : + 9 000 francs environ par rapport aux versions mécaniques correspondantes. Livraison courant avril pour les modèles à boîte automatique.**

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 21 février 1990 :

DES DÉCRETS

● No 90-161 du 19 février 1990 pris pour l'application de l'article 1038 du code rural et rendant applicables au régime des assurances sociales agricoles certaines dispositions du code de la Sécurité sociale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) ;

● No 90-162 du 19 février 1990 pris pour l'application de l'article 1038 du code rural et rendant applicables au régime des assurances sociales agricoles certaines dispositions du code de la Sécurité sociale (troisième partie : Décrets) ;

● No 90-163 du 20 février 1990 portant revalorisation de l'allocation de revenu minimum d'insertion et complétant le code de la Sécurité sociale (troisième partie : Décrets simples).

## EN BREF

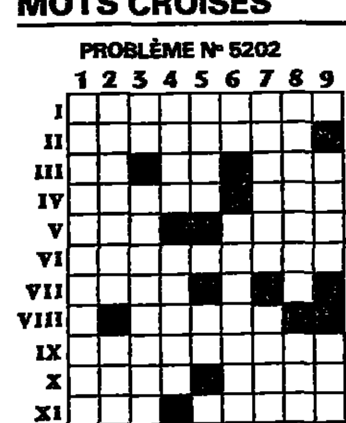
□ **COLLOQUE. Sciences : la nouvelle culture.** – Le mensuel *Passages* organise un colloque sur ce thème le jeudi 22 février, de 10 h à 18 h, à la Cité des sciences et de l'industrie (salle Louis-Armand), 30, avenue Corentin-Cariou, 75019 Paris. Trois tables rondes sont proposées : « Les sociétés technologiques et les nouveaux risques » (10 h à 12 h 30) ; « Sciences : la nouvelle culture » (14 h 15 à 16 h) et « Sciences et *médias* » (*16 h 30 à 18 h 30*).

**▶ « Passages », 17, rue Simone-Weil, 75013 Paris. Tél. : (1) 45-86-30-02.**

□ **Vivre et travailler autrement.** – Le troisième salon Vivre et travailler autrement aura lieu du 28 février au 19 mars, à l'Espace Austerlitz, 30, quai d'Austerlitz, 75013 Paris, tous les jours, sauf mardi, de 11 heures à 21 heures. Trois rendez-vous : jusqu'au 5 mars, salon de la santé autrement ; du 7 au 12 mars : salon de l'agriculture biologique ; et du 14 au 19 mars : salon des alternatives. **▶ *Vivre et travailler autrement, Le Freysse,* 46170 Castelnau-Montratier. Tél. : (16) 65-21-96-66.**

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 5202



HORIZONTALEMENT

I. Une femme qu'on peut facilement faire marcher. – II. Couleur d'un carrosse de grand prix. – III. Cri d'horreur. Souvent à notre portée. Vivait avec le premier venu. – IV. Femme de lettres américaine. A une réaction bien humaine. – V. Port du Japon. Un mauvais penchant. – VI. Il y en avait en Bavière. – VII. Un roi sur la scène. – VIII. Qualifie un très mauvais esprit. – IX. Rassemblent tout ce qui n'a pas été mangé. – X. *Recueille les suffrages*. Cours en Afrique. – XI. Conseil de détente. Héroïne de légende.

VERTICALEMENT

1. A des difficultés pour faire des relations. – 2. Comme un compositeur ayant beaucoup de talent pour faire des arrangements. Peut venir du cœur. – 3. Donné avant une exécution. Semblent tout porter sur leurs épaules. – 4. A gauche quand on passe. Un oxyde. – 5. Nom qu'on peut donner au « ciel ». Saint. – 6. Préposition. Indique que tout est conforme. – 7. Comme un frère qui n'est pas un fils à papa. Pas admise. – 8. Voies de fait. Assurément heureux. – 9. Ne sont trouvés bons que lorsqu'ils sont chauds. A la place du mangeur.

**Solution du problème no 5201**

*Horizontalement*

I. Ébéniste. – II. Novice. Ce. – III. Gué. Amour. – IV. Or. Arêtes. – V. Usine. Ale. – VI. EénE (Énée). Fil. – VII. Orbites. – VIII. Em. Ion. Si. – IX. Nageuse. – X. Thé. Rhô. – XI. Serveuses.

*Verticalement*

1. Engouements. – 2. Bourse. Mahé. – 3. Ève. Ino. Ger. – 4. Ni. Anerie. – 5. Icare. Bouée. – 6. Sème. Fins. – 7. Otait. Ers. – 8. Écuelles. Hé ! – 9. Erse. Silos.

GUY BROUTY

## CARNET DU Monde

### Naissances

– **Nadine LAVRIEUX**
et
**Christian METAYS**
laissent à
**Céline et Mélanie**
la joie d'annoncer la naissance de

**Noémie,**

le 19 février 1990, à Chambray-lès-Tours.

28, rue Baraudin,
37600 Loches.

### Décès

– M. et Mme Jean Brunschvig,
Mme Liliane Abensour,
ses enfants,
M. Alain Brunschvig,
Mlle Laurence Abensour,
M. Marc Abensour,
Mlle Judith Abensour,
ses petits-enfants,
ont la grande peine de faire part du décès de

**M. Robert BRUNSCHVIG,**
professeur honoraire à la Sorbonne,
directeur honoraire
de l'Institut d'études islamiques,
officier de la Légion d'honneur,
membre de la British Academy
(Londres)
et des Académies nationales
de Madrid et de Rome,

le 16 février 1990, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

10, avenue du Général-de-Gaulle,
92170 Vanves.
6, rue Toullier,
75005 Paris.

– Après une longue maladie qu'il a subie avec courage

**Jacques CHOUILLET**

a quitté sa famille et ses amis, le 19 février 1990, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Anne-Marie Chouillet,
sa femme,
Denis Chouillet,
son fils,
Lucie Dejours,
sa mère,
Jeanne Roche,
sa belle-mère,
Pierre et Sally Dejours,
Geneviève et Henri Edmond,
ses frère, belles-sœurs et beaux-frères,
Ses oncles et tantes,
Ses neveux, nièces, petits-neveux, petites-nièces,
Toute sa famille,
Ses amis,
Ses anciens collègues,
Ses anciens étudiants,
invitent à l'accompagner au temple d'Auteuil, puis au cimetière d'Amfreville-sur-Iton (Eure).

On se réunira au temple, 53, rue Erlanger, à Paris-16e, à 8 h 30, le vendredi 23 février.

Inhumation à Amfreville, à 11 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Anne-Marie et Denis Chouillet,
7, route de la Reine,
92100 Boulogne
et 9, chemin des Pêcheurs,
27400 Amfreville-sur-Iton.
Mme Lucie Dejours,
MGEN, 14, rue de Sevy,
95190 Fontenay-en-Parisis.
Pierre et Sally Dejours,
3 A, rue Jeanne-d'Arc,
67000 Strasbourg.

– Le conseil d'administration de la Société Diderot
a la tristesse de faire part du décès de son président-fondateur

**Jacques CHOUILLET.**

– *Le président de l'université la* Sorbonne nouvelle
Et les conseils,
Le secrétaire général
Et tous les personnels de l'université,
Le directeur de l'UFR de littérature et linguistique françaises et latines,
Ses amis,
Ses étudiants,
*ont la grande tristesse de faire* part du décès du

**professeur Jacques CHOUILLET,**
président honoraire
de la Sorbonne nouvelle.

Un service sera célébré au temple d'*Auteuil, 53, rue Erlanger, Paris-16e*, le vendredi *23 février* 1990, à 8 h 30.

**– Clémence**

nous a quittés le 18 février 1990, alors qu'elle venait d'avoir huit ans.

La douleur de toute sa famille et de ses nombreux amis est immense.

Ils essayeront de la dépasser pour rester fidèles à son courage et à sa joie de vivre.

Jean-Louis, Dominique, Estelle, Fanny COLL.

2, rue de Coulon,
31120 Pinsaguel.

– La direction générale à Zurich de la Société suisse d'assurances générales sur la vie humaine,
Le directeur général pour la France,
Les membres de direction
Et le personnel de la Société suisse en France,
ont le regret de faire part du décès de

**M. Jean DELCROS,**
chevalier de la Légion d'honneur,
directeur honoraire,

survenu le 18 février 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 22 février 1990, à 13 h 45, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16e.

40, quai du Général-Guisan,
8022 Zurich (Suisse).
41, rue de Châteaudun,
75009 Paris.

– Mme Pierre Garnier,
Mlle Elisabeth Garnier
et M. Jean-François Houp,
Audrey,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

***M. Pierre GARNIER,***

survenu le 16 février 1990, à l'âge de cinquante ans, en son domicile.

4, rue Georges-Maliard,
78800 Houilles.

– *Nous avons la profonde douleur* de faire part du décès de

**M. Erling JORGENSEN,**
vice-président
et membre du comité de direction.

Sa mémoire nous demeurera chère tant pour ses exceptionnelles qualités humaines que pour son éminent professionnalisme.

Banque européenne d'investissement,
Conseil d'administration,
Comité de direction
Et le personnel.

– M. Pierre Moisnard,
M. Franck Moisnard
et Marine,
M. et Mme Jacques Chavier,
M. et Mme Jean-Claude Tieche
et leurs enfants,
M. Pierre Chavier,
Dolly et Brigitte,
Parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Pierre MOISNARD,**
née Lisette Caspescha,

survenu le 16 février 1990, à l'âge de soixante-quatre ans.

Un office sera célébré au temple de La Rochelle, la date en sera fixée ces prochains jours et fera l'objet d'une autre publication.

12 *bis*, rue Réaumur,
17000 La Rochelle.

– Hélène Politis,
Karine Sadon
et Irène Politis,
Florence Politis,
ont la douleur de faire part du décès de

**Michel POLITIS,**

survenu le 17 *février 1990*,

et rappellent à votre souvenir, son frère

**Nicolas POLITIS,**

le 2 mars 1989.

– Bernard Grosjean,
Marie-Françoise Politis,
Hélène Ghighi,
Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

**Michel POLITIS,**

à l'âge de quarante-deux ans.

L'incinération se déroulera le lundi 26 février 1990, au crématorium du Père-Lachaise, à 10 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Henri Monnier,
75009 Paris.

– M. Guy Sasson,
*son fils,*
Mme Mireille Sasson
sa fille,
Ses petits-enfants,
Arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Edith SASSON,**

survenu le 17 février 1990, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, à la suite d'une longue maladie.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 20 février, au cimetière israélite de Versailles, dans l'intimité familiale.

60, avenue de New-York,
75016 Paris.

– Raymond Rodriguez,
son fils,
Charlette Rodriguez,
sa belle-fille,
Nathalie Dumas Rodriguez,
François Rodriguez,
ses petits-enfants,
Barnabé et Céline,
ses arrière-petits-enfants,
Léontine Doire,
Adrienne Gomez,
ses sœurs,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès, le 20 février 1990, de

**Marie-Sainte REBILLARD,**
veuve de Gérard Rodriguez,

lui-même rappelé en Dieu, le 31 janvier 1970.

Elle venait d'entrer dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 23 février, à 15 h 45, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffetard, Paris-5e, suivie de l'inhumation au cimetière de Vaugirard, 322, rue Lecourbe, Paris-15e.

67, rue Buffon,
75005 Paris.

– Mme Robert Schmelck,
Jacques et Martine Schmelck
et leurs enfants,
Paul Henry et Elisabeth Schmelck
et leur fille,
Christine Schmelck,
Marie-Adeline Schmelck
et sa fille,
Isabelle et *Dominique Michal*
et leurs enfants,
Sa famille
Et ses amis,
font part du décès de

**Robert SCHMELCK,**
premier président honoraire
*de la Cour de cassation,*
grand officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
officier des Palmes académiques,

survenu le 17 février 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard, Paris-7e, le mardi 27 février 1990, à 8 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4 *ter*, avenue Anatole-France,
94220 Charenton.

[Né le 25 août 1915, à Sarreguemines (Moselle), Robert Schmelck a d'abord été avocat, avant de devenir juge à Beauvais en 1943. Délégué au ministère de la justice en 1944, il est détaché au commissariat des affaires allemandes et autrichiennes puis ministre des affaires étrangères de 1946 à 1955. Il fait partie en 1955 de la délégation française au comité intérimaire pour l'organisation de la Communauté européenne de défense, avant d'être chargé de mission et conseiller technique au cabinet de plusieurs gardes des sceaux : Robert Schuman (1955), Robert Lecourt (1957-1959) et Edmond Michelet (1959-1960). Ce dernier le nomma, le 2 février 1960, quelques jours avant la « semaine des barricades », procureur général à Alger.

De retour à Paris, il fut nommé directeur de l'administration pénitentiaire du ministère de la justice, poste qu'il occupa de 1961 à 1964. Il fut ensuite nommé avocat général à la Cour de cassation et directeur de cabinet de M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, de mai 1974 à novembre 1975. Premier avocat général à la Cour de cassation, en 1975, il a été nommé procureur général le 19 décembre 1978. *M. Schmelck fut l'auteur, en 1972, d'un rapport* sur les prisons, après la mutinerie de Toulon en 1971. Ce rapport est notamment à l'origine de la réforme pénitentiaire qui a suivi les révoltes dans les prisons en 1974. Robert Schmelck avait été nommé premier président de la Cour de cassation le 30 juin 1980. Il restera à ce poste jusqu'à sa retraite en février 1984. Il sera alors remplacé par Mme Simone Rozès.]

– La famille Goldring,
a la profonde tristesse de faire part du décès de

**Erika SZITTYA,**

survenu le 15 février 1990, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie d'incinération aura lieu au columbarium du Père-Lachaise, mercredi 28 février, à 10 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Les familles Vinay, Procope, Canchard,
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

**Renée VINAY,**
née Procope,

le 9 février 1990, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 14 février, à L'Albenc (Isère), où elle repose auprès de son mari, le peintre

**Jean VINAY,**

*décédé le 23 août 1978.*

Il est demandé de l'unir dans son souvenir à ceux qui les ont connus et aimés.

M. et Mme Jean-Pierre Canchard,
64, rue du Pontel,
78100 Saint-Germain-en-Laye.
M. et Mme Maurice Vinay,
Grande-Rue,
38940 Roybon.

### Remerciements

– Villars-les-Dombes. Besançon. Buellas. Paris.

Mme Jean Saint-Cyr,
Paul, Maurice, René, Hélène Saint-Cyr,
Leurs épouses et époux,
Enfants et petits-enfants,
Les familles Viricel et Claude Saint-Cyr,
très touchés par les nombreuses marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées lors du décès de

**M. Jean SAINT-CYR,**
docteur vétérinaire,
maire honoraire de Villars-les-Dombes,
président honoraire du conseil général,

remercient bien sincèrement toutes les personnes qui, par leurs présence, envois de fleurs et messages, ont pris part à leur peine.

### Anniversaires

– A l'occasion du premier anniversaire du décès de

**Sam HOFFENBERG,**

une cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 28 février 1990, à 18 h 30, à la synagogue de La Varenne, 10, avenue du Château (RER La Varenne-Chennevières).

Rudy Hoffenberg,
29, rue Lucien-Sampaix,
75010 Paris.

### Avis de messes

– Une messe de requiem sera célébrée le samedi 24 février 1990, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5e, pour *le repos de l'âme de*

**Antoine Youssef HARFOUCHE,**

décédé à Beyrouth, le 15 février 1990.

Frère de Mgr Pierre Harfouche,
vicaire patriarcal maronite à Paris.

## PARIS EN VISITES

**JEUDI 22 FÉVRIER**

« *L'espace d'un tableau, plans et profondeur* », 12 h 30 ; « Kupka », 12 h 30, ; « Sophie Taeuber », 12 h 30, : « *L'art conceptuel : une perspective* », 15 heures, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne).

« La Belle époque vue par Béraud », 12 h 45, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« L'Opéra Garnier et la vie mondaine au dix-neuvième siècle », 13 h 30, hall d'entrée (M. Pohyer).

« *Le Palais de justice en activité* », 14 h 15, 2, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

« L'hôtel de Lauzun », 14 h 20, métro Pont-Marie (M.-C. Lasnier).

« Histoire de la franc-maçonnerie au Musée du Grand-Orient », 14 h 30, 16, rue Cadet.

« Institut du monde arabe : histoire et *architecture* », *15 heures*, sortie métro Jussieu (Monuments historiques).

« Le Louvre, du donjon à la Pyramide », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et caetera).

« De Saint-Médard aux jardins Mouffetard », 14 h 30, façade de Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).

« Le Louvre, du donjon à la Pyramide », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Connaissance de Paris).

« L'Opéra de Garnier », 14 h 30, dans l'entrée (C. Merle).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les plus grands hôtels du Marais », 14 h 30, place des Vosges, statue de Louis XIII (Mme Cazes).

« Salons de réception de l'hôtel de ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau. Carte d'identité (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Salons, amphithéâtre et chapelle de la Sorbonne », 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Homère l'initié, ou le grand voyage d'Ulysse », 15 heures, sortie métro Temple (I. Haulier).

« Le Grand Louvre, de Philippe-Auguste à la Pyramide », 15 heures, place du Palais-Royal, grille du Conseil d'Etat (Ecoute du passé).

Archéologie et métal : l'église Saint-Eugène », 16 heures, entrée, 6, rue Sainte-Cécile (Paris et son histoire).

**Pour les jeunes**

« Découverte des collections du Musée d'art moderne » (8-12 ans), 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne).

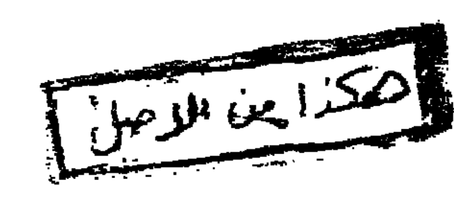
« Paris autrefois, Paris aujourd'hui » (11-14 ans), 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Séance de contes », 14 h 30, Musée du Petit Palais.

## CONFÉRENCES

Auditorium du Musée du Louvre, 18 h 30 : « L'insertion économique et culturelle des étrangers dans la société pharaonique », par P. Vernus (Cycle : l'image de l'autre. Barbares et étrangers dans les civilisations antiques).

21, rue d'Assas (salle des Actes), 18 h 30 : « Le poids de la *défense sur* l'économie générale », par le général de Quercize (Les grandes conférences de Paris).

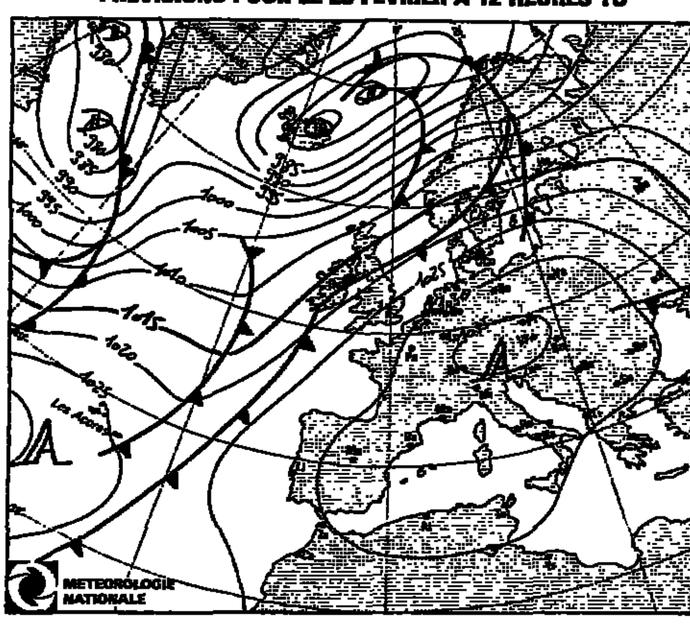


# AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 FÉVRIER 1990 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 23 FÉVRIER A 12 HEURES TU




**Evolution probable du temps en France entre le mercredi 21 février à 0 heure et le jeudi 22 février à 24 heures :**

Durant toute la période, la France sera soumise à un régime de hautes pressions. Une perturbation finira de se désagréger dans la journée de mercredi sur les régions de la moitié Ouest. La journée de vendredi sera ensuite bien ensoleillée en toutes régions.

**Jeudi : temps chaud et ensoleillé.**

Le soleil brillera généreusement sur l'ensemble du territoire après dissipation des brouillards locaux du début de matinée.

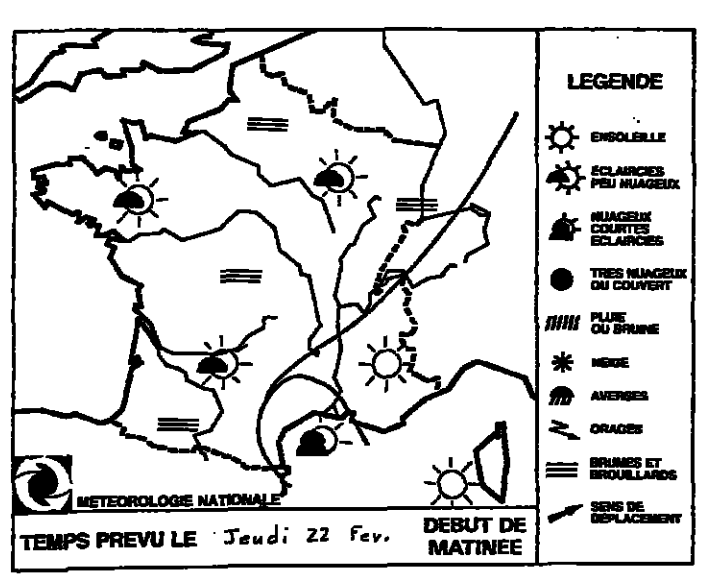
Seuls quelques bancs de nuages d'altitude voileront légèrement le ciel.

Une exception toutefois : le Roussillon et le sud du Languedoc où la matinée sera souvent bien nuageuse, mais le soleil s'imposera l'après-midi.

Les températures minimales varieront entre 3° et 6° C sur la moitié Nord du pays, entre 6° et 10° C sur la moitié Sud.

Les températures maximales atteindront des valeurs particulièrement élevées avec 15° à 22° C du Nord au Sud, voire 24° C au pied des Pyrénées.

Le vent sera généralement faible de secteur Sud.




**TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 21-2-1990**

Valeurs extrêmes relevées entre le 20-2-1990 à 6 heures TU et le 21-2-1990 à 6 heures TU

FRANCE

| | | | |
|---|---|---|---|
| AJACCIO | 16 | 5 | D |
| BIARRITZ | 22 | 15 | D |
| BORDEAUX | 21 | 11 | C |
| BOURGES | 18 | 4 | C |
| BREST | 13 | 10 | D |
| CAEN | 18 | 10 | P |
| CHERBOURG | 15 | 10 | A |
| CLERMONT-FER | 18 | 4 | N |
| DIJON | 16 | 2 | B |
| GRENOBLE S-M-H | 17 | 4 | – |
| LILLE | 18 | 9 | N |
| LIMOGES | 16 | 8 | P |
| LYON | 18 | 10 | – |
| MARSEILLE-MAR | 18 | 10 | D |
| NANCY | 17 | 4 | D |
| NANTES | 17 | 9 | P |
| NICE | 17 | 10 | D |
| PARIS-MONTS | 19 | 10 | – |
| PAU | 21 | 10 | N |
| PERPIGNAN | 15 | 9 | D |
| RENNES | 18 | 11 | P |
| ST-ETIENNE | 18 | 5 | N |
| STRASBOURG | 18 | 2 | D |
| TOURS | 17 | 10 | D |
| TOULOUSE | 17 | 11 | C |
| POINTE-A-PITRE | 29 | 22 | A |

ÉTRANGER

| | | | |
|---|---|---|---|
| ALGER | 18 | 11 | C |
| AMSTERDAM | 17 | 8 | N |
| ATHÈNES | 19 | 9 | D |
| BANGKOK | 34 | 26 | C |
| BARCELONE | 17 | 13 | C |
| BELGRADE | 16 | 8 | B |
| BERLIN | 16 | 7 | N |
| BRUXELLES | 18 | 10 | D |
| LE CAIRE | 17 | 8 | D |
| COPENHAGUE | 11 | 6 | C |
| DAKAR | 24 | 19 | N |
| DELHI | 22 | 15 | D |
| DJERBA | 18 | 12 | N |
| GENÈVE | 15 | 2 | D |
| HONGKONG | 18 | 16 | O |
| ISTANBUL | 11 | 6 | N |
| JÉRUSALEM | 10 | 1 | D |
| LISBONNE | 19 | 13 | N |
| LONDRES | 15 | 11 | P |
| LOS ANGELES | 17 | 4 | C |
| LUXEMBOURG | 16 | 5 | D |
| MADRID | 18 | 8 | C |
| MARRAKECH | 27 | 13 | D |
| MEXICO | 17 | 9 | B |
| MILAN | 17 | 1 | B |
| MONTRÉAL | 2 | −18 | C |
| MOSCOU | −5 | −5 | * |
| NAIROBI | 23 | 15 | N |
| NEW-YORK | 13 | −2 | D |
| OSLO | 13 | 4 | N |
| PALMA-DE-MAJ. | 16 | 12 | C |
| PÉKIN | 2 | 0 | P |
| RIO-DE-JANEIRO | 27 | 27 | D |
| ROME | 16 | 3 | B |
| SINGAPOUR | 33 | 25 | C |
| STOCKHOLM | 12 | 7 | C |
| SYDNEY | 28 | 22 | C |
| TOKYO | 17 | 8 | D |
| TUNIS | 20 | 6 | B |
| VARSOVIE | 12 | 1 | N |
| VENISE | 14 | −1 | B |
| VIENNE | 14 | 3 | D |

| A | B | C | D | N | O | P | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| averse | brume | ciel couvert | ciel dégagé | ciel nuageux | orage | pluie | tempête | neige |

★ = TU temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

# Mercredi 21 février

### TF 1

**20.45 Variétés : Sacrée soirée.** Invités : Patrick Sébastien, François Périer, Michel Galabru, Clémentine Célarié. Variétés : Les Folies-Bergère, Françoise Hardy, Marie-Paule Belle, Jimmy Sommerville, Felicia, Eva Gambus et Calypso, Dee Dee Bridgewater, Rita Mitsouko.

**22.35 Série noire : La louve.** Téléfilm de José Giovanni, avec Mimsy Farmer, Georges Corraface.

### A 2

**20.40 ▶ Série : Contre-jour.** Six crimes sans assassin, de Bernard Stora, d'après Pierre Boileau, avec Jean-Pierre Marielle, Fabrice Luchini. *Des victimes sans ennemis connus.*

**22.15 Magazine : Fruits de la passion.** De Gérard Holtz. Hommage à Jean-Marc Boivin.

**23.10 Informations : 24 heures sur la 2.**

**23.25 Météo.**

**23.30 Magazine : Du côté de chez Fred.** Le procès Tolstoï – Lord Aldington.

### FR 3

**20.35 Variétés : Les grands.** De Jean-Pierre Cottet, Jean-Pierre Dusseaux et Maxime Le Forestier.

**22.15 Journal et Météo.**

**22.35 Magazine : Mille Bravo.** Présenté par Christine Bravo.

**23.35 Musique : Carnet de notes.** Sonate n° 59 (sans le final), de Haydn, par Catherine Collard, piano.

### CANAL PLUS

**21.00 Cinéma : Pacte avec un tueur.** □ Film américain de John Flynn (1987). Avec James Woods, Brian Dennehy, Victoria Tennant.

**22.30 Flash d'informations.**

**22.35 Cinéma : Colère en Louisiane.** ■■ Film américain de Volker Schlöndorff (1987). Avec Louis Gossett Jr, Richard Widmark, Holly Hunter (v.o.).

**0.05 Cinéma : Nous ne vieillirons pas ensemble.** ■■ Film français de Maurice Pialat (1972). Avec Jean Yanne, Marlène Jobert, Macha Méril.

### LA 5

**20.40 Histoires vraies : La délivrance.** Téléfilm de Mike Robe, avec Linda Hamilton, Richard Thomas. *Un couple a trois fils hémophiles. L'aîné, huit ans, tombe malade...*

**22.20 Débat : Le sida.**

**23.30 Magazine : Nomades.**

**0.00 Journal de minuit.**

### M 6

**20.35 Téléfilm : Le complot du silence.** De Gene Levitt, avec Louis Jourdan, Mary Tyler Moore. *Autour d'un témoin gênant.*

**22.10 Série : Le Saint.**

**23.05 Documentaire : Succès.** 1. La vie de château. *Dans la haute aristocratie britannique.*

**0.00 Six minutes d'informations.**

**0.05 Variétés : Fréquenstar.**

**0.35 Boulevard des clips.**

### LA SEPT

**20.00 Documentaire : Roger Planchon.** De Fabienne Pascaud et Dominique Gros.

**21.00 Téléfilm : Sandra.** De Guido Hendrickx.

**21.50 Téléfilm : Un ange passe.** De Christine Ehm.

**22.45 Magazine : Dynamo.** De Benoît Delépine et Matthias Sanderson.

**23.15 Documentaire : Cuba, personne ne voulait entendre.** De Nestor Almendros et Jorge Ulla.

### FRANCE-CULTURE

**20.30 Tire ta langue.**

**21.30 Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.

**22.00 Communauté des radios publiques de langue française.**

**22.40 Nuits magnétiques.** Nîmes (rediff.).

**0.05 Du jour au lendemain.**

**0.50 Musique : Coda.** Le groupe Can.

### FRANCE-MUSIQUE

**20.30 Concert** (donné le 8 novembre au Grand Auditorium) : Musique traditionnelle de l'Inde du Nord par Om Parkash, viêle, Mukund Narain Bhale, tabla, Amitabh Misra, tampura, et Sneila Dhar, chanteuse de Khyal.

**23.07 Jazz club.** En direct du Petit Opportun à Paris : le quintette de Daniel Huck, saxophoniste et chanteur, Philippe Milanta, pianiste, Christophe Le Van, contrebassiste, et François Laudet, batterie.

# Jeudi 22 février

### TF 1

**13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour.**

**14.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.**

**15.10 Série : Tribunal.**

**15.40 Quarté à Vincennes.**

**15.50 Variétés : La chance aux chansons.**

**16.25 Club Dorothée vacances.**

**17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.**

**18.50 Avis de recherche.**

**18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.**

**19.25 Jeu : La roue de la fortune.**

**19.45 Loto sportif.**

**19.50 Le bébête show.**

**20.00 Journal, Météo et Tapis vert.**

**20.40 Série : Le triplé gagnant.** Le manoir des veuves, de Charles Bitch.

**22.20 ▶ Magazine : Ex libris.** Expliquez-moi : Etiemble, Daniel Herrero, Marcel Maréchal ; Exploration : Louis Guilloux ; Interview : Woody Allen ; Extérieur livre : William Styron.

**23.20 Série : L'heure Simenon.**

**0.15 Journal, Météo et Bourse.**

### A 2

**13.40 Série : Falcon Crest.**

**14.05 Téléfilm : En route vers l'enfer** (2e partie).

**15.40 Après-midi show.** Emission présentée par Thierry Beccaro. Le dessin animé.

**17.05 Magazine : Giga.** Séquence culturelle ; Interview ; Actualité ; Reportage B.D. ; Cinéma ; Aventure ; Musique ; Surprise.

**18.10 Série : Mac Gyver.**

**19.00 Jeu : Coupe des champions des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol. Demi-finale à Monaco.

**19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !** Présenté par Patrice Laffont.

**20.00 Journal et Météo.**

**20.35 INC.**

**20.40 Magazine : Envoyé spécial.** Présenté par Bernard Benyamin. Sommaire : « Fela », le roi de la musique africaine ; Les Golden Boys ; Les jeux vidéo.

**21.45 Débat : « Où va l'Est ? »** Animé par Christine Ockrent et Serge July. Avec Bronislaw Geremek (Pologne), Gregor Gysi (RDA), Petre Roman (Roumanie), Janos Kis (Hongrie), Andreï Gratchov (Tchécoslovaquie).

**23.10 Informations : 24 heures sur la 2.** Avec le magazine européen Puissance 12.

**23.25 Météo.**

**23.30 Magazine : Du côté de chez Fred.** Léonor Fini, artiste peintre.

### FR 3

**13.30 Magazine : Regards de femme.** Invitée : Felicia Medina, étudiante nicaraguayenne.

**14.03 Magazine : Epona.**

**14.30 Magazine : Dadou babou.**

**15.03 Feuilleton : Mandrin** (3e épisode).

**16.03 Magazine : Télé-Caroline.**

**17.30 Feuilleton : Guillaume Tell.**

**17.55 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.**

**18.03 Magazine : C'est pas juste.**

**18.30 Jeu : Questions pour un champion.**

**19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

**20.05 Jeux : La classe.**

**20.30 INC.**

**20.35 Cinéma : Pale Rider, le cavalier solitaire.** ■■ Film américain de Clint Eastwood (1985). Avec Clint Eastwood, Michael Moriarty, Carrie Snodgress.

**22.35 Journal et Météo.**

**23.00 Documentaire : Tournage d'une légende.** Le tournage du film *Autant en emporte le vent*, par David Hinton (v.o.).

### CANAL PLUS

**13.30 Cinéma : Deux.** ■■ Film français de Claude Zidi (1989). Avec Gérard Depardieu, Maruschka Detmers, François Cluzet.

**15.30 Cinéma : Appelez-moi docteur.** ■ Film américain de Howard Zieff (1978). Avec Walter Matthau, Glenda Jackson, Art Carney.

**17.05 Pochettes-surprises.** Judith, de Mary Mandy.

**17.20 Cabou cadin.** Barney ; Polluards : Super Mario Bros et princesse Zelda.

*En clair jusqu'à 20.30*

**18.15 Dessins animés : Ça cartoon.** Présentés par Philippe Dana.

**18.30 Top album.** Présenté par Marc Toesca.

**19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invités : Luc Besson, Anne Parillaud.

**20.30 Cinéma : Les portes tournantes.** □ Film canadien de Francis Mankiewicz (1988). Avec Monique Spaziani, Miou-Miou, Gabriel Arcand.

**22.05 Flash d'informations.**

**22.15 Cinéma : Rambo 3.** □ Film américain de Peter McDonald (1988). Avec Sylvester Stallone, Richard Crenna, Marc de Jonge.

**23.55 Cinéma : La maison de grand-mère.** ■ Film américain de Peter Rader (1988). Avec Eric Foster, Kim Valentine, Ida Lee.

### LA 5

**13.35 Série : 200 dollars plus les frais.**

**14.40 Série : L'inspecteur Derrick.**

**15.45 Série : Le renard.**

**16.45 Dessins animés.** Les triplés (rediff.) ; Les Schtroumpfs ; Bosco ; Angie, détective en herbe ; Le petit lord.

**18.30 Série : Arnold et Willy.**

**18.50 Journal images.**

**19.00 Magazine : Reporters.** De Patrick de Carolis.

**19.40 Drôles d'histoires.**

**19.45 Journal.**

**20.30 Drôles d'histoires.**

**20.40 Cinéma : Cocktail molotov.** □ Film français de Diane Kurys (1979). Avec Elise Caron, Philippe Lebas, François Cluzet.

**22.20 Série : Deux flics à Miami.**

**23.05 Magazine : Désir.**

**23.30 Série : Le voyageur.**

**0.00 Journal de minuit.**

### M 6

**13.20 Série : Madame est servie** (rediff.).

**13.45 Feuilleton : Dynastie.**

**14.35 Chasseurs d'images** (rediff.).

**14.50 Boulevard des clips.**

**17.25 Informations : M 6 info** (et à 18.25).

**17.30 Série : L'homme de fer.**

**18.30 Série : Incroyable Hulk.**

**19.25 Série : Roseanne.**

**19.54 Six minutes d'informations.**

**20.00 Série : Madame est servie.**

**20.35 Cinéma : Jean's tonic.** □ Film français de Michel Patient (1984). Avec Géraldine Danon, Michel Stano, Catherine Amiel.

**22.10 Série : Brigade de nuit.**

**23.05 Feuilleton : Jo Gaillard.**

**0.00 Six minutes d'informations.**

### LA SEPT

**14.30 Méthode Victor : Anglais.**

**15.00 Série : Le décalogue (6 et 7).** De Krzysztof Kieslowski.

**17.00 Documentaire : Itinéraire d'Alejo Carpentier.** De François Porcile.

**18.00 Documentaire : Steelband of Trinidad.** De Daniel Verba.

**18.50 Film d'animation : Une légende américaine.** De Mario Rivas.

**19.00 Documentaire : Douady Adrien, mathématicien.** De Monique Sicard et Jacques Brissot.

**19.30 Magazine : Imagine.**

**20.00 Documentaire : Histoire parallèle.** De Philippe Grandrieux.

**20.45 Jazz soundies collection.**

**21.00 Magazine : Mégamix.** De Martin Meissonnier.

**22.00 Documentaire : Une leçon particulière de musique avec Nikita Magaloff.** De Thierry Benizeau.

**23.00 Documentaire : Aimé Césaire.** De Sarah Maldoror.

### FRANCE-CULTURE

**20.30 Dramatique.** Pericoloso, de Gérard Lavoyer.

**21.30 Profils perdus.** Max-Pol Fouchet.

**22.40 Nuits magnétiques.** Mahdia (rediff.).

**0.05 Du jour au lendemain.**

**0.50 Musique : Coda.** Le groupe Can.

### FRANCE-MUSIQUE

**20.30 Concert** (en direct du Grand Auditorium) : Concerto de chambre pour violon, piano et 13 instruments à vent, de Berg ; Symphonie de chambre n° 1 op. 9, de Schoenberg ; Concerto pour 9 instruments op. 24, de Webern, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Roland Daugareil, violon, François Joël Thiollier, piano.

**22.30 Studio 116.**

**23.07 L'invité du soir.** Daniel Blumenthal, piano.

## Audience TV du 20 février 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

*Audience instantanée, France entière 1 point =202 000 foyers*

| HORAIRE | FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %) | TF1 | A2 | FR3 | CANAL + | LA 5 | M6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 19 h 22 | 53,2 | Santa Barbara 25,4 | Pub 5,7 | Actual. région 12,6 | Bde annonce 2,8 | Reporters 4,7 | Hulk 2,7 |
| 19 h 45 | 56,4 | Roue fortune 31,5 | Dessinez 10,3 | 19-20 infos 2,9 | Nulle part 4,3 | Journal 4,4 | Roseanne 2,7 |
| 20 h 16 | 69,7 | Journal 29,5 | Journal 15,7 | La classe 10,0 | Pub 3,2 | Journal 5,7 | Mme servie 5,6 |
| 20 h 55 | 72,0 | Corps ennemi 33,5 | Tandem 18,6 | Marchesiècle 6,1 | L'ouragan 3,6 | Trinita 10,7 | Pinocchio 2,4 |
| 22 h 8 | 68,9 | Corps ennemi 34,1 | Tandem 15,3 | Marche siècle 5, | L'ouragan 3,7 | Trinita 10,6 | Pinocchio 2,3 |
| 22 h 44 | 41,3 | Pub 26,3 | Debat 4,9 | L'autre 3,5 | Deux 0,6 | China Beach 4,0 | Marco Polo 1,9 |

# SPORTS

## VOILE : la course autour du monde en solitaire

# Les silences de l'océan

**En tête de la course autour du monde en solitaire sans escale depuis le 30 novembre, le navigateur Titouan Lamazou *(Ecureuil-d'Aquitaine)* avait, mercredi 21 février, moins de 200 milles d'avance sur ses deux poursuivants immédiats au moment d'aborder l'anticyclone de Sainte-Hélène, premier des trois pièges météorologiques que l'Atlantique réserve aux rescapés de cette aventure.**

Le cap Horn est déjà loin dans le sillage des trois voiliers de tête du Vendée Globe Challenge. Titouan Lamazou (*Ecureuil-d'Aquitaine*), Jean-Luc Van den Heede (*3615-Met*) et Loïck Peyron (*Lada-Poch*) ont troqué leurs vêtements polaires pour des chemisettes, voire des maillots de bain. Alors qu'ils arrivent à la latitude de Rio-de-Janeiro et de son carnaval, l'heure n'est pourtant pas à la détente.

L'angoisse de la navigation dans le terrifiant désert maritime autour de l'Antarctique a cédé la place à la pression psychologique d'une régate géante à travers l'Atlantique. Après quatre-vingt-cinq jours de course et plus de 18 000 milles (33 000 kilomètres) parcourus sur les trois océans du globe, moins de 200 milles séparent les trois premiers à 4 700 milles de l'arrivée aux Sables-d'Olonne. Lundi 19 février, Jean-Luc Van den Heede était revenu à 88 milles de Titouan Lamazou. Loïck Peyron est à 176 milles, mais le temps qu'il a passé à aider Philippe Poupon après son chavirage (quatorze heures et trente minutes) sera déduit à l'arrivée. A 9 nœuds de moyenne, cela représente plus de 110 milles. Son retard théorique serait donc de quelque 70 milles.

Désormais sur le pont, les trois navigateurs peuvent fixer cet océan si calme à la recherche de la moindre tache sombre trahissant une risée. Dès que leur bateau accélère et gîte de quelques degrés, les trois hommes, attentifs à ne pas perdre le moindre dixième de nœud, bordent leur foc, leur spi ou leur grand voile. Au moindre moment de répit, ils se précipitent à leur table à carte ou à leur télex pour discuter de la meilleure option avec leur « routeur » (*le Monde* du 7 décembre 1989).

Les vacations radio si fréquentes entre eux ou avec leurs proches pour se rassurer dans le grand sud sont devenues... silencieuses. L'heure n'est plus aux bavardages lors des deux rendez-vous quotidiens avec le PC de la course qui leur communique les positions précises des huit rescapés grâce aux relevés des balises Argos. On imagine les trois hommes de tête notant scrupuleusement ces progressions sur leur carte. Mais, trop respectueux les uns des autres pour mentir ou tenter de bluffer, les trois adversaires préfèrent ensuite garder le silence.

A l'approche de l'anticyclone de Sainte-Hélène qui se déplace habituellement entre le désert de Namibie et les côtes brésiliennes au sud de Rio (entre les 25e et 30e parallèles sud), Titouan Lamazou a vu fondre son avance comme iceberg au soleil tropical. « *La situation météorologique n'était pas tout à fait normale pour la saison*, explique Pierre Lasnier, « routeur » d'*Ecureuil-d'Aquitaine. Depuis les Malouines, nous butons sur les hautes pressions de l'anticyclone alors que la dépression qui remontait vers les Malouines en longeant les côtes sud-américaines a permis à VDH (Van den Heede) et à Loïck et plus encore à Jeantot (Crédit-Agricole) et à Follenfant (TBS Charente-Maritime) de revenir.* »

Jean-Luc Van den Heede et Loïck Peyron ont même profité de ce retour pour attaquer Titouan Lamazou sur ses ailes en choisissant deux options météorologiques différentes. « *Si je ne fais que suivre bêtement le bouffeur de noisettes (Ecureuil-d'Aquitaine) comme l'âne sa carotte, cela ne changera rien*, expliquait le skipper de *Lada-Poch. Seule la victoire est jolie.* » Le jeune Baulois a donc choisi de « *tracer (son) sillon dans le champ de l'ouest* », non loin des côtes brésiliennes, tandis que le skipper de *3615-Met* navigue le plus à l'est en direction des côtes africaines.

### *Franchir le « pot au noir »*

Ces options n'inquiètent pourtant pas trop Pierre Lasnier. « *La situation météorologique redevient normale*, explique-t-il. *Nous sommes idéalement positionnés pour passer au mieux, sur la route la plus directe, l'anticyclone de Sainte-Hélène et surtout le « pot au noir »* (calmes à proximité de l'équateur). *Si les deux autres veulent franchir le « pot au noir » comme il doit l'être à cette époque, ils vont devoir se replier sur notre route et perdront 150 à 200 milles pour le faire. Ces deux dernières nuits, VDH a déjà concédé plus de 40 milles.* »

Tactiquement, Pierre Lasnier regrette de ne pas pouvoir « marquer » Loïck Peyron. « *Avec les quatorze heures trente qui lui seront rendues à l'arrivée, ce serait trop risqué* », estime-t-il. Sa confiance repose aussi sur la belle forme de Titouan Lamazou et de son bateau. « *Dans le Sud, nous avons fait des sinusoïdes pour rester dans des vents moyens-forts et éviter les grosses tempêtes*, explique-t-il. *Nous avons eu des coups de vent mais pas aussi ravageurs que pour Alain Gautier* (Generali-Concorde). *VDH ou Loïck.* »

Titouan Lamazou a bien cassé trois tangons et déchiré une grand voile, mais ses deux plus sérieux problèmes ont été l'éclatement du palier de barre qui soutient le gouvernail puis l'usure du système de drosses commandant les deux dérives. Après douze heures passées à plat ventre dans un espace de 35 centimètres de haut, il avait pu réparer le premier. Il a aussi pu confectionner de nouvelles drosses en spectra (textile très résistant), mais ses dérives lui sont désormais beaucoup moins utiles dans le petit temps. « *Le bateau a retrouvé tout son potentiel pour cette ultime régate* », affirme Thierry Eluère, le cogérant du chantier Captain Flint créé par Titouan Lamazou.

Cette constatation est plutôt rassurante pour le Béarnais, qui connaît parfaitement les potentiels de vitesse d'*Ecureuil-d'Aquitaine* et de *Lada-Poch* qui n'est autre que son premier bateau avec lequel il avait disputé la course autour du monde en solitaire en quatre étapes en 1985-1986. Tous deux ont été dessinés par Luc Bouvet et Olivier Petit qui avait connu Titouan Lamazou sur *Pen-Duick VI*, d'Eric Tabarly, lors d'une course autour du monde en équipage.

« *A l'époque où nous avons construit le premier bateau, Titouan et nous étions des inconnus*, raconte Olivier Petit. *Pour ce défi commun, nous avions renoncé aux options pour faire un bateau relativement sage. Il était bon à toutes les allures avec, toutefois, un petit trou au largue* (vent de travers), *où il manquait de puissance. Dans la remontée de l'Atlantique, Philippe Jeantot avait pris beaucoup d'avance par vent de travers dans les alizés.* »

Depuis, la puissance de *Lada-Poch* a été augmentée par la pose d'une nouvelle quille et d'un mât en carbone plus haut pour supporter plus de toile, mais cette évolution a été limitée pour des problèmes de structures. En tenant compte de ces enseignements, *Ecureuil-d'Aquitaine*, plus large et construit avec des matériaux plus modernes, est incontestablement plus puissant même si, dans ce domaine, il reste plus raisonnable que *Fleury-Michon*, *Crédit-Agricole* et, surtout *Generali-Concorde*.

« *Les deux* Ecureuil *n'ont jamais navigué bord à bord, mais je pense que le potentiel de vitesse du second est supérieur de plus de 6 %, surtout aux allures débridées où il est plus toilé*, estime Olivier Petit. *Je crois que, dans le Sud, Titouan a préféré gérer son avance, sans chercher à creuser l'écart à tout prix avec les risques que cela comportait.* »

*Ecureuil-d'Aquitaine* a su aussi économiser ses voiles pour la remontée de l'Atlantique. Depuis le Horn, Titouan Lamazou a déjà pu changer celles de l'avant et dispose encore d'une grand-voile neuve en Kevlar parfaitement adaptée à cette ultime régate. « *Des trois hommes de tête, Titouan est incontestablement le mieux armé*, estime Olivier Petit. *Son bateau devrait lui permettre de faire la différence dans le petit temps. S'il n'est pas victime d'un problème technique ou d'une option météo catastrophique...* »

GÉRARD ALBOUY

### *Les positions mercredi 21 février*

1. Lamazou (*Ecureuil-d'Aquitaine*), à 4 661 milles de l'arrivée ; 2. Van den Heede (*3615-Met*), à 129 milles du leader ; 3. Peyron (*Lada-Poch*), à 176 milles ; 4. Jeantot (*Crédit-Agricole*), à 556 milles ; 5. Follenfant (*TBS-Charente-Maritime*), à 841 milles ; 6. Gautier (*Generali-Concorde*), à 2 580 milles ; 7. Carpentier (*Nouvel-Obs*), à 3 330 milles ; 8. Coste (*Cacharel*), à 5 704 milles.

## Apartheid et olympisme

# Les Africains maîtres du jeu

Le Comité international olympique (CIO) a pris acte des récents événements survenus en Afrique du Sud, mais reste très vigilant concernant l'apartheid, a déclaré, mardi 20 février à Koweït, M. Juan Antonio Samaranch, président du CIO, à l'issue d'une réunion de la commission Apartheid et olympisme. « *Selon les informations en notre possession, l'apartheid existe toujours en Afrique du Sud*, a-t-il dit. *Aussi, nous devons nous montrer très prudents afin d'éviter toute erreur d'appréciation.* »

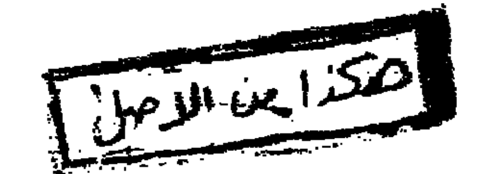
La position du CIO concernant l'Afrique du Sud et l'apartheid n'a guère évolué. « *Les signes enregistrés en Afrique du Sud vont dans le bon sens*, a toutefois précisé le président du CIO. *Ils doivent maintenant se concrétiser et nous allons suivre attentivement l'attitude de Pretoria au cours des mois qui viennent.* »

La commission Apartheid et olympisme fera deux recommandations au comité exécutif du CIO, dont la prochaine réunion aura lieu en avril à Belgrade. La première permettra à l'Afrique sportive, par le biais de l'ACNOA (Association des comités nationaux olympiques africains) d'être à l'écoute des organisations sportives sud-africaines. L'ACNOA pourra les recevoir et rendra compte de ces entretiens au CIO.

La seconde vise à aider les sportifs sud-africains les plus démunis. Le CIO veut leur apporter une assistance technique par le biais des organismes appropriés, notamment l'ACNOA. « *Ainsi*, a souligné M. Keba M'Mbaye (Sénégal), président de la commission Apartheid et olympisme, *ces athlètes pourront, lorsque l'apartheid n'existera plus, s'intégrer facilement dans le giron sportif international.* »

Le Congolais Jean-Claude Ganga, président de l'ACNOA, s'est réjoui des travaux de la commission. « *La solution doit venir de l'Afrique elle-même*, a-t-il dit. *Nous remercions le CIO de sa confiance.* » – (AFP.)





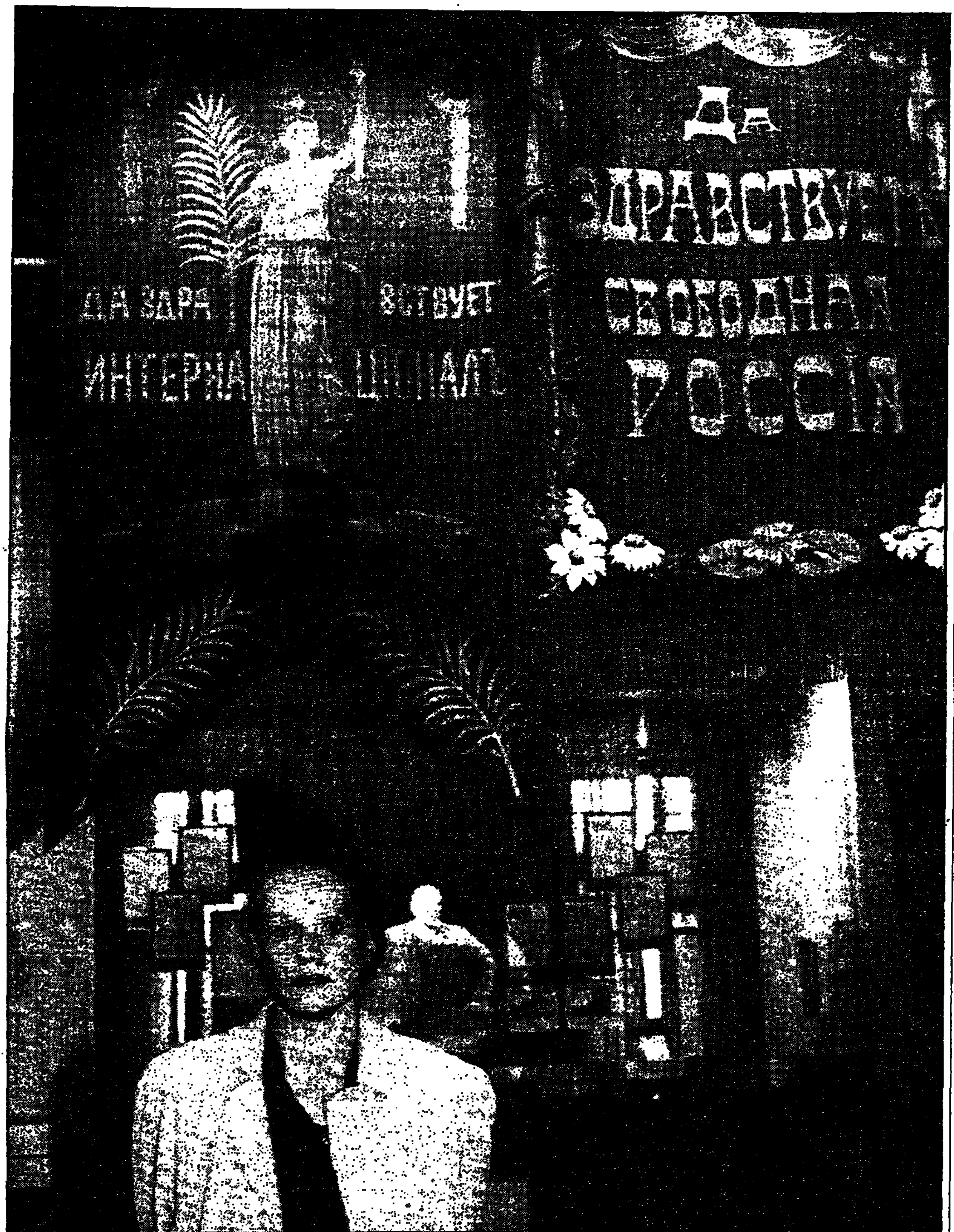
هكذا من الاصل



Le Monde



# ARTS • SPECTACLES




PELLETIER/SYGMA

JEANNE MOREAU TOURNE AVEC ROUSTAM KHAMDAMOV A MOSCOU

## Une muse à Mosfilm

*« Interdit d'interdire ».* Sur le cinéma soviétique, la censure est donc levée. Les films naguère jugés subversifs, bloqués parfois depuis des décennies, peuvent aujourd'hui être projetés sans difficultés. Une commission a été formée pour les réhabiliter. Quant aux cinéastes qui s'étaient habitués à la marginalité, ou à pratiquer d'autres métiers que le leur, ils disposent désormais d'une liberté que tous ne savent pas forcément employer.

*« Interdit d'interdire »*, c'est l'un des joyeux couplets qui vous restent en tête après la lecture du numéro des *Cahiers du cinéma* (nouvelle formule) entièrement consacré au cinéma soviétique d'après la perestroïka. Si blocages, encore, il y a (et comment n'y en aurait-il pas ?) à la liberté de filmer autrement qu'autrefois, c'est tout autant dans les imaginations que dans l'outil de production qu'ils subsistent. Aux studios de Moscou Mosfilm, par exemple, cette usine surréaliste peuplée de vieux fantasmes léninistes, livrée à la routine et à l'inertie, où Danièle Heymann a néanmoins vu vaciller une petite flamme, de celles qui provoquent les incendies.

L'histoire du tournage d'*Anna Karamazoff* – grâce auquel Roustam Khamdamov, cinéaste maudit de quarante-cinq ans, s'est retrouvé après presque vingt ans derrière une caméra – est celle d'un conte moral. Qui, comme tous les contes, commence par une apparition. Celle de Jeanne Moreau, dans le rôle de la muse et, bien sûr, dans celui de l'héroïne principale quand le film sera distribué. La distribution : encore un secteur qui bouge à Moscou. *(Lire pages 22 et 23.)*

ANNE REY





DEVAL

La compagnie de ballet du Kirov, née quand Leningrad s'appelait encore Saint-Pétersbourg, troupe légendaire par laquelle sont passées toutes les étoiles de la danse russe, est au Palais Garnier à compter du 27 février. A son programme figurent, perestroïka oblige, deux chorégraphies de Balanchine, « traître » passé à l'Ouest sur les pas de Diaghilev dès le début du siècle, puis émigré aux Etats-Unis. Pour donner la mesure de ce « dégel », pour raconter aussi ce que fut le Kirov à l'époque héroïque, nous avons rencontré à Paris l'une de ses anciennes ballerines, Nina Tikanova, ici dans *Psyché*, de Janine Charrat, en 1945.





BRIGITTE ENGUERAND

Prolétaire, anarchiste et breton, Louis Guilloux est l'auteur du *Pain noir*, roman... noir adapté pour le théâtre sous un titre qui est aussi le nom de son héros : Cripure. Voir *Cripure* à la Criée de Marseille, interprété par Marcel Maréchal et Tatiana Moukhine, n'est pas une nouveauté. Ces acteurs le jouaient déjà ici-même en 1977. Mais leurs retrouvailles se feront, à partir du 23 février, dans de nouveaux décors, très *Quai des brumes*. Ceux d'Alain Batifoulier.





COLL. MUSÉE DE L'HOMME

D'où vient que Gaëtan Gatian de Clérambault, psychiatre de son métier, maître à penser de Lacan, s'appliqua à photographier – ce qu'il fit abondamment – des tissus, des drapés ? Au Maroc, sur des femmes voilées, en particulier ? On sait seulement ceci : lorsque ses yeux le lâchèrent, il se suicida. Au milieu d'étoffes, évidemment.

ROUSTAM KHAMDAMOV, SILENCIEUX DEPUIS VINGT ANS,

# Et Jeanne

**Tout a commencé mystérieusement, clandestinement, selon une tradition indéracinable en Union soviétique, après, comme avant la perestroïka. Jeanne Moreau jouait *Zerline* à Moscou. L'un de ses spectateurs, refusant de dire son nom, lui fit parvenir un scénario. Cinéaste maudit, oublié des studios depuis vingt ans, Roustam Khamdamov croyait faire ainsi un geste désespéré. C'était ignorer l'obstination de Jeanne Moreau.**

LE décor représente une cuisine calcinée. Le feu a tout rongé, il ne reste plus que des murs aux écailles noires, des ustensiles tordus, un plancher à demi-enfoncé. Une âcre odeur de cendre vous prend à la gorge, de la poussière poisseuse s'insinue partout. La cuisine calcinée est minuscule et surélévée sur des tréteaux, formant presque une scène. Jeanne Moreau entre, on sait tout de suite qu'elle vient de nulle part. Elle porte un petit chapeau d'où s'échappe une mousse de cheveux blonds frisottés, un manteau sombre, des bas de soie filés ; à la main, elle tient une valise. Elle est très élégante.

Une autre femme – il paraît que c'est une très grande actrice de théâtre – lui fait face, dans un peignoir rose douteux et un boléro de fourrure mitée. Deux hommes vont les rejoindre avec de longs imperméables gris et des feutres mous de sinistre mémoire. Ce ne sont que les fils de la femme en peignoir rose. Les hommes et la femme vont crier, parler beaucoup, en russe, très vite. Et Jeanne, sans la moindre gêne, sans la moindre hésitation, va s'infiltrer dans cette criarde polyphonie tellement étrangère pour lancer à l'instant opportun sa réplique, en français.

On comprend que Jeanne est rentrée chez elle, cette cuisine c'était la sienne, mais ces gens, des Ouzbèques, ont occupé indûment son appartement. Jeanne arpente avec une nerveuse agilité le sol plein d'embûches, sur ses talons trop hauts. Elle crie, elle aussi : *« Je vous demande ce qu'il y avait dans le tiroir du bas ! »* Une caméra fixe sur son trépied, comme autrefois, filme cette scène de belliqueuse désolation. Le ton monte encore, et un des hommes en imperméable se saisit de la marmite sur le poêle en fonte et en déverse le contenu – des nouilles fumantes – sur la tête de sa mère. C'est burlesque et pathétique. Evidemment, puisque nous sommes au cinéma, la séquence est recommencée plusieurs fois.

Il y a là quelque chose de surréaliste, de fanfaron. Au cœur de cet historique hiver moscovite, que fait donc là Jeanne Moreau avec ses bas filés, dans une cuisine calcinée, à voir une actrice du théâtre russe recevoir des nouilles sur la tête ? Elle s'en expliquera un peu plus tard. Mais avant même de lui parler, on est saisi du naturel altier avec lequel, à l'évidence, elle vit la situation, de l'indifférence hautaine avec laquelle elle assume l'accoutrement de son personnage, d'une excentrique sévérité.

Jeanne Moreau est à Moscou pour tourner *Anna Karamazoff*, de Roustam Khamdamov. C'est une véritable aventure, accordée à l'air du temps. Elle raconte : *« Tout a commencé à l'époque où je jouais* le Récit de la servante Zerline. *Peter Bonke, qui dans la pièce joue Monsieur A., me dit : « J'ai connu un metteur en scène mystérieux, et on a parlé de vous. Il » n'aime pas parler pourtant. Il viendra vous voir » jouer, clandestinement. Son premier film a été interrompu. Il est russe ». Je jouais à Vienne. Un soir, j'ai trouvé un scénario en français avec des dessins. Il y avait quelque chose, une atmosphère. On me dit, ils n'ont pas d'argent. Je réponds qu'ils vont bien me loger, me donner à bouffer. Mais vraiment, ils n'ont pas d'argent. Il faudrait un coproducteur français. On parle de l'affaire à plusieurs d'entre eux. Ils déclinent la proposition : un Ouzbèque inconnu, dont on n'a jamais vu une image ? Cette Jeanne n'est pas raisonnable. »*

Non, Jeanne n'est pas raisonnable. Pour qu'*Anna Karamazoff* ait sa chance, elle accepte de se lancer sans être payée. Son salaire de vedette à la Mosfilm ne dépasserait pas, comme celui de toutes les vedettes de la Mosfilm, 200 roubles par mois, environ 200 francs ! Elle sera donc officiellement coproductrice du film. La part de coproduction, c'est son salaire, pour l'instant hypothétique. Finalement, un producteur s'associera à l'entreprise : un jeune aventureux de quatre-vingt-trois ans qui s'apprête à mettre en chantier *Nostromo*, d'après Joseph Conrad, le nouveau film d'un autre benjamin, Sir David Lean (*notre supplément « Arts-Spectacles » du 4 mai 1989*). Serge Silberman, le producteur, entre beaucoup d'autres, de *Ran*, de Kurozawa – et du *Journal d'une femme de chambre*, de Bunuel – s'engagera fermement dans l'entreprise pour environ 25 % du budget, soit 6 millions de francs, fournissant notamment un gros apport technique, dont 16000 mètres de pellicule.

Ce jour-là justement, un fringant technicien, Paul Witz, arrive de Londres. C'est un spécialiste de la *front projection*, procédé très élaboré de surimpression, qui exige un matériel adéquat. Quelques scènes d'*Anna Karamazoff* le réclament. Pourra-t-il disposer d'une certaine caméra ? On lui répond avec une affabilité navrée : *« Désolé, il n'y en a qu'une de disponible dans tout le studio et elle est utilisée ailleurs. »* Pourra-t-il espérer un écran, au moins ? *« Désolé, ou le cadre est convenable et la toile pourrie. Ou la toile est possible mais le cadre trop petit. »* Pourra-t-il visionner les scènes tournées cette semaine à son retour à Moscou dans une douzaine de jours ? *« Désolé, il faut au moins trois semaines pour obtenir développement et tirage... »* Ce fringant technicien a vieilli de dix ans en quarante-huit heures. Tout le matériel devra être importé.

## UNE VAGUE ODEUR D'HOPITAL

La Mosfilm, c'est ça. Une ville usée de cinq mille âmes, située aux abords du « château » où résidait Staline. L'entrée monumentale est fermée en permanence. On nous prévient, c'est comme ça, maintenant qu'on peut parler, on parle : *« Oui, les studios Mosfilm emploient cinq mille personnes. Là-dessus, il y en a peut-être deux cents qui travaillent. Les gardiens sont ivrognes. Ils ne sont pas les seuls. »*

Les studios dressent leurs bâtiments énormes dans un parc enneigé. Le parc est joli. A l'intérieur, il fait chaud dans les couloirs et froid sur les plateaux. On marche, on marche beaucoup dans une vague odeur d'hôpital, il n'y a pas de cantine, juste une petite cafétéria où l'on peut acheter des salades de poisson et de la glace au chocolat. Quelquefois, on rencontre quelques femmes un peu robustes qui ressemblent plus à des kolkhoziennes qu'à des starlettes et qui portent chacune à la main un sac en plastique contenant une truite. La coopérative a dû bénéficier d'un arrivage de truites. Partout, sur les murs, des photos jaunies, des affiches d'un rouge fané, et un seul sujet : Lénine. Vestiges touchants de décennies d'orthodoxie : *Lénine, Lénine 1918, Lénine en Pologne*, les titres sont au diapason.


PELLETIER/SYGMA


D.R.

**Une femme solitaire, venue d'on ne sait où, peut-être d'un camp, dans les années 40. A droite : Roustam Khamdamov avec l'actrice, sur le tournage.**

Sur le grand plateau d'*Anna Karamazoff*, on voit, au fond, une tombe ouverte. Dans les cintres, sur une passerelle, une femme vocifère. Entre ses mains puissantes, l'alimentation électrique. L'autre jour, elle était contrariée. D'un seul coup, elle a tout éteint. Le tournage a dû s'interrompre... Dans un coin, une étrange cahute de toile. On entre en soulevant la porte, c'est la loge de Jeanne Moreau. C'est elle qui l'a fait construire, sa loge officielle était à vingt minutes de là. *« Je me prenais pour une Néfertiti de pacotille qu'on préparait pour son dernier embaumement. J'ai refusé de faire ce trajet. Ici je suis bien. »* Elle a fait poser un tapis sur le mur léger. Une nappe de macramé rose juponne la table ronde. Sa chapka de fourrure noire coiffe la théière pour garder le thé au chaud. Les membres de l'équipe arrivent, la saluent comme une icône, lui offrent des choses précieuses et dérisoires, un morceau de tissu ancien, un vase. Aujourd'hui, c'est son anniversaire. Soixante-deux ans. Elle n'a pas peur de son âge, elle n'a plus peur de rien.

Jeanne Moreau va s'asseoir sur une chaise, devant sa loge, dans la pénombre, comme une aristocrate ruinée qui prendrait le frais devant la porte de son château qu'on met en vente. Une sorte de sourire très détaché est sur ses lèvres. Soudain une troupe compacte de cinquante personnes envahit le plateau en silence. Ils sont un peu endimanchés, les femmes ont des bonnets rouges. Ils participent à une visite guidée des studios. Ils ne s'approchent pas de Jeanne, comme si un cordon, une chaîne les en empêchait. Il n'y a pas de cordon, seulement un respect vaguement ému. Cette femme sur sa chaise est mieux que belle. Ils devinent sans le savoir qu'elle a cessé d'être un otage de la gloire, du box-office, de la jeunesse. Elle dégage une force et une solitude incroyables. C'est une star.

Que Moscou a reçue en star. A l'aéroport une baleine roulante aux vitres teintées est venue la chercher. On lui a assuré que cette limousine cacochyme avait transporté Staline. Et elle loge au Soviestkaïa, tellement vieille Russie, avec sa vaisselle vert lagon initialée d'or, dans la suite qu'aurait occupée le président Mitterrand... Ça la fait rire, tout ça, Jeanne, dans sa loge de romanichelle. *« Vous avez vu mes chaussures ? Ce sont celles que je portais dans* Jules et Jim, *ce sont celles de Catherine... Comme quoi il ne faut jamais rien jeter... »*

*« On croit que les comédiens ne pensent qu'à leur image, mais non, c'est le contraire, ils ne pensent qu'à s'accepter sous le regard des autres. A partir du moment où la grande affaire de sa vie devient sa vie, quand vous prenez enfin le temps d'être et que le plus grand cadeau que vous faites aux spectateurs, c'est d'être, vous dépensez beaucoup plus d'énergie à transmettre ce cadeau que vous n'en mettiez à surmonter la peur.*

*»L'absence de peur, c'est Zerline qui me l'a donnée. Je l'ai jouée trois cents fois, dans quinze pays, ce n'est pas fini. J'ai toujours su, dès l'enfance, que tout ce qui s'arrête pourrit. Moi je suis libre. J'avais une maison. Je ne l'ai plus. Mon chez-moi, c'est là où je suis. »*

Elle est donc chez elle, là, à Moscou, ville pleine aujourd'hui de pauvreté et d'espoirs bizarres. Elle est chez elle dans ce film d'un ressuscité, Roustam Khamdamov. Roustam est une légende. Vivante. Mais souffrant de la stagnation. Une légende taciturne et charmeuse. Ce qui lui est arrivé est horriblement exemplaire. Il veut bien le raconter, le lendemain, chez lui.

Il dit « chez moi » avec un bémol douloureux dans la voix. Roustam a quarante-six ans, c'est le fils d'un Tartare et d'une Ouzbèque, né à Tachkent, avec les pommettes hautes et le regard bridé, d'une impassibilité ombrageuse, qu'on peut attribuer selon sa propre humeur à la timidité ou à la méfiance. Dès que sa main se pose, elle dessine, avec une virtuosité électrique, comme animée d'une irrépressible urgence. Des femmes, surtout des femmes, courent sur le papier, des femmes aux petits visages anachroniques et coquets, à la Pola Negri, sous d'immenses chapeaux.

## UN ABRI ANTI-STALINIEN

Roustam habite un beau quartier. Le quartier des artistes, où l'on vous désigne l'appartement de Chostakovitch, et aussi celui où il était de notoriété publique que le KGB piégeait les musiciens étrangers « suspects »... La maison de Roustam est sûrement classée, elle a quatre cents ans d'âge, mais lui vit au sous-sol. Une cave voûtée. Et communautaire, qui plus est. Quand on saura que son colocataire est « un *porc* » et que la cuisine ressemble selon lui aux écuries d'Augias... Mais de sa chambre il a fait une sorte d'abri anti-stalinien, une grotte de survie chargée de châles, de tentures, de toiles, de dessins, de bibelots, de livres, de cassettes, de disques, de boîtes de muesli.

La conversation peut commencer. *Anna Karamazoff* est un titre qui intrigue. *« Il m'est venu de Nabokov,* dit Roustam, *qui demandait, aux Etats-Unis, à l'un de ses étudiants : « Pourquoi voulez-vous apprendre le russe ? » Le garçon a répondu : « Pour lire le » plus vite possible, dans le texte,* Anna Karamazoff*». Contraction magnifique, inespérée, entre* Anna Karenine *et* les Frères Karamazov, *entre Tolstoï et Dostoïevski, deux piliers essentiels de la littérature, du patrimoine culturel de la Sainte Russie...*

## Mariage à la russe

**La salle Mir, dans le centre de Moscou, est située boulevard des Fleurs. Alain Sussfeld, directeur général d'UGC, y voit un gracieux présage. La salle de 1 200 places date des années 50 et a besoin d'un sérieux lifting technique, qui va bientôt lui être offert par ses nouveaux exploitants français.**

**Cette aventure a commencé par une rencontre entre Michel Doumeng (Interagra) et UGC. Interagra, *via* la société de la salle parisienne Cosmos, détenait le quasi-monopole de la distribution des films soviétiques en France.**

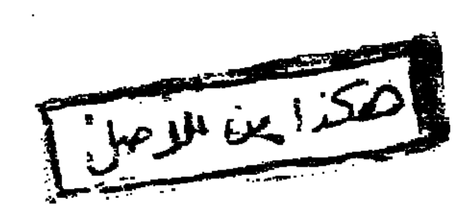
**C'est alors, sentant souffler le vent frais des libertés, en mai 1989, qu'Interagra et UGC décident de se marier pour faire un bébé. Ce sera une fille, une société d'économie mixte : Interaudio. Qui elle-même s'unit à Sovexport pour mettre au monde deux nouveaux rejetons, Parimedia et Mosmedia, *« afin,* dit le responsable du projet, Hugues Borgia, *que les échanges entre Paris et Moscou s'effectuent de manière claire et équilibrée ».***

**Jusqu'ici, par Sovexport interposée, les Soviétiques achètent en moyenne dix films français par an. C'est peu, très peu. Cependant ces dix films, projetés uniquement dans un circuit d'exclusivité, représentent déjà 100 millions d'entrées. Il y a évidemment beaucoup mieux à faire, et pas seulement pour des films produits et distribués par UGC. La salle Mir doit devenir le plus vite possible une vitrine de notre production et, bien entendu, une tête de pont.**

**UGC a l'ambition – grande nouveauté ! – de rémunérer les ayants droit au pourcentage de recettes encaissées, du jamais vu en URSS où le forfait (faible), est la doctrine. Bien sûr, pour l'instant, l'encaissement se fera en roubles, qui pourraient être réinvestis dans des coproductions, ou habilement transformés en devises par le biais d'une régie publicitaire. On n'arrête pas le progrès...**

**En attendant, bien entendu, avec une gourmandise légitime et mal dissimulée, que le rouble, cet agnostique du grand capital, veuille bien se convertir.**

**D. H.**



RÉALISE POUR MOSFILM « ANNA KARAMAZOFF »

# vint à Moscou...


PELLETIER/SYGMA

Une attention aux éléments, aux espaces déserts, aux matières, qui évoque de loin Zulewski.

*» C'est ce que j'appellerais une « erreur constructive ». J'espère que mon film en sera une aussi. C'est l'histoire d'une femme dans les années 40, revenant dans un pays, le sien, qu'elle a quitté vingt ans plus tôt. Elle ne reconnaît rien, personne. Elle ne voit que misère, chagrin. Elle veut le soulager, ce chagrin, un gamin s'attache à ses pas. Anna, révoltée, décide d'aller jusqu'au crime pour trouver de l'argent et soulager un peu cette misère. Mais lorsque l'argent est là, dans ses mains, personne n'en veut...* Anna Karamazoff *est une fable, l'un de ces proverbes très russes qui dit : « Si tu vas à droite, tu perds ton cheval, si tu vas » à gauche, tu perds ton âme, et si tu vas tout droit, tu » meurs. »* Roustam rit soudain ; l'humour, chez lui, est une rivière souterraine.

Il a toujours été un rebelle. C'est son ami David qui le dit. David Sarkisian est pharmacien, en fait, mais son anglais irréprochable, appris sans être jamais sorti d'Union soviétique, et sa dévotion à Roustam l'ont transformé en assistant, interprète, directeur de production, chevalier servant de Jeanne Moreau, en indispensable. Il apparaîtra soudain au studio, portant comme une relique une mallette métallique rouillée contenant le film de fin d'études de Roustam Khamdamov, un film de trente-cinq minutes en noir et blanc, réalisé pour 300 roubles, mais qui ne débouchera pas sur le diplôme, parce que « *Roustam n'avait pas pu se plier aux examens théoriques marxistes-léninistes* ». Comme il avait refusé, petit garçon à Tachkent, d'appartenir aux komsomols.

Un film délicieux où Roustam, tout jeune, joue des ragtimes sur un vieux piano, se définit comme (ce qu'il est toujours), « *un des plus grands poètes méconnus du monde* », passe à travers des toiles peintes et se révèle déja amoureux des femmes à la Pola Negri, et styliste flamboyant. *Mon cœur sur la montagne* (titre inspiré de William Saroyan) fut un scandale (pas conforme) et un succès (pas conforme). Il est encore projeté dans les festivals...

Ce n'est pas le cas d'*Un bonheur inattendu*, le deuxième film de Roustam Khamdamov, qui deviendra le malheur de sa vie. Il raconte : « *C'était en 1974. La Mosfilm m'avait enfin commandé quelque chose. Je lui ait donné un scénario. Et j'ai tourné tout autre chose. Ça se passait pendant la révolution d'Octobre. Une star du muet, sa sœur et un metteur en scène sont pris dans la tourmente. Ils ne veulent pas émigrer, pas rejoindre les Rouges. Ils veulent sauver la Russie. Et pour ce faire, ils recherchent un tapis dont on leur vante le pouvoir magique. Ils le trouvent. Si le sang en coule, un miracle surviendra. Pas de problème, se disent-ils, avec tout le sang qui coule en ce moment... Ils apportent le tapis sur le champ de bataille, le posent sur le sol gorgé de sang, et aucun miracle ne survient.*

*» J'avais tourné la moitié du film environ à Lvov, j'ai envoyé la pellicule à Moscou. Le monteur a vu les rushes, il a pensé que j'avais perdu la raison. Il n'y avait qu'une solution : me tuer. C'est ce qu'ils ont fait. On m'a dit que le négatif avait été endommagé, un accident stupide. Le caméraman a pu sauver cinq minutes. Ce ne sont pas les meilleures. Je les ai tout de même intégrées dans* Anna Karamazoff. *Bien sûr, à l'époque stalienne, on n'avait jamais pu voir ce film dans un cinéma. Ce sera évoqué à travers un rêve que Jeanne fait, en noir et blanc.*

*» Après ? Le scandale et plus rien. Pendant vingt ans, j'ai survécu grâce à quelques amis, en dessinant des croquis de mode que j'envoyais en Italie. En échange, j'avais des vêtements. Je n'ai jamais pu faire de compromis. Nikita Mikhalkov, qui était mon ami, a repris le premier scénario, le scénario officiel que j'avais déposé à la Mosfilm, et il en a fait* l'Esclave de l'amour, *un film bien conformiste qui a eu du succès dans le monde entier. J'ai alors compris que le monde entier était conformiste. »*

### QUAND LE BROUILLARD SE LÈVERA

On sent couler comme des larmes, un flot d'amitié déçue, l'amertume est une vilaine compagne. Roustam dit : « *Après ? Crève-cœur. Je rêvais d'émigrer. La vie pour moi ici était comme la mort. Les gens peuvent me regarder avec des jumelles ou sous un microscope, ils ne verront rien. Je n'ai rien vu pendant vingt ans, rien su. J'ai été Robinson Crusoé.*

*» Et Jeanne maintenant est venue. Avant de la rencontrer, j'imaginais Anna K. comme un vampire... Elle a tout changé. J'ai toujours aimé les actrices hollywoodiennes, Bette Davis, Dietrich, Garbo. Des femmes fortes, toutes, des femmes qui ne pleurent pas. Jeanne Moreau est de cette trempe-là. »*

Que pense Roustam Khamdamov du présent du cinéma soviétique, de son futur ? « *Quand le brouillard se dissipera*, dit-il, *on verra ce qui reste. Pour l'instant, c'est un cauchemar euphorique. Tout le monde est libre. Mais en matière d'art, tout le monde ne mérite pas la liberté.* »

Lui, comme un convalescent ardent, est en train de la conquérir. Jeanne a pris l'avion pour aller jouer *Zerline* au Japon. Avant d'incarner une avengle dans le prochain Wenders. La liberté, c'est ça. Ou, comme disait Don Luis, peut-être son fantôme.

DANIÈLE HEYMANN

## *Un numéro spécial des* Cahiers du Cinéma

Les *Cahiers du Cinéma* consacrent un numéro spécial sur le cinéma soviétique à l'heure de la perestroïka. Les journalistes se sont arrêtés dans des endroits où tout indiquait qu'il se passait quelque chose. Ils ont rapporté des notes de voyage et des reportages de Lettonie, Tachkent ou Bakou. A Moscou, ils ont visité la fameuse Union des cinéastes. A Léningrad, ils ont exploré les studios Lenfilm. Cinéastes, scénaristes, producteurs, comédiens, les *Cahiers* ont aussi rencontré les artisans d'un cinéma qui sort de sa torpeur : Roustam Khamdamov ou Vassili Pitchoul, réalisateur de la *Petite Vera*.

• *Cahiers du Cinéma*, spécial URSS, 98 pages, 40 F.

## *La trouvaille de Marin Karmitz*

*Marin Karmitz, lui aussi, se laisse conquérir par l'Est. Les changements en cours le rendent métaphorique :* « Ils étaient tous appuyés au mur, *dit-il.* D'un côté, ceux qui en vivaient bien, filmant inlassablement kolkhoziens et kolkhoziennes ; de l'autre, ceux qui n'en vivaient pas. Le mur s'est écroulé, et le monde est tombé par terre. Les gens de talent se relèvent vite mais semblent pour l'instant attirés par le passé, le symbolique, le sacré. Ils veulent témoigner d'une Histoire qu'ils n'ont pu raconter tandis qu'elle se déroulait. Ils éprouvent beaucoup de difficultés à s'inscrire dans la réalité d'aujourd'hui.

» Tout de même, on sent que ça bouge. Il y a dix-huit mois, je me rends à Moscou et à Leningrad avec une délégation du CNC. Aussitôt, et à ma grande surprise, Mosfilm m'envoie un scénario et me propose de le coproduire. C'était l'histoire d'un soldat de l'armée rouge, trafiquant de drogue en Afghanistan... Puis on me parle d'un projet, *Taxi Blues*, dont le thème me paraît bien plus excitant : les rapports maître-esclave entre un chauffeur de taxi russe et un joueur de saxo alcoolique et juif. Je fais traduire le scénario, le texte est formidable. Force et originalité, ça grouille de vie. Un scénario comme ça, on en trouve trois ou quatre dans sa vie. Je fais la connaissance de l'auteur, Pavel Lounguine. Il parle parfaitement le français, bien qu'il soit bègue. Il a la quarantaine. C'est ce qu'on appelle là-bas « un enfant gâté ». Une mère traductrice de littérature française, un père scénariste, viré par Staline pour cosmopolitisme.

» Lounguine n'a jamais fait de mise en scène, mais il a déja vendu le scénario de *Taxi Blues* à Lenfilm. J'envoie un télex disant : je voudrais coproduire le film à la condition que Lounguine en soit le réalisateur. C'est oui. Après, ça va très vite. A travers une société d'économie mixte, ASK (American Soviet Kino), je signe un contrat de coproduction. Ma part, 40%, représente environ 6 millions de francs pour MK2. Mon apport se concrétise surtout par une aide logistique et technique. Ils n'ont rien, la liste de ce que nous leur fournissons ressemble à l'inventaire de Prévert : produits de maquillage, appareil photo et pellicule, saxophone, poupée gonflable, Mercedes. Cette voiture a servi pour une cascade à la stupéfaction indignée des Moscovites. On finira par l'incendie devant le Kremlin...

» Pavel Lounguine se révèle non seulement un metteur en scène remarquable, mais encore un organisateur de premier ordre. Il a investi un appartement « en voie de réhabilitation », c'est-à-dire en ruine, pour le transformer en plateaux et en bureaux. Son équipe et lui ont des salaires convenables. N'oubliez pas que « normalement », à Mosfilm ou à Lenfilm, un technicien touche 120 roubles (120 francs) par mois, et un metteur en scène 180 roubles.

» Le ton de *Taxi Blues* ? Très russe. Bien que parlé en argot moscovite, ça se situe entre Dostoïevski et Gogol. C'est une tragédie où l'on se marre bien. »

D. H.


D.R.

*Taxi Blues* : la rencontre d'un chauffeur de taxi et d'un joueur de saxo juif et alcoolique.

NINA TIKANOVA RACONTE LE KIROV DES ANNÉES HÉROIQUES

# Nijinska la divine et le bortsch de Mister B.

**Au Kirov, on danse à nouveau des ballets de Balanchine ! Réhabilitation d'un « déserteur » : Mister B. avait quitté la troupe de Leningrad pour le Paris de Diaghilev, avant de se fixer, en 1933, aux Etats-Unis. En prélude au programme que le Kirov d'après le dégel va danser au palais Garnier, nous avons rencontré un témoin de la grande époque. Nina Tikanova, étoile à Leningrad dans les années 30, vit à Paris et admire toujours l'ami de son père, un certain Gorki.**

QUAND on sait que Balanchine est né à Saint-Pétersbourg, le 22 janvier 1904, qu'il a fait ses classes à l'Ecole impériale, qu'il a dansé au Kirov avant de s'enfuir à Paris rejoindre les Ballets russes, dont il devint rapidement le chorégraphe attitré, qu'il choisit ensuite, dès 1933, de s'établir aux Etats-Unis pour vivre, et créer ce que l'on a coutume d'appeler le « classique américain », on éprouve d'urgence le besoin d'un guide qui aurait été le témoin de cette épopée furieuse et quelque peu fratricide, liée aux révolutions de 1905, puis de 1917. Une partie qui se joua de Saint-Pétersbourg, à New-York, en passant par Paris avec Diaghilev, puis Serge Lifar à l'Opéra de Paris.

Nina Tikanova, soliste dans les années 30 chez Bronislava Nijinska, sœur de Nijinski, est ce témoin privilégié. Formée par Olga Preobrajenskaïa – étoile du Marienski (ancien nom du Kirov) quand Nijinski débutait, – elle se réfugie à Berlin, puis à Paris, avec sa mère, sous la tutelle de Maxime Gorki, ami de son père (également écrivain et éditeur célèbre à Moscou), Cerebrov Tikanov. Elle est donc issue d'un milieu antitsariste, qui accueille avec joie la révolution de 17, mais qui s'oppose immédiatement au régime de la terreur : *« Lénine était un grand ami de Gorki. Il lui a obtenu un ordre de mission pour quitter la Russie, car il n'était plus en mesure de le défendre. Gorki et mon père publiaient un journal d'opposition,* la Vie nouvelle. *Mon père a dû cesser quand il est resté seul, mais il a continué à éditer les grands écrivains de tous les pays du monde. Quand on voit ce catalogue aujourd'hui, c'est un travail incroyable ! »*

En 1921, arrivée elle aussi, à Paris, Olga Preobrajenskaïa, dite « Preo » pour celle qui continua à être son élève, ouvrit un cours à l'Olympia. Tous les danseurs en exil s'y précipitèrent, puis fondèrent le Ballet romantique russe, qui dansa pendant quatre ans. *« Il y avait Boris Romanov, le dernier maître de ballet nommé au Kirov, sa femme, la danseuse Smirnova, Toumanova, qui n'avait que six ans, Loboukhov, qui sera plus tard professeur chez Balanchine pendant vingt-cinq ans. L'aventure stoppa net quand Elsa Krüger mit fin à sa liaison avec un magnat allemand du tabac. Il était notre mécène et Elsa était superbe. Moi, j'avais quinze ans...*

*» C'est à cette époque que j'ai connu Balanchine. Il habitait au 5, rue des Petites-Ecuries, au-dessus du studio de danse du Kirov. Après mon cours du matin, et avant que je parte pour la Sorbonne, il m'invitait à déjeuner. Il vivait avec la danseuse Danilova, qui allait devenir sa femme. Il était déjà connu et très intimidant, ce qu'il n'a jamais cessé d'être. Je le trouvais mystérieux ! On sait qu'il adorait cuisiner : quand il préparait son bortsch, il marmonnait des sortes d'incantations au-dessus de sa casserole. Je le voyais aussi faire des parties d'échecs, toujours seul, se parlant à lui-même. Il jouait du piano d'une manière sublime. C'est un accident du genou qui a mis fin à sa carrière de danseur. »*

Nina Tikanova aurait pu suivre Balanchine aux Etats-Unis, il le lui avait proposé, mais elle était entrée dans la compagnie de Nijinska. *« Nijinska était pour moi une divinité. Son talent ne ressemblait à aucun autre. J'étais chez Ida Rubinstein quand elle y chorégraphiait, je l'ai suivie quand elle a fondé sa troupe. J'ai dansé dans* les Biches, *et elle a créé pour moi* Variations, *sur la musique de Beethoven. »*

**– A votre avis, que va donner le style russe confronté à celui de Balanchine ?**

– Balanchine n'a jamais renié le Kirov. Ses professeurs à New-York en étaient issus. Il a retiré au style russe son côté esthétisant, sa poésie trop facile. Il a cessé d'écrire des ballets qui racontent une histoire. C'est la même danse, mais la philosophie est différente. Il est le premier chorégraphe de ce siècle ! Un jour, à Paris, chez l'ambassadeur des Etats-Unis, tandis que je lui disais combien j'admirais sa manière de traduire la musique, il m'expliqua comment il procédait : *« Tout d'abord, il faut s'emparer de la partition, la toucher, la caresser, longuement, puis l'ouvrir et observer les dessins que forment les notes sur les portées, enfin vous lisez la musique. Après seulement vous commencez à rêver ! »* J'ai appris fort tard qu'il était croyant et très pratiquant. Il avait horreur qu'on parle de son génie, estimant qu'il n'était qu'un instrument de Dieu.



D.R.

Nina Tikanova dans *les Biches* de Nijinska, en 1933, et, à droite, dans son appartement aujourd'hui.



La Compagnie Nijinska en 1934. Au centre, la main sous le menton, Nina Tikanova.



BRUNO DE MONÈS

**– Que pensez-vous du choix de ces deux ballets de Balanchine ?**

– *La Symphonie écossaise* est presque un ballet romantique. Il ne va pas poser de difficultés. Je l'apprécie moins que les ballets abstraits, ceux de la période Stravinski. *Thème et variations* est une pièce magnifique. Maintenant, que va en faire Altinaï Assylmouratova, qui est la ballerine romantique par excellence ? Elle me fait penser à Olga Spesivtzeva avec laquelle j'ai dansé au cercle Interallié pour honorer un maharadjah de passage. Elle voulait faire de moi son héritière artistique, mais elle est partie pour Londres. En classique pur, elle était imbattable ! Pavlova avait du génie car elle savait tout faire passer : aussi bien *Giselle* que des numéros de cabaret d'un goût douteux, des fantaisies exotiques... »

Le Kirov donnera aussi *Giselle*, chef-d'œuvre de ce répertoire classique qui est à l'origine de la renommée du style russe que l'on doit, en grande partie, au Marseillais Marius Petipa (1822-1910), dont toute la carrière s'est déroulée entre l'Ecole impériale et le Marienski. Il est vrai que, à la même époque, le ballet, en France, était en pleine décadence... Oleg Vinogradov nous réserve la surprise d'une version personnelle de *Petroushka*, dans laquelle la marionnette symbolise le peuple opprimé sous Staline et Brejnev !

En homme avisé, il avait invité, dès le début des années 80, des chorégraphes étrangers, comme Roland Petit ou Maurice Béjart. Nina Tikanova se rappelle une version de *Petroushka*, montée par Vinogradov quand il dirigeait le Maly (autre compagnie de Leningrad ; la troupe d'opéra du même nom vient d'être l'hôte du Théâtre des Champs-Elysées), qu'elle vit lors d'un voyage en URSS. *« Une véritable catastrophe, j'étais tellement indignée que je lui ai demandé de retirer le nom de Fokine du programme ! »* Que les fans de Balanchine, ici, se rassurent : c'est Suzanne Farrell, dernière exquise égérie du maître, et Frank Russell qui sont venus faire répéter les ballets. On ne peut s'empêcher d'imaginer *Stars an Stripes* ou *Square Dance* interprétés par le Kirov, ces hymnes à l'Amérique qu'aimait tant celui qu'on surnomma affectueusement « Mister B. », et qui est mort le 30 avril 1983...

Nina Tikanova explique brièvement les différences entre l'école de danse de l'Opéra de Paris et celle du Kirov. Elle admire la méthode française, les mouvements au sol dès la première année, la prise de conscience du corps, partie après partie, qui permet des progrès rapides car l'enfant connaît le fonctionnement des mécanismes musculaires. Une méthode qui ne privilégie pas toujours l'expressivité qui, elle, en revanche, est indissociable de l'enseignement des mouvements, au Kirov. Il n'y a pas chez nous de professeurs qui disent à leurs élèves : *« Jette ton âme au public ! »*

**– Et Noureev, comment le situez-vous ?**

– Noureev, il est Kirov !

Voilà, on est Kirov, ou on ne l'est pas ! Ce presque rien de magique qui fait merveille dans le répertoire classique ! Baryshnikov est Kirov, Makarova aussi.

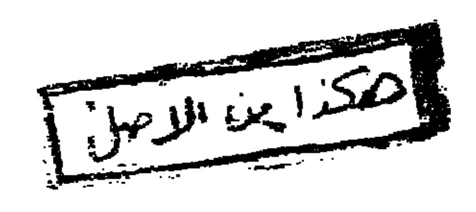
*« Je me souviens qu'en 1982, à la fin d'une représentation du Kirov à Paris, il n'y avait plus, dans la salle, qu'une seule spectatrice qui agitait une écharpe rose, et les danseurs n'arrêtaient pas de la saluer. C'était Makarova. Elle était interdite de coulisses ! Il y a environ six mois, elle a dansé à Moscou, qui lui a réservé un triomphe. A Noureev aussi, même si l'on dit que sa première variation a été accueillie dans le plus grand silence. L'ovation d'une demi-heure qu'il a remportée s'adressait à l'exceptionnel danseur qu'il fut, mais surtout au compatriote de retour sur le sol natal. »*

Après-guerre, Nina Tikanova arrête de danser, à la suite d'un différend avec Serge Lifar. Elle avait participé à la Résistance, depuis les Ballets de Monte-Carlo. La danseuse ne souhaite pas revenir sur ce sujet, puisqu'elle devint, ensuite, très amie avec le chorégraphe auquel il fut reproché d'avoir été trop lié avec l'occupant allemand. Tikanova se consacra alors aux enfants orphelins, à ceux qui revenaient des camps de concentration, au centre de Montmorency de Mme Claude François, ou à celui de Maisons-Laffitte que dirigeait Serge Pludermacher, père du pianiste, Georges. Il avait engagé Serge Gainsbourg comme éducateur qui composa là ses premières chansons. Nous nous levons pour regarder les tableaux de Larionov, ceux de Goutcharova : *« J'en ai vendu beaucoup à Rostropovitch ! »*

Les souvenirs de Nina Tikanova seront publiés à la fin de cette année en URSS et début 1991 en France.

**DOMINIQUE FRÉTARD**

★ Ballet du Kirov au Palais Garnier. *La Symphonie écossaise, Thème et Variations, Petroushka*, les 27, 28, 1er et 2 mars. *Giselle*, du 5 au 8 mars. Tél. : 47-42-53-71. Le Kirov sera, en outre, au Palais des congrès avec *la Belle au bois dormant, le Lac des cygnes* et *Giselle*, du 10 au 18 mars, puis du 3 au 8 avril. Tél. : 46-40-22-22.



## CINÉMA

« CRIMES ET DÉLITS », LE NOUVEAU FILM DE WOODY ALLEN

# La vie est un roman juif new-yorkais

**Ni duo, ni quatuor, ni sonate, le nouveau film de Woody Allen est un roman qui croise deux histoires et fait se croiser de nombreux personnages, tous juifs et new-yorkais, bien sûr. Roman noir, roman d'humour, roman de mémoire lucide et d'espérance folle.**

ON l'aime tellement, Woody Allen, on attend tellement plus de lui à chaque nouveau film qu'on est toujours en train de le guetter au tournant. Quelle sera, cette fois, l'inspiration dominante : le comique juif new-yorkais, l'atmosphère « bergmanienne » ou la mélancolie façon Tchekhov transposée du côté de Manhattan ? Exception faite d'un sketch désopilant de *New York Stories*, Woody Allen n'a plus joué dans ses films – il y en a eu trois : *Radio Days*, *September*, *Une autre femme* – depuis *Hannah et ses sœurs*.

Cette fois-ci, on le retrouve acteur, mais il ne s'est pas donné le rôle principal. Et, si la mythologie allenienne (la vie, l'amour, la mort, les femmes, le sexe, la réussite sociale, l'identité juive) est bien au rendez-vous, ce film-là n'est pas intimiste, musique de chambre ou sonate d'automne. C'est un roman, avec beaucoup de personnages qui se croisent et ne se rencontrent pas forcément, un roman avec des chapitres qui font avancer parallèlement deux histoires, au milieu de pas mal d'anecdotes, un roman sur un milieu juif new-yorkais qui va de la grande bourgeoisie à l'intello coincé de Manhattan, en passant par le monde du spectacle et les pratiques religieuses ; un roman où l'on grimpe avec aisance les escaliers de la métaphysique, où il est question de Dieu, de la liberté et de la responsabilité humaine, des petites lâchetés qui font les grandes fautes, qu'il s'agisse de compromission morale ou de crime consenti.

### ÉPINGLER LE DÉRISOIRE

Ce roman est très noir par moments et, pourtant, l'humour étincelant dont il est semé nous bouleverse plus que certains faits dramatiques. Parce que l'humour reste, malgré tout, pour Woody Allen, la force vitale, la justification de l'existence et la composante essentielle de son univers cinématographique. Il vient d'avoir quarante-quatre ans.

On le voit ici, le visage un peu fané, le dos un petit peu voûté, le regard un peu triste derrière ses grosses lunettes, le haut du crâne pas plus déplumé qu'avant. Mais il a une façon d'épingler le dérisoire qui le rend unique. Et il n'y a certes que Woody Allen pour arriver dans une réception huppée au Waldorf en contant, à la cantonnade, que son smoking, sa chemise et « *même ses sous-vêtements* » sont de location. De même, il n'y a que Woody Allen pour brasser une vision du monde qui nous concerne tous pour couler son particularisme, disons culturel, dans le moule des aspirations universelles à l'amour et au bonheur.

Dans *Crimes et délits*, le personnage principal est Judah Rosenthal (Martin Landau), un homme d'une soixantaine d'années, portant beau avec ses cheveux blancs, ses dents de porcelaine et sa position sociale. Parce que son père, juif très pratiquant, lui rappelait sans cesse que les yeux de Dieu étaient fixés sur lui, Judah Rosenthal est devenu ophtalmologue. Un maître en sa partie. On l'honore. Il a une femme aimante, convenable, élégante, Miriam (Claire Bloom, dans un personnage décoratif dont on ne sait rien de plus que son apparence de perfection), et deux grands enfants. Il a aussi une maîtresse, Dolorès Paley, hôtesse de l'air à laquelle il a imprudemment promis qu'il referait sa vie avec elle.

Or, lasse de jouer les Back Street dans un appartement exigu, Dolorès fait du tapage, et Anjelica Huston porte à bout de bras, d'une manière époustouflante, les délires névrotiques de cette victime de l'amour en laquelle Judah préfère voir une « hystérique » plutôt que de se poser des questions sur lui-même. Comment se débarrasser d'une maîtresse prête à briser son ménage et sa réputation d'intégrité ? Voilà le problème de Judah Rosenthal.

Cliff Stern, lui (Woody Allen, tel qu'en lui-même...), est un cinéaste de documentaires, honnête et, bien entendu, malchanceux. Sa femme Wendy (Joanna Gleason) ne veut plus faire l'amour avec lui depuis un an et refuse d'en discuter. Cliff va l'après-midi au cinéma avec sa nièce adolescente, Jenny (Jenny Nichols), et cela lui donne l'impression de faire l'école buissonnière. Wendy a un frère, Lester, producteur d'émissions comiques à la télévision (Allan Alda en frimeur à cheveux gris, très satisfait de sa situation professionnelle et dragueur invétéré).

Lester offre à Cliff de réaliser un reportage à sa gloire. Cliff a besoin d'argent. Il accepte, tout en méprisant son beau-frère. Il tombe amoureux d'Alley Reed (Mia Farrow, encore métamorphosée), la productrice de la série. C'est une intellectuelle, elle le comprend et elle aime le reportage sur le vieux philosophe juif, le professeur Louis Levy (Martin Bergmann), dont Cliff voudrait sortir les bobines de ses placards. Comment se faire aimer d'Alley et faire exister ce film ? Tel est son problème.

Il n'y a, *a priori*, aucun rapport entre Judah Rosenthal et Cliff Stern. La scène finale, seule, les rapproche. Mais la chose nouvelle, étonnante, dans ce film, c'est que Woody Allen y effectue sur le personnage de Judah le transfert de tous les souvenirs d'enfance et de jeunesse qu'il évoquait dans ses autres films, et en particulier une éducation religieuse, qui de ce fait n'est pas traitée à la blague. Judah Rosenthal croit au Dieu d'Israël qui, pour Cliff, appartient au folklore.

Et il va réussir à se débarrasser – indirectement – de Dolorès en s'arrangeant pour échapper à la culpabilité. Il ne s'agit pas, bien sûr, de la notion chrétienne de péché et de rédemption.



D.R.

Martin Landau et Angelica Huston



D.R.

Woody Allen et Mia Farrow.

L'entourage de Cliff, énervé par sa rigueur artistique, ses principes, son honnêteté foncière qui le font mariner dans la marginalité, le considère comme un pharisien. Or, à l'autre bout de la chaîne sociale, le pharisien, c'est Judah Rosenthal. Et, après quelques petites crises de conscience – dont une évocation superbe d'ironie et d'émotion, d'une scène d'enfance dans sa maison d'autrefois où revivent les personnages du passé en pleine discussion sur Dieu et la morale, – il gagne sur tous les tableaux.

Cliff perd, bien entendu. En art et en amour. Il paie le « délit » commis en acceptant de filmer Lester. C'est parfaitement injuste. C'est logique aussi. Nous sommes ce que nos actes nous font, dit ou fait dire Woody Allen. Cliff Stern, c'est lui, évidemment – du moins tel qu'il se voit au cinéma, – comme il était Mickey dans *Hannah et ses sœurs*, Danny Rose dans *Broadway Danny Rose*, Issac Davis dans *Manhattan*, etc... (1).

Non qu'il se donne en exemple. Mais rien de ce qui est humain ne lui est étranger et il fait faire, ici, à ses personnages, y compris le sien, l'économie d'une psychanalyse. Etrangement, ce film, le plus culturellement juif de Woody Allen – Ben, le rabbin interprété par Sam Wasterston, et qui sert de lien social, perd la vue et cherche à transmettre sa lumière intérieure, – est un surprenant film « existentialiste » sur les choix et les déterminismes des hommes.

Sous les éclairages ocres, dorés ou crépusculaires du grand chef opérateur Swen Nykvist, New-York frémit comme un bouillon de culture ; les hommes et les femmes jouent à faire semblant d'être libres. Une déchirante et sublime musique de Schubert accompagne la préparation d'un crime et, tout de suite après, Woody Allen renverse la vapeur du « film noir » qui pointe, en changeant de chapitre. Il nous indique au passage, sans insister, que les familles d'origine italienne ne sont pas les seules à compter des gangsters parmi leurs membres ; que la sexualité est, décidément, une chose incompréhensible et que tous les paradoxes sont possibles : ainsi se suicider, après avoir clamé, défendu bien haut, bien fort, l'amour de la vie.

Rien de pessimiste là-dedans. Une certaine sérénité, au contraire, à l'égard de ce qui dépasse l'entendement. Une certaine amertume aussi. Mais filmer est, pour Woody Allen, un acte libérateur. Résultat : une œuvre magnifiquement écrite, réalisée, interprétée, qui ne vous lâche plus une fois qu'on l'a vue. Et qu'on veut revoir.

**JACQUES SICLIER**

(1) Un téléfilm d'environ une heure, *Woody Allen, Monsieur Manhattan*, de Peter Behle et Helmut Karasek, a été diffusé le 8 février sur Paris Première (chaîne câblée) et le 14 février sur M6. Il s'agit d'un important entretien, recueilli après *Radio Days*, dans lequel Woody Allen disait son amour de New-York, de la musique des années 30-50, jouait dans son club de jazz de Manhattan et parlait de sa façon d'écrire pour le cinéma, de filmer. On aurait pu croire que ce document n'était plus d'actualité. Or, tant par les extraits de certains films que par les propos de Woody Allen sur l'inspiration qui le guide et sur les acteurs, il préfigurait... *Crimes et délits*.

★ Lire ci-contre la rubrique « films nouveaux ».

## TOUS LES FILMS NOUVEAUX

**Crimes et délits**
de Woody Allen,
avec Martin Landau,
Woody Allen,
Angelica Huston,
Mia Farrow,
Claire Bloom,
Joanna Gleason.
Américain (1 h 44).

*Voir notre article ci-contre.*

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; U.G.C. Odéon, 6e (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; U.G.C. Champs-Elysées, handicapés, dolby, 8e (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, handicapés, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillot, handicapés, 17e (40-68-00-16).
VF : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**Le Dindon de la farce**
de Anthony Perkins,
avec Joe Alaskey,
Donna Dixon,
Jeff Kober,
Barbara Howard,
Morgan Sheppard,
Fran Ryan.
Américain (1 h 30).

Un jeune obèse rencontre enfin la femme que sa corpulence ne rebute pas. Elle l'aime, dit-elle, et l'emmène dans sa famille. Tous ces gens sont très gentils. Trop aimants, trop gourmands.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).
VF : Fauvette, 13e (43-31-56-86).

**Né un 4 juillet**
de Oliver Stone,
avec Tom Cruise,
Kyra Sedgwick,
Raymond J. Barry,
Jerry Levine,
Frank Whaley,
Willem Dafoe.
Américain (2 h 25).

A partir des Mémoires de Ron Kovic, jeune GI parti tout flambant pour le Vietnam, revenu paralysé à vie, devenu pacifiste militant, Oliver Stone continue à régler ses comptes avec la « sale guerre ».

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, TodAO, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; U.G.C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, TodAO, 8e (43-59-92-82) ; U.G.C. Biarritz, dolby, TodAO, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, dolby, TodAO, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse, handicapés, dolby, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, handicapés, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

**Nikita**
de Luc Besson,
avec Anne Parillaud,
Jean-Hugues Anglade,
Tchéky Karyo,
Jeanne Moreau,
Jean Bouise,
Jean Reno.
Français (1 h 57).

Furieux des critiques qui avaient mal accueilli son *Grand Bleu*, Luc Besson a décidé que personne ne saurait rien de son nouveau long métrage avant sa sortie publique.

Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; Rex (le Grand Rex), handicapés, dolby, 2e (42-36-83-93) ; Publicis Saint-Germain, dolby, 6e (42-22-72-80) ; U.G.C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, handicapés, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (43-35-30-40) ; Miramar, dolby, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Kinopanorama, handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50) ; Pathé Clichy, dolby, 18e (45-22-46-01).

## SÉLECTION

**La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans *le Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.**

**Adrénaline, le films**
de Yann Piquer,
Jean-Marie Maddeddu,
Anita Assal,
John Hudson,
Barthélemy Bompard,
Alain Robak,
Philippe Dorison,
avec J.-M. Maddeddu.
Français, noir et blanc et couleurs (1 h 20).

Liberté, fantaisie, imagination, insolence, humour au vitriol, épouvante pour frémir, et même pour réfléchir – à la vanité des peurs humaines – suspense en clins d'œil, tout ce que le court métrage permet est là, dans ce joyeux et revivifiant mélange réalisé par sept jeunes réalisateurs.

Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**Baby Blood**
de Alain Robak,
avec Emmanuelle Escourrou,
Jean-François Gallotte,
Christian Sinniger.
Français (1 h 29).

Parmi les réalisateurs d'*Adrénaline* il y a l'auteur

➡

# CINÉMA

➡

de ce *gore* poétique, impressionnant cependant, et drôle forcément. Alain Robak prouve qu'il est capable de tenir sur la durée. On n'oublie pas le terrifiant voyage de la future mère et de son fœtus bavard, assoiffé de sang.

Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

## Chacun sa chance

de Karel Reisz,
avec Nick Nolte,
Debra Winger,
Will Patton,
Judith Ivey,
Kathleen Wilhoite,
Frank Military.
Américain (1 h 40).

Détective privé, Nick Nolte est appelé dans une petite ville de l'Amérique profonde. Il doit trouver le meurtrier d'un notable. Il manque de se faire piéger par Debra Winger. Il découvre le coupable, mais la ville reste pourrie. Arthur Miller – ici scénariste – n'a jamais été franchement optimiste sur la nature humaine. Il s'en donne à cœur joie, pourrait-on dire. Les interprètes sauvent le film d'une noirceur trop systématique.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; U.G.C. Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 8e (45-62-20-40).
VF : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

## Chérie, j'ai rétréci les gosses

de Joe Johnston,
avec Rick Moranis,
Matt Frewer,
Marcia Strassman,
Kristine Sutherland,
Thomas Brown,
Jared Rushton.
Américain (1 h 34).

Quand on laisse les gosses jouer avec n'importe quoi, ils rétrécissent. C'est en tout cas ce qui arrive à ceux d'un savant évidemment distrait. Ils se retrouvent dans la jungle du gazon, miniaturisés, menacés par d'affreux dangers. Dans la salle, les gosses sont ravis. Ils ont tous envie d'avoir un père savant, et distrait.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; U.G.C. Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, handicapés, dolby, 8e (43-59-19-08) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94) ; U.G.C. Montparnasse, handicapés, 6e (45-74-94-94) ; U.G.C. Ermitage, dolby, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31) ; Paramount Opéra, handicapés, 9e (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, dolby, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96).

## Chet Baker, let's get lost

de Bruce Weber,
avec Chet Baker,
Carol Baker,
Vera Baker.
Américain, noir et blanc (2 h).

Dans les années 50, Chet Baker avait un physique de jeune premier un peu fade. Mais dès qu'il jouait, il fascinait. Au fil du temps et des drogues, son visage s'est creusé, raviné, mais il continuait à magnétiser son entourage et, aujourd'hui, il continue à fasciner grâce aux disques, à ce film qui rassemble témoignages, reportages et qui évite le piège de l'hommage.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81).

## Et la lumière fut

d'Otar Iosseliani,
avec Saly Badji,
Sigalon Sagna,
Abdou Sane,
Alpha Sane.
Franco-allemand-italien (1 h 40).

Douceur de vivre et de mourir dans un village africain rêvé par un cinéaste-poète géorgien. C'est un conte enchanté, dur et somptueux. C'est une fable faite d'images magnifiques. On en sort ensorcelé.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

## L'Incinérateur de cadavres

de Juraj Herz,
avec Rudolf Hrusinsky,
Vlasta Chramostova,
Jana Stehnova,
Jiri Menzel.
Tchèque, noir et blanc (1 h 39).

En Tchécoslovaquie, comme dans le reste de l'Europe centrale, le cinéma est le plus souvent amer, pour ne pas dire cruel. Il est vrai qu'il affabule à partir de réalités épouvantables. Ainsi l'histoire de cet employé des pompes funèbres qui aimerait soulager les gens du mal de vivre. Un simple rêve et les nazis arrivent.

VO : Accatone, 5e (46-33-86-86).

## Milou en mai

de Louis Malle,
avec Michel Piccoli,
Miou-Miou,
Michel Duchaussoy,
Dominique Blanc,
Harriet Walter,
Bruno Carette.
Français (1 h 48).

Après *Au revoir les enfants*, Louis Malle poursuit sa description de la bourgeoisie française aux momentes critiques de son histoire. Comme mai 68 a quand même été moins tragique que l'Occupation, *Milou en mai* est une comédie satirique, avec de la bonne humeur, de la fausse gentillesse, une vraie tendresse : le style Malle.

Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; U.G.C. Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; U.G.C. Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).



D.R.

**Luchino Visconti, peintre sulfureux des sociétés étouffées, a sacrifié quelque temps au néo-réalisme. *Mais* c'est par des œuvres comme *le Guépard, les Damnés, Ludwig*, c'est quand il met en scène les crépuscules des dieux, la décadence des aristocraties, c'est quand il décrit ses fascinations qu'il fascine. On en oublierait presque qu'il a aimé tourner des films intimistes : *les Nuits blanches*, pour prouver, après *Senso*, qu'il pouvait se contenter d'un budget moyen et *« pour offrir à Marcello Mastroianni la possibilité de sortir des rôles de chauffeur de taxi »*. On y voit également en prostituée tragique Clara Calamai, interprète d'*Ossessione* (1942), *Bellissima* (1951), deux des titres qui figurent dans la rétrospective présentée jusqu'au mois de mars à Paris. Quatorze films dont *la Terre tremble, Bellissima, Sandra, l'Etranger*...**

**Cinémas Reflet-Médicis et Saint-André-des-Arts. Tél. : 49-53-04-20.**

**Anémone/Lulu n'est pas une femme convenable. Elle a des enfants dont on ne connaîtra jamais les pères. Elle a le cœur si large qu'elle agrandit sa nichée avec des gosses qui ne sont même pas à elle. Lulu est une vraie mère, aimante, attentive, protectrice. Anémone est la reine de ce film insolent qui s'appelle *Maman*, le premier que Romain Goupil a pu tourner depuis 1983.**




D.R.

## Maman

de Romain Goupil,
avec Anémone, Arthur H., William Lefon, Karim Messard, Sabrina Houicha.
Français (1 h 28).

*(Lire légende ci-dessus.)*

Forum Horizon 4, 1er ; Pathé Impérial 11, 2e ; 14 Juillet Odéon 54, 6e ; George V 75, 8e ; Pathé Marignan-Concorde 76, 8e ; 14 Juillet Bastille 111, 11e ; Les Nation 113, 12e ; Fauvette 117, 13e ; Mistral 131, 14e ; Pathé Montparnasse 135, 14e ; Sept Parnassiens 136, 14e ; 14 Juillet Beaugrenelle 138, 15e ; Pathé Clichy 165, 18e.

## Oublier Palerme

de Francesco Rosi,
avec James Belushi,
Mimi Rogers,
Joss Ackland,
Philippe Noiret,
Vittorio Gassman,
Carolina Rosi.
Italo-français (1 h 40).

Le candidat à la mairie de New-York est d'origine sicilienne. Il veut retrouver ses racines, part en voyage de noces à Palerme, rencontre la Mafia. Francesco Rosi retrouve ses options de cinéma politique et montre avec sensualité les charmes de la ville perfide.

VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23) ; U.G.C. Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).
VF : Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

## Ripoux contre ripoux

de Claude Zidi,
avec Philippe Noiret,
Guy Marchand,
Thierry Lhermitte,
Grace de Capitani,
Michel Aumont,
Jean-Pierre Castaldi.
Français (1 h 30).

Cinq ans après leurs premières aventures – et le premier succès salué par la critique de Claude Zidi – Philippe Noiret et Thierry Lhermitte, qui ont été remplacés par bien plus ripoux qu'eux, reprennent du service. Le public ne les a pas oubliés et se précipite.

U.G.C. Odéon, 6e (42-25-10-30). Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, handicapés, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; U.G.C. Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; U.G.C. Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

## Le Silence d'ailleurs

de Guy Mouyal,
avec Clémentine Célarié,
Grégoire Colin,
Michel Galabru,
Jean-Paul Lilienfeld,
Smaïl Mekki,
Daniel Olbrychski.
Français (1 h 30).

De toutes les forces de son amour stoppé, un garçon de douze ans appelle son père, parti il y a deux ans dans une voiture blanche. Il croit le faire revenir, il le veut. Dans sa tête l'imagination prend le pas sur l'objectivité. Un jour, il se souviendra des merveilleux paysages vides de son enfance, et il fera un film...Ce premier long métrage le charme des œuvres sincères.

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26).

# REPRISES

## Bellissima

de Luchino Visconti,
avec Anna Magnani,
Walter Chiari,
Alessandro Blasetti.
Italien, 1951, noir et blanc, copie neuve (1 h 53).

Quand les frustrations d'une mère se transforment en ambitions pour sa fille. Film injustement méconnu ; qui fait partie, avec *Sandra*, de la rétrospective Visconti *(lire ci-dessus)*.

VO : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

## Les Ensorcelés

de Vincente Minnelli,
avec Kirk Douglas,
Lana Turner,
Walter Pidgeon,
Dick Powell,
Barry Sullivan,
Gloria Grahame.
Américain, noir et blanc (1 h 58).

Hollywood vu par Vincente Minnelli : cynisme, égoïsme, méchanceté. Mégalomanie, trahisons. Le plus flamboyant des cinéastes abandonne le glamour de la comédie musicale pour le panache d'une comédie de mœurs éclatante. Les acteurs sont splendides.

VO : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

## Il était une fois dans l'Ouest

de Sergio Leone,
avec Henry Fonda,
Charles Bronson,
Claudia Cardinale,
Jason Robards.
Italien, 1968, copie neuve (2 h 45).

Sur un air d'harmonica, deux hommes se poursuivent dans les grands espaces romantiques de l'Ouest lointain. Le plus célèbre, le plus « leonin » des westerns de Sergio Leone.

VO : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

## Le Roman de Renart

de Ladislas,
Irène Starevitch.
Français, 1941, noir et blanc (1 h 13).

La première fable connue de la littérature française – encore imprégnée de latin. Une satire où, pour tromper la censure médiévale, les personnages sont des animaux. Le rusé Renart, l'aventurier, pourrait être l'ancêtre d'Astérix.

14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

## Le Salon de musique

de Satyajit Ray,
avec Chabbi Biswas,
Ganda Pada Basu,
Kali Sarkar.
Indien, 1958, noir et blanc (1 h 40).

Dans sa grande maison raffinée, superbe, mais en pleine décrépitude, un aristocrate décide de consacrer ce qui lui reste de sa fortune à un magnifique concert. Il invite les meilleurs musiciens qui jouent les plus belles compositions traditionnelles. Façon de dire adieu à un monde, à une manière de vivre.

VO : L'Entrepôt, handicapés, 14e (45-43-41-63).

## Sandra

de Luchino Visconti,
avec Claudia Cardinale,
Jean Sorel,
Michell Craig,
Marie Bell,
Renzo Ricci.
Italien, 1965, noir et blanc, copie neuve (1 h 40).

Retour au pays d'une jeune femme très riche, très belle – c'est Claudia Cardinale – mariée à un Américain, pour régler une affaire de succession et ses souvenirs d'enfance.

VO : Reflet Logos II, handicapés, 5e (43-54-42-34).

## Uccellacci Uccellini

de Pier Paolo Pasolini,
avec Toto,
Ninetto Davoli,
Femi Benussi.
Italien, 1966, noir et blanc (1 h 28).

Un corbeau veut enseigner les choses de la vie à deux voyageurs. Mais ils s'ennuient, ne veulent pas l'entendre, et pour s'en débarrasser, le mangent. Conte cruel de Pasolini à ses débuts. Tristesse et poésie.

VO : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

La sélection Cinéma a été établie par Colette Godard.

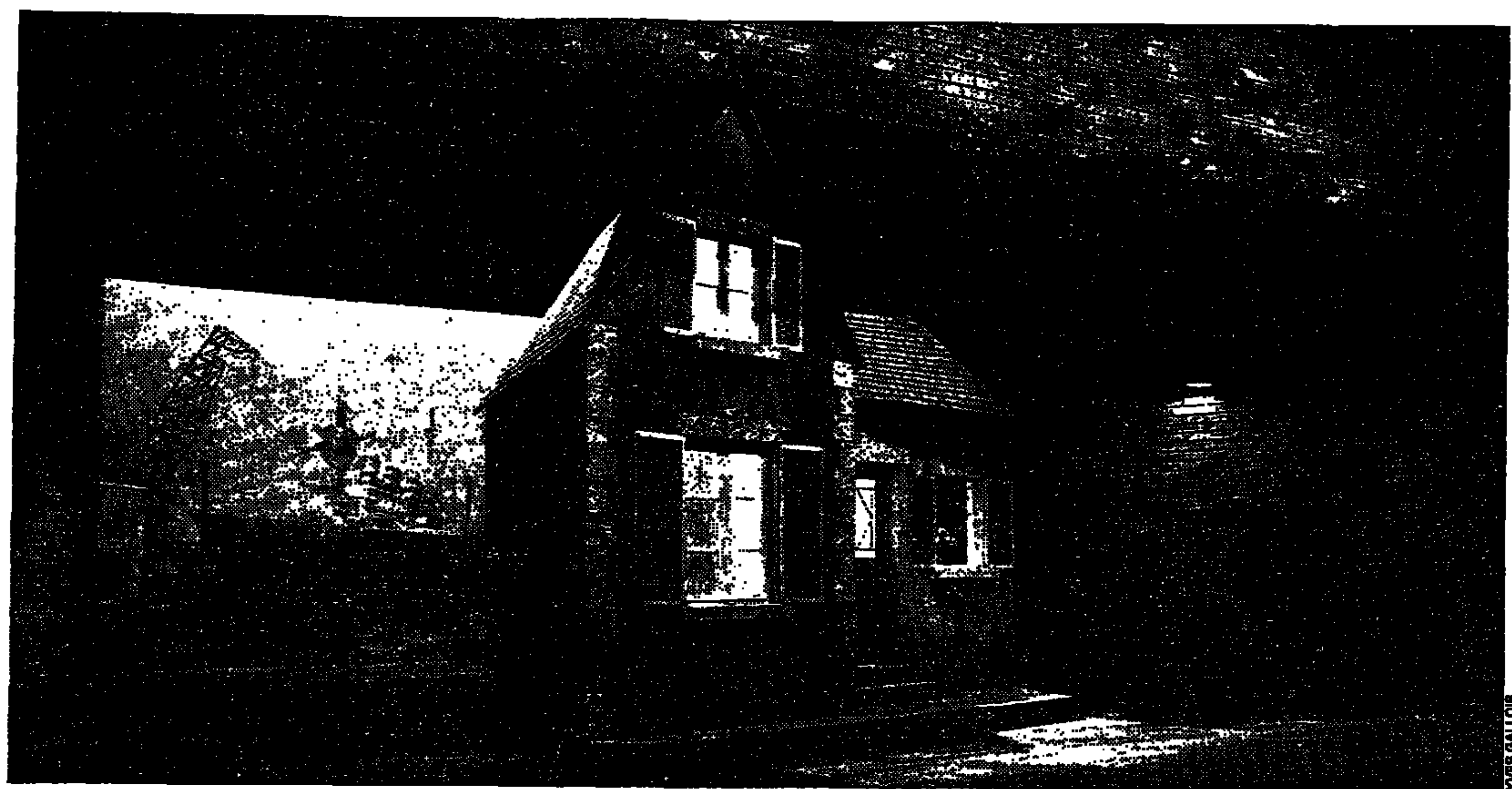
هكذا في الاصل



## THÉÂTRE

LES DÉCORS D'ALAIN BATIFOULIER POUR « CRIPURE » A MARSEILLE

# C'est beau un port la nuit



« Quelque chose de plutôt réaliste, mais avec très peu de couleurs. »

**Marcel Maréchal et Tatiana Moukhine recréent *Cripure*, pièce de Louis Guilloux, qu'ils avaient déjà interprétée il y a treize ans. Alain Batifoulier explique ici comment il a formalisé l'univers sombre de cet anarchiste début de siècle.**

**« Cripure est professeur...**

– Il enseigne la philosophie, dans un lycée. Son vrai nom de famille est Merlin. L'un de ses livres préférés est celui de Kant, *Critique de la raison pure*. Les élèves en ont fait le surnom : Cripure.

– **Quel lycée ?**

– Louis Guilloux ne le dit pas, mais c'est une ville sur la côte, il y a un port, ce peut être Saint-Brieuc, où est né Guilloux, ou Saint-Malo...

– **Les élèves chahutent Cripure ?**

– Non, ce n'est pas ça. Cripure est un enseignant inhabituel, peut-être un peu comme celui du film des *Poètes disparus*. Aussi, il a un physique non conforme. Une disgrâce, et en même temps un magnétisme. Il a beaucoup de mal à marcher, ce qui à la longue (il sera bientôt à la retraite) a déformé son attitude. Maïa, sa compagne, l'appelle « pied-de-vache », mais Guilloux ne dit pas qu'il a un pied-bot. Plutôt deux énormes pieds. Il y a une page où un capitaine, à la vue d'une photo de classe de Cripure, remarque ses pieds : il déclare aussitôt qu'il n'est pas question que cet homme-là se batte à l'épée, en duel, comme cela doit avoir lieu, à l'aube du lendemain. En tout cas, l'apparence de Cripure compte pour beaucoup dans l'ascendant qu'il a sur ses élèves.

– **Mais ils se moquent de lui.**

– Toujours il y a, dans une classe, deux ou trois numéros, agités... Mais les classes aiment Cripure. Au début de la pièce, comme du roman, un ancien élève vient le voir. *« Vous avez été tant pour moi... Plus, autre chose qu'un professeur... »*

– **Mais la rencontre tourne mal.**

– Parce que c'est Cripure. Il est gêné, par ce mouvement d'affection. Il se méprise. Il souffre. Il est chaque jour dans un brouillard. Il fait de l'obsession, il est torturé par le souvenir de sa femme, qui l'a quitté. Après des dizaines d'années, c'est grotesque, peut-être. L'intelligence très forte, la conscience très rigoureuse, le cœur très généreux de Cripure, minés par la souffrance obsessionnelle, se sont changés en une dérision, en une pensée un peu fantôme, un peu dissociée.

» Par exemple, cet ancien élève qui, en pleine guerre (nous sommes en 1917), est sur le point de quitter le pays pour rejoindre la Russie, dit à Cripure : *« Vous êtes le seul homme à qui je désirais parler... Je ne sais pas pourquoi je vis, monsieur. »* Et, après un long silence, Cripure répond, ce qui laisse le jeune homme tout à fait interdit : *« Vivre... Vous êtes bien jeune... »* Et il est clair que Cripure n'est pas un scrongneu-gneu qui penserait « Attendez de prendre un peu de bouteille pour parler de vivre », non, c'est que, du cours des songeries de Cripure, deux fragments ont émergé, pas plus...

– **La pièce est indécise, alors...**

– Ah ça, pas du tout ! Elle est envoûtante. Il y a sans cesse ces chants russes, voix de prisonniers en attente. Guilloux a écrit : *« Cripure écoutait, comme si ces chants splendides et indéchiffrables avaient été pour lui plus que des chants, comme s'ils avaient contenu quelque mystérieuse allusion au drame de sa vie et de sa mort »*. Il y a cette présence immanente des mutineries sur le front, des répressions.

» L'une des choses les plus aiguës de *Cripure* est le désarroi du proviseur du lycée, et de sa femme : ils reçoivent un papier annonçant que leur fils est passé en conseil de guerre, a été condamné. Leur tête leur échappe, ils ne peuvent pas croire que leur fils va être fusillé, ou même l'a été déjà... Et il y a d'autres visages, d'autres accidents : tous les rôles de *Cripure* sont affreusement attachants...

– **Marcel Maréchal a déjà joué cette pièce...**

– En 1967 et 1977, à Lyon, à Marseille et Paris. Il la monte à présent une troisième fois.

– **La pièce lui tient à cœur, particulièrement...**

– Oui, mais aussi, surtout peut-être, c'est que certains grands rôles du théâtre, comme Bada de Vanthier, Cripure, ou Falstaff, semblent presque avoir été écrits pour l'art de Maréchal, pour son jeu à la fois démesuré et fin, farceur et mélancolique, flou et précis, comme hasardeux mais clandestinement maîtrisé. Ces rôles, Maréchal est malade de les quitter, à la « dernière ». Déchirure, regret. Mal du rôle, comme on dit mal du pays. Arrive un état de manque, réel. Et Maréchal reprend le rôle. Autrement.

– **Et vous le décor.**

– Non, je n'avais pas fait les décors des deux *Cripure* de naguère. Le premier, c'était Jacques Angéniol, je ne l'ai pas vu. Le second, Mario Prassinos, des décors et des costumes du style expressionnisme allemand, des formes non réalistes. C'était très beau. J'ai lu le roman, la pièce que Louis Guilloux a adaptée lui-même, j'ai été frappé par un jour un peu cinématographique, *Quai des brumes*, par là... Par l'ambiance d'une ville de l'océan, d'un port.

» J'ai proposé à Maréchal quelque chose de plutôt réaliste, mais avec très peu de couleurs, du noir et blanc, car ces années de la guerre de 1914, ces mutinés, ces fusillés, ces Russes, c'est une œuvre de mémoire, de grande mémoire... Ils ne sont plus. Et nous avons mis des taches de couleur, très peu, le cache-nez rouge de Cripure, ailleurs une cravate, un détail. Les sources de lumière m'ont beaucoup retenu : la pièce se passe presque constamment la nuit, il faut situer les lampes, dans la chambre de Cripure mais aussi sur les quais du port, dans les rues...

– **Vous avez vu des répétitions ?**

– J'ai vu évoluer les acteurs, dans les décors. Sans cela, rien de sûr pour les costumes. Les décors, plus ou moins, vous pouvez prévoir ce que ce sera, ce que cela donnera, sauf bien sûr la part du ciel : la magie est là, pour tel décor, pas pour tel autre, et vous n'y pouvez rien. Mais les costumes, c'est imprévisible, entièrement. Il y a le rôle, il y a l'acteur à qui le costume doit aller comme s'il n'était pas un acteur, il y a les mouvements, les autres acteurs, les lumières...

» Ajoutez à cela que l'acteur, l'actrice, plus d'une fois, se trompent sur leur costume, ils n'aiment pas, ils aiment, ils ne se voient pas sur scène. Bien sûr, rien ne me donne plus d'insomnies, plus de fièvre, que les costumes de théâtre. Plus de bonheur, c'est-à-dire. Pour *Cripure*, cependant, une chose a serré sensiblement les libertés : les photos montrent qu'en 1917 bien peu d'hommes étaient sans moustache, ou sans barbe. Et la présence de ces accessoires-là limite la liberté des tenues : ça ne doit pas jurer.

– **Et, dans vos costumes, le jeu des acteurs ?**

– J'ai aperçu juste Cripure et Maïa jouer vraiment. Maréchal et Tatiana Moukhine. Ils ont toujours joué *Cripure* à eux deux. Magnifiques, poignants. Maréchal, j'ai l'habitude. Mais Tatiana Moukhine est l'une des plus grandes actrices, nous ne la voyons pas assez. »

*Propos recueillis par*
**MICHEL COURNOT**

★ Du 23 février au 31 mars, Théâtre national de Marseille, 20 h 30, les dimanches 15 h. Tél. 91-54-74-54. 3 heures. 120 F, 80 F pour les personnes âgées de moins de 25 ans ou de plus de 60 ans.

## SPECTACLES NOUVEAUX

**Diablogues de sourds**

de Roland Dubillard, mise en scène de Nicolas Bataille, avec Nicolas Bataille, Joël Cartigny, Denis Daniel, Ariane Dubillard et Jacqueline Jehanneuf.

Nouvelle production de la famille Huchette entraînée par son mentor, Nicolas Bataille, autour des *Diablogues* de l'unique Dubillard. Promesse d'un bon, beau moment de théâtre.

Huchette, 23, rue de la Huchette, 5e. A partir du 21 février. Du lundi au samedi à 21 h 30. Tél. : 43-26-38-99. De 60 F à 120 F.

## SÉLECTION PARIS

**L'Autre Tartuffe ou la Mère coupable**

de Pierre Augustin Caron de Beaumarchais, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Catherine Samie, Michel Aumont, Jean-Luc Boutté, Christine Fersen, Nicolas Silberg, Thierry Hancisse, Pierre Vial, Anne Kessler et Yann-Joël Collin.

L'ancien administrateur de la Comédie-Française retrouve l'illustre théâtre à l'invitation de Vitez, qui lui a proposé de mettre en scène cette œuvre, suite du *Mariage de Figaro*, que Vincent avait réalisée avec un succès énorme à Chaillot – du temps du même Vitez. Il s'est adjoint les services de quelques-uns des meilleurs sociétaires pour ce drame où, il le confiait ici même, il faudra « parler fou » *(critique à paraître)*.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1er. Les mardi et jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 40 F à 180 F.

**Avant la retraite**

de Thomas Bernhard, mise en scène de Claudia Stavisky, avec Denise Gence, Eléonore Hirt et Victor Garrivier.

*Voir notre photo légendée page 28.*

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 30. 100 F et 130 F.

**L'Avare**

de Molière, mise en scène de Jacques Mauclair, avec Jean-Pol Brissart, Yves Llobrega, Gérard Pichon, Claude Debord, Michel Dodane, Nicole Dubois, Jean-Pierre Dacos, Jacques Giraud, Franck le Berre et Michel Levet.

Molière du meilleur spectacle l'an passé, *l'Avare*, revisité par Jacques Mauclair et transporté à la fin du siècle, est un moment agréable passé chez Molière. *(25-2-89)*.

Marais, 37, rue Volta, 3e. Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-74-14-84. Durée : 2 heures. 80 F et 100 F.

**Le Banc**

d'Alexandre Guelman, mise en scène de Saskia Cohen-Tanugi, avec Elisabeth Depardieu et Jean-Michel Dupuis.

*Dans* ce très beau petit théâtre qui connut tant d'heures de gloire, on retrouve avec plaisir au cœur de Paris, Jean-Michel Dupuis, qui fut cet hiver à Nantes un Carlos exceptionnel dans l'*Hernani* d'Hugo mis en scène par Tardieu. Sa présence rare, de puissance et de charme, devait fatalement lui faire rencontrer deux femmes qui arpentent avec soin et originalité le théâtre : Saskia Cohen-Tanugi et Elisabeth Depardieu (qui délaisse les élèves de son cours d'art dramatique pour retrouver la scène). Ce trio hors pair sert avec passion la pièce magnifique d'un auteur *soviétique contemporain* dont la découverte aujourd'hui, autant que ce spectacle, est enthousiasmante.

Studio des Champs-Elysées, 15, av. Montaigne, 8e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-20-08-24. De 110 F à 150 F.

**Le Chemin solitaire**

d'Arthur Schnitzler, mise en scène de Luc Bondy, avec André Dussollier, Laurent Grévill, Alison Hornus, Jérôme Nicolin, Bulle Ogier, Didier Sandre, Nada Strancar et Didier Flamand.

Si Schnitzler trouve toujours un metteur en scène, un décorateur et des acteurs de cette trempe pour le servir, *le public pourra* s'enthousiasmer longtemps sur son génie de plume. En l'occurrence, le mal de vivre et d'aimer conjugué au présent de la psychanalyse. La lecture la plus difficile que pouvait faire Luc Bondy. Et un pari qui est d'autant plus réussi. L'un des plus grands succès de l'année *(14-10-89)*.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-76-75-00. Durée : 2 h 45. De 120 F à 200 F.

➡










# THÉATRE

### Cyrano de Bergerac

**d'Edmond Rostand, mise en scène de Robert Hossein, avec Jean-Paul Belmondo, Béatrice Agenin, Pierre Vernier, Michel Beaune, Claude Evrard, Antoine Nouel, Jean-Pierre Bernard et trente-sept comédiens.**

L'histoire du plus sublime et attachant de tous les ratés du répertoire français, Cyrano, servie par Hossein et Belmondo, qu'un nez trop long, trop laid, trop monstrueux, rend malheureusement méconnaissable *(17-2-90)*.

**Marigny, carré Marigny, 8e. Du mardi au samedi à 20 h 15. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-04-41. Durée : 3 heures. De 25 F à 350 F.**

### Dans la nuit la liberté

**d'après Frédéric Dard, mise en scène de Robert Hossein, avec Maurice Barrier, Jean-Pierre Bernard, Régis Bouquet, Mario David, Pierre Hatet, Paul Le Person.**

Dernières représentations de cet hommage à la Résistance signé de Frédéric Dard qui achève une belle carrière populaire au Palais des sports. Justifiée *(14-10-89)*.

**Palais des Sports, porte de Versailles, 15e. Les mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, les lundi et jeudi à 15 heures. Tél. : 48-28-40-90. Durée : 3 heures. De 105 F à 240 F.** ***Dernière représentation le 26 février.***

### L'Emission de télévision

**de Michel Vinaver, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Bérengère Dautun, Alain Pralon, Claire Vernet, Catherine Ferran, Véronique Vella, Jean-François Remi.**

Qui peut nier que la télévision s'est insinuée dans la tête des hommes au point de modifier leur comportement et, pis, de s'ériger en magistère suprême ? Personne, mais peu pourraient le dire aussi bien que l'un de nos grands dramaturges, Michel Vinaver, qui s'y est essayé avec minutie et talent *(30-1-90)*.

**Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 3 heures. De 57 F à 180 F.**

### Les Escaliers du Sacré-Cœur

**de Copi, mise en scène d'Alfredo Arias, avec Facundo Bo, Wally Chetout, Bass Dhem, Larry Hager, Cloé Jouval, Nathalie Kiener.**

Tous les exclus, les marginaux, les déviants, les voyous, bref tous les amoureux du jeu et du drame avaient en Copi leur plus grand défenseur. Grâce au talent de quelques metteurs en scène – hier Lavelli pour *Une visite inopportune*, aujourd'hui Arias pour ces drôles d'*Escaliers du Sacré-Cœur* – son théâtre n'en finit pas de grincer, d'émouvoir, de séduire. Vérification à Aubervilliers avec cette pièce drôle et belle qui décrit une poignée de personnages poignants luttant, en vers, contre leur destin tragique *(13-1-90)*.

**Théâtre d'Aubervilliers Groupe Tse, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-34-67-67. Durée : 2 heures. De 90 F à 120 F.** ***Dernière représentation le 25 février.***

### Et moi... et moi !

**de Maria Pacôme, mise en scène de Jean-Luc Moreau, avec Maria Pacôme, Marie-France Mignal, François Pacôme, Emmanuelle Bataille et Eric Thannberger.**

Voilà l'éclat de rire le plus sûr et le plus revigorant de la saison parisienne. Maria Pacôme a trempé sa plume dans une certaine méchanceté pour nous permettre de rire encore mieux d'elle et de nous-mêmes. D'autant qu'elle fait la preuve, une fois encore, de son talent comique exceptionnel *(3-3-90)*.

**Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 9e. Du mardi au samedi à 20 h 45, Matinée samedi à 18 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-81-05-43. Durée : 2 heures. De 100 F à 200 F.**

### Les Incertitudes du désir

**d'après Crébillon fils, mise en scène de Gilles Gleizes, avec Denise Chalem, Emmanuelle Grangé et Benoît Vallès.**

La tentation de l'amour en une heure d'un montage réussi de trois romans de Crébillon fils, l'un des plus affûtés parmi les écrivains licencieux du dix-huitième siècle. Charmant *(26-1-90)*.

**Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. Durée : 1 heure. De 65 F à 90 F.** ***Dernière représentation le 24 février.***

### Lorenzaccio

**d'Alfred de Musset, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Redjep Mitrovitsa - Michel Etcheverry, ou Jean-Luc Boutté, Nicolas Silberg, Richard Fontana, Guy Michel, Martine Chevallier.**

Richard Fontana, en pleine forme, est un condottiere plus redoutable que ridicule, une force de la nature. Il est fasciné par Lorenzo, Redjep Mitrovitsa, oiseau noir à la beauté funèbre. Entre eux, une attraction fatale dont Cibo, Jean-Luc Boutté, tirera profit. Le chef-d'œuvre de Musset dans la belle mise en scène de Georges Lavaudant *(28-10-89)*.

**Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1er. Le 21 février, 14 heures ; le 23, 20 h 30 (et le 28 février). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 15. De 40 F à 180 F.**

### Macbeth

**de William Shakespeare, mise en scène de Matthias Langhoff, avec Daniel Briquet, Agnès Dewitte, Damien Dodane, Christian Drillaud, Sylvie Faleni, Jean-Michel Flagothier, Pierre-André Gamba.**

Matthias Langhoff, directeur du Théâtre Vidy de Lausanne, après avoir incendié l'été du Bicentenaire avec sa mise en scène de *la Mission* et *Au Perroquet vert* lors du dernier festival d'Avignon, revient en France avec un *Macbeth* qui est l'un des rendez-vous les plus tentants de la saison en cours. Le metteur en scène d'origine allemande –de l'Est – n'a malheureusement pas su réunir une distribution à sa mesure *(critique à paraître)*.



MONIQUE RUBINEL/ENGUERAND

***Avant la retraite* est une pièce très sombre de Thomas Bernhard sur la permanence de l'idéologie nazie dans l'Autriche contemporaine. Prolongée en raison de son succès au Théâtre de la Colline, elle est servie par la grande Denise Gence ici aux côtés de Eléonor Hirt *(26-01-90)*.**

**Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 60 F à 130 F.**

### Le Malade imaginaire

**de Molière, mise en scène de Hans Peter Cloos, avec Jean-Pol Dubois, Denis Lavant, Catherine Jacob, Eric Prat.**

Très belle distribution pour cette nouvelle mise en scène d'un grand classique par le turbulent metteur en scène allemand Hans-Peter Cloos : Catherine Jacob, l'héroïne de *Paris-Nord* aux côtés de Jacques Bonnaffé, révélée par son rôle dans *la Vie est un long fleuve tranquille*, aborde le répertoire et c'est tant mieux ; Denis Lavant, le héros fétiche de Léos Carax, continue son travail d'exception sur les scènes avant – on l'espère – qu'on puisse le retrouver dans le film pour l'instant arrêté du susdit *(critique à paraître)*.

**Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 60 F à 130 F.**

### Le Misanthrope

**de Molière, mise en scène de Pierre Pradinas, avec Niels Arestrup, Marianne Basler, Eric Bérenger, Francesco Campisano, Brigitte Catillon, Alain Gautré.**

Niels Arestrup a repris le beau Théâtre de la Renaissance qui était menacé de disparition. Acte de courage qu'il prolonge en interprétant l'un des plus grands rôles du répertoire aux côtés de Marianne Basler et de Brigitte Catillon, une actrice magnifique que l'on est ravi de revoir sur scène *(critique à paraître)*.

**Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-08-18-50. De 80 F à 165 F.**

### Les Palmes de M. Schutz

**de Jean-Noël Fenwick, mise en scène de Gérard Caillaud, avec Sonia Vollereaux, Stéphane Hillel, Gérard Caillaud.**

La découverte du radium par Pierre et Marie Curie : jolie mise en scène, belle interprétation, l'un des succès de l'année, tout à fait mérité *(26-9-89)*.

**Mathurins, 36, rue des Mathurins, 8e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-65-90-00.**

**Durée : 2 heures. De 60 F à 200 F.**

### Le Plaisir de rompre et le Pain de ménage

**de Jules Renard, mise en scène de Bernard Murat, avec Anny Duperey et Bernard Giraudeau.**

Deux petites pièces en un acte de Jules Renard qui a mieux écrit les rôles d'hommes que les rôles de femmes. Du coup, Giraudeau paraît en pleine forme tandis que Duperey semble plus en retrait. Un déséquilibre auquel un bon metteur en scène aurait su remédier. Bernard Murat n'est pas de cette troupe-là. Une soirée charmante, malgré tout *(critique à paraître)*.

**Comédie des Champs-Elysées, 15, av. Montaigne, 8e. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-08-24. Durée : 1 h 45. De 90 F à 250 F.**

### Le Souper

**de Jean-Claude Brisville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Krakowski et Laurent Rey.**

Fouché-Brasseur au bras de Talleyrand-Rich, impeccable et drôle : un succès qui ne se dément pas *(4-10-89)*.

**Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14e. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F à 230 F.**

### La Veuve (ou le Traître trahi)

**de Pierre Corneille, mise en scène de Christian Rist, avec Jacques Bonnaffé, Yann Collette, Jean-François Sivadier, Patricia Dinev, Andréa Retz-Rouyet.**

Cinq ans avant *le Cid*, Corneille écrit sa troisième pièce, une comédie, jamais jouée. Christian Rist s'en empare aujourd'hui après l'avoir abordée dans son laboratoire de recherche sur le théâtre d'avant-hier, Studio classique. Ce spectacle est donc le fruit d'un patient travail qui éclate dans les beaux décors de Rudy Sabonghi *(30-1-90)*.

**Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9e. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. Durée : 2 h 45. De 65 F à 90 F.**

**La sélection Théâtre a été réalisée par Olivier Schmitt.**

مكرر في الاصل





Dernière heure : Midori a annulé sa participation à ce concert.

MIDORI ET MATT HAIMOVITZ A L'ORCHESTRE DE PARIS

# Prestige de l'enfant prodige

**La violoniste japonaise Midori et le violoncelliste Matt Haimovitz sont âgés l'un et l'autre d'à peine vingt ans. Ces anciens enfants prodiges jouent aujourd'hui comme des maîtres. Un bonheur que ne connaissent pas tous leurs semblables qui négocient parfois mal leur passage à l'âge adulte.**


CHRISTIAN STEINER

Matt Haimovitz.


CHRISTIAN STEINER

Midori.

SEMYON BYCHKOV, qui vient de succéder à Daniel Barenboïm à la tête de l'Orchestre de Paris, a invité Midori, une violoniste japonaise âgée de dix-neuf ans, et Matt Haimovitz, un violoncelliste américain de dix-huit ans, pour un concert qui les réunira tous trois dans le *Concerto pour violon, violoncelle et orchestre* de Johannes Brahms.

Semyon Bychkov les a-t-il invités après les avoir entendus sur scène ou parce que la rumeur avait porté jusqu'à lui la renommée de leurs exploits ? *« Je les invite pour l'unique raison que j'ai donné un concert avec chacun d'eux, il y a quelques années déjà. Ce sont des musiciens extraordinaires. Il y a deux ans, je leur ai donc proposé d'être associés dans un concert qui leur serait entièrement consacré, à Paris.*

*» J'ai connu Midori il y a quatre ou cinq ans, à Buffalo où j'étais en poste. Je l'avais alors accompagnée dans le* Premier Concerto pour violon, *de Paganini. Elle n'avait que quatorze ou quinze ans, mais jouait déjà avec une autorité assez incroyable. Non seulement son intonation était juste, sa technique accomplie, mais son jeu témoignait d'une maturité peut-être inconsciente, qui s'exprimait pourtant de façon convaincue.*

*» C'est à peu près à la même époque que j'ai fait de la musique avec Matt Haimovitz. Nous avons donné ensemble le* Concerto pour violoncelle *de Dvorak, avec l'Orchestre de Philadelphie. Il jouait avec une intensité d'autant plus émouvante que son violoncelle paraissait plus grand que lui. J'ai vu dans ses yeux, mais je ne sais pas si l'on peut dire cela, une grande élévation de pensée, un esprit transcendant. »*

A dix-huit ou dix-neuf ans, on n'est plus tout à fait un enfant prodige, bien sûr. Mais Midori et Haimovitz sont déjà des vétérans de la scène et du disque. A l'instar de ses confrères installés dans la carrière depuis des années, et qui passent d'une maison de disques à une autre, Midori vient déjà de quitter Philips pour CBS-Sony Classical, et Haimovitz, auréolé par ses invitations au Festival de Marlboro (où il a eu la chance de travailler avec le pianiste Rudolf Serkin), vient, lui, d'entrer par la grande porte chez Deutsche Grammophon en enregistrant les concertos de Lalo et Saint-Saëns avec James Levine et le Philharmonique de New-York.

## EN CULOTTES COURTES

Les enfants prodiges ont de tout temps fasciné les foules. Mozart jouait du clavecin sur les genoux de Marie-Antoinette et composait *Apollo et Hyacinthus* à l'âge de onze ans. Camille Saint-Saëns connaissait ses notes avant de savoir tout à fait parler. Les pianistes Clara Haskil et Joseph Hofmann, comme leur cadet Nelson Freire, étaient capables de rejouer immédiatement un mouvement de sonate, puis de le transposer dans n'importe quelle tonalité sans l'avoir jamais entendu auparavant. Cela à un âge où les autres enfants commencent à peine à écrire. Le chef d'orchestre Roberto Benzi dirigeait le grand répertoire au concert (et pour le cinéma !) en culottes courtes avec une autorité d'adulte (on raconte que les musiciens faisaient des fautes pour tenter de le tromper ; le bambin les relevait toutes). Mendelssohn composait l'*Ouverture du Songe d'une nuit d'été*, son chef-d'œuvre, à l'âge de dix-sept ans, comme Schubert son *Roi des aulnes*...

Chacun en son temps a défrayé la chronique, se faisant connaître bien au-delà du cercle des amateurs. Parfois pour des raisons extramusicales : Joseph Hofmann était tellement exhibé par ses parents que les Etats-Unis légiférèrent pour protéger les enfants de l'exploitation par des adultes parfois avides de gagner de l'argent sur le dos de leur progéniture ou simplement fiers de leurs prouesses.

De tous les enfants prodiges du vingtième siècle, Yehudi Menuhin reste cependant le plus mystérieux, une sorte d'étalon pour tous les autres. Albert Einstein voyait en lui la preuve vivante de l'existence de Dieu. En 1928 (il a douze ans), il réalise ses premiers enregistrements et donne avec la Philharmonie de Berlin, placée sous la direction de Bruno Walter, un concert au cours duquel il interprète les concertos de Beethoven et de Brahms. L'écoute attentive de ses enregistrements d'avant-guerre ne peut en aucun cas laisser supposer qu'un enfant joue. En plus d'une parfaite maîtrise instrumentale, Menuhin s'exprime avec une liberté, une expressivité que beaucoup de ses confrères adultes lui envieront toujours.

Certaines idées ont cependant la vie dure. Par exemple celle qui voudrait que les plus grandes œuvres ne soient accessibles qu'à des « interprètes - aguerris - par - les - dures - réalités - qui - jalonnent - et - façonnent - une - existence ». Interdit donc de *Sonate op. 111* de Beethoven, le pianiste de moins de soixante ans ! De *Symphonie « Héroïque »*, le jeune chef d'orchestre ! Et pourtant, combien de fois avons-nous entendu de tout jeunes artistes interpréter de façon admirable, sans complexe aucun, les œuvres réputées les plus inaccessibles. Comme ce jeune violoncelliste chinois qui joue une sarabande de Bach avec le calme et la noblesse de Casals dans *De Mao à Mozart*, ce film réalisé pendant une tournée en Chine du violoniste Isaac Stern.

Mais le problème avec les enfants prodiges, c'est que, en devenant adultes, ils cessent d'être... des enfants. (Nous apprenons à la toute dernière minute que Midori, souffrante, a annulé sa participation à ce concert. Elle ne sera pas remplacée.)

ALAIN LOMPECH

★ Lire renseignements pratiques ci-contre, dans notre rubrique « Découvertes ».

## DÉCOUVERTES

**Verdi**
*La Force du destin, ouverture*
**Saint-Saëns**
*Concerto pour violoncelle n° 1*
**Dvorak**
*Symphonie du « Nouveau Monde »*

Matt Haimovitz (violoncelle).
Orchestre de Paris,
Semyon Bychkov (direction).
*Lire notre article ci-contre.*

Les 21, 22 et 23. Salle Pleyel. 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 48 F à 190 F.

## SÉLECTION PARIS

**Mercredi 21 février**

**Ravel**
*L'Heure espagnole*
**De Falla**
*Les Tréteaux de maître Pierre*

René Massis,
Jean-Marc Ivaldi,
David Pittsinger (barytons),
Ann Howells,
Marie-Thérèse Keller (mezzo-sopranos),
Thierry Dran,
Jacques Loreau (ténors),
Daniel Ottevaere (basse),
Dominique Visse (contre-ténor),
Orchestre national d'Ile-de-France,
Jacques Mercier (direction),
Jean-Louis Martinoty (mise en scène).

Pour sa réouverture l'Opéra-Comique reprend *l'Heure espagnole* de Maurice Ravel dans des décors toc, d'Arman et une mise en scène coquine de Jean-Louis Martinoty ; et présente une nouvelle production des *Tréteaux de maître Pierre* de Manuel de Falla dans des décors légers et subtils de Miquel Barcelo et une mise en scène assez désordonnée du même Martinoty. Par chance, on ne s'ennuie pas une seconde, même si l'orchestre est assez faible, car la soprano Ann Howells et le contre-ténor Dominique Visse chantent et jouent à la perfection.

Opéra-Comique. Salle Favart. 19 h 30 (+ le 22). Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 400 F.

**Monteverdi**
*Le Couronnement de Poppée*

Marek Torzewski.

➡

# MUSIQUES

➡

**Alexander Oliver (ténors), Trudeliese Schmidt, Elzbieta Ardam/ (mezzos-sopranos), Malcom King (basse), Catherine Malfitano (soprano), Orchestre symphonique de la Monnaie, Sylvain Cambreling (direction), Luc Bondy (mise en scène).**

A la demande de Gérard Mortier, le compositeur Philippe Bœsmans a orchestré *le Couronnement de Poppée*. Son travail reste respecteux de ce qui nous est parvenu de la partition (il n'a, par exemple, pas touché à la ligne mélodique) tout en donnant une nouvelle couleur à une œuvre qui ne peut être jouée dans l'état dans lequel on l'a retrouvée (deux copies trouvées, l'une à Naples en 1888, l'autre à Venise en 1930) en mêlant aux instruments traditionnels de l'orchestre un marimba, un vibraphone, des crotales, un célesta, un glockenspiel, un harmonium, des cloches, un synthétiseur, un accordéon, un tam-tam, un fouet... La mise en scène (sans doute la meilleure de Luc Bondy qui en a réussi beaucoup) souligne les dimensions shakespeariennes du livret. Un spectacle, importé de la Monnaie de Bruxelles, qu'il faut assurément voir... S'il reste des places.

**Nanterre. Théâtre des Amandiers (les 21, 23 et 27, 20 heures : le 25, 15 h 30). Tél. : 47-21-18-81. Location Fnac, Billetel. De 270 F à 320 F.**

## Jeudi 22

### Brahms

*Ouverture tragique*

### Rachmaninov

*Concerto pour piano et orchestre n° 1*

### Schumann

*Symphonie n° 1 op. 38*

**Nelson Freire (piano), Orchestre national de France, Emil Tchakarov (direction).**

L'indicatif d'« Apostrophes » devrait trouver une traduction idéale sous les doigts inspirés et en état d'apesanteur de Nelson Freire, qui joue pour la première fois ce concerto en public. Emil Tchakarov, qui fut longtemps le protégé de Karajan, dirige avec ce mélange d'intransigeance et de liberté qui caractérise les meilleurs chefs d'orchestre. Il vient de publier chez Sony Classical (le nouveau label qui va peu à peu remplacer CBS) un enregistrement magistral du *Prince Igor*, de Borodine, qui réunit une distribution de rêve : Miltcheva, Ghiaurov, Ghiuselev, Kaludov, Martinovich et Evstatieva (S3K 44878).

**Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 30 F à 180 F.**

### Berg

*Concerto de chambre pour piano, violon et treize instruments*

### Schoenberg

*Symphonie de chambre n° 1 pour quinze instruments*



### Webern

*Concerto pour neuf instruments op. 24*

**Roland Daugareil (violon), François-Joël Thiollier (piano), Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direction).**

Deux des œuvres les moins intimidantes produites par la Seconde Ecole de Vienne pour commencer, celle qui *« a pratiquement engendré la pensée sérielle, par le fait que toutes les relations sont contrôlées, même si, maintenant, ces relations nous apparaissent comme simplifiées à l'excès »* (Pierre Boulez). Opus 9 de Schoenberg, la *Première Symphonie de chambre* appartient encore à l'univers tonal, malgré une incertitude permanente autour d'un mi majeur très « officiel », tandis que le *Kammerkonzert* d'Alban Berg, composé presque vingt ans plus tard, inaugure la période dodécaphonique du compositeur le moins dogmatique de son temps. Deux œuvres admirables, placées entre de bonnes mains. L'opus 24 de Webern est plus aride, plus didactique, son extrême concision interdit toute imprécision de la part des solistes.

**Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 90 F.**

### Bach

*Concertos pour deux claviers et cordes BWV 1060, BWV 1062*
*Concerto pour trois claviers et cordes BWV 1064*
*Concerto pour quatre claviers et cordes BWV 1065*

### Haydn

*Symphonie n° 82*

**Jean-Philippe Collard, Bruno Rigutto, Jacques Rouvier, Gabriel Tacchino (pianos), Ensemble orchestral de Paris, Arpad Gerecz (direction).**

Bach au piano ? Pourquoi pas, si le résultat est convaincant. On souhaite à Collard, Rigutto, Rouvier et Tacchino de retrouver un peu de l'esprit d'Edwin Fischer.

**Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30 (+ le 23). Tél. : 40-28-28-40. De 50 F à 195 F. Le 23 à 20 h 30.**

## Samedi 24

### Schubert

*Sonate pour piano en sol majeur op. 78*
*Impromptus*

**Christian Zacharias (piano).**

L'un des pianistes les plus intelligents et cultivés de l'heure, le moins conformiste aussi (sans pour autant être iconoclaste) dans un beau programme Schubert donné dans le cadre de « Désaccord parfait », l'émission de Jean-Michel Damian. L'entrée est gratuite. Une bonne occasion de découvrir un grand, sans bourse délier.

**Maison de Radio-France, 15 heures. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.**

## Dimanche 25

### Mozart

*Trio pour piano, violon et violoncelle n° 8 KV 564*

### Schubert

*Trio pour piano, violon et violoncelle n° 4 op. 100*

**Anne Queffélec (piano), Olivier Charlier (violon), Yvan Chiffoleau (violoncelle).**

Anne Queffélec n'a pas été invitée à ses débuts par Eve Ruggiéri dans son émission de télévision, comme cette dernière l'a prétendu quand elle lui a remis son prix aux Victoires de la musique pour un disque de sonates (sic !) de Satie (Satie n'a composé qu'une sonate et encore s'appelle-t-elle *Sonatine bureaucratique*). En effet, Queffélec a gagné un premier prix au Concours de Munich en 1968 et enregistré un premier disque consacré à des sonates de Scarlatti en mars 1970 pour Erato (un disque qui a fait beaucoup de bruit), à une époque où la célèbre productrice de « Musiques au coeur » n'animait pas encore son émission. Anne Queffélec est une remarquable pianiste et musicienne qui n'a pas son pareil pour dialoguer dans le cadre de la musique de chambre. Et cela se sait effectivement depuis ses débuts, il y a vingt ans déjà.

**Théâtre Renaud-Barrault, 11 heures. Tél. : 42-56-60-70 80 F.**

## Lundi 26

### Albinoni

*Concerto pour cordes op. 5 n° 5*

### Torelli

*Concerto op. 6 n° 10*
*Concerto grosso op. 8 n° 7*

### Corelli

*Concerto grosso op. 6 n° 7*

### Haendel

*Concerto grosso op. 6 n° 11*

### Locatelli

*Concerto grosso op. 6 n° 7*

**Briony Shaw (violon), The Academy of St.-Martin-in-the-Fields, Ionna Brown (direction, violon).**

Fondée par Ionna Brown, l'Academy of St. Martin-in-the-Fields est un de ces nombreux orchestres britanniques à géométrie variable qui se reconstituent par cooptation chaque saison. Avant que ne déferle la vague de l'interprétation philologique, cet ensemble enregistrait à tour de bras avec un bonheur sur lequel les années ne semblent pas avoir de prise. Réécouter aujourd'hui leur interprétation de Vivaldi, Corelli et autres innombrables compositeurs italiens en i est un bonheur de chaque instant. Parmi des disques qui se comptent par dizaines, il en est un qui se devrait d'être dans toutes les discothèques et que Decca a eu la bonne idée de rééditer sur disque compact : *les Quatre Saisons*, de Vivaldi, dirigées par Neville Marriner, dont la perfection décourage l'analyse.

**Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 50 F à 195 F.**

### Chopin

*Mazurkas op. 59 n° 2, op. 68 n° 4 et op. 33 n° 4*
*Première Ballade*

### Beethoven

*Sonate pour piano n° 23 « Appassionata »*

**Inger Södergren (piano).**

Inger Södergren est une pianiste en marge, fragile sur scène, définitive dans le calme du studio. Le regretté critique Antoine Goléa l'avait découverte et invitée, il y a près de quinze ans, au défunt Festival du Printemps de Paris, juste avant qu'elle enregistre pour Calliope les deux dernières sonates de Beethoven (qui lui valurent les plus vifs éloges d'une critique unanime). Par la suite, elle s'est attaquée (pour le même éditeur) aux derniers opus de Brahms, à la dernière sonate de Schubert, à Scarlatti, à Schumann, Bach et Berg. A chaque fois avec le même bonheur, trouvant pour chaque œuvre la sonorité, le climat juste. A n'en pas douter, l'une des pianistes qui comptent aujourd'hui. Pas une machine fidèle en toutes circonstances, mais une artiste à laquelle on succombe, comme l'on succombe à une drogue.

**Châtelet. Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 35 F.**

D.R.

## Mardi 27

### Schubert

*Le Voyage d'hiver*

**Brigitte Fassbaender (mezzo-soprano), Markus Hinterhauser (piano).**

Ecrit pour ténor, *le Voyage d'hiver* de Schubert est le plus souvent chanté par des barytons ou des basses. Après Christa Ludwig, Brigitte Fassbaender se lance dans une transposition (de tessiture et de caractère) qui est loin de faire l'unanimité au sein du public amateur de lied. Mais le chant de Fassbaender touche par son refus de toute pose, de tout alanguissement. Il est la passion même, comme en témoigne son enregistrement de *l'Amour et la Vie d'une femme*, de Schumann, hélas ! handicapé par un pianiste assez terne. Ce qui serait formidable, ce serait que Fassbaender enregistre avec Martha Argerich. Elle le souhaite. Pourvu que cela se fasse.

**Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 110 F.**

### Hector Berlioz

*La Damnation de Faust,*

**version de concert**

**Anne-Sophie von Otter (mezzo-soprano), Thomas Moser (ténor), Sigmund Nimsgern (baryton), Christian Stephinger (basse), Orchestre symphonique et Chœurs de la Radio bavaroise, Sir Colin Davis (direction).**

Depuis des années, Colin Davis a pris fait et cause pour Berlioz, dont il a enregistré la quasi-intégrale de l'œuvre pour Philips. Excellente idée, donc, que de l'inviter.

**Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. Complet.**

### Bach

*Concerto pour deux violons*

### Beethoven

*Concerto pour piano n° 1*

### Haydn

*Symphonie n° 103*

**Martha Argerich (piano), Philip Bride, Christian Crenne (violons), Ensemble orchestral de Paris, Armin Jordan (direction).**

Oui, pour Argerich, qui joue le *Premier Concerto pour piano* de Beethoven avec une fantaisie débridée et un art du chant si émouvant, oui pour Armin Jordan, qui dirige si bien le jeune Beethoven et Haydn et peut-être oui pour l'orchestre, qui ne joue jamais aussi bien que lorsque son patron le dirige.

**Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 170 F.**

**Ecrit pour un ténor, *le Voyage d'hiver* s'est imposé dans sa transposition pour baryton. Comme si la désolation ne pouvait être traduite que par une voix grave. Certaines mezzos l'inscrivent à leur répertoire, et on le leur reproche. Comme si la désolation ne pouvait être traduite par une voix de femme. Brigitte Fassbaender chante *le Voyage d'hiver*, à l'Auditorium des Halles, le 27 février.**

# RÉGIONS

## Mulhouse

### Weber

*Le Freischütz, ouverture et deux airs d'Agathe*
*Oberon, ouverture*

### Berg

*Der Wein*

### Wagner

*Lohengrin, ouverture*
*Les Maîtres chanteurs, ouverture*

**Françoise Pollet (soprano), Orchestre symphonique Rhin-Mulhouse, Luca Pfaff (direction).**

Françoise Pollet remplace Rachel Yakar, son amie souffrante, dans un beau programme Weber, Berg. Cette chanteuse évoque le souvenir de la jeune Crespin, c'est dire si elle fait mieux que bien chanter.

**Le 23. Théâtre municipal, 20 h 30. Tél. : 89-45-20-04. De 40 F à 95 F.**
**Le 24 février à 20 h 30, Théâtre de Belfort. Le 25 février à 17 h, Centre culturel de Mâcon.**

# DANSE

## Vendredi 23

### Ballet Roland Petit

**Le Diable amoureux.**

Quand un jeune homme désœuvré décide d'évoquer le diable, d'étranges aventures surviennent. Roland Petit tire son ballet de la célèbre nouvelle de Jacques Cazotte.

**Théâtre des Champs-Elysées (les 23, 24, 26 et 27, 20 h 30 ; le 25, 17 heures). Tél. : 47-20-36-37. De 80 F à 280 F.**

## Mardi 27

### Ballet du Théâtre Kirov de Leningrad

**Symphonie écossaise, Thème et Variations, Petrouchka.**

Lire l'article page 26.

**Opéra de Paris. Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : rens : 47-42-57-50. De 30 F à 300 F.**

## Lyon

### Bouvier-Obadia

**Welcome to Paradise**

Un homme et une femme, la plus ancienne histoire du monde, mais racontée de façon nouvelle et poignante par Joëlle Bouvier et Régis Obadia, beaux, romantiques, passionnés. Un chef-d'œuvre de cinquante minutes.

**Transbordeur, les 23 et 24 février, à 20 h 30. Tél. : 78-93-08-33. 80 F.**

## Rouen

### Danse en festival

Un « bal contemporain » (où chacun sera invité à danser), suivi de spectacles de Gisèle Gréan, Paco Decina, Mathilde Monnier, Jean-François Duroure, Catherine Diverres, Bernardo Montet et Josef Nadj.

**Espace Duchamp-Villon. Du 22 février au 13 mars. Tél. : 35-62-31-31. 50 F et 70 F.**

# JAZZ

### Niels Lan Doky Daniel Humair Jean-François Jenny-Clark

Rapide et séduisant : Niels Lan Doky, pianiste aujourd'hui. Autour de lui, Jean-François Jenny-Clark et Daniel Humair : une rythmique de fer dans un gant de velours. C'est du cousu main pour *happy few* et tout-venant. Du jazz tout terrain. S'adresse par priorité au public anxieux (exemple : *« Niels Lan Doky ? C'est dans quel style ? »*)

**Le 22. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.**

### Motian, Frisell, Lovano

Croisements, bruissements et lyrisme pacifié : percussions, cordes et ténor. Entre la fausse légèreté et une suavité feinte, le trio se faufile en douce. Du jazz tout terrain. S'adresse par priorité au public.

**Le 28. New-Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.**

# ROCK

### Timbuck III

Après des annulations à répétition, voici enfin les néo-folkeux, animateurs de feu de camp planétaire. A force d'astuce, d'humour et d'électronique, ils font passer leurs ballades pavées de bonnes intentions pour le chant du monde.

**Le 26. Dunois, 19 heures. Tél. : 45-84-72-00. 70 F.**

### Marc Minelli Road Runners Corman et Tuscadu Elmer Food Beat

Tous les groupes de la soirée ont été sélectionnés dans le cadre du projet FAIR. A l'initiative du ministère de la culture, les formations recevront une aide pour leur permettre de tourner. Et c'est vrai que ce premier cru est exclusivement composé de jeunes gens méritants, qu'il s'agisse de Corman et Tuscadu, duo avant-gardiste inattendu, ou des Road Runners, fiers héritiers du Dr Feelgood.

**Le 27. Elysée-Montmartre, 18 h 30. Location FNAC. 60 F.**

## Le Mans

### Test Department

Voici une cérémonie (un concert de Test Department) pendant laquelle les initiés connaîtront de grandes joies. Poussés par la curiosité, les autres devraient vivre une soirée inoubliable, quelle que soit la nature du souvenir qu'il garderont, traumatisme auditif ou épiphanie sonore. Avec également les Anglais batavisés de Legendary Pink Dots.

**Le samedi 24 février à 20 heures au Complexe polyvalent d'Allonnes (Le Mans). Tél. : 43-23-85-93. 90F.**

## Nice

### Valmarac

En marge du carnaval, un festival « rock-mode-peinture » avec l'aile anglophone du rock français, des néo-romantiques de Mary Goes Round aux r'n'b gras des Shifters, et puis aussi des groupes régionaux. En tout une douzaine de groupes en accès libre.

**Du 22 au 28 février, à l'Espace Masséna, Nice. Tél. : 93-98-23-44.**

# MUSIQUES DU MONDE

### Sam Mangwana

Après un passage dans les deux plus grands orchestres du Zaïre, l'OK Jazz de Franco et l'African Fiesta, ce complice des stars de l'Afrique qui danse, Tabu Ley ou Franco, retourne à ses sources, le Mozambique et l'Angola dont ses parents sont originaires. Il y a donc une touche de merengué et de makossa dans sa rumba. La dernière fois qu'il est venu en Europe, c'était avec Franco. C'est aujourd'hui le retour d'un musicien considéré comme un maître par ses collègues africains.

**Le samedi 24 février à 21 h 30 au New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries. Paris 10e. Tél. : 45-23-51-41.**

### Ricardo Vilas

Eloigné du Brésil par la dictature, Ricardo Vilas entreprend à partir de 1969 une deuxième carrière en Europe avec la chanteuse Teca Calazans. Le duo Teca e Ricardo, habitué des scènes françaises, entame avec succès une tournée mondiale, où la musique brésilienne perd en force, mais gagne en gentillesse. Guitariste et compositeur, Vilas, de retour au Brésil, travaille pour la télévision Globo, écrit la musique de nombreux feuilletons populaires. Un peu de reggae, de jazz et de samba, sa musique coule toute seule entre Europe et Amérique latine.

**Le 21 février à 21 h 30 au New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries. Paris 10e. Tél. : 45-23-51-41.**

La sélection « Musiques » a été réalisée par : Alain Lompech. « Danse » : Sylvie de Nussac. « Jazz » : Francis Marmande. « Rock » : Thomas Sotinel. « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.



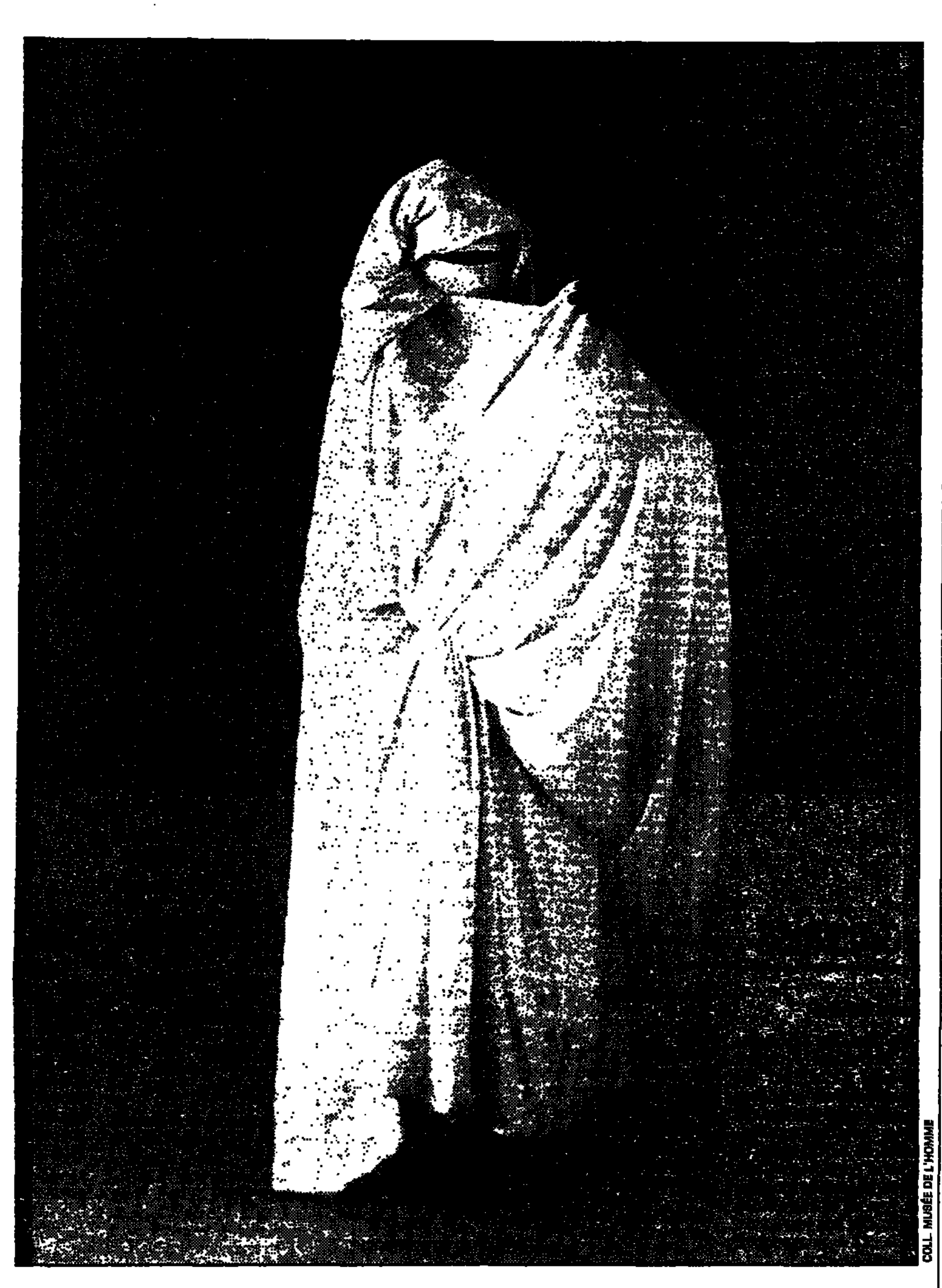


ARTS

VARIATIONS TEXTILES ET PSYCHANALYTIQUES DE CLÉRAMBAULT

# Les plis du ça

**Clérambault ne fut pas seulement un psychiatre réputé, dont Lacan fut l'élève reconnaissant, il a laissé une œuvre photographique immense, portant sur un seul sujet : l'étoffe et le drapé. Le Centre Pompidou expose quelques-uns de ses clichés.**



COLL. MUSÉE DE L'HOMME

**Maroc 1915. Les postures compliquées sont source de plis inattendus. Les étoffes sont alors animées d'une vie propre.**

LE 17 novembre 1934, Gaëtan Gatian de Clérambault, psychiatre réputé pour son laconisme, la précision de ses diagnostics et la clarté de sa langue, est assis dans sa chambre, à Montrouge, face à un miroir. Il tient à la main un revolver, souvenir de la dernière guerre. Calé dans son fauteuil, il introduit le canon de l'arme dans sa bouche et appuie sur la détente. Partout dans la pièce, remarquera la police au cours d'une enquête de routine, foisonnent les étoffes : satins, velours, taffetas, soieries, indiennes et cretonnes. L'illustre médecin est aussi un amoureux des tissus et un spécialiste du drapé. Les séminaires qu'il tenait à l'Ecole des beaux-arts entre 1923 et 1926 sur le drapé dans l'Antiquité, avec mannequins et photos à l'appui, étaient aussi courus que ceux, un demi-siècle plus tard, de son ancien élève Jacques Lacan qui lui rendit un hommage appuyé : *« De Clérambault fut mon seul maître dans l'observation des malades. »*

L'exposition organisée au Centre Pompidou présente un échantillon des talents photographiques de cet « observateur » hors pair. Le médecin laissa à sa mort plus de vingt mille clichés légués au Musée ethnographique du Trocadéro, ancêtre du Musée de l'homme, dont seul subsiste un petit fonds. Ces travaux portent exclusivement sur des étoffes savamment mises en scène autour d'un corps. La lumière et les ombres, l'ampleur du drapé, la complexité des plis, sont minutieusement étudiés. L'ample vêtement qui enveloppe le modèle le dérobe entièrement aux yeux de l'opérateur. Seul un regard coincé entre deux étoffes rappelle parfois la présence humaine (féminine ?) dissimulée derrière les entrelacs compliqués du textile. *« Regard qui anticipe sur celui de Clérambault se donnant la mort face à son miroir »*, explique un autre psychiatre, Serge Tisseron (1).

Clérambault, fils d'un receveur de l'Enregistrement, est né à Bourges le 2 juillet 1872. Très doué pour le dessin, il fréquente l'Ecole des arts décoratifs mais s'oriente vers le droit pour satisfaire à la tradition familiale. Sa licence achevée, il entame des études de médecine et, très vite, se tourne vers la psychiatrie. Il passe sa thèse de médecine en 1905 et obtient, peu de temps après, le poste de médecin adjoint de l'infirmerie spéciale de la préfecture de police.

Il y fera toute sa carrière. A partir de 1921, il en sera le médecin-chef. *« Le local n'était pas engageant*, raconte Albert Londres qui le visita en 1925. *On eût dit la coursive d'un vieux cargo hors de service. Le mal de mer apparaissait déjà à l'horizon. C'était propre et cela sentait le fond de vieille cale. »* Cette gare de triage où convergeaient toutes les urgences psychiatriques de la capitale recevait 2 000 à 3 000 patients par an – pour vingt lits. C'est dire que, si l'échantillonnage des cas était très complet, l'étude en était nécessairement limitée dans le temps. Le regard particulièrement aigu de Clérambault lui permet de multiplier les observations cliniques. Des milliers de certificats sont conservés à Sainte-Anne. Ils témoignent du travail quasi photographique fourni par le psychiatre.

## L'« AUTOMATISME MENTAL »

Travail qui lui permet d'élaborer un corps doctrinal. Dès 1908, il décrit *« la passion érotique des étoffes chez la femme »*. Plus tard il s'attache à la description de l'érotomanie, *« illusion délirante d'être aimé »*, avec ses trois phases : espoir, dépit et haine, immédiatement baptisée « maladie de Clérambault ». Il isolera ensuite l'*« automatisme mental »*. Clérembault s'oppose à toute interprétation psychologique de la psychose. Il ne veut voir à l'origine du syndrome d'« automatisme mental » qu'un processus organique résultant d'une atteinte des neurones cérébraux. Ces théories, aujourd'hui totalement abandonnées, ne doivent pas faire oublier la qualité et la précision des analyses cliniques que tous ceux qui ont fréquenté Clérambault – Lacan en tête – s'accordent à reconnaître.

Mais la carrière médicale du psychiatre ne lui fit pas négliger sa double passion : celle des étoffes et celle de la photographie, qu'il allait bientôt combiner. *« La pratique de la photographie répondait à un besoin de vérité – de vérité instantanée – saisie sur le vif »*, se souvient l'un de ses anciens élèves, le professeur Paul Sivadon. Pendant la première guerre mondiale, qu'il fait en première ligne, il s'expose pour fixer sur ses plaques les explosions des mines et des obus. Sérieusement blessé, il passera une longue convalescence au Maroc. Il y apprend l'arabe et, surtout, photographie des milliers de femmes, voilées de la tête aux pieds. Il impose à ses modèles des postures compliquées, source de plis inattendus. *« Ce ne sont bientôt plus des étoffes qu'il photographie*, note Serge Tisseron, *mais des étoffes animées d'une vie propre, non plus vêtements, mais peaux, littéralement des tissus cutanés. »* Son esprit de système le poussera même à présenter, devant la Société d'ethnographie de Paris, une classification précise des voiles et autres costumes drapés.

Mais pour ce grand visuel, ce voyeur hors pair, un drame se prépare. Ses yeux se voilent progressivement. La cataracte le menace. *« Vers mes cinquante-sept ans*, écrit-il dans un texte publié peu après sa mort (2), *certains malaises oculaires que j'avais éprouvés de tout temps s'aggravèrent. »* Sa vision s'éteint peu à peu. On tente une opération. Peine perdue. Huit mois après, un dernier regard sur un miroir, le rideau tombe.

EMMANUEL DE ROUX

(1) *La Passion des étoffes chez un neuro-psychiatre, Gaëtan Gatian de Clérambault*, par Serge Tisseron, avec Yolande Papetti, Bernard de Fréminville et Françoise Valier. Solin éd.

(2) Les œuvres de Clérambault, publiées en 1942 aux PUF, viennent d'être rééditées par les éditions Frénésie, coll. « Insania, les introuvables de la psychiatrie ».

★ *Centre Pompidou, galerie de la BPI*, du 21 février au 14 mai, exposition réalisée avec le soutien des Laboratoires Delagrange et la participation de Kodak-Pathé.

# NOUVELLES EXPOSITIONS

**Le calendrier des expositions paraît désormais dans *le Monde* du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.**

### Gaëtan Gatian de Clérambault

*Lire notre article ci-contre.*

**Centre Georges-Pompidou, galerie de la BPI, 2e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Du 21 février au 14 mai.**

### Mario Merz

Après la grande rétrospective Mario Merz du Musée Guggenheim, une autre, à l'échelle d'une galerie. De l'artiste italien, elle propose des peintures datées de 1957 à 1960 qu'on n'a jamais vues en France, un choix de pièces significatives de la période arte povera, et un environnement récent. Parallèlement, sont exposés, rue de Montmorency, des multiples produits autour de 1969-1970, par les représentants de l'art pauvre.

**Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes, Paris, 3e. Tél. : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h, samedi de 11 h à 19 h. Du 24 février au 24 mars.**

### Bâle

### Picasso et Braque : l'invention du Cubisme

*Voir notre photo légendée page 32.*

**Kunstmuseum, St. Alban-Graben, 16, CH – 4010 Bâle. Tél. : 61-22-08-28 et 22-08-25. Du 25 février au 4 juin.**

# SÉLECTION PARIS

### Afrique, formes sonores

De bois, d'ivoire, de métal, les instruments de musique africains, clochettes, tambours, sifflets, trompes et harpes, sont présentés en tant que sculptures figurant l'homme ou l'animal. Environ cent-soixante-dix pièces ont été prêtées par des musées et des collections privées pour réaliser cette exposition originale, qui nous vient des Etats-Unis.

**Musée national des arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil, Paris, 12e. Tél. : 43-43-14-54. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 30, samedi, dimanche de 10 h à 18 h. Jusqu'au 2 avril. 23 F, 13 F dim.**

### Bronzes antiques

Le Musée Carnavalet conserve une importante collection de petits bronzes gallo-romains découverts à Paris depuis le début du dix-neuvième siècle : en voici environ quatre cents, qui éclairent les aspects de la vie quotidienne et les pratiques funéraires au temps où Paris s'appelait Lutèce.

**Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris, 3e. Tél. : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h, jeudi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 1 juillet. 20 F.**

### Filonov

*Pour avoir été censuré, pour* n'avoir pas exposé à l'étranger avant que tombe le rideau de fer, pour n'avoir pas émigré, Pavel Filonov, l'un des protagonistes de l'avant-garde russe des années 20, est resté à la porte de l'histoire de l'art moderne. Et son œuvre, dont nous découvrons, à peu près en même temps que les Soviétiques, l'étrange complexité, de devoir être lue, passée au peigne fin, longuement analysée, avant de trouver sa juste place.

**Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 30 avril.**

### Kupka ou l'invention d'une abstraction

Une grande rétrospective. Complète grâce aux prêts de la Galerie nationale de Prague, elle permet de découvrir d'étranges œuvres symbolistes et de mesurer toute la complexité de la démarche du peintre, l'un des grands pionniers de l'abstraction. C'est d'ailleurs sur le passage de Kupka à une peinture de la non-représentation que l'accent est mis.

**Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi à 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février. 15 F.**

### Le corps en morceaux

De la sculpture antique retrouvée sous forme de fragments, que le XIXe siècle a aimé compléter et le XXe siècle dérestaurer, aux morceaux de corps délibérément donnés comme œuvres achevées : une exposition de têtes, de torses, de mains, de jambes et de pieds coupés dans le vif du sujet, signés Rodin, Claudel, Degas, Bourdelle, Maillol, Gauguin, Matisse...

**Musée d'Orsay, entrée quai Anatole-France, pl. Henri-de-Montherlant, Paris, 7e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 h à 18 h, jeudi de 10 h à 21 h 45, dimanche de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Visite de groupes, renseignements au 45-49-45-46. Jusqu'au 3 juin. 25 F, 16 F dim.). Billet jumelé exposition musée : 40 F.**

### Le paysage en Europe du XVIe au XVIIe siècle

De Campagnola à Rubens, de Breughel à Hackert, en passant par Claude Gellée et Poussin, cent soixante-deux dessins des collections du Louvre mettent en lumière l'évolution de la représentation du paysage, d'une conception de l'espace occupé par l'homme, au sentiment de la nature.

**Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard – côté jardin des Tuileries, Paris, 1er. Tél : 40-20-53-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 15. Visites-conférences les jeudis et samedis à 15 h du 15 février au 14 avril. Jusqu'au 23 avril. 25 F (prix d'entrée du musée).**

### Le peintre, le roi, le héros

*Un dossier Mignard*, peintre méconnu en dépit des charges officielles qu'il occupa pendant le règne de Louis XIV. Dont on ne retient généralement qu'un substantif péjoratif –mignardise, – qui n'a même pas été forgé sur son nom.

**Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard – côté jardin des Tuileries, Paris, 1er.**

➡

# ARTS

➡ Tél. : 40-20-53-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 15. Visites conférences les lundis à 15 h du 19 février au 18 avril, les mercredis à 15 h. Jusqu'au 23 avril 1990. 25 F (prix d'entrée du musée).

### P.-A.B. à la BN.

Ami des poètes et des peintres, éditeur-imprimeur privilégié de René Char, Pierre-André Benoit, P.-A.B. pour les intimes, a imaginé, parfois, des livres de très petit format : ce sont ses « Minuscules », toujours conçus comme des créations originales, et tirés à très peu d'exemplaires.

**Bibliothèque nationale, galerie Mortreuil, 58, rue de Richelieu, Paris, 2e. Tél. : 47-03-81-26. Tous les jours de 12 h à 18 h. Jusqu'au 4 mars 1991.**

### SAD 90, cinquante-cinquième Salon des artistes décorateurs

Le rendez-vous annuel des architectes d'intérieur, des designers et des graphistes. Ou l'on trouve de tout : du meuble dans des espaces habitables, des ensembles de bureau, du matériel de voyage et de première nécessité, du hautement technologique et du plus farfelu.

**Grand Palais, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris, 8e. Tél. : 43-59-68-10. Tous les jours de 10 h à 20 h, nocturnes les mercredi et vendredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 11 mars. 40 F.**

### Soliman le Magnifique

Le Grand Turc est au Grand Palais. Et avec lui une partie des trésors du palais de Topkapi : pièces d'orfèvrerie, textiles, céramiques, miniatures, calligraphies, documents témoignant de l'art et de la culture ottomane à son apogée. Dont le grandiose (sans grandiloquence) n'a cessé d'éblouir l'Occident.

**Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris, 8e. Tél : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 14 mai. 33 F.**

### Sophie Taeuber

Une rétrospective juste et bien faite. Qui rend hommage au talent et à l'originalité des recherches d'une artiste d'avant-garde, amie de Dada puis du constructivisme, dont l'œuvre tient bon, sans qu'il soit besoin de la situer, comme on le fait trop souvent, dans la mouvance de celle de Jean Arp, l'époux.

**Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 18 mars. 15 F.**

### Un photographe victorien : lady Hawarden (1822-1865)

Admirée par Lewis Carroll, cette aristocrate victorienne, mère de dix enfants, se spécialisa dans les tableaux vivants interprétés par ses proches. A l'opposé de Caméron, son art repose sur l'expressivité de la lumière et la netteté. Prêtés par le Victoria and Albert Museum, quarante tirages d'époque révèlent la candide beauté de cette œuvre fantasmagorique.

**Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris, 7e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 h à 18 h, jeudi de 10 h à 21 h 45, dimanche de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Jusqu'au 29 avril. 23 F (billet d'accès du musée).**

### Voyages dans les marches tibétaines

Hommage aux voyageurs et explorateurs français qui, au tournant du siècle, partirent à la découverte de contrées méconnues, aux confins de la Chine, du Tibet et de la Birmanie. Ils en rapportèrent des objets et surtout d'étonnants clichés photographiques, qu'ils prirent parfois en rusant. Comme Alexandra David-Neel, qui pénétra à Lhassa, en 1924, déguisée en mendiante.

**Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris, 16e. Tél. : 45-53-70-60. Tous les jours sauf mardi et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 1er octobre. 16 F (billet donnant droit à la visite du musée).**

**De qui est ce collage ? De Picasso ou de Braque ? De Braque, mais ce n'est pas si évident en ce temps où les deux artistes continuent à explorer ensemble les voies du cubisme, leur invention. Une aventure que retrace l'exposition de Bâle, version abrégée de celle que le MOMA a présentée à l'automne, et que Paris n'a pas daigné accueillir. Dommage.**

## GALERIES

### Alan Davie

Cela faisait des années que les œuvres de ce peintre écossais n'avait pas été exposées à Paris : des compositions fantaisistes de signes et d'images emblématiques en partie tirées de cultures primitives ou lointaines, témoins de souvenirs, de voyages et d'émerveillements. Qui font penser à des rébus, et à ce qu'on a appelé la figuration libre.

**Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine, Paris, 8e. Tél : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 3 mars 1990.**

### Fernando Mignoni

Les œuvres récentes, peintures, reliefs et sculptures, d'un Madrilène de soixante ans, abstrait géométrique qui pratique de plus en plus résolument la coupe au carré et l'aplat de couleur en l'enveloppant d'un parfum de minimalisme. Loin, très loin des matières et des sonorités sourdes dont la peinture espagnole semble s'être fait une spécialité.

**Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain, Paris, 7e. Tél : 42-22-77-57. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 5 mars 1990.**

### Thierry Sigg

Dix grandes œuvres récentes d'un sculpteur parisien capable de surprendre par sa façon de traiter le bronze, auquel il donne des formes bizarrement profilées, tenant à la fois de l'objet et du signe, et qu'il peint en partie.

**Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot, Paris, 6e. Tél : 43-54-78-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars 1990.**

### Hiroshi Sugimoto

Des intérieurs baroques de cinémas hollywoodiens, la ligne d'horizon de diverses mers du globe, et surtout les dioramas d'animaux empaillés du Musée d'histoire naturelle de New-York, cadrés au grand-angle, illustrent, chez ce photographe japonais de quarante-et-un ans, trois versants complémentaires d'une réalité différente.

**Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turenne, 2e étage, escalier B, Paris, 3e. Tél : 42-74-56-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 h à 19 h. Jusqu'au 9 mars 1990.**

## SÉLECTION RÉGIONS

### Amiens

#### Sextine

Un regard sur la sculpture à Barcelone, aujourd'hui. Six artistes y sont présentés : Pere Noguera, Gabriel, Joan Rom, Aureli Ruiz, Angels Viladomiu, Juan Urrios, tous proposés par le directeur du Musée d'art contemporain de la métropole catalane.

**Maison de la culture, place Léon-Gontier, 80000 – Tél. : 22-91-83-36. Jusqu'au 18 mars.**

### Bordeaux

#### Qu'est-ce qui est contemporain ?

Une exposition en forme de point d'interrogation, et en trois temps. On en est au second, avec, pour creuser la question, les propositions contradictoires d'Armleder, de Barcelo, de Basquiat, de Cucchi, de Halley, de Kiefer, de Lavier et de Sherrie Levine.

**Musée d'art contemporain, Entrepôt Lainé, Rue Foy, 33000. Tél. : 56-44-16-35. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 mars.**

### Châteauroux

#### Cruz-Diez

Un point sur les recherches et réalisations de ce pionnier de l'Op Art, Vénézuélien de Paris, qui gère toujours, mais désormais à très grande échelle, les propriétés instables de la couleur, pour embellir l'architecture des métropoles, en particulier celle de Caracas, sa ville natale.

**Abbaye des Cordeliers, 2, descente des Cordeliers, 36000. Tél. : 54-34-28-31. Jusqu'au 11 mars.**

### Compiègne

#### Abstraction géométrique

Du constructivisme au cinétisme, d'Agam à Zanotti, en passant par Gorin, Honegger, Morellet, Nemours et Seuphor : trente-six artistes, qui peuvent avoir du goût pour l'ordre, mais aussi le désordre, et qui, dans les deux cas, prouvent la permanence et la vitalité, contre vents et marées, de la recherche abstraite rigoureusement orchestrée.

**Centre d'animation culturelle, place Briet-Daubigny, 60200. Tél. : 44-23-07-23. De 13 h 30 à 18 heures, fermé le lundi. Jusqu'au 10 mars.**

### Lyon

#### Unglee

Inspiré par le graphisme des formes, ce réalisateur de films expérimentaux épingle les tulipes au Polaroid SX 70. Tel un ruban luminescent, les tiges s'élancent, serpentent, ondulent et dansent. Trois tons (rouge, vert et blanc) suffisent à créer l'harmonie de cette palette cinétique qui s'épanche et se disloque.

**Le Réverbère 2, 38, rue Burdeau. Tél. : 72-00-06-72. Jusqu'au 31 mars.**

### Rennes

#### Dessins italiens du XVIe au XVIIIe siècle

Le musée de Rennes accueille, en exclusivité et pour la première fois en France, les dessins italiens de la Galleria Estense de Modène. Celle-ci a hérité des prestigieuses collections des princes d'Este, mécènes et humanistes de l'Italie renaissante et baroque, dans lesquelles le Parmesan, Tintoret, Palma le Jeune, J. Bassano et le Corrège sont particulièrement bien représenté.

**Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 99-28-55-85. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 30 avril.**

### Saint-Etienne et Saint-Paul-de-Vence

Une fondation/un musée, un musée/une fondation. Echange (provisoire) de collection : le Musée d'art moderne de Saint-Etienne accueille des œuvres de la Fondation Maeght, la Fondation Maeght accueille des œuvres du musée stéphanois. Bonnard, Braque, Giacometti, Hartung, Miro et bien d'autres « anciens » sont montés, quand les « nouveaux », pop'artistes, nouveaux réalistes, minimalistes, descendaient.

**Musée d'art moderne, la Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. De 10 heures à 19 heures. Nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu' au 5 avril.**

**Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-63. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu' au 4 avril.**

### Thiers

#### Miguel Egana

Dans le genre détournement un peu fou d'objets du quotidien : caddies, boîtes à outils ou panneaux signalétiques, le jeune sculpteur Miguel Egana est plutôt bien. D'ordinaire il travaille et expose à Paris, mais cette fois il est à Thiers, au pays de la coutellerie, parce qu'il lui arrive souvent de tordre du fer, condition *sine qua non* pour exposer au centre d'art du Creux-de-l'Enfer.

**Centre d'art contemporain Le Creux-de-l'Enfer, vallée des Usines, 63300. Tél. : 73-80-26-56. De 15 heures à 20 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 1er avril.**

### Tourcoing

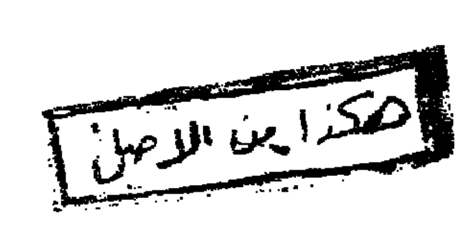
#### André Corneille Lens

L'un des rares représentants de l'art flamand au dix-huitième siècle. Peintre d'histoire et de mythologies, il fut sauvé de la raideur par d'élégants coloris. Auteur de traités (du bon goût et de la beauté en peinture), il réforma puis dirigea l'Académie d'Anvers, puis, à la fin de sa vie, décora à Bruxelles des églises et des bâtiments publics.

**Musée des Beaux-Arts, 2, rue Paul-Doumer, 59200. Tél. : 20-25-38-92. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30, le dimanche de 15 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 2 avril.**

**La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breerette, Sélection « Photo » : Patrick Roegiers**





## BILLET

### Transplants électroniques

La micro-électronique américaine paraît en bonne voie pour subir le même sort que son automobile . Confrontés àune irrésistible poussée des Japonais dans les mémoires – ces puces électroniques qui truffent les ordinateurs, – les Américains, après avoir eu quelques velléités de résistance, baissent la garde : les unes après les autres, les entreprises pactisent avec les Japonais et nouent une série d'alliances quelque peu inégales.

En janvier, Motorola annonçait un tandem avec Toshiba, Texas-Instrument s'alliait avec Hitachi, et Intel décidait tout simplement de coller ses étiquettes sur des mémoires fabriquées au Japon d'abord, et peut-être aux Etats-Unis ensuite. Le 15 février, c'était au tour d'ATT, numéro un mondial du téléphone, de signer un accord pour cinq ans avec Mitsubishi : ATT, utilisant la technologie du japonais, va fabriquer dans une de ses usines de Floride des mémoires et les commercialisera.

L'accord, annoncé mardi 20 février, entre Sony et Advanced Micro Devices (AMD) est de la même veine : Sony rachète une usine texane de l'américain pour y produire, à compter de l'an prochain, la prochaine génération de ces mêmes mémoires et lui transférera sa technologie.

Tous ces accords sont conclus dans un contexte de crise : la micro-électronique américaine subit de plein fouet le ralentissement de l'industrie informatique, son principal débouché, qui a refusé, au début de l'année, de se solidariser avec elle et de soutenir le projet américain de reconquête dans les mémoires, baptisé US Memories. IBM, qui supportait activement ce projet, s'est donc retrouvé isolé et n'a eu d'autre solution que de chercher des appuis en Europe, en s'alliant à l'allemand Siemens et en réussissant à entrer par la petite porte dans le programme européen Jessi..

La multinationale américaine puise ainsi de nouveaux arguments pour alimenter sa campagne de charme sur le Vieux Continent en se présentant comme *« un rempart contre les Japonais »*. Idée à double tranchant : la micro-électronique européenne en sortira peut-être renforcée, mais son informatique risque de souffrir de la concurrence accrue du constructeur américain confronté comme ses concitoyens au ralentissement de son marché d'origine.

F. V.

## INSOLITE

### Gaz à retardement

Trois ans et demi après les faits, une citoyenne grecque réclame à Perrier la coquette somme de 212 millions de drachmes (7,5 millions de francs) en guise de dédommagement

Les faits remontent au 25 août 1986 : Mme Hélène Troulinou affirme que, revenant du supermarché, une des petites bouteilles vertes qu'elle venait d'acheter a explosé, la blessant et lui faisant perdre l'usage d'un oeil. Dans la requête qu'elle a déposée, mardi 20 février, auprès de la cour civile grecque, cette Athénienne de trente-six ans assure avoir dépensé de grosses sommes d'argent à l'étranger pour se soigner et, précise l'AFP, avoir perdu pendant ce temps l'occasion de se marier...

---

Entraînée par la flambée des taux d'intérêt

# La Bourse de Tokyo s'effondre mais reste calme

**En deux mois, la physionomie des marchés financiers dans le monde s'est totalement inversée. A l'euphorie apparue en fin d'année avec l'espoir d'une détente sur les taux d'intérêt et les bouleversements en Europe de l'Est a succédé une période d'incertitudes liée à l'évolution de la situation internationale, tant en Allemagne avec la perspective de la réunification monétaire, qu'aux Etats-Unis ou au Japon.**

**Cette situation entraîne des tensions à la hausse sur les taux d'intérêt et aggrave le malaise boursier. A Tokyo, le mouvement de baisse enregistré par à-coups depuis les premiers jours de janvier s'est amplifié mercredi 21 février, l'indice Nikkei perdant 3,1 %. Il se propageait immédiatement à la bourse de Hongkong (-3,9 %) et devait toucher les places européennes quelques heures plus tard. Déjà, la veille, mardi 20 février, l'ensemble des Bourses avaient été affectées par la chute des marchés obligataires liée à la flambée des taux d'intérêt à long terme en RFA.**

**La Bourse de Francfort a perdu 2,55 %, celle de Londres 0,87 % et celle de Paris 0,97 %. L'indice CAC est même revenu au-dessous de la barre des 500 points qu'il avait franchie en juillet 1989. Cette hausse des taux s'est propagée aux Etats-Unis où Wall Street a perdu mardi 1,5 % .**

TOKYO

*correspondance*

Depuis lundi, la Bourse de Tokyo est sur la pente descendante. Et le mouvement s'est brutalement accéléré mercredi 21, entraînant la troisième chute historique en une journée du marché financier japonais. Cette dégringolade a été, semble-t-il, amorcée par un déferlement d'ordres venus de l'étranger et relayés par ordinateurs. Les gros investisseurs japonais se sont alors engagés dans une position « vente », précipitant définitivement la baisse.

Apparemment la Bourse de Tokyo réagit d'une façon paradoxale aux verdicts des urnes de dimanche dernier. Les électeurs ont redonné au Parti libéral démocrate une confortable majorité, ce qui lève, au moins pour les mois à venir, les incertitudes concernant la vie politique japonaise. Mais le vote de dimanche, estiment les intervenants, a également levé l'obstacle politique à un nouveau relèvement des taux d'escompte officiels qui sont à 4,25 points. *« Ce qui n'est jamais bon pour un marché »*, explique-t-on chez Nomura Securities.

Officiellement la Banque du Japon dément avoir l'intention de relever son loyer de l'argent. Elle vient de le répéter, mais sans convaincre. Depuis son entrée en fonctions, son nouveau gouverneur, Yasushi Mieno, met systématiquement, et avec plus d'emphase que son prédécesseur, l'accent sur les risques de reprise inflationniste au Japon.

### Un élan fragile

Enfin, la tendance est, vue de Tokyo, au resserrement généralisé du crédit. Les assurances venues hier de Washington sur la reprise économique aux USA ont conforté les intervenants dans leurs prévisions d'une nouvelle hausse des taux directeurs américains.

S'il ne vient pas d'Amérique, le mouvement de hausse sera lancé par l'Allemagne de l'Ouest, entraînant à sa suite le reste de l'Europe et le reste du monde. On est donc persuadés dans les allées de la Bourse japonaise que Tokyo n'a pas les moyens de faire l'économie d'un nouveau tour de vis monétaire.

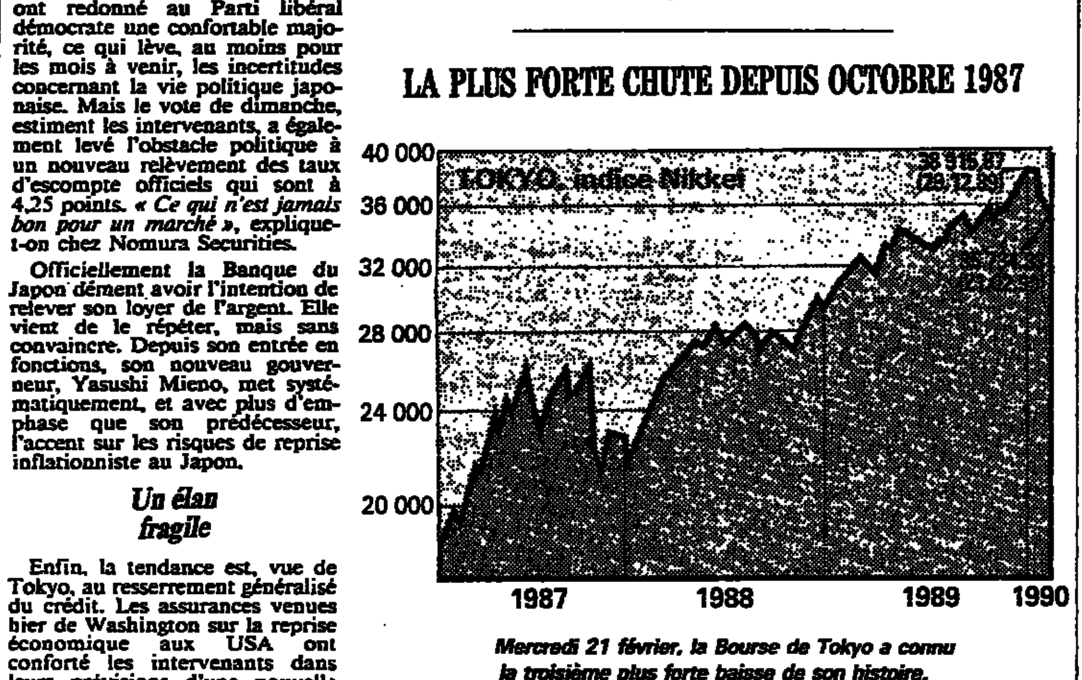
Pèsent également sur le Japon des facteurs locaux. La Bourse de Tokyo a terminé 1989 en s'emballant, battant record après record. Avec le recul, cet élan paraît artificiel ou du moins fragile. *« Il a été essentiellement tiré par les titres rouges, ceux des sociétés engagées dans le commerce avec le bloc soviétique »*, explique-t-on chez W.I. Carr (Indosuez). Et les derniers soubresauts de l'actualité soviétique ont refroidi cet enthousiasme.

Second facteur local : le Japon s'apprête à clôturer son année boursière le 31 mars. A cinq semaines de la fin de leurs exercices, les gros investisseurs sont en train de prendre leurs bénéfices pour améliorer leurs bilans. Les « gardiens du marché », les quatre grandes maisons de titres, sont dans le même cas. En outre, assurés de connaître pour cette année des résultats exceptionnellement bons, ils manifestent peu d'allant pour soutenir les cours.

Le court terme s'annonce donc peu brillant. *« Il y aura des correctifs dans les deux sens »*, estime un courtier. Maix ceux-ci seront insuffisants pour relancer le marché.

BRUNO BIROLLI

### LA PLUS FORTE CHUTE DEPUIS OCTOBRE 1987




***Mercredi 21 février, la Bourse de Tokyo a connu la troisième plus forte baisse de son histoire, l'indice Nikkéi perdant 1161 yens (3,1 %) et revenant à 35 734,33 yens.***

***Les deux précédents records de chute remontent au krach d'octobre 1987 : le 20 de ce mois, l'indice Nikkéi perdait 3386 yens (– 14,9 %), et, trois jours plus tard, il se dépréciait de 1203,23 yens (– 4,9 % ).***

---

Pour lutter contre les tensions inflationnistes

# Le gouvernement canadien présente un budget de rigueur

**Le premier ministre canadien, M. Michael Wilson, a présenté mardi 20 février à Ottawa un budget assez rigoureux pour rassurer le monde des affaires et suffisamment habile pour ne pas effaroucher les contribuables.**

MONTRÉAL

*de notre correspondante*

Les milieux financiers réclamaient depuis plusieurs années déjà de sérieux efforts pour réduire le déficit budgétaire et limiter la croissance de la dette nationale, qui s'apprête à franchir le cap des 350 milliards de dollars canadiens (1). M. Wilson leur a montré qu'il entendait dorénavant s'attaquer de front à ce problème. D'après ses prévisions, le déficit de 30,5 milliards de dollars pour l'exercice 1989-1990 devrait passer à 28,5 milliards de dollars pour l'année fiscale suivante et diminuer ensuite plus substantiellement pour ne plus représenter que 14 milliards de dollars en 1993-1994. *« Dans cinq ans, le gouvernement commencera à rembourser ses obligations et bons du Trésor »*, a-t-il prédit.

Ces bonnes résolutions auront vraisemblablement pour premier effet de calmer les pressions à la baisse que le dollar canadien a récemment subies. La réduction prévue du déficit contribuera aussi à atténuer des tensions inflationnistes de mauvais augure avant l'entrée en vigueur, le 1er janvier prochain, d'une taxe sur la valeur ajoutée qui constitue le second volet de la réforme fiscale engagée en 1988 par le gouvernement canadien. Destinée à remplacer une taxe désuète sur les seuls produits manufacturés, cette TVA devrait faire grimper d'au moins un point le taux de l'inflation, qui a déjà atteint 5 % en 1989 et a encore augmenté en début d'année.

### Manœuvre adroite

Dans ce contexte, le gouvernement canadien a appliqué une politique particulièrement restrictive sur le plan monétaire, forçant la semaine dernière les grandes banques à hausser leur prime rate de trois quarts de points pour le porter à 14,25 %, leur plus haut niveau depuis sept ans. En dépit des critiques que lui vaut cette rigueur, M. Wilson n'a promis qu'un relâchement très progressif des taux d'escompte de la Banque du Canada, quitte à envisager pour cette année une croissance du produit national brut limitée à 1,3 %, en net ralentissement par rapport aux taux de 2,6 et 4,5 % enregistrés en 1989 et 1988 respectivement.

A la grande surprise des contribuables, la réduction du déficit budgétaire ne se fera pas directement à leurs dépens, cette année du moins. Le budget 1990-1991 ne prévoit aucune augmentation de taxes ni d'impôts, ce qui ne s'était pas vu depuis des lustres au Canada. M. Wilson a en revanche annoncé un important programme de compression des dépenses publiques (19 milliards de dollars en cinq ans) qui touchera surtout les transferts d'argent effectués aux provinces pour le financement des universités, de l'aide publique et des soins de santé.

Les provinces les plus riches, qui seront aussi les plus affectées, n'ont pas tardé à réagir vivement. *« Le gouvernement fédéral transfère ses problèmes aux provinces, qui devront taxer à sa place »*, a ainsi déclaré le ministre des finances du Québec, M. Gérard D. Lévesque. La manœuvre adroite permettra aussi à Ottawa de mettre à contribution l'Ontario, la florissante province qui avait prévu de dégager cette année son premier surplus budgétaire en vingt ans.

Déjà passablement réduit l'an passé, le budget de la défense, tout comme celui de l'aide aux pays en développement, n'augmentera que de 5 % en 1990-1991. Ottawa abandonne son projet de construire un brise-glace géant de plus de 500 millions de dollars, dont les allées et venues dans le passage du Nord-Ouest devaient notamment permettre au Canada d'affirmer sur cette voie de l'Arctique une souveraineté que les Etats-Unis lui contestent.

Le gouvernement canadien renonce en outre à sa participation financière dans un important projet de mise en valeur des sables bitumineux de l'Alberta et supprimera aussi les subventions qu'il accordait aux entreprises, à titre d'incitatif pour la prospection minière notamment.

Enfin, Ottawa, qui a déjà privatisé dix-huit sociétés d'Etat depuis 1985, annoncera prochainement, comme prévu, la vente au public des actions de Petro-Canada, l'une des plus importantes sociétés pétrolières du pays, et se départira aussi de ses parts dans Télésat Canada, entreprise spécialisée dans les communications par satellite.

Soulignant qu'après sept années de croissance soutenue l'économie canadienne *« était allée au-delà de ses capacités »*, M. Wilson a demandé *« patience et compréhension »* à ses concitoyens. *« 1990 ne sera pas une année facile mais elle devrait permettre de repartir sur des bases plus saines »*, a-t-il dit.

Pour les partis d'opposition, toutefois, le gouvernement conservateur, par sa politique anti-inflationniste à tout crin et ses prévisions jugées trop optimistes, *« précipite le Canada vers une récession »*. Le milieu des affaires a, dans l'ensemble, bien accueilli les mesures prévues dans le budget, même si certains estiment que M. Wilson *« prend des risques »* et devra jouer *« très serré »* dans les mois à venir.

MARTINE JACOT

(1) 1 dollar canadien vaut environ 4,7 francs.

---

Une escroquerie de 5 milliards de francs

# *Le Japon touché par un scandale sur des pièces d'or*

TOKYO

*correspondance*

En demandant à la police de vérifier l'authenticité d'un dépôt de 1000 pièces d'or frappées en 1986 à l'occasion du soixantième anniversaire du couronnement de l'empereur Hiro Hito, une banque de Tokyo a dévoilé ce qui pourrait être l'une des plus importantes escroqueries de l'histoire japonaise. Non seulement ces pièces étaient fausses, mais, depuis, 103 000 autres fausses pièces ont été découvertes. Ce qui porte le montant de cette escroquerie à 60 milliards de yens (5 milliards de francs).

Ce n'est pas la qualité du métal ni son poids qui sont en cause. Ces pièces contrefaites, d'ailleurs habilement, pèsent comme leur modèle 20 grammes d'or pur. Mais en jouant sur la différence entre le cours de l'or et la valeur nominale de ces pièces, de 100 000 yens, les faussaires ont empoché à chaque fois près de 40 000 yens (2 000 francs).

La piste se perd hors du Japon. La police n'a pu remonter qu'au courtier britannique, Paul Davis, qui a fourni les revendeurs japonais. Ces maillons de la chaîne semblent tous être de bonne foi. Paul Davis se serait fourni selon les enquêteurs auprès de courtiers suisses dont le nom n'a toujours pas été révélé.

Les importations de fausses pièces ont commencé fin 1988. Dès cette époque, selon la presse japonaise, des rumeurs circulaient en Asie du Sud-Est autour de l'existence d'un réseau de contrefaçon. Mais, pensant que ces pièces étaient revendues par des étrangers qui escomptaient bénéficier du taux de change yen/dollar pour réaliser une plus-value, les professionnels japonais n'ont pas prêté attention à ces bruits. A telle enseigne que la Banque du Japon, l'office d'émission, a gardé un certain temps en dépôt des pièces qui se révèlent aujourd'hui contrefaites.

B. B.

---

Le président de la Réserve fédérale rassure le Congrès

# Pas de récession aux Etats-Unis

### *estime M. Alan Greenspan*

M. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine, qui s'exprimait mardi 20 février devant la sous-commission bancaire de la Chambre des représentants, a écarté le risque d'une récession de l'économie américaine, déclarant même que plusieurs statistiques et indicateurs pouvaient faire penser qu'un modeste raffermissement de l'activité était en cours. *« Le point le plus bas pourrait avoir été dépassé »*, selon le président du Fed.

La Réserve fédérale estime, dans son rapport semestriel au Congrès, que la croissance économique pourrait se situer entre 1,7 % et 2 % cette année, ce qui est tout de même sensiblement inférieur aux prévisions officielles portant, elles, sur un taux de croissance de 2,6 % .

La hausse des prix de détail devrait être comprise, selon M. Greenspan, entre 4 et 4,5 %, ce qui est un peu moins que ce qui avait été retenu en juin dernier (4,5 à 5 % ), traduisant un regain de confiance des autorités monétaires dans leurs capacités à maîtriser l'inflation ; cela malgré l'augmentation prévisible des prix alimentaires et énergétiques.

---

Selon le « Canard enchaîné »

# Le ministère de la défense devrait 8 milliards de francs à la Sécurité sociale

Selon une information publiée par le *Canard enchaîné*, le 21 février, le ministère de la défense n'aurait jamais payé au régime de sécurité sociale les cotisations dues au titre de l'assurance-maladie pour ses fonctionnaires civils. Au total, sur la base de 150 000 fonctionnaires, le manque à gagner s'élèverait à 2 milliards de francs par an pour les caisses de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale), soit à 8 milliards pour les quatre dernières années qui sont seules exigibles en cas de redressement. Mais, si l'on considère que les versements n'ont pas eu lieu depuis... 1945, un calcul approximatif aboutit à 90 milliards.

Cette fois, l'affaire est suivie par la Cour des comptes, qui enquête sur le sujet depuis plusieurs mois maintenant, le dossier ayant été confié à M. Charles-Amédée du Buisson du Courson qui devrait bientôt pouvoir tirer ses conclusions. En réalité, sa découverte est plus ancienne et plusieurs hauts fonctionnaires avaient déjà attiré l'attention sur le flou des comptes fournis globalement par l'Etat en accompagnement de ses versements de cotisations. Dans son rapport de janvier 1989, la commission des comptes de la sécurité sociale évoquait largement le problème (*le Monde* du 20 janvier 1989) en soulignant que l'Etat employeur était un mauvais payeur. Sur 30,8 milliards de cotisations maladie et famille dues pour 1986, 29,4 seulement ont été effectivement payés, soit une différence de 1,4 milliard. Dans une note au bas du document final, il était même précisé que les informations disponibles *« ont parfois (...) un caractère évaluatif pour ce qui concerne les éléments relatifs aux agents rémunérés sur les crédits du ministère de la défense »*.

A l'ACOSS, on reconnaît que les cas de contentieux sont particulièrement fréquents avec le ministère de la défense, et surtout « ciblés » sur les arsenaux, dont celui de Brest. Pendant des années, l'ancien directeur de l'ACOSS, M. Benjamin Iffergan, avait fait observer que les indications fournies par l'Etat n'étaient pas fiables. Le chèque de versement de cotisations n'est pas accompagné d'un bordereau ou d'un justificatif qui permettrait d'évaluer les effectifs et la masse des rémunérations assujettis à cotisation. Aucun élément de contrôle n'existe, une commission étant simplement chargée de définir le nombre de fonctionnaires bénéficiant de l'assurance-maladie et des allocations familiales.

En raison de ces doutes, formulés en plusieurs occasions, la Cour des comptes a voulu approfondir son investigation pour faire le point sur ce que des hauts fonctionnaires appellent *« des anomalies comptables »* ou des *« discordances inexplicables »*.

# ÉCONOMIE

INDUSTRIE

## Nouvelle année florissante pour la chimie française

Après les résultats brillants enregistrés en 1987 et 1988, l'industrie chimique française a, contre toute attente, connu une année 1989 exceptionnelle. Défiant toutes les prévisions, la production en volume a augmenté de 6 % (6,8 % pour 1988), taux encore une fois très supérieur à celui de la production industrielle (+ 4,1 %), tandis que le chiffre d'affaires de la profession passait à 350 milliards de francs (+ 10,4 % dont 4,4 % en prix).

L'on peut même dire que la chimie française s'est une nouvelle fois surpassée puisque sa croissance a été supérieure à celles enregistrées en moyenne par la chimie européenne ( 3,6 %), pour atteindre un niveau comparable à celui de la chimie américaine.

Pour une fois, la chimie allemande a été distancée (+ 1,5 %). Dans les autres pays, l'expansion de l'industrie chimique s'est située aux alentours de 4 %. M. Jean-Claude Achille, président de l'Union des industries chimiques (UIC), s'est déclaré très satisfait des résultats obtenus.

De toutes les grandes branches, c'est encore la pharmacie qui fait le meilleur score (+ 10 %), grâce, paraît-il, au vieillissement de la population. La deuxième place est cette fois occupée par la parachimie (agrochimie, chimie fine, détergents, peintures, colles, parfums et cosmétiques) avec 7,5 % de croissance (+ 5,9 % en 1988), grâce en particulier, aux cosmétiques (+ 7 %) et au phytosanitaire (+ 8 %).

En revanche, la chimie organique (pétrochimie, matières plastiques, spécialités) a très nettement ralenti l'allure (+ 2,9 % au lieu de 6,5 %), en raison de la diminution d'activité observée dès le deuxième trimestre dans la pétrochimie et les matières plastiques.

La chimie minérale arrive quatrième et améliore légèrement son score d'un année sur l'autre (+ 2 % contre 1,1 %), malgré le léger recul des engrais. Sur le front du commerce extérieur, le temps est resté au beau fixe avec une nouvelle fois un excédent de 22 milliards de francs, mais qui s'effrite légèrement.

De son coté, en dépit de l'enchérissement des prix moyens du pétrole (+ 17 %) et des matières premières (+ 11 %), la rentabilité des entreprises françaises s'est maintenue à un très haut niveau, avec une marge brute d'autofinancement estimée à 30 milliards de francs comme pour 1988.

Les investissements industriels se sont poursuivis au même rythme pour s'élever à 22 milliards de francs (6 % du chiffre d'affaires) avec une croisance en volume de 18 %.

Grâce à cet enrichissement, pour la première fois depuis une quinzaine d'années, les effectifs ont augmenté de 1 % (environ 2 700 emplois).

L'année 1990 sera t-elle à son tour un grand millésime ? D'après M. J.-C. Achille, tout dépendra évidemment de la situation économique aux Etats-Unis. Récession ou pas ? Néanmoins, après trois années de reprise (+ 16 % en volume pour la période 1987-1989), le président de l'UIC pense que la production devrait « vraisemblablement » se ralentir de façon très sensible avec une croissance, qui pourrait se limiter à 3 %.

Le ralentissement d'activité serait particulièrement sensible dans la chimie de base (+ 1,6 %), tandis que la parachimie (+ 3,2 %) et la pharmacie (+ 6 %) profiteraient d'une demande toujours assez soutenue de la consommation intérieure et à l'exportation. D'une façon plus générale, le taux de croissance de la chimie française pourrait se situer au même niveau que celui de la moyenne des chimies européennes estimé à 2,5 %.

A. D.

ÉTRANGER

Nouveau pas vers l'union économique

## Les entreprises de RFA peuvent s'implanter en RDA sans autorisation de la Bundesbank

**La banque centrale ouest-allemande a annoncé, mardi 20 janvier, la suppression des demandes d'autorisation pour les sociétés qui veulent s'implanter en RDA ou racheter des firmes est-allemandes. Cent-cinquante firmes de RFA ont ouvert des bureaux ou des représentations en RDA depuis la chute du mur de Berlin, le 9 novembre dernier, a indiqué la Bundesbank.**

*« L'économie ouest-allemande est littéralement dans les starting-blocks pour apporter sa contribution substantielle au nouveau départ de l'autre partie de l'Allemagne »*, a estimé le chancelier Helmut Kohl, mardi 20 février, à l'issue d'une rencontre avec les principaux représentants de l'économie de RFA.

M. Kohl s'est déclaré *« très impressionné »* par la multitude de projets concrets que les entreprises privées de RFA préparent en Allemagne de l'Est, tout en soulignant qu'il fallait pour les mener à bien que les *« conditions de l'économie de marché »* soient rapidement mises en place en RDA.

Selon M. Kohl, les vingt-cinq organisations participant à la réunion ont approuvé l'union monétaire proposée à la RDA par le gouvernement ouest-allemand. *« Elle offre la chance aux habitants de RDA de pouvoir rester chez eux »*, a-t-il dit.

Mais il a estimé qu'il était essentiel que la RDA se dote d'un système bancaire efficace et soutienne activement les petites et moyennes entreprises, tout en instaurant la liberté d'entreprise et la concurrence.

*« Le socialisme n'est pas compatible avec l'union monétaire »*, a ajouté M. Tyll Necker, président du BDI (Fédération de l'industrie ouest-allemande), ajoutant quel'allègement des charges patronales envisagé par le gouvernement était plus que jamais nécessaire.

Au contraire, le président de la confédération syndicale DGB (8 millions d'adhérents) M. Ernst Breit a plaidé pour que l'on renonce à ces allègements afin de financer l'aide à la RDA. Il a demandé au gouvernement de fournir à Berlin-Est une aide immédiate de 15 milliards de deutschemarks, une revendication de l'ensemble des partis est-allemands que le chancelier Kohl s'est refusé à accorder à son homologue est-allemand M. Hans Modrow, lors de sa visite la semaine dernière à Bonn.

Une nouvelle réunion de travail entre le gouvernement de Bonn et les représentants du secteur privé devrait avoir lieu en avril. – *(AFP.)*

□ **Opel envisage de coopérer avec Wartburg.** – Le constructeur automobile ouest-allemand Opel, filiale du groupe américain General Motors, a annoncé mardi 20 février, qu'il négociait avec la firme est-allemande Wartburg d'Eisenach (Sud-Ouest) la construction d'une unité de montage en RDA. Selon M. Wolfram Liedtke, directeur de Wartburg, les négociations portent sur la fabrication de 150 000 à 250 000 voitures par an sur les chaînes d'Eisenach.

En s'appuyant sur deux programmes militaires

## Aérospatiale et Daimler s'apprêtent à créer une filiale franco-allemande d'hélicoptères

Le groupe ouest-allemand Deutsche Aerospace (DASA), qui est la filiale aéronautique de Daimler-Benz en Allemagne fédérale, a indiqué, mardi 20 février, à Munich, par l'intermédiaire de son responsable, M. Johan Schaffler, qu'il était prêt à conclure avant l'été prochain un accord de rapprochement avec le groupe français Aérospatiale concernant la production d'hélicoptères. Le projet, annoncé il y a plus d'un an par M. Henri Martre, le président d'Aérospatiale, consiste à créer – avant 1992 – une société commune de 12 700 salariés environ, réunissant les activités « hélicoptères » de Messerschmitt-Bolkow-Blohm (filiale de DASA) et la division « hélicoptères » de l'Aérospatiale.

*« Nous pensons signer, dans la première moitié de l'année, un protocole d'accord avec Aérospatiale*, a déclaré M. Schaffler, *qui fixera les règles de la coopération, le processus d'intégration étant prévu en plusieurs étapes et s'étalant jusqu'en 1992. »* Le responsable aéronautique de DASA a ajouté que ni les Français ni les Allemands n'excluaient la participation d'autres partenaires industriels en Europe et aux Etats-Unis.

Ce mariage des activités « hélicoptères » entre Messerschmitt-Bolkow-Blohm et Aérospatiale avait été proposé il y a dix-huit mois (*le Monde* du 6 septembre 1988) par M. Martre, dès lors que la France et l'Allemagne fédérale se lançaient dans la conception, en commun, de deux nouveaux modèles d'hélicoptères : le Tigre, destiné à la lutte antichars et antihélicoptères, et le NH-90, voué au transport logistique. Cependant, le président d'Aérospatiale avait mis comme condition à cette intégration indus trielle que l'Allemagne fédérale soutienne financièrement ces deux programmes pour les besoins de ses forces armées.

Pour le seul marché français, le programme Tigre est évalué à 30 milliards de francs, à raison de deux cent quinze exemplaires commandés, et le programme NH-90 est estimé à environ 25 milliards de francs, pour cent soixante exemplaires commandés.

### *10 milliards de francs de chiffre d'affaires*

Après bien des difficultés, le développement du Tigre a déjà été lancé par les deux pays concernés, sur la base d'un accord de coopération bilatérale (50 % chacun) géré par le groupement d'intérêt économique Eurocopter. On attendait un « feu vert » de l'Allemagne fédérale sur le NH-90. Une réunion des différents partenaires, à la mi-février, sur ce sujet laisse présager la conclusion prochaine d'un accord, au terme duquel les Allemands accepteraient d'investir entre 21 % et 25 % du coût du projet, dont le développement est évalué à 6,8 milliards de francs, quand, de leur côté, les Français et les Italiens participeront à raison de 35 % chacun, et les Néerlandais à hauteur de 5 %.

Dans ces circonstances, les obstacles à propos du NH-90 semblent levés à la fusion des activités « hélicoptères »de Messerschmitt-Bolkow-Blohm et de l'Aérospatiale. On attend une décision très prochaine en ce sens du gouvernement ouest-allemand. On s'achemine donc vers la création d'une société commune à forte participation française (60 %) et à participation minoritaire ouest-allemande (40 %). Néanmoins, les deux partenaires seraient à égalité pour tout ce qui concerne la stratégie et les concepts industriels du nouveau consortium.

Le nouvel ensemble regrouperait 12 700 salariés, dont un peu plus de 5 000 en Allemagne fédérale, et son chiffre d'affaires serait de l'ordre de 10 milliards de francs, dont les deux tiers sont déjà plus ou moins garantis par les activités de la seule Aérospatiale. D'autres partenaires industriels en Europe (comme la société italienne Agusta) ou aux Etats-Unis (comme le groupe américain United Technology Corporation) seraient invités à se joindre à ce rapprochement industriel de part et d'autre du Rhin.

J. I.

BIBLIOGRAPHIE

« L'irrationnel dans l'entreprise », de Caroline Brun

## Ubu contre Descartes

Il fallait en arriver là, après des années de fascination pour l'entreprise, et Caroline Brun, journaliste au *Nouvel Economiste* passée depuis à *l'Expansion*, pouvait mieux que personne brocarder les petits et gros travers qui n'ont pas tardé à gâter le fruit... Esprit impertinent, sceptique par profession, elle souligne dans son livre les limites d'un discours tout neuf, né dans les années 80, quand tout faisait croire que les patrons avaient l'étoffe des héros et que, bien sûr, ils n'étaient pas plus taillés pour ce rôle qu'ils ne l'étaient nécessairement pour celui d'épouvantail qu'ils ont trop longtemps tenu.

Mieux vaut sourire de ces facéties de l'histoire ou de ces revirements provoqués par les modes. Surtout si, comme c'est malheureusement le cas, la suite a prouvé que, derrière l'ordonnancement quasi méthodique des raisons du succès, toujours recherché, pouvait se cacher l'irrationnel ou l'aléatoire, voire la capacité à gérer le chaos.

Sans renier ce qu'ils avaient adoré, les managers se sont progressivement convertis à des techniques plus ou moins bizarres, parfois proches du charlatanisme, en feignant de croire qu'ils demeuraient dans l'ordre de la science exacte. Un incroyable mélange où le père Ubu finit par l'emporter sur Descartes. Ce qui a donné lieu à des greffes curieuses, tel dirigeant connu s'entichant de parapsychologie, tel autre de numérologie quand les recruteurs ou les conseillers ont commencé à faire appel à la graphologie, à l'astrologie ou à la morphopsychologie pour compléter leurs moyens d'investigation.

Caroline Brun, qui s'amuse à présenter tout ce nouvel attirail, cite encore les formations qui utilisent le culte vaudou et les désormais trop célèbres stages « hors limites », censés transformer les cadres en autant de Rambo. Elle fait oeuvre salutaire, par la dérision, parce qu'elle oblige à prendre ses distances avec les dernières folies d'un management qui pourrait tout aussi bien réussir sans cette quincaillerie. Et elle montre aussi en quoi l'abus de formules, comme celle de la culture d'entreprise, n'a pas empêché l'échec de Matra avec le Racing Club de Paris, celui humainement plus grave de Lesieur ou la faillite de l'AFCERQ, l'organisme chargé de populariser les fameux cercles de qualité. Son livre est un bon antidote pour supporter les discours ambiants avec juste ce qu'il faut d'ironie.

A. Le.

► **« L'irrationnel dans l'entreprise », par Caroline Brun. Editions Balland. 224 pages, 98 francs.**

# Airbus dans les turbulences

***Suite de la première page***

Ou bien l'équipage avait trop confiance dans l'avion et il ne regardait pas au dehors, ce qui semble invraisemblable dans cette phase finale de l'atterrissage. Ou bien le pilote n'a pas surveillé la vitesse de descente qui était trop faible et a remis les gaz trop tard. On ignore encore si le mode de conduite de l'appareil était entièrement manuel ou si l'équipage avait laissé à l'ordinateur le soin de régler la poussée des moteurs. L'erreur de pilotage quasi certaine ne permet pas d'exclure *a priori* qu'une défaillance technique ait pu se trouver à l'origine de l'enchaînement catastrophique ou qu'elle en ait aggravé les conséquences.

L'enquête devra aussi faire la lumière sur la qualification de l'équipage qui ne semble pas avoir possédé la formation adéquate. Le commandant de bord aurait été recalé une première fois au cycle préparatoire et n'aurait pas satisfait à l'ensemble du processus de qualification. Son copilote, qui était lui aussi commandant de bord, n'aurait pas détenu la qualité d'instructeur requise sur un tel vol d'entraînement.

### *Hystérie collective*

Il est étonnant de constater la résonance médiatique totalement différente de cette catastrophe par rapport à celle de l'atterrissage, lui aussi trop court, mais par temps de brouillard, d'un Boeing-737 de la même compagnie, qui avait provoqué, le 19 octobre 1988, la mort de 131 personnes à Ahmedabad. L'enquête avait conclu à une erreur de pilotage.

La chute du Boeing n'avait pas donné lieu à des spéculations particulières tandis que celle de l'Airbus a déchaîné, en Inde, une véritable hystérie collective. Alors que le syndicat des pilotes indiens avait seulement donné à ses membres la consigne de ne pas accepter de voler avec un A-320 dont tous les systèmes ne fonctionneraient pas, une association de consommateurs a demandé au ministre de l'aviation l'interdiction de vol des quatorze Airbus A-320 d'India Airlines et l'a obtenue pour une semaine. Dans ce contexte, le retours à l'aérogare d'un Airbus dont un moteur ne fonctionnait pas est devenu, dans la presse locale, un acte héroïque, et une mauvaise pressurisation d'un Airbus a fait l'objet de récits épiques sur la *« suffocation »* des passagers. Comme la politique n'est jamais très loin, plusieurs quotidiens ont annoncé qu'une commission d'enquête pourrait être constituée pour vérifier la façon dont le gouvernement précédent de M. Rajiv Gandhi avait conclu le contrat de 1,8 milliard de dollars pour l'achat d'une trentaine d'appareils. Sous-entendu : comme le fabricant de canons scandinave Bofors, Airbus aurait-il pratiqué l'art des pots de vin pour emporter le marché ?

En France même, des voix de pilotes s'élèvent pour demander l'arrêt des vols des A-320 d'Air France et d'Air Inter. Il faut dire qu'elles provenaient des rangs de l'USPNT, un syndicat qui regroupe surtout des mécaniciens navigants dont l'A-320 n'a pas besoin et des pilotes n'ayant jamais pris les commandes de cet appareil. Les directions de l'aviation civile d'Air France, de Grande-Bretagne et de RFA se sont refusé à clouer au sol l'Airbus sans preuve.

D'où vient alors la sensibilité des pilotes, des hommes politiques et des médias à ce biréacteur de 150 places qui ne paie pas de mine ? Pourquoi un Boeing-737, son concurrent le plus proche, peut-il s'écraser et tuer cent trente et une personnes en Inde sans soulever de passion alors que la chute d'un Airbus d'Air France (trois morts en juin 1988) à Habsheim (Haut-Rhin) par la faute d'un commandant de bord présomptueux qui s'en était servi pour faire une démonstration d'aéroclub avec cent trente-six personnes à bord suscite encore un doute sur les capacités du « petit » Airbus à acheminer ses passagers sains et saufs ?

C'est du côté de la modernité de l'A-320 qu'il faut chercher une réponse. Il est le premier avion du monde à être informatisé, c'est-à-dire que l'action du pilote sur les gouvernes et les moteurs transite par une batterie de quel que 120 calculateurs qui vérifient sa validité et assure son exécution optimale. L'avion est maintenu en permanence dans des conditions idéales de vol. L'ordinateur remet automatiquement les gaz dès qu'il approche la vitesse de décrochage ou l'empêche d'atteindre des vitesses excessives. Finis les câbles et les poulies qui acheminaient les ordres jusqu'aux volets : comme sur Concorde, les gestes du pilote sont transformés en impulsions électriques qui courent instantanément le long des fils pour animer des servo-moteurs. Finis les cadrans innombrables : les paramètres du vol, la carte météo, la route à suivre, les pannes et la conduite à tenir s'affichent sur six écrans vidéo couleur.

Les « vieux » pilotes n'aiment guère cette modernité. Ils n'ont pas le même toucher du manche que dans un avion classique. Ils se sentent bridés par une machine qui les surveille sans cesse. Ils sont contraints de partager le pouvoir avec une informatique dont ils ignorent les us et coutumes. Un bon pilote a dû renoncer à conduite l'A-320 parce que, ayant subi une amputation de doigts, il frappait difficilement les touches du calculateur et introduisait des ordres erronés.

Du côté du grand public existe l'incontestable frayeur de la panne informatique qui n'a pas de conséquences graves lorsqu'elle paralyse un central téléphonique ou l'impression d'un journal ou des feuilles de paie mais qui, à 8 000 mètres d'altitude et à 800 kilomètres/heure, pourrait provoquer la perte des commandes.

### *Le Boeing-747 aussi*

« Il est vrai que l'Airbus A-320 a donné, en 1988, quelques frayeurs à ses compagnies de lancement. Défauts de logiciel ou *« bugs »* informatiques ont ainsi provoqué des affichages d'altitude erronés, un piqué intempestif pendant une seconde et une kyrielle de fausses alarmes. Par exemple, au cours d'un vol, « l'alarme rouge » s'est affichée sur l'écran, ce qui signifiait que les commandes électriques ne répondaient plus ; en réalité, elles fonctionnaient normalement mais l'ordinateur avait été trompé par une soudure défectueuse. Ces pépins électroniques commencent à être résorbés. Chez Air France, la surveillance et les réparations ont ramené de 10,3 en 1988 à 3,8 en 1989 le nombre des incidents répertoriés pour 1 000 heures de vol.

*« On a fait du tort à l'Airbus A-320*, explique M. Jacques Rantet, chef du personnel navigant adjoint d'Air Inter et commandant de bord sur cet appareil. *Il n'est pas l'avion presse-bouton, l'avion facile qu'on a décrit. Il s'agit d'un avion compliqué qui oblige à l'apprendre à fond. Il exige des réflexes nouveaux car on ne le pilote plus en jouant du manche, des manettes et du palonnier comme ses devanciers, mais on dialogue avec son ordinateur en pianotant sur les touches. Le fameux ordinateur ne nous passe pas par-dessus la tête comme je l'entends dire. Nous pouvons le débrancher et reprendre le total contrôle de l'appareil quand nous le voulons et instantanément, mais cela doit être effectué selon des procédures rigoureuses. Je plains les pilotes mal formés ou mal entraînés qui se retrouvent aux commandes de l'A-320 ! Les méthodes d'instruction sont essentielles et, à Air Inter, nous consacrons deux fois plus de temps au simulateur pour l'A-320 que pour le Mercure par exemple. Cela dit, c'est un avion merveilleux, que ses pilotes apprécient beaucoup, mais ses automatismes ont tendance à endormir la vigilance et il faut que nous restions en éveil. Les critiques qui lui sont adressées ne m'émeuvent pas. Lors de son entrée en service, le Boeing-737 avait très mauvaise presse parmi les navigants parce qu'il était, lui aussi, l'appareil le plus moderne de son temps. »*

L'accident de Bengalore pose deux questions au consortium Airbus Industrie : assure-t-il une formation suffisante pour les pilotes des compagnies clientes ? Est-il prudent de vendre des avions aussi sophistiqués à des pays culturellement et économiquement trop mal armés pour les exploiter en toute sécurité ? *« Aéroformation, notre filiale, assure une formation primaire des équipages*, répond M. Bernard Ziegler, directeur technique d'Airbus Industrie. *Elle fournit aussi un support à l'instruction organisée par les compagnies mais en aucun cas nous ne pouvons nous substituer à celle-ci. D'autre part, il est faux de dire que l'A-320 est un avion sophistiqué du point de vue du pilotage. Il réagit normalement aux actions sur le manche et sur les manettes. »*

Certains font valoir que l'entretien d'une machine moderne est plus aisé que celui d'un appareil ancien. Lorsqu'un calculateur tombe en panne, on le remplace et on l'expédie chez le réparateur au lieu de chercher péniblement sur place l'élément défectueux. D'autres soulignent que le vol le plus long d'un A-320 entre les Seychelles et Athènes n'a pas été réalisé par un avion de British Aiways ou de Lufthansa mais par un de ceux de la deuxième compagnie yougoslave Adria. Ils font valoir que les pilotes de chasse, les ingénieurs informaticiens ou les spécialistes du nucléaire que l'Inde a su former prouvent que tous les pays peuvent accéder aux technologies les plus évoluées. A condition d'y consacrer rigueur et moyens.

On notera enfin que ceux que rebutera l'idée de voyager sur un avion hautement informatisé peuvent se faire du souci car les avions de demain ne pourront plus se passer de ces dizaines de calculateurs. Déjà l'Airbus A-320 a été rejoint par le dernier-né de Boeing, le géant 747-400, qui essuie ces temps-ci les mêmes « plâtres » informatiques que son petit devancier. Viendront ensuite le gros biréacteur Airbus A-330 et le quadriréacteur très long courrier Airbus A-340. Ce qui ne veut pas dire que l'homme soit proche de quitter les commandes de ses avions. Il faut, au contraire, qu'il apprenne à les tenir d'autant plus fermement que les automatismes ne peuvent rien sans lui. Et surtout pas corriger ses erreurs.

ALAIN FAUJAS

# ÉCONOMIE

ÉTRANGER

## L'Argentine avec une inflation à trois chiffres

### *Les citoyens deviennent des experts en économie qu'ils soient banquiers, chefs d'entreprise... ou consommateurs*

BUENOS-AIRES

*de notre correspondante*

*« Les informations techniques qui, dans un pays normal, sont considérées comme spécialisées sont, ici, publiées par les radios et les télévisions et décortiquées par le consommateur moyen. Tout le monde fait de l'économie, même sans le savoir »*, constate le directeur d'une maison d'édition. Si les Argentins sont devenus, en quarante ans de déclin et dix ans de crise aiguë, de véritables M. Jourdain de la finance, *« c'est parce que nous vivons en permanence*, ajoute-t-il, *avec la psychose de l'incertitude des valeurs »*.

A l'instar du grand public, les professionnels, directeurs d'entreprise ou banquiers, ont appris à survivre, mais ils perdent leur savoir-faire tout comme l'Argentin moyen son sang-froid quand l'hyperinflation entre en scène comme ce fut le cas à deux reprises en moins d'un an.

Les hommes d'affaires ont pourtant appris depuis longtemps à se protéger. Ils n'hésitent pas à faire appel aux services des spécialistes. Les économistes ont pignon sur rue, les cabinets se multiplient, les publications confidentielles pullulent et la succursale d'une banque étrangère est allée jusqu'à faire les frais d'engager un économiste à plein temps : *« Nous nous réunissons tous les matins, nous passons tout à la loupe, chiffres et déclarations des hommes du pouvoir, pour essayer d'anticiper »*, explique son directeur. L'exercice est souvent difficile dans un pays qui a vu se succéder six ministres au portefeuille de l'économie en un an, dont la Banque centrale a eu quatre présidents en six mois, enfin, où, d'une semaine sur l'autre, les décrets contredisent parfois les lois.

#### *50 % par trimestre*

Le monde des affaires a toutefois appris à vivre avec une inflation chronique à trois chiffres par an depuis dix ans... Sans sourciller, les gestionnaires incluent dans leurs prix la prévision d'une inflation moyenne de l'ordre de 50 % par trimestre, et cela quel que soit le produit. Ils concèdent que l'anticipation de l'inflation est un réflexe néfaste qui contribue à l'effet boule de neige de l'augmentation permanente des prix, mais ils ne pensent pas pour autant changer leurs pratiques.

La fluctuation du taux du dollar, qui marque le pouls de l'économie argentine, ne va pas sans poser des problèmes comptables. Selon l'arithmétique utilisée, les résultats peuvent être contradictoires. Le directeur financier d'une multinationale explique que, pour 1989, année pendant laquelle les oscillations furent particulièrement marquées, ses livres indiquaient une perte de 9 millions de livres sterling s'il utilisait un système de comptabilité américain, 3,9 millions de profits avec un système anglais, alors que le résultat réel indiquait des bénéfices de 2,5 millions de livres sterling.

Les entreprises ont largement joué des variations du dollar en sachant les combiner avec celles des taux d'intérêt et le niveau de l'inflation. Elles *enfourchaient* alors la célèbre « bicyclette » argentine, passant du dollar aux placements à très court terme et vice versa. *« Nous avons ainsi fait sur le marché de l'argent 80 % de bénéfice en quatre mois »*, avoue le cadre de la multinationale.

Le gouvernement a décidé d'enrayer le mécanisme en suspendant les placements à terme, mais il a du mal à lutter contre l'évasion fiscale. L'Argentine en détient le record au moins sur le continent américain. L'attitude est profondément inscrite dans la mentalité des responsables et n'est guère ébranlée lorsque, de temps en temps, l'Etat se fâche et décrète pour renflouer ses caisses, un impôt exceptionnel. Ce fut le cas l'année dernière avec une taxe inattendue sur les bénéfices réalisés par les cent plus grosses sociétés du pays en 1986, une année particulièrement faste.

Mais c'est l'exception qui confirme la règle. La fraude et son corollaire la *« coima »* (le pot-de-vin) sont largement pratiqués. En Argentine, 50 % des activités se réalisent *« por la izquierda »* (soit « à gauche »).

#### *Le crédit a disparu*

L'hyperinflation a fait souffler un vent de panique dans les milieux d'affaires, et, comme la crise peut de nouveau s'accélérer à tout moment, les horizons se sont énormément réduits. Si en temps normal une société s'engage sur des prévisions à cinq ans, celles-ci ne dépassent pas une année en Argentine, et encore sont-elles réévaluées chaque mois. Les entreprises qui peuvent compter sur des revenus d'exportation ou sur la générosité d'une maison mère pour les multinationales disposent d'une marge de manœuvre un peu plus large, les autres marchent au bord du précipice puisque le crédit a pratiquement disparu. Les difficultés de trésorerie des entreprises sont immédiatement répercutées sur les clients, la plupart des sociétés exigeant d'être payées intégralement et d'avance.

Les ultimes soubresauts de la crise ainsi que les mesures gouvernementales de janvier commencent à affecter la place financière, où plusieurs banques rencontrent de sérieuses difficultés. Mais celle-là est, de l'avis général, hypertrophiée ; 180 banques, dont 33 sont étrangères et pour moitié américaines, y emploient 150 000 personnes, alors que, selon les spécialistes il n'y aurait de la place que pour 20 organismes bancaires.

Les chefs d'entreprise sont inquiets et peu convaincus dans leur majorité par les mesures économiques prises par le gouvernement de Carlos Menem. L'État, qui compte beaucoup dans l'économie du pays, a ses caisses à sec depuis près d'un an et le secteur privé est en pleine récession. Le gérant de la maison d'édition ne veut pas se faire d'illusions : *« Les gens sont las car ils savent désormais que même s'ils se débrouillent bien, ce succès est éphémère. Ce qui est en jeu n'est pas la faillite de leurs entreprises mais celle de la société en général. »*

EDITH CORON

## BMW va investir 11 milliards de francs en Afrique du Sud

Le constructeur automobile ouest-allemand BMW a indiqué lundi 19 février à Johannesburg son intention d'investir 330 millions de DM (11 milliards de francs) sur cinq ans en Afrique du Sud. Un peu moins du quart de cette somme, soit environ 80 millions de DM, seront investis dès cette année.

Environ 100 millions de DM seront alloués à la production des voitures de la série « 3 ». Actuellement, seuls les modèles des séries « 2 », « 5 » et « 7 » sont construits dans le pays, où la loi oblige les constructeurs à produire sur place 55 % du total de la valeur des composants. BMW espère s'emparer en 1990 de 8,5 % à 9 % (contre 7,6 % en 1989) du marché local estimé à 210 000 voitures.

Les deux principaux constructeurs automobiles locaux (tous japonais ou ouest-allemands) sont Toyota et Volkswagen. – *(AFP.)*

## *Des multinationales solidement implantées*

BUENOS-AIRES

*de notre correspondante*

Plus de la moitié des investissements étrangers en Argentine viennent des Etats-Unis qui, depuis les années 40, ont supplanté la Grande-Bretagne dans la position dominante qu'elle occupait ils sont en recul depuis trois ans. Ils atteignaient toutefois 2 390 millions de dollars en 1988. Le recul s'est fait sentir pour les produits manufacturés mais les investissements se sont maintenus dans le pétrole et le secteur bancaire. Ford, Esso et City Bank restent parmi les géants.

Plus de la moitié de la population argentine étant de souche italienne, il n'est pas surprenant que les entreprises de la péninsule occupent la deuxième position en matière d'investissements étrangers avec un peu plus de 15 %. Les entreprises françaises suivent avec environ 10 %, talonnées par celles d'Allemagne fédérale. Des sociétés comme Renault, L'Air liquide, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain sont bien implantées. Dans le secteur pétrolier, on trouve une filiale d'Elf et, surtout, TOTAL, qui, dans un consortium formé avec l'argentin Bridas et l'allemand Deminex, a investi 530 millions de dollars dans le pays depuis 1979, particulièrement pour une plate-forme off shore au large du détroit de Magellan, la première du pays.

Les banques françaises sont bien implantées. On trouve, par ancienneté, la Société générale, la BNP et le Crédit lyonnais. Carrefour fait preuve de dynamisme, alors que l'implantation de Ticket Restaurant, du groupe Accor, il y a un an et demi, fut un succès.

E. C.


Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-97-27 Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION : 11, RUE JEAN-MAZET 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-30-00 Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

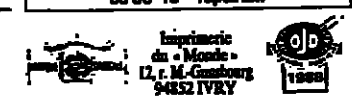
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, Mme Geneviève Beuve-Méry, M. André Fontaine, *gérant*.

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.








## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les résultats consolidés du Groupe Casino s'établissent provisoirement à :

| (en millions de francs) | 1988 (1) | 1989 | % variation |
| --- | --- | --- | --- |
| Volume d'activité T.T.C. ...... | 60 074,4 | 59 290,6 | – 1,3 |
| Chiffre d'affaires consolidé H.T. | 35 480,7 | 35 049,5 | – 1,2 |
| Résultat net comptable part du Groupe .............. | 508,6 | 534,3 | + 5,0 |
| Résultat par action (en francs) . | 10,91 | 10,74 (2) | – 1,6 |

(Ces résultats n'ont pas encore été audités par les Commissaires aux Comptes)

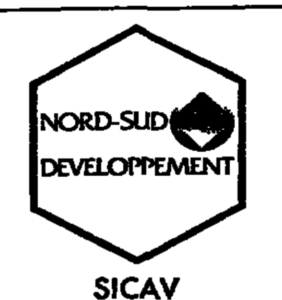
(1) Les chiffres de 1988 comprennent l'activité de bricolage (OBI), alors que ceux de 1989 ne la comprennent pas, à la suite de la cession de cette participation.

(2) Ce résultat par action est calculé sur 49 764 383 actions existant au 31-12-1989, dont 3 164 076 correspondent à la participation croisée, réservée à Ahold et Argyll.

Cependant les actions de ces sociétés reçues en échange n'entraîneront, pour la première fois, de produits financiers qu'au cours de l'exercice 1990.



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS




SICAV

Le conseil d'administration, qui s'est réuni le 9 février 1990, a décidé de convoquer les actionnaires de la SICAV NORD-SUD DÉVELOPPEMENT en assemblée générale extraordinaire le 21 mars 1990 à 16 heures à :

la Caisse des dépôts et consignations
Hôtel de Pomereu, Salle des Lustres
67, rue de Lille - 75007 Paris

afin de leur soumettre un projet de modification des statuts prévoyant notamment que "l'assemblée générale statue sur la répartition des intérêts, dividendes, lots et primes de remboursement, des arrérages et produits de la vente des droits de souscription et des valeurs provenant d'attributions gratuites" conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1989 et de la loi de finances pour 1990. Par ailleurs, le conseil a arrêté les comptes du cinquième exercice couvrant la période du 1er janvier au 29 décembre 1989.

Les actionnaires qui le souhaitent peuvent demander le rachat de leurs actions par la SICAV sans frais pendant un délai de 3 mois.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera réunie le même jour que l'assemblée générale extraordinaire de capitaliser les revenus acquis par la SICAV et en conséquence d'affecter à un compte de réserves le montant correspondant soit 41.751.989,11 francs.

siège social et bureaux :
5, avenue de l'Opéra 75001 PARIS - tél. (1) 49.27.63.55



GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS




NOTRE METIER : VOUS FINANCER

Le directoire a rendu compte au conseil de surveillance de SOVAC, le 19 février 1990, de l'activité de la société et lui a soumis les comptes et résultats de l'exercice 1989.

### ACTIVITÉ DU GROUPE

L'ensemble des financements nouveaux distribués en France par le groupe s'élève à 28 141 millions de francs en 1989, en progression de 19 % par rapport à 1988.

C'est en janvier 1990 seulement qu'ont commencé effectivement les premières opérations à l'étranger avec le démarrage en Italie de ROMA-CREDIT, filiale commune de SOVAC et BANCO DI ROMA.

Les financements distribués par SOVAC et ses filiales et participations directes représentent 13 158 millions de francs, en augmentation de 28 % ; cette évolution favorable, dans un environnement très concurrentiel, est essentiellement due au développement des financements aux particuliers (6 842 millions de francs, soit + 52 %) et aux entreprises (2 363 millions de francs, soit + 24 %).

Les financements distribués par CREDIPAR et ses filiales dans le secteur de l'automobile, se sont élevés à 13 964 millions de francs, en progression de 12 % malgré la suppression, en septembre 1989, des dispositions fiscales favorables à la location avec option d'achat.

Les encours gérés par l'ensemble des sociétés du groupe SOVAC ont atteint 55 454 millions de francs à fin décembre 1989, en augmentation de 16 % par rapport à fin 1988.

### ACTIVITÉ COMMERCIALE DU GROUPE SOVAC

| | Financements nouveaux | | Encours gérés | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| | Année 89 en millions de F. | % Evolution 89/88 | au 31/12/89 en millions de F. | % Evolution 89/88 |
| SOVAC et filiales ou participations directes . | 13 158 | + 28 | 32 193 | + 15 |
| – Particuliers ........ | 6 842 | + 52 | 10 570 | + 38 |
| – Entreprises ........ | 2 363 | + 24 | 3 602 | + 26 |
| – Immobilier ........ | 3 953 | + 2 | 18 021 | + 3 |
| CREDIPAR et filiales . | 13 964 | + 12 | 21 854 | + 18 |
| Filiales d'Outre-Mer ... | 1 019 | + 6 | 1 407 | + 22 |
| Total général ......... | 28 141 | + 19 | 55 454 | + 16 |

### RÉSULTAT DE SOVAC

Le bénéfice net social s'élève, pour 1989, à 287,3 millions de francs, dont 11,7 millions de francs de plus-values nettes à long terme, à comparer à 257,1 millions de francs, dont 1,2 million de francs de plus-values nettes à long terme, en 1988.

Le directoire proposera à l'assemblée générale, qui se réunira le 25 avril 1990, la distribution d'un dividende net de 28 francs assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 14 francs, contre un dividende net de 26 francs majoré d'un impôt déjà payé au Trésor de 13 francs au titre de l'exercice 1988.

La distribution nette globale sera ainsi de 117,6 millions de francs *contre 104 millions de francs pour l'exercice précédent, en progression* de 13 % ; elle concernera 4 200 000 actions, à la suite de l'attribution gratuite de 200 000 actions en 1989.

Le solde du bénéfice de l'exercice 1989 sera affecté aux réserves.

### RÉSULTATS CONSOLIDÉS PROVISOIRES

Le résultat net total consolidé provisoire s'élève :

– part des tiers incluse, à 524 millions de francs, en hausse de l'ordre de 13 % ;

– part des tiers exclue, à 469 millions de francs, en hausse de l'ordre de 16 %.

Le résultat net d'exploitation consolidé provisoire s'élève :

– part des tiers incluse, à 493 millions de francs, en hausse de l'ordre de 6 %.

– part des tiers exclue, à 437 millions de francs, en hausse de l'ordre de 8 %.

Les comptes consolidés définitifs de l'exercice 1989 seront arrêtés par le directoire qui se tiendra le 14 mars 1990.

### FONDS PROPRES CONSOLIDÉS

Sous réserve de l'approbation des assemblées générales et après répartition proposée des résultats, les fonds propres consolidés, hors plus-values latentes, seront à fin 1989 de l'ordre de 3 524 millions de francs part des tiers exclue et de 3 780 millions de francs part des tiers incluse ; ces chiffres sont à comparer, respectivement, à 3 170 millions de francs et 3 411 millions de francs à fin 1988.

# AFFAIRES

EMPLOI-FORMATION

## La vie privée en statistiques

*L'emploi du temps des Français selon l'INSEE*

**L'exercice est aussi vain que troublant. Grâce à son enquête sur l'emploi du temps des Français, l'INSEE est capable de dire, par tranches de cinq minutes, à quoi nous occupons nos journées. Globalement d'abord, mais également par catégorie, les hommes comme les femmes, les actifs comme les retraités, les salariés comme les travailleurs indépendants ou les agriculteurs, les étudiants comme les mères au foyer. Les signes extérieurs de la vie privée sont ainsi réduits en statistiques.**

Pendant les heures ouvrables, et à chaque instant, 45 % des Français adultes ont une activité professionnelle le matin, et 41 % l'après-midi. Tout au long de la journée, 20 % d'entre eux sont toujours en train d'effectuer des tâches ménagères ou d'entretien pour les hommes. 98 % de la population dort de 2 heures à 4 h 30. En début d'après-midi, un sur dix fait la sieste. Le petit déjeuner retient au minimum 10 % de la population, à tout moment, entre 7 heures et 8 h 30, le déjeuner en accapare la moitié à 12 h 30 précisément, la collation est pratiquée par 5 % entre 16 h 30 et 17 h 30, et le dîner intervient entre 19 h 30 et 20 h 30 pour au maximum 34 % de personnes à table en même temps dans cette tranche horaire. Le matin, de 7 heures à 8 h 30, et le soir après 22 h 30, on trouve toujours 10 % de gens qui s'occupent de leurs soins corporels. Seulement 1 % regarde la télévision à midi mais il y en a 31 % à 20 h 30 et plus de 50 % une heure plus tard. De 14 heures à 23 heures, il y a continuellement 10 % des Français qui ont une activité de loisir, la proportion atteignant 20 % entre 17 h 30 et 18 h 30...

Tous ces renseignements anodins qui dissèquent le quotidien des Français proviennent de l'enquête sur l'emploi du temps de 1985-1986 réalisée par l'INSEE et dont les résultats font l'objet d'une présentation par Mme Ghislaine Grimler dans la dernière livraison de la revue *Economie et statistique* (n° 227, décembre 1989). Par le menu statistique, on y apprend, sans réelle surprise, de quoi sont constitués les jours et les heures de la population, interrogée sur ses activités, par tranches de cinq minutes pendant vingt-quatre heures, dès lors qu'elle est adulte, active ou inactive.

### Rythmes des villes et rythmes des champs

Cela donne des indications d'une troublante banalité, mais également riches d'une histoire sans cesse recommencée. Par exemple, le rythme de vie n'est pas le même en ville et à la campagne, comme depuis des temps immémoriaux. Logiquement, 80 % des hommes ruraux sont levés chaque matin à 7 h 20, et 50 % travaillent, tandis que 77 % des citadins sont dans le même cas, dont 43 % qui sont déjà à l'ouvrage. A l'inverse, 42 % des ruraux sont couchés à 22 h 30 et 28 % des hommes des villes, même si les campagnards ont des journées professionnelles plus longues. En début de soirée, ils s'activent davantage que les citadins et, à 20 h 30, ils sont encore 14 % à être au travail, contre 9 % des habitants des villes. Mais chaque situation comporte ses compensations. Les pauses-repas ou café sont plus étalées à la campagne qu'en ville, 55 % des ruraux étant à table à 12 h 45 contre 51 % des citadins, alors que les loisirs, ou le spectacle de la télévision sont plus souvent le fait, le soir, de ceux qui résident en ville.

Dans le détail, par catégories, rares sont les découvertes époustouflantes sur des comportements que chacun peut observer, et qui se trouvent donc confirmés. A tout moment de la journée, un actif sur cinq n'est pas au travail. La part de ceux qui ont une activité professionnelle diminue fortement après 17 heures, les femmes exerçant moins que les hommes une profession le matin, et surtout l'après-midi. A tout moment, aussi, 20 % des femmes actives et 15 % des hommes effectuent des tâches ménagères ou d'entretien (bricolage et jardinage compris), le moment le plus propice se situant vers 18 h 30. A cette heure, un homme sur quatre et une femme sur deux s'adonnent à ce type de travail. Bien entendu, les loisirs se pratiquent en début de soirée et après le dîner, sachant que 50 % des hommes et 43 % des femmes regardent la télévision à 21 h 30.

Les travailleurs indépendants sont encore 80 % à exercer leur profession à 17 h 30, et 50 % à en faire de même après 19 heures, contre 16 % des salariés. Mais ils commencent plus tard le matin, déjeunent et reprennent plus tard à l'heure du repas de midi. Le soir, ils ont moins de loisirs. A 21 h 20, 35 % des femmes indépendantes, contre 44 % des salariées, se trouvent devant leur télévision alors que la proportion d'hommes, un sur deux, est identique.

### Filles à l'étude, femmes au foyer

Ce sont les agriculteurs qui affichent les journées les plus longues. A 7 heures, la moitié travaille déjà, ainsi qu'à 19 h 30. Dans la matinée, ils prennent un petit en-cas et déjeunent davantage. A 13 h 30, 41 % sont encore à table, contre 26 % des salariés. S'ils se lèvent en moyenne vingt minutes plus tôt, ils se couchent également trente à quarante minutes avant les autres. A 22 h 20, la moitié dort, contre un tiers des salariés et des indépendants.

A la télévision, qu'ils pratiquent peu, ils préfèrent la sieste qu'ils sont 13 % à faire à 13 h 20... Quant aux étudiants, et contrairement à une idée reçue, ils ont dans la journée le même rythme que les autres actifs. Ils continuent cependant d'étudier le soir, à 10 % à 21 h 20 et à 7 % à 22 h 20, mais cèdent peu aux tâches ménagères qu'ils ne sont jamais plus de 10 % à remplir à une heure quelconque, les filles étant les plus attentives. Normalement, ils s'adonnent plus facilement aux loisirs, et jusqu'à 15 % d'entre eux dans l'après-midi et en fin de soirée. Mais l'INSEE constate aussi, contrairement à un cliché, qu'ils s'intéressent plus tôt que tous les autres à la télévision.

Les femmes au foyer sont semblables à ce qu'on pouvait imaginer d'elles. Les deux tiers, et jusqu'à 80 % avant le déjeuner, s'occupent de leur maison ; ce qu'elles ne sont plus que 50 %, et 60 % avant le dîner, à faire dans l'après-midi. Elles se lèvent une heure après les autres, leur toilette est plus tardive, elles s'accordent peu de loisirs le matin (10 %) mais s'offrent une détente après le déjeuner (13 %) qu'elles prolongent pour 20 % d'entre elles de 15 heures à 18 heures. Régulières, elles déjeunent et dînent de bonne heure et se mettent plus facilement devant la télévision en soirée. Ce qui ne les empêche pas de dormir de bonne heure. A 22 h 20, 38 % sont couchées, contre 7 % des actives.

Encore plus paisibles, les retraités consacrent la matinée aux tâches ménagères pour jusqu'à 72 % des femmes et 60 % des hommes, mais font relâche l'après-midi où ils ne sont plus que 45 % à être dans ce cas. La toilette des femmes est plus tardive, et par ailleurs, elles pratiquent moins de loisirs que les hommes le matin. Après la sieste ou la télévision (24 % des femmes, 29 % des hommes), et de 15 heures à 18 heures, un retraité sur trois se promène, lit ou discute. En soirée, le retraité reste davantage que sa femme devant la télévision mais tous deux se couchent, à 50 %, à 22 h 30.

Avec le week-end, les comportements changent, sauf pour les retraités qui continuent à se lever aux mêmes heures qu'en semaine. On dort plus tard, on regarde davantage la télévision l'après-midi et les activités ménagères augmentent d'intensité, les hommes y participant mieux. L'après-midi du samedi, et surtout, celle du dimanche, sont consacrées aux loisirs, les plaisirs de la table tenant une grande place, bien avant la télévision. La moitié des hommes et des femmes déjeunent encore à 13 h 20 le dimanche, 21 % continuent à 14 h 20, 10 % n'en ont pas encore fini à 16 h 20, et les dîners donnent lieu à d'autres prolongations.

Mais c'est d'abord la « grasse matinée » qui caractérise le temps de repos dans la semaine. A 7 h 20, le samedi, la moitié des actifs dorment encore, contre 27 % des hommes et 22 % des femmes les autres jours, et ils sont 75 % à en faire de même le dimanche. Les femmes au foyer suivent le mouvement. 56 % d'entre elles sont couchées à 7 h 20 en semaine contre 63 % le samedi et 72 % le dimanche. Le jour du Seigneur demeure sacré !

ALAIN LEBAUBE.

## L'insertion, point faible du RMI

*Après une année d'application, le bilan du revenu minimum d'insertion est contrasté. Quantitativement, c'est bien. Qualitativement ...*

**Un peu plus d'un an après sa mise en place, le revenu minimum d'insertion apparaît en décalage sensible par rapport aux capacités de la société française à se mobiliser contre la pauvreté. En dépit d'un premier bilan satisfaisant, l'aspect « revenu *minimum* » semble encore très perfectible alors que la composante « insertion » *révèle* des lacunes plus préoccupantes.**

Intitulé « L'an II du RMI », un colloque organisé le 15 février à Paris par le Centre de recherches et de documentation sur les conditions de vie (CREDOC), la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale et le magazine *Alternatives économiques* s'est attaché à jeter un regard critique sur une année d'application du revenu minimum d'insertion. Avec près de quatre cent cinquante mille bénéficiaires, soit, compte tenu des personnes à charge, environ un million de personnes couvertes, le RMI a globalement atteint ses premiers objectifs quantitatifs. Néanmoins, a souligné M. Jean-Michel Belorgey (PS), président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, on rencontre trop souvent des « *attitudes restrictives* ».

Alors que la loi sur le RMI, qui a donné lieu à de volumineux décrets d'application, apparaît parfois comme un enjeu de pouvoir entre l'Etat et les collectivités locales sur fond de décentralisation, des services sociaux ont tendance à « traîner les pieds » lorsque le dossier administratif n'est pas complet. En certains endroits, il faut attendre trois ou quatre mois pour percevoir l'allocation (1 870 francs par mois en moyenne), et la possibilité de percevoir une avance est encore trop méconnue.

### Contradiction administrative

Par ailleurs, la circulaire prévoyant la neutralisation des droits dès lors que les revenus du bénéficiaire dépassent le seuil de 2 000 F ne précise pas comment cette disposition doit être modulée en fonction des charges de famille. D'où des interprétations divergentes. De même, le cas des personnes dans l'incapacité de prouver leur identité reste à l'origine de multiples difficultés. Enfin, « *le paiement de la prestation est trop souvent différé lorsqu'une personne s'est engagée dans une formation, même non rémunérée* », s'inquiète M. Belorgey. Le président de la commission des affaires sociales a résumé sa philosophie en reprenant à son compte une expression de M. Christian Proust (PS), président du conseil général du Territoire de Belfort : plutôt que de « *dépenser une énergie folle pour éviter de dépenser un 1 F de trop* » sur la prestation, mieux vaut se consacrer davantage à la réinsertion.

Celle-ci passe par le logement, la santé et un retour à une forme d'activité professionnelle. Sur le premier point, des efforts ont été entrepris pour résoudre une contradiction toute administrative : pour obtenir l'allocation-logement, il faut avoir non seulement un logement, mais que ce dernier réponde à des critères de salubrité. Or entre le tiers et la moitié des bénéficiaire du RMI n'ont pas d'habitation qui leur soit propre et les autres ne satisfont pas toujours aux normes de salubrité... Il faut donc convaincre les services sociaux d'avoir une « lecture » nouvelle de la réglementation et – lourde tâche – de parvenir à ce que les offices HLM accueillent une population qui, en dépit d'un revenu minimum, ne présente pas toutes les garanties de solvabilité. En matière de santé, il s'avère que l'aide médicale gratuite n'est pas systématiquement ouverte. De plus, la prise en charge d'une couverture complémentaire demeure problématique.

Reste l'insertion. Le processus a débuté avec retard puisque les premiers contrats ont été passés dans les derniers mois de 1989. A l'heure actuelle, on en recense cent trente mille, alors que le nombre de dossiers ouverts est trois fois et demi supérieur. Si l'on en croit les travailleurs sociaux, ces résultats modestes sur le plan quantitatif tiennent en partie au manque de moyens humains et budgétaires ; mais, selon de nombreux intervenants, ils s'expliquent également par les interrogations que soulève l'insertion.

M. Hugues Sibille, spécialiste du développement local, redoute « *une segmentation génératrice d'une nouvelle exclusion : d'un côté, ceux qui pourraient prétendre à une insertion professionnelle et, de l'autre côté, ceux qui se verraient proposer une tentative d'insertion sociale à répétition* ». Alors que la reprise de l'emploi n'a, de toute évidence, pas profité aux exclus du marché du travail, de nombreuses voix se sont élevées pour s'alarmer d'« *un manque de mobilisation* » des chefs d'entreprise et pour réclamer que ceux-ci « *désignent des interlocuteurs* ». M. Denis Jacquat, député (UDF) de la Moselle, s'est demandé « *si le discours tenu par les travailleurs sociaux est véritablement adapté aux chefs d'entreprise* ». Plus crûment, certains ont fait remarquer que cette question en appelle une autre ; celle de la « *compétitivité des « RMistes » par rapport aux autres travailleurs précaires sur le marché du travail* ».

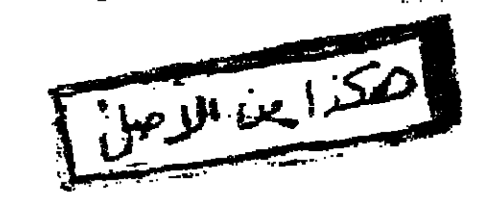
JEAN-MICHEL NORMAND




DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES



Approvisionnant le quart de la région

# Les maraîchers et horticulteurs chassés par l'urbanisation

**L'agriculture maraîchère et horticole qui a fait la fortune de l'Ile-de-France est chassée de la périphérie de la capitale par la poussée de l'urbanisation. Le Livre blanc reste très discret sur cette situation précaire, nuisible à l'économie d'un secteur qui apporte des emplois et une sécurité d'approvisionnement à la région.**

Le chemin sinue entre les champ, passant ici près d'une sablière, découvrant là les cheminées d'aération d'une champignonnière. Le vent fait claquer le plastique des serres, la terre attend. D'ici à quelques semaines, les tracteurs reprendront les routes de la plaine de Montesson (Yvelines). Laitues, scaroles, mâches et autres crudités peupleront le paysage. Les joies de la campagne... à 15 km de Notre-Dame.

Mais ces quelque 400 hectares agricoles suscitent les convoitises. L'A 14 traversera la plaine. Et le Livre blanc de l'Ile-de-France suggère de profiter de l'aubaine foncière pour développer un nouveau pôle d'urbanisation en liaison avec les sites voisins de La Défense et de Gennevilliers. A Montesson, on n'apprécie guère cette condamnation : *« l'Etat et la région voudraient tout balayer »*, s'insurge Gérard L'Homme, maire adjoint et directeur de la coopérative maraîchère Vitadis. *« C'est une ineptie ! J'ai rarement vu des terres aussi belles. La plaine assure un bon équilibre sociologique entre Sartrouville (50 000 habitants) et Le Vésinet... On ne peut transposer cela ailleurs ! »* Gérard L'Homme est bien décidé à se battre, quitte à céder sur quelques points. Des petits programmes de construction mixtes et un travail sur le paysage par exemple...

### Fourche à la main

Montesson n'est pas un cas unique. Dans un rayon de 10 km à 30 km autour de Paris, maraîchers et horticulteurs ont un avenir incertain malgré leur bonne santé économique. Les productions spécialisées réalisent près de 30 % du chiffre d'affaires agricole régional (2 milliards de francs) et représentent 20 % des exploitations (environ 2 000 employant 15 000 personnes), alors qu'elles couvrent à peine 2 % des terres cultivées. Le marché francilien est autosuffisant à plus de 25 %. Au sein de l'Hexagone, l'Ile-de-France présente un palmarès plus qu'honorable, rivalisant avec Belges et Hollandais. Elle domine même certains créneaux : le cresson, l'orchidée, ou encore le bonsaï.

*« Les cultures jouissent ici de microclimats et de sols fantastiques »*, expliquent Philippe Laganier et Chantal Delahay, à la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt (DRAF). Dans la vallée de Marcoussis (Essonne), la terre bien limoneuse et les résurgences naturelles, ajoutées aux techniques modernes de l'empaillage et de la mise sous plastique, permettent de faire jusqu'à trois récoltes par saison ! *« Des tas de variétés portent même des noms locaux : la belle de Fontenay (pomme de terre) ou la montmorency (cerises) »*, ajoute René Squarcioni, spécialiste de la question à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF). Bref, ce n'est pas un hasard si les moines de Paris ont pu s'offrir un roi !

Certes, le nombre d'exploitations et les surfaces (12 000 hectares) (1) baissent régulièrement. Toutefois, le secteur résiste mieux qu'en province : les exploitations ont une bonne taille et une relève assurée, les produits de grande fraîcheur sont très rentables.

Mais la pression foncière se fait menaçante. Chaque année, entre 1 500 et 2 000 hectares agricoles sont grignotés par la poussée des villes, selon la DRAF. Fragilisées par cette épée de Damoclès, les exploitations situées sur le front urbain sont à terme vouées à disparaître. *« La cassure s'est produite au milieu du vingtième siècle,* raconte René Squarcioni. *Pendant la guerre, la région a pu vivre en autarcie à 65 %. Puis les grands secteurs productifs de la vallée de Montmorency, de Bobigny, Créteil ou Nanterre ont laissé place aux constructions. La localisation des préfectures est significative ; les grandes opérations d'urbanisme se sont faites sur des terres agricoles. »*

Disparus les primeuristes de la plaine de la Vertu (Seine-Saint-Denis), les murs à pêches de Montreuil, les paysans des bords de Paris... Montrant la grande carte colorée accrochée à son bureau, Philippe Laganier recense les derniers bastions maraîchers proches de la capitale. Dans le grand secteur du Val-d'Oise, où des luttes héroïques opposèrent les agriculteurs, fourche à la main, à la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, des zones agricoles demeurent, notamment sur les terrains d'épandage de la Ville de Paris ou en aval de la Seine. Il y a Montesson, bien sûr, quelques secteurs épars dans les Yvelines, puis l'Arpajonais (Essonne) avec ses traditions : la fraise à Marcoussis, la tomate à Montlhéry, le haricot à Arpajon... Plus au sud encore, le secteur de Milly-la-Forêt, réputé pour les plantes médicinales, a accueilli récemment des expropriés de Montesson...

### Cinq ans pour faire un verger

L'horticulture, plus disséminée malgré quelques pôles célèbres (la plaine de Versailles, la Brie et ses roses, les orchidées de Boissy-Saint-Léger), suit la tendance générale à la baisse des surfaces. En revanche les pépiniéristes se portent bien. Tandis que les vergers sont en peau de chagrin, à l'image de ce qui se passe dans le secteur de Poissy-Chambourcy-Orgeval (Yvelines). *« Les arboriculteurs d'Orgeval n'ont pas de successeur,* témoigne Georges Gaillard, un producteur de poires. *Sur Poissy, il y a bien trois jeunes proches de la quarantaine qui aimeraient continuer le métier. Encore faut-il en vivre. Les terres sont saucissonnées, et puis on est sur le qui-vive : quand on a besoin d'une route ou d'une zone industrielle... Or faire un verger prend du temps. Les investissements sont très lourds et vous ne voyez le résultat qu'au bout de cinq ans ! »* Elu dans les chambres départementale et régionale d'agriculture, Georges Gaillard regrette que la région n'ait jamais eu de politique en la matière.

Les solutions ? Pour les rares exploitants qui survivent en milieu urbain, il n'y en a guère, sinon s'étendre ou se recaser ailleurs, à l'exemple de cet horticulteur de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) qui vient d'acquérir trois hectares à Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines). Sans une proposition de la SAFER (2), Pierre Théart avoue qu'il ne se serait peut-être pas décidé. Mais il reconnaît que la menace éventuelle de pressions foncières a joué : *« Maintenant, on a du recul »*...

Le maintien des zones agricoles existantes est une autre affaire. Il faut garantir à la fois la propriété des sols (70 % des exploitants sont locataires) et leur destination agricole dans les documents d'urbanisme. Si possible sans léser des propriétaires soucieux de réaliser des plus-values.

*« L'agriculture a besoin d'un schéma directeur précis, qui ne surévalue pas les besoins d'espace de l'agglomération »*, explique René Squarcioni. Tandis que Philippe Laganier critique l'échelle trop grossière du document de 1976 et le flou des rubriques fourre-tout. Le problème, c'est que l'Ile-de-France s'identifie à la seule agglomération. Les élus soucieux de l'agriculture sont minoritaires. Quand bien même... ces derniers se préoccupent plus de la ceinture verte, où sont situées leurs communes, que des productions spécialisées, localisées le plus souvent en milieu urbain. Le Livre blanc ne consacre qu'une vingtaine de lignes aux maraîchers et aux horticulteurs. C'est déjà mieux qu'en 1976, mais encore insuffisant pour sauver les « paysans urbains », dont parle Gérard L'Homme, à Montesson. *« Paris est la seule capitale qui dispose d'un tel tissu agricole,* plaide Philippe Laganier. *Ne pourrait-on pas faire le pari de le garder ? »*

HÉLÈNE GIRAUD

(1) Evolution des surfaces entre le recensement général agricole de 1980 et celui de 1988 (premières estimations) : légumes (10 000 ha, 8 500 ha), fleurs (825 ha, 600 ha), pépinières (1 200 ha, stable), vergers (3 250 ha, 2 000 ha).

(2) Les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) ont pour mission de favoriser la constitution d'exploitations agricoles viables. Pour cela, elles disposent d'un droit de préemption (voire d'expropriation) sur les terres agricoles, qu'elles rétrocèdent ensuite aux agriculteurs au gré des remembrements ou restructurations.

## Bonsaï à la française

L'histoire du bonsaï en Ile-de-France a commencé avec un coup de foudre : en 1969, visitant les Floralies de Vincennes, Rémy Samson est saisi de passion pour le « petit arbre ». Il n'aura alors de cesse d'apprendre les techniques (ligatures, taille, pinçage, arrosage...) et de faire prospérer l'affaire avec sa femme Isabelle.

La progression du chiffre d'affaires de Rémy Samson — de 0,5 à 16 millions de francs en dix ans — est à la hauteur de l'engouement pour le bonsaï, notamment depuis le milieu des années 80. *« Il y avait peut-être 5 000 amateurs en 1980, en comptant large »*, estime ce spécialiste. Ils sont aujourd'hui des centaines de milliers. L'Ile-de-France domine encore la production nationale (environ 40 millions de francs de chiffre d'affaires), mais le virus gagne la province à grands pas.

A Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), au fond d'une petite rue bordée de pavillons charmants, le magasin de Rémy Samson impressionne d'emblée le visiteur. Un bonsaï vieux de trois siècles trône à l'entrée... en vente à 250 000 francs (1) ! Mais c'est à Avrainville (Essonne) que l'on prend la mesure de son activité : entre 50 000 et 80 000 plants produits sur place ou importés d'Extrême-Orient tapissent le sol de grandes serres à l'allure un peu insolite.

*« Les Anglais ont quelques années d'avance, mais la France a développé un savoir-faire qui surprend même les Japonais ! »*, explique Rémy Samson. L'Hexagone a toutefois encore besoin de l'Orient : *« Nous n'avons pas l'ancienneté qui nous permettrait de constituer des stocks suffisants. Et nous avons encore à apprendre. »* Un bonsaï à la française ? Il n'y croit guère : *« Les techniques sont les mêmes. Simplement, il y a des espèces que l'on travaille plus volontiers. J'ai rarement vu de chênes verts ou de cèdres au Japon ! »*

(1) Les prix sont variables : 50 F le jeune plant, 220 F un genévrier de six ans, 800 F un pin de quinze ans... Outre l'âge et l'espèce travaillée, les bonsaïs se distinguent par leur style : arbre vertical régulier (chokan), tronc tourmentée (nejikan), forêt entière (yose-ue), etc.

## Un lotissement... agricole

Des parcelles, des voies privées et un réseau d'eau gérés en commun, une association de copropriétaires... Le domaine de Saint-Leu, à Périgny-sur-Yerres (Val-de-Marne), ressemble étrangement à un lotissement urbain. Point de pavillons, pourtant. Ici, seuls les champs de salades, de navets ou de carottes, les serres et les hangars, occupent le terrain. *« Les lotissements agricoles sont conçus pour que les exploitations tiennent mieux le choc à l'urbanisation. C'est une garantie supplémentaire au plan d'occupation des sols »*, explique Dominique Le Cornulier, à la SAFER d'Ile-de-France. *« L'idée consiste aussi à offrir aux exploitants des structures correctes, ainsi qu'une meilleure prestation de service pour l'alimentation en eau ».*

Le lotissement de Périgny, un des cinq d'Ile-de-France, a été imaginé au début des années 70. Soucieux de l'identité de la commune, le maire, Michel Lucas, avait déjà lancé une politique active de construction et de protection du patrimoine. Restait à régler le sort des 200 hectares agricoles situés en bordure de la plaine de la Brie. *« Nous les avons fait entrer dans les zones naturelles d'équilibre,* raconte Jean Sort, maraîcher depuis toujours et maire-adjoint de Périgny. *Puis nous avons attiré la SAFER pour restructurer 100 hectares. Avec 150 parcelles et plus de 100 propriétaires, cela lui semblait impossible ! »*

En 1975, après deux ans de transactions, une douzaine de lots de 5 à 7 hectares étaient livrés. *« L'administration et le Crédit agricole ont joué le jeu,* se souvient Jean Sort. *Les prix devaient être corrects. J'avais peur qu'on fasse un outil que les agriculteurs locaux non expropriés, et donc sans grande trésorerie, ne puissent s'offrir ! »*

*« Il n'est pas exclu qu'on refasse de telles opérations, à plus petite échelle, en mettant en commun non seulement l'approvisionnement en eau mais aussi le chauffage »*, reprend Dominique Le Cornulier. Un site proche d'une usine d'incinération pourrait être ainsi mis à profit. Peut-être pour accueillir les maraîchers qui seront chassés de la plaine de Montesson par l'A14 ou des projets d'urbanisation...

H. G.

## Un nouveau logo pour Clichy

75 000 francs : c'est ce qu'aura coûté aux contribuables de Clichy (Hauts-de-Seine) la seule « conception » du nouveau logotype de leur ville. C'est peu, comparé au budget de la commune que dirige M. Gilles Catoire (PS), mais cela semble bien cher payé pour un résultat peu convaincant (ci-contre). D'autant que, si l'intérêt de ce « logo » reste somme toute affaire de goût, le laïus et le schéma qui l'accompagnent et sont censés le justifier relèvent plutôt du snobisme et de la poudre aux yeux. *« Le logo intègre l'idée du développement progressif de la ville et met en avant l'importance du centre »*, est-il notamment écrit. Ou encore : *« La symétrie du mot Clichy permet de faire du C un centre d'où sort le C du début du mot. »* Et pour finir : *« Le souci des concepteurs a été d'offrir à Clichy-la-Garenne une image de communication simple et originale où se lise et se distingue le caractère durable de la ville. »*

Est-ce bien sérieux ?

FRANÇOIS ROLLIN

Le Monde INTERNATIONAL

WINNING IN THE NINETIES

"Sustainable competitive advantage can only be achieved through creative leadership of people."

## HUMAN RESOURCE SPECIALIST

*United Research is an international management consulting firm that helps well-managed companies implement change rapidly and successfully.*

*In consulting, even more than in most businesses, acquiring and developing people is key to the health and growth of our Company. We are actively seeking a creative, business-orientated individual to take a key role in establishing Human Resources activities on the Continent.*

*For thirty years United Research has been in the business of working with corporate leaders to make major change happen smoothly and effectively. Through this experience, United Research has developed the know-how, tools and methodologies to help its clients clarify the complexity of their business so that management can focus on the truly critical factors that are key to long-term success.*

*United Research's approach is comprehensive. Our consulting professionals work together with clients to implement programmes that achieve strategic visions across all divisions and functions and down through all levels of organisation. It is our firm belief that this should be a joint process: client and consultant working together as a team.*

*We want to meet high calibre, high profile individuals who are qualified both formally and by experience. The challenge is to develop our people and to win the battle to recruit multi-disciplinary teams at very senior levels. You should have a blue chip or consultancy background, have a good knowledge of French employment law, focus on a key industry, be able to build interfaces and be fluent in at least French and English. Above all you will have creative ideas, skill and flair in your approach to recruitment.*

*Rewards are truly outstanding and career development opportunities will exist in either Human Resources Development or in general management.*

*Relocation is not necessary but the ability to work for periods in Paris and to travel extensively within Europe and to the U.S. is essential.*

*Please write with full C.V. to Robert Fox, United Research, c/o Noel Wickland Associates, 15 Avenue Victor Hugo, 75016 Paris. Please quote Reference No. LM190.*



**United Research**
WORLD CLASS MANAGEMENT CONSULTING

## INTERNATIONAL SALES

U.S.A. international mining equipment manufacturer desires services of a sales-oriented individual to represent its products, travelling in Africa, The Middle East and Europe. Bilingual French and English.

Mail curriculum vitae in English to:

Harnischfeger International
Robert Koch Str. 8
D-6108 Weiterstadt
West Germany
Attn: Managing Director

All responses will be treated confidentially and with equal opportunity.

## EUROPEAN DEVELOPMENT AND DESIGN ENGINEERS

LIVERPOOL, U.K.

Our client is one of the largest UK based multi-nationals and seeks top quality Development and Design Engineers with diplomas from Engineering Grandes Ecoles. Electrical or mechanical engineering disciplines are required and preferably two years experience in the development or design of electrical and mechanical devices.

Responsibilities will include the preparation of technical specifications for the development and design of new products, co-ordination of the product development and design process, and supervision of Draughtsmen. There will also be involvement in assessing the financial and technical feasibility of the product.

Training will be extensive and periodic overseas travel and secondment to overseas manufacturing sites, may be required. Please send a CV with a photo, to:

Euroconsulting Group-ATS Quest, 73 Rue des Gravilliers, 75003 Paris, with the reference LM501.

EUROCONSULTING GROUP
RESSOURCES HUMAINES

## Sales Finance Manager

DECISION SYSTEMS INTERNATIONAL

Filiale du groupe Olivetti International, nous sommes ***leader mondial*** sur le marché de la périphérie informatique ***IBM 3X*** et ***AS400*** (produits et services).
Pour mettre en place une ***structure de financement des ventes*** au ***niveau européen***, nous recherchons un Sales Finance Manager.

Rattaché directement au Directeur Financier international, vous aurez pour mission de définir et promouvoir avec les managers financiers et commerciaux de nos filiales, des solutions aux offres de financement possibles sur nos différents marchés:
- en identifiant et analysant les offres de leasing,
- en qualifiant celles adaptées à notre activité,
- en développant un partenariat avec un groupe privilégié de leasers.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure en gestion vous êtes un professionnel confirmé du ***leasing en environnement informatique***, de préférence ***IBM***.

Homme de conviction, fin négociateur, financier averti, vous aurez prouvé votre expérience en créant des structures financières.
Votre culture européenne (anglais courant indispensable plus d'autres langues souhaitées), facilitera votre intégration et votre développement dans un contexte particulièrement dynamique et enthousiasmant.

Pour ce poste basé en proche banlieue nord de Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 11/M à Hervé Gallon, DRH Décision Systems International, 12 bd Louise Michel, BP 81, 92233 Gennevilliers Cedex.

MEDIA-SYSTEM



Le Monde CADRES

## Ville de Palaiseau (Essonne)
30 000 habitants
recherche

### RESPONSABLE INFORMATIQUE

- étude du schéma directeur de l'informatisation des services,
- établissement des cahiers des charges pour les différentes applications,
- étude d'impact de l'introduction de l'informatique et de la bureautique dans les services,
- mise en œuvre de la partie du plan de formation consacrée à l'informatique,
- maintenance des matériels et progiciels.

### ATTACHÉ ou INGÉNIEUR INFORMATICIEN

- conditions statutaires avec prime annuelle.

Adresser candidature et CV à Monsieur le Maire de Palaiseau, BP n° 6, 91125 Palaiseau Cedex.

**CAP VACANCES**
recherche
pour encadrer ses séjours de l'été 90 des
**DIRECTEURS**
de centres vacances (Ba FD ou EN COURS).
Ecr. à CAP VACANCES, 25, r. St-Pierre, 43102 Brioude Cedex, avec CV + photo.

Ville de Garges-lès-Gonesse (40 000 habitants) recrute son Directeur du personnel (S.G.A., Cadre contractuel de direction, etc.) Ecrire avec C.V. à : Monsieur le Maire 8, place de l'Hôtel de Ville 95140 Garges-lès-Gonesse

LYCÉE PRIVÉ S/CONTRAT RECHERCHE PROFESSEUR de sciences physiques. URGENT. Tél. : (16.1) 43-28-13-03.

**secrétaires**

Société recherche pour son siège parisien une
JEUNE **SECRÉTAIRE** de niveau BTS
pouvant justifier d'une première expérience professionnelle et d'une parfaite connaissance de Word 4/5. Pratique de l'anglais appréciée. Disponible rapidement.
Adressez lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous réf. 6670 à LTA, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris.

**emplois internationaux**

WANTED experienced technical translators from english into french for London translation company. Salary negotiable depending on experience. Please reply to : Transtelex Plc, Marzell House, 116-128 North end Road, London W14 9 PP. Tél. : (19-44) 1-381-0967

**automobiles**

*de 12 à 16 C.V.*

Particulier vend BMW 528 i, entièrement révisée, année 1987, beige métallisé, boîte automatique, freinage ABS, toit ouvrant, vitres teintées, glaces électriques, jantes alu., très bon état, 77 000 kilomètres, 97 000 francs. 46-30-31-45.

**propositions diverses**

Infirm. libér. cède clientèle tenue 8 ans, bon CA, conviendrait 2 ass. dét. (13) bord de mer. Tél. : 91-74-78-52.

**DEMANDES D'EMPLOIS**

COLLABORATRICE (secrétaire sténodactylo), 55 ans, expérience milieu artistique et universitaire, goût de l'efficacité, des contacts, sans des responsabilités, serait intéressée par TTES PROPOSITIONS dans le domaine des arts et des lettres 45-64-92-98, apr. 19 h

**representation demandes**

**ETES-VOUS CONSCIENT DE VOTRE MARCHÉ EN ALLEMAGNE DE L'EST**

Je serai heureux de vous représenter à la foire de
**LEIPZIG**
au mois de mars. Parf. trilingue. Tél. : 39-58-74-47.

## L'AGENDA

*Artisans*

Etude de réalisation de travaux, peinture, décoration, haut de gamme. Travaux hypersoignés. Tél. : 42-00-52-10.

*Bijoux*

**ACHAT NET BIJOUX**
Brillants, rubis, émeraudes, saphirs, vieil or, argenterie. PERRONO bd des Italiens OPÉRA 4, Chaussée-d'Antin ETOILE 37, av. Victor-Hugo Ventes, occasions, échanges

CASH-BUREAU : MOBILIER DE BUREAU ET DISCOUNT. PRIX IMBATTABLE : MATÉRIEL LIVRÉ ET MONTÉ : CATALOGUE 38 PAGES SUR DEMANDE. 900 m² D'EXPOSITION. 24, r. Davoust, 93500 Pantin. Sortie Porte de la Villette. Tél. : 48-43-09-71. Dijon, tél. : 80-51-35-52. Marseille, tél. : 91-43-23-43.

*Musique*

A vendre beau piano queue Gaveau, acajou verni, 1,76 m. 50 000 F. Tél. : 47-63-48-80.

*Vacances*
*Tourisme*
*Loisirs*

DRISCOLL HOUSE-HOTEL 200 chambres simples 100 £ par sem. Rens. : 172 New Kent Road LONDON SE 1 4YT-GB 19-44-1-703-41-75

Courchevel loue 3 p. gd cft, 7 lits, lave-vaisselle, cheminée, balcon sud. Tél. : 78-35-21-23.

LUBERON mais. vac. 5 pers. tt conf. site except. 1/4 à 15/7 et oct. Tél. : (16) 90-74-00-88

## FORMATION PROFESSIONNELLE

**CERAM-MASTERES**

### LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION C'EST A SOPHIA ANTIPOLIS,

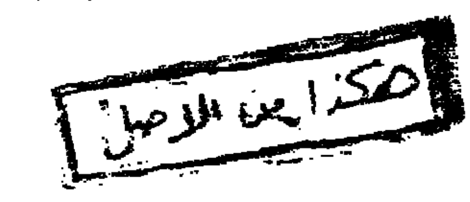
MASTERES SPECIALISES

- **MS EN SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION**
  Créé pour répondre aux métiers de la Sécurité Informatique (1ère promotion)
- **MS EN ARCHITECTURE ET ADMINISTRATION DE RESEAUX**
  Destiné aux métiers de la Conception et du Management des Réseaux (3e promotion)
- **MS EN MANAGEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**
  Prépare aux métiers de l'Ingénierie des Systèmes d'Information (6ème promotion)

Ces formations d'un an à des métiers de pointe sont définies et réalisées par les entreprises partenaires du CERAM - MASTERES (ALCATEL, APPLE, AT & T, AXONE, BULL, CAP SESA, CSEE, DIGITAL, IBM, IB2, NIXDORF, RANK XEROX, ROCKWELL, SEMA GROUP, THOMSON...) et avec le soutien de l'INRIA et de la DG XIII CEE.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NICE CÔTE D'AZUR

Renseignements et inscriptions :
CERAM-MASTERES - BP 120 SOPHIA ANTIPOLIS
06561 VALBONNE Cedex
Elisabeth GEOFFROY - Tél. : (33) 93.95.45.73



Le Monde

# SÉLECTION IMMOBILIÈRE

## appartements ventes

### 3e arrdt

MARAIS ARTS ET MÉTIERS A SAISIR dble liv. impeccable, cuis. tt cf, 4e étage. Prix : 539 000 F créd. possible. Tél. : 48-04-84-48

RUE DU VERT-BOIS imm. rénové, 5e ét., asc. STUDIO CONFORT Px 600 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

### 4e arrdt

Près MARAIS pptaire vend GRAND STUDIO coin cuis. équip., tt cft, 3e ét., clair. Prix : 489 000 F CRÉDIT Tél. : 43-70-18-00

POUR LES AMOUREUX DU MARAIS
Part. vd cause départ gd studio 50 m², imm. 17e, esprit Louis XIII, ptres appar., ent. rénov., prestat. gd luxe, en part. meublé. Px net 2 M FF. 47-22-24-79 p. r.-v.

RUE BEAUBOURG 3e ét. s/gde cour, studio refait neuf, 2 fenêtres, 560 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

### 5e arrdt

**R. MAITRE-ALBERT**
Ds bel imm. XVIIe, beau 2 P. tt cft, duplex + mezzanine, original, clair, parf. état. Tél. : 46-34-13-18

VAL-DE-GRACE BEAU 2 PIÈCES s/verdure, bonne expo. FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

RUE MOUFFETARD s/cour dégagée, 2 P. refait neuf, plein ouest, 960 000 F, FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

Part. à part., 4 p., 4e ét., ascens., balc., calme, clair, park. 2 600 000 F. Tél. : le mat. au 46-33-02-56, le soir 46-72-46-38.

5e
Exceptionnel jms habité, appt env. 115 m², ht plafond, living 53 m² + 2 chbres, s.d.b. + salle d'eau, 6 100 000 F sous régime TVA Tél. : 46-22-03-80 43-59-68-04 p. 22

MAUBERT RUE DES ANGLAIS, GD STUDIO, caractère. 1 200 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

### 6e arrdt

4, RUE JOSEPH-BARA MAGNIFIQUE ATELIER de sculpteur en verrière avec mezzanine et 3 chbres, petit jard. Prix : 9 100 000 F S/pl. jeudi 14 h à 17 h ou tél. au 42-26-84-58 soir, ou 46-24-93-33 hres bur.

**ODÉON**
Imm. XVIIIe ravalé, beau 2 P. cuis., bains, w.-c., parf. état, caractère, soleil. Prix intéressant. 46-34-13-18

**AU CŒUR DU 6e ARDT**
Bel imm. XVIIe, charmant 2/3 P., calme. 2 600 000 F SERGE KAYSER 43-29-60-60

NOTRE-DAME-DES-CHAMPS bon imm. ancien, petit 2 P. à rafraîchir, 890 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

### 7e arrdt

RUE OUDINOT STUDIO SUR VERDURE, idéal pied-à-terre, 1 150 000 F, FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

ST-FRANÇOIS-XAVIER bel imm. pierre de t., 2 P., cuisine, bain. EXCELLENT ETAT. FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

### 9e arrdt

MÉTRO CADET EXCEPT. 2 PIÈCES entrée cuisine, salle de bains, cave. Prix : 619 000 F crédit Tél. : 48-04-08-60

### 10e arrdt

CANAL SAINT-MARTIN EXCEPT. PLEIN SUD 42 m², 2 pces entrée cuis., s. de bns, wc, ref. neuf. 789 000 F créd. – 48-04-08-60

CHATEAU-D'EAU. A saisir, 2 PCES, cuis., douche, wc, bon état, cave, chff. individuel. Faibles charges. 679 000 F. 43-27-81-10.

### 11e arrdt

Près NATION. Immeuble à ravaler. 2 PIÈCES, coin cuis., wc, bains, 1er étage. 389 000 F. CRÉDIT. 43-70-04-64.

BASTILLE DANS MÊME IMMEUBLE, 2 P. refait neuf, 620 000 F, studio refait neuf, 500 000 F, ravalement voté. FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

11e arrdt BASTILLE Studio caract., refait neuf, coin cuis. équipée, poutres, calme. 480 000 F. Tél. : 45-63-17-27, p. 344

### 12e arrdt

MICHEL BIZOT, petit appart. de 43 m² + balcon carrelé de 7 m² s/jardin. 1 p. dble, calme, entrée, gde cuis. éq., wc, séjours, placards, parking, cave, gardien, 5e ét., asc., parfait état. Tél. : 43-42-84-78 ou 42-90-17-28.

### 13e arrdt

ANCIEN 13e : le calme RÉNOVATION : la qualité Beaux liv. + 2 ou 3 chbres, 80 à 150 m², cuis. équipée, s.d.bns, luxe Tél. : 42-72-40-19

EGLISE JEANNE D'ARC, RUE XAINTRAILLES, imm. 1976, stand., beau séj. + 2 chbres, loggia, box poss., excellent état, 1 800 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

### 14e arrdt

AVENUE JEAN-MOULIN bel imm. BEAU STUDIO tt cft, gardien, vue sur jardin. Prix : 398 000 F CRÉDIT Tél. : 43-70-04-64

PERNETY imm. 1900, 2 P. cuisine, bains, refait neuf, plein sud, verdure. FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

PLAISANCE RUE DE L'ABBÉ-CARTON 2 P. CONFORT BON ÉTAT. 950 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

Proche DENFERT récent pierre de t., 3/4 P. 110 m², prof. lib. poss. A saisir. Tél. : 43-35-18-36

**EXPERTISE GRATUITE**
Etude Duvernet 45-41-11-00

**CABINET KESSLER**
78, Champs-Elysées, 8e
Recherche de toute urgence
**BEAUX APPTS DE STANDING**
petites et grandes surfaces
**EVALUATION GRATUITE**
sur demande 46-22-03-80 45-59-68-04, poste 22

### 15e arrdt

BEAUGRENELLE
**BEAU 2 PCES-1 390 000 F**
PLEIN SUD Et. élevé, vue panor. parf. état, cave, park. 48-04-35-35

### 16e arrdt

**ETOILE 237 m²**
grand stand., récept. 90 m², 4 chbres, 2 bains, 3 w.-c., gde cuis. équipée + chbre sce avec bain. Pour renseign. et visites LACUEE 42-07-57-15

**RUE ST-DIDIER**
2/3 P., balc., park., excellent état, 3 500 000 F ALTHEA IMMOBILIER Tél. : (1) 40-23-92-00

### 17e arrdt

ÉTOILE 4 PCES 99 m² EN DUPLEX, 2 bains, pierre de taille. STANDING 5e étage sans ascenseur. 10 230 F net. – 47-27-84-24

### 18e arrdt

SACRÉ-CŒUR (près) EXCEPTIONNEL BEAU 2 PIÈCES Cuisine, TOUT CONFORT. 550 000 F – 48-04-84-48

RÉSIDENCE DAMREMONT 2 pièces tout confort, 6e étage, ascenseur, très clair. Immeuble ravalé. 590 000 F – 42-71-93-00

LAMARCK EXCEPT récent 3 pces entr. cuis. équip., bns, wc, cave, 4e ét., asc. Dble expos. rue et jard. 1 490 000 F créd. – 48-04-08-60

18e LAMARCK EXCEPT. pierre de t., 3 pces, entrée cuis. équip., s. d. bns, wc, cave + balconets. 1 219 000 F – 48-04-08-60

SQUARE CARPEAUX EXCEPT. bel immeuble ravalé, 2 pces, entrée cuis., s. d. bns, wc, cave. 629 000 F créd. – 48-04-08-60

RUE ORDENER. TRÈS GD STUDIO refait neuf, cuis. équipée, douche, w.-c., imm. ravalé, 3e. Prêt à habiter. 430 000 F CRÉDIT Tél. : 43-27-85-83

MARX-DORMOY EXCEPT.
**GD 2 PCES. 59 m²**
Gd balc. 4e ét., bel imm. 880 000 F à déb. Tél. : 48-04-35-35

RUE CHAMPIONNET
**2 P. 48 m² – 680 000 F**
Clair, bon état/chem., moulures rangts, cave, digicode. Me Simplon – 48-04-35-35

**18e MAIRIE**
2 p. tt cft. 43 m², 710 000 F à débattre. Bon imm. pierre de taille. 60 M PLACE JULES-JOFFRIN. 48-04-35-35.

### 19e arrdt

19e proximité canal, STUDIO 30 m², tout confort BON INVESTISSEMENT, crédit total possible. 399 000 F – 42-71-93-00

BUTTES-CHAUMONT URGT belle façade, 2 pièces sur rue à rafraîchir, confort. Prix : 359 000 F crédit total possible. 48-04-84-48

19e PROCHE CANAL Me CORENTIN-CARIOU A SAISIR 2-3 pces, cuis. tt cft. Prix : 580 000 F créd. possible. Tél. : 48-04-85-85

BUTTES-CHAUMONT AV. SIMON-BOLLIVAR 4e ét., asc. BEAU 2 P. 47 m², séj., 1 chbre, dress., cuis., s. d. bns, cave, gard. 880 000 F – 48-04-35-35

ENTRE BUTTES et CANAL :
**BEAU 2 P. 565 000 F**
Clair, parf. état, cuis. équip. Crédit. Tél. : 48-04-35-35

**2 P. 31 m² 360 000 F**
Proche Me CRIMÉE, tt cft, clair, bon imm., décoration à revoir. Crédit. Tél. : 48-04-35-35

BUTTES-CHAUMONT, rue Manin, beau studio tout confort, 2e ét. ascenseur, sur cour. PRIX : 495 000 F. Tél. : 46-03-86-51.

### 20e arrdt

PELLEPORT 2 PCES tt cft, s. de bns, wc DOUBLE EXPOS., VUE S/JARD. TRÈS CLAIR. 640 000 F – 42-71-87-24

AV. GAMBETTA 2 PCES tt cft, bien distribué dans bel immeuble pierre de taille. FACE PÈRE-LACHAISE 685 000 F – 42-71-93-00

20e ST-FARGEAU EXCEPT. r.-de-ch., 2 pces entr. cuis., s. de bns, wc, cave. Prix : 519 000 F crédit total possible. Tél. : 48-04-08-60

20e RUE SAINT-BLAISE A SAISIR immeuble bourgeois BEAU 2 pces, cuis. tt cft, ascens, 619 000 F créd. possible. Tél. : 48-04-84-48

Près PLACE DES FÊTES. IDÉAL PLACEMENT. Grand garage indépendant sur rue. 175 000 F. CRÉDIT. 43-70-04-64.

R. DE BAGNOLET. A saisir BEAU 2 P. impeccable, cuis. équipée, s.d.bns, cave. CLAIR, CALME, URGENT. 580 000 F Tél. : 43-27-85-83

Me ST-FARGEAU. Imm. 1930, asc., STUDIO REFAIT NF cuis. équip., douche, wc, cave, gardien. 415 000. 43-27-81-10.

**AV. GAMBETTA**
BEAU 2 P. 7e ét. asc., bel imm. Dble expo, cave, digicode. 780 000 F Tél. : 48-04-35-35

**20e GD STAND.**
Superbe 4 p., terrasse 50 m² + balc., prestations haut de gamme. 3 120 000 F. ASSTER 43-73-02-10.

DUPLEX NEUF, 120 m², rue Monte-Cristo, 20e, garage double, 12 900 F. Tout le détail sur minitel

**3615 code KIOSK**
ou 42-36-65-39 le matin.

PL. EDITH-PIAF Beau 2 P. tt cft, bien distribué, s.d.bns, w.-c. indép., chauff. indiv. gaz. 4e ét., asc., pierre de t. brique. 735 000 F. 42-71-93-00

PRÈS NATION 2 PIÈCES, coin cuis., wc, douche, 3e ét. s/rue. Faibles charges. 419 000 F. CRÉDIT. 43-70-04-64.

### 77 Seine-et-Marne

PARTICULIER vend dans résidence (dans parc 2 ha) bel appartement 5 pces, 105 m², balcon 8 mètres. Vue dernier étage. Box fermé. Cellier, 2 s. de bns, 2 wc, cuis. équip. chêne massif. Ecoles, commerces, RER à 8 mn. TORCY-MARNE-LA-VALLÉE PRIX : 900 000 F Tél. : de 11 h à 19 h au : 64-40-11-42

### 92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE AFFAIRE EXCEPT cse dble emploi BEAU 3 P. VUE S/SEINE tout confort. Px 1 900 000 F. 48-04-84-48.

NEUILLY (Porte Maillot) 2 P. 53 m², refait neuf (arch.), s.d.b., cuis. équipée, cheminée, 5e ss asc., urgent cause mutation Tél. : 46-24-31-39

LEVALLOIS limite NEUILLY. Rue Louise-Michel, except. 3 p. cuis., tt cft, 1er étg. Px 920 000 F créd. poss. 48-04-84-48.

### 94 Val-de-Marne

VINCENNES BEAU 2 P 45 m² tt cft, aven. Paris, proche Château et Me. Vue s/jard. sans vis-à-vis. Très clair et calme. Px 695 000 F. 42-71-93-00.

JOINVILLE 5' RER
**FACE MARNE**
Vue imprenable. STUDIO tt cft, 2e étage, bon immeuble. 350 000 à déb. 48-04-35-35

ST-MAUR-LA VARENNE Beau 4 P. 80 m², cuis. aménagée, dressing, soleil, chbres s/jard., 7e, asc., porte blindée, cave, park. couvert. Px 1 120 000 F. Tél. : 48-83-87-31

LE PERREUX CENTRE part. vd 3 pces 68 m², 660 000 F, verdure, soleil, parking, cave. Tél. : 48-71-07-49.

### 95- Val-d'Oise

SÉNO. Côteaux-de-la-Seine, très bel appart. 90 m² (15 mn St-Lazare), 2 terrasses E/O. 3e et dern. ét., ascens., vte part. 960 000 F. (1) 39-78-88-48.

### Province

CORDON (74) : F4 duplex de 80 m² face au Mont-Blanc. Au pied des pistes. 795 000 F. CLERC IMMOBILIER 50-03-03-78 ou 50-97-08-34

PETIT BORNAND : GRENIER à aménager sur 375 m². 130 000 F. CLERC IMMOBILIER 50-03-03-78 ou 50-97-08-34

## pavillons

A vendre pavillon (1984) F5 à Vavreal avec combles aménagés, jard. privatif et garage + grenier. 850 000 F. Mme MOUSSIER Tél. bur. : 49-02-64-64, pers. : 30-73-08-76.

A VENDRE maison 6 pces, 180 m² habitables, 2 garages sur 540 m² de terrain à Argenteuil limite de Bezons. Pour tout renseignement, horaires de bureau : Tél. : 30-44-75-74 (M. Reveilleaud). Prix : 1 600 000 F

15 mn Rennes-Nord, maison 5 chbres, cuis. équip., chem., dble living, jard. Idéal prof. lib. de village bien équipé (écoles, commerce) Tél. : (16) 96-78-41-33

## villas

**NICE**
Cause départ, exceptionnel, magnifique villa pleine de charme, env. 190 m², gd séjour, 4 chbres, studio indépendant, parking, 400 m² env., jardin de rêve. Prix : 1 800 000 F 46-22-03-80 43-59-68-04, p. 22

## propriétés

**A SAISIR**
1 h Paris direct aut. Sud. MONTARGIS (45) Vds cause divorce splendide CORPS DE FERME aménagé enfer à cheval s/terrain, 4 HA CLOS. Bordé par canal. Plan d'eau, source. Mais. gardien, dépend. Px tot. 895 000 F. Crédit 100 % remboursable comme un loyer. (16) 38-85-22-82 24 h/24.

## chalets

MONT-SAXONNEX (74) chalet sur sous-sol de 90 m² hab. 785 000 F CLERC IMMOBILIER 50-03-03-78 ou 50-97-08-34

PETIT-BORNAND chalet savoyard rénové. Jardin de 615 m². Très grande surface habitable. Prix : 892 000 F. CLERC IMMOBILIER 50-03-03-78 ou 50-97-08-34

VALLÉE DU BORNE, chalet d'alpage à 1 450 m d'altitude, 90m² hab, petit jardin, très bon ensoleillement. Prix : 400 000 F CLERC IMMOBILIER 50-03-03-78 ou 50-97-08-34

STATION DU PRAZ-DE-LYS chalet rénové sur sous-sol, surface hab. 300 m², vue magnifique, terrain 3 440 m², plus 15 000 m² agricole 3 150 000 F CLERC IMMOBILIER 50-03-03-78



## appartements achats

PAIE COMPTANT CHEZ NOTAIRE APPARTEMENT À PARIS avec ou sans confort M. ROGER 48-04-08-80

**EMBASSY SERVICE**
rech. pour CLIENTS ETRANGERS APPARTS À PARIS de 200 à 450 m². 40 000 F à 90 000 F le m²

**EMBASSY BROKER**
rech. pour INVESTISSEURS ETRANGERS et INSTITUTIONNELS IMMEUBLES en totalité Paris, province, commerciaux et habitations
**Tél. : (1) 45-62-16-40**
ou Fax 42-89-21-54

Rech. POUR PIED-A-TERRE STUDIO OU 2 PIÈCES PAIEMENT COMPTANT M. DESSOIS – 42-71-87-24

URGT ACH. COMPTANT APPARTEMENT ou PAVILLON même à rénover. M. VALLERAND Tél. : 43-70-18-00

**J'ACHÈTE**
STUDIO ou 2 PCES PARIS RIVE DROITE état indifférent J.-F. CARRIÈRE Tél. : 42-71-12-00

**ACHÈTE COMPTANT IMMEUBLES**
OCCUPÉS OU VIDES M. BRUNET 45-41-11-00

JEAN FEUILLADE 54, av. Motte-Picquet 15e rech. pour bons clients IMM. et GDS APPTS 6e, 7e, 15e, 16e arrdts Tél. : 45-66-00-75

Recherche 1 à 3 P. PARIS, préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 9e, 12e, av. ou sans travx, paie cpt chez notaire 48-73-48-07 même soir

AGENCES FRANÇOIS FAURE Paris 7e et Paris 6e 5, RUE LITTRÉ
spécialistes rive gauche estimation, achat, vente Tél. : Olivier GRUMEL 45-49-22-70

CH. URGT 4-5 P. 100 à 120 m², Paris 8e, paiem. cpt chez notaire Tél. : 48-73-20-67

Rech. appt. ou surface 70 m² minimum, si possible sous les toits (même avec gros travaux). Possibilité échanges appt. 50 m², situé place de la Nation, tout confort. Tél. : 43-47-28-56.

## locations non meublées demandes

### Paris

**INTERNATIONAL SERVICE**
rech. pr BANQUES, STÉS MULTIN. et DIPLOMATES GDS APPTS de stand. 5, 6, 7 P. Tél. : 42-80-20-42.

**EMBASSY SERVICE**
8, av. de Messine 75008 Paris, recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS, HOTEL PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST Tél. : (1) 45-62-78-99

**RÉSIDENCE CITY**
URGENT rech. pour importants groupes Anglo-Saxons s'implantant à PARIS. LUXUEUX APPTS de FONCTION et MAISONS OUEST. Quart. résidentiels
**Tél. : (1) 45-27-12-19**

**UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE**
227, bd Raspail 75006 PARIS
RECHERCHE POUR SA CLIENTÈLE APPT VIDES OU MEUBLÉS LOYERS GARANTIS
**U.F.E. 42-79-03-18**

## locations meublées demandes

### Paris

**BARBARA FRELING**
24, 16, 6, place Vendôme
**40-20-96-00**
recherche pour sa clientèle multinationale et internationale APPTS DE PRESTIGE vides ou meublés. URGENT. PARIS RÉSIDENTIEL

## maisons individuelles

**TORCY (77)**
Vd cause mutation pavillon F5 récent (1980) 120 m² + garage et cellier. 4/5 chambres avec étage, séjour 33 m², cuisine aménagée, 2 w.-c., s.d.b., douche séparée, s/jardin 250 m². Prox. RER, SNCF et ts commerces et écoles. 850 000 F. Tél. : (1) 60-28-81-13



# IMMOBILIER D'ENTREPRISE

## bureaux

### Locations

DOMICILIATION BURX, TÉLÉCOPIE, TÉLEX.
**AGECO, 42-94-95-28.**

**CIDES**
DES ADRESSES DE PRESTIGE POUR VOTRE SIÈGE, OU VOTRE ANTENNE A PARIS
**VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE**
DANS NOS CENTRES D'AFFAIRES
**AV. CHAMPS-ELYSÉES**
**AV. VICTOR-HUGO**
**R. DE PONTHIEU, 8e**
**ETOILE IENA, 16e**
**PASSY TROCADÉRO**
Burx équipés 1/2 j., secrét., téléph., services, télex, fax, Eurosignal. DOMICILIATION : 190 à 30 F/m. CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS
**CIDES 47-23-82-10**

PÉRIPHÉRIE EST NICE
**LOCAUX NEUFS**
1 600 m² et 900 m² Tél. : 93-87-88-59 repas.

Location bur. équip. réunion. Journée ou 1/2 journée. Domiciliation sièges socx. CONSTITUTION SOCIÉTÉS RÉDACTION TOUS ACTES
**FIDASSIST**
Paris-8e : 42-89-58-26 Dépt. 95 : 34-64-18-12.

A PARTIR DE 50 F HT/mois, votre ADRESSE COMMERCIALE PARIS 1er, 8e, 9e, 12e, 15e, 17e. LOCATION DE BUREAUX CREADOM 42-87-06-99

13e CORVISART 400 m² env. de bureaux, façade en marbre sans reprise. 1 800 F/m²/an.
**3615 BURCOM**
Tél. : 43-87-89-29.

13e PORTE D'IVRY 7 burx sur 220 m² env., 4 park. en sous-sol, pas de reprise. 1 100 F HT/m²/an.
**3615 BURCOM**
Tél. : 43-87-89-29.

**SIÈGE SOCIAL**
burx équipés ts services, démarches, R.C.-R.M. SODEC SERVICES CHPS-ELYSÉES 47-23-55-47 NATION 43-41-81-81

VOTRE SIÈGE SOCIAL
**DOMICILIATIONS**
SARL – RC – RM Constitution de sociétés. Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques.
**43-55-17-50.**

**GROUPE ASPAC**
1er réseau national de centres d'affaires Propose bureaux et salles de réunion équipés ttes durées + ts services : tél., télex, fax, secrét. ttx, sièges sociaux Boulogne 46-20-22-25 Strasbourg 88-75-78-78 Marseille 91-72-45-00 Rouen 35-71-80-80 Paris 8e, 9e, 15e 42-93-50-54 + de 20 centres en France Infos Minitel : 3616 ASPAC

**FÉAU HAMPTON**
40 08 10 00

**LOCATIONS**
60 m² r. du Fg-St-Honoré 8e. 230 m² rue des Meuniers 92 BAGNEUX
300 m² rue Poncelet 17e
370 m² pl. Henri-Bergson 8e
447 m² les Olympiades 94 FONTENAY-SOUS-BOIS
595 m² Défense B Nanterre
630 m² rue Lecourbe 15e
700 m² rue Boussingault 13e
1 093 m² rue J.-M.-Naudin 92 BAGNEUX
1 150 m² r. E.-Duclaux et Curie 92 SURESNES
1 340 m² Courbevoie, Défense 92
1 345 m² Défense B Nanterre

A PARTIR DE 150 m² PARIFERIC PTE VILLETTE (accueil, autocommutateur, restaurant d'entreprise, cloisonnement, parkings)

92 LA GARENNE-COLOMBES LIMITE COURBEVOIE SUR BOULEVARD NATIONAL 200 m², belle vitrine, ss-sol 135 m² reliés directement. Immeuble moderne, parking disponible immédiatement.

**VENTES**
165 m² rue de Turin 8e
180 m² rue de Ponthieu 8e

## immobilier information

APEN IMMOBILIER EXPERTISE GRATUITE PARIS, PROCHE BANLIEUE Tél. : 42-29-52-00

### Ventes

**BON LEVALLOIS**
BUREAUX GD STANDING NEUFS, 370 m², 26 000 F/m². 47-57-50-32.

## locaux industriels

### Ventes

2 zones industrielles RFA, complètement rénovées. Entièrement louées région Rhin-Ruhr. Loyers nets environ 1,3 MLN DM. Prix de vente (à débattre) 16,5 MLN DM. Reprise de la SA possible. GERDEX HANDELS AG, PB 41, CH-8832 Wollerau. Tél. : 19-141 1-784-55-77 Fax. 19-41 1 784 83-54.

## fonds de commerce

### Ventes

PRAZ-DE-LYS (74) A VENDRE dans station de ski, hôtel-restaurant de 600 m². 4 000 000 F. CLERC IMMOBILIER 50-03-03-78 ou 50-97-08-34

**RUE DE SEINE**
galerie d'arts, 100 m², murs et fonds. Tél. : 47-83-43-88

Dans rue prochainement piétonne, boutique de caractère 3 niveaux. 550 000 F Loyer 3 500 F Tél. : 45-08-00-81

## locaux commerciaux

### Locations

PÉRIPHÉRIE EST NICE
**LOCAUX NEUFS**
1 600 m² ET 900 m² Tél. : 93-87-88-59 repas.

## viagers

# LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

## PARIS

### 4e ARRONDISSEMENT

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 4 pièces<br>110 m², 1er étage | 18, rue Quincampoix<br>SAGGEL - 47-42-44-44 | 9.900<br>+ 1.795 |

### 5e ARRONDISSEMENT

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 2 pièces<br>64 m², r.-de-ch. | 31, rue C.-Bernard<br>SGI/CNP - 47-42-17-61 | 6.628<br>+ 991 |
| 7 pièces, 2 parkings<br>193 m², 1er étage<br>cuis. équipée | 31, rue C.-Bernard<br>SGI/CNP - 47-42-17-61 | 25.200<br>+ 4.243 |

### 7e ARRONDISSEMENT

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 2 pièces<br>49 m², 2e étage | 26, rue du Champ-de-Mars<br>SAGGEL - 47-42-44-44 | 4.530<br>+ 965 |

### 8e ARRONDISSEMENT

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 6 pièces<br>205 m², 1er étage | 2, square du Roule<br>AGF - 42-44-00-44 | 20.000<br>+ 850 |

### 9e ARRONDISSEMENT

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 2 pièces, parking<br>43 m², 8e étage | 34/36, rue de Clichy<br>SAGGEL - 42-66-61-05 | 3.527<br>+ 778 |
| 5 pièces<br>211 m², 3e étage | 3, rue J.-Lefebvre<br>SAGGEL - 47-42-44-44 | 20.045<br>+ 2.750 |

### 11e ARRONDISSEMENT

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 4 pièces<br>107 m², r.-de-ch., terr. | 11, rue Plichon<br>SAGGEL - 47-42-44-44 | 7.512<br>+ 916 |

### 14e ARRONDISSEMENT

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 3 pièces, parking<br>71 m², 5e étage | 102, av. du Maine<br>SGI/CNP - 43-22-23-81 | 7.490<br>+ 870 |
| 2 pièces, parking<br>46 m², 4e étage | 90, av. du Maine<br>SOLVEG - 40-67-06-99 | 4.972<br>+ 644 |

### 15e ARRONDISSEMENT

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 2 pièces, parking<br>53 m², r.-de-ch.<br>loggia | 23/25, rue Letellier<br>LOC INTER - 47-45-19-97 | 4.901<br>+ 507 |
| Studio, parking<br>33 m², 6e ét., terrasse | 21, rue Balard<br>SAGGEL - 47-42-44-44 | 3.700<br>+ 428 |

### 16e ARRONDISSEMENT

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| Studio<br>33 m², 4e étage | 48, rue Raffet<br>SAGGEL - 47-42-44-44 | 2.865<br>+ 595 |
| 2 pièces<br>41 m², 2e étage | 48, rue Raffet<br>SAGGEL - 47-42-44-44 | 3.440<br>+ 714 |
| 2 pièces, parking<br>62 m², 7e ét., terrasse | 50/52, rue du Ranelagh<br>SAGGEL - 47-42-44-44 | 8.100<br>+ 1.232 |
| 3 pièces<br>153 m², r.-de-ch. | 4, rue André-Coldeboeuf<br>AGF - 42-44-00-44 | 13.000<br>+ 1.210 |

### 19e ARRONDISSEMENT

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 4 pièces<br>89 m², 2e étage | 29, rue des Ardennes<br>LOCARE - 40-61-66-10 | 5.229<br>+ 561 |
| 2 pièces, neuf<br>50 m², box | Angle rues Manin/Goubert<br>SEFIMEG - 45-65-37-02 | 4.530<br>+ 453 |
| 3 pièces, neuf<br>66 m², box<br>balcon 6 m² | Angle rues Manin/Goubert<br>SEFIMEG - 45-65-37-02 | 5.570<br>+ 590 |
| 3 pièces, neuf<br>Duplex, 91 m²<br>30 m² terrasse<br>10 m² balcon, box | Angle rues Manin/Goubert<br>SEFIMEG - 45-65-37-02 | 8.050<br>+ 816 |
| 4 pièces, neuf<br>91 m², 35 m²<br>terrasse, box<br>balcon 10 m² | Angle rues Manin/Goubert<br>SEFIMEG - 45-65-37-02 | 8.220<br>+ 823 |

### 19e ARRONDISSEMENT (suite)

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 6 pièces, neuf<br>128 m², duplex<br>11 m² balcon, box<br>terrasse 23 m² | Angle rues Manin/Goubert<br>SEFIMEG - 45-65-37-02 | 10.510<br>+ 1.150 |

## 78 - YVELINES

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| Maison, 7 pièces<br>146 m², parking<br>900 m² jardin | Noisy-le-Roi<br>2, rue Nicolas-Cousteau<br>SGI/CNP - 30-44-01-13 | 9.184<br>+ 528 |
| 3 pièces, park.<br>75 m², 2e étage | Saint-Germain-en-Laye<br>40, rue des Ursulines<br>AGF - 39-73-09-34 | 5.400<br>+ 670 |
| Maison 4 pièces<br>en duplex, 95 m²,<br>400 m² jardin | Villepreux<br>9, impasse de la Fontaine<br>SGI/CNP - 30-44-01-13 | 5.102<br>+ 303 |

## 91 - ESSONNE

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| Maison 6 pièces<br>143 m², garage | Chevry II, Gif-sur-Yvette<br>5, allée de Chantereine<br>SAGGEL - 46-08-80-36 | 6.610<br>+ 144 |
| Maison 5 pièces<br>115 m², garage | Évry<br>Rue des Vignes<br>SOLVEG - 40-67-06-99 | 5.328<br>+ 163 |
| 4 pièces<br>80 m², 11e étage | Massy<br>7, square du Manoir<br>AGF - 42-44-00-44 | 3.680<br>+ 1.100 |
| 4 pièces, parking<br>76 m², 2e étage | Gif-sur-Yvette<br>Rés. les Grandes-Coudraies<br>GCI - 40-16-28-70 | 3.374<br>+ 750 |
| Maison, 6 pièces<br>136 m², garage | Verrières-le-Buisson<br>5, allée des Tamaris<br>SAGGEL - 46-08-80-36 | 7.490<br>+ 223 |

## 92 - HAUTS-DE-SEINE

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 2/3 pièces, parking<br>51 m², 1er étage | Boulogne<br>229, bd J.-Jaurès<br>CGI - 40-16-28-71 | 4.400<br>+ 574 |
| 3 pièces, parking<br>68 m², r.-de-ch. | Boulogne<br>24, rue des Abondances<br>LOC INTER - 47-45-19-97 | 5.700<br>+ 720 |
| 2 pièces, imm. neuf<br>55 m², 1er étage<br>parking : 350 F | Garches<br>6/8, rue du Regard<br>CIGIMO - 48-24-50-00 | 3.800<br>+ 380 |
| 3 pièces, imm. neuf<br>67 m², 2e ét., balcon<br>parking : 350 F | Garches<br>6/8, rue du Regard<br>CIGIMO - 48-24-50-00 | 4.830<br>+ 483 |
| 4 pièces, imm. neuf<br>95 m², 1er ét., balcon<br>parking : 350 F | Garches<br>6/8, rue du Regard<br>CIGIMO - 48-24-50-00 | 6.700<br>+ 670 |
| 5 pièces, imm. neuf<br>110 m², 1er ét., balcon<br>parking : 350 F | Garches<br>6/8, rue du Regard<br>CIGIMO - 48-24-50-00 | 7.700<br>+ 770 |
| 3 pièces, parking<br>78 m², 2e étage | Garches<br>73, rue de Suresnes<br>SAGGEL - 46-08-80-36 | 4.200<br>+ 1.034 |
| Studio, parking<br>32 m², 1er étage | Neuilly<br>22 ter, bd du Gal-Leclerc<br>GCI - 40-16-28-68 | 3.173<br>+ 430 |
| 2 pièces, parking<br>59 m², 2e étage | Neuilly<br>22, bd du Gal-Leclerc<br>GCI - 40-16-28-68 | 5.206<br>+ 740 |

## 92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 2/3 pièces<br>87 m², 4e étage<br>sans asc. | Neuilly<br>1, rue Théophile-Gautier<br>SAGGEL - 47-42-44-44 | 6.960<br>+ 483 |
| Studio<br>44 m², 2e étage | Neuilly-sur-Seine<br>47/49, rue Perronet<br>AGF - 42-44-00-44 | 4.300<br>+ 530 |
| 7 pièces<br>194 m², 1er étage | Neuilly-sur-Seine<br>9/11, av. Sainte-Foy<br>AGF - 42-44-00-44 | 20.300<br>+ 1.780 |
| 3 pièces, parking<br>66 m², 4e étage | Neuilly-sur-Seine<br>9, rue de Rouvray<br>LOC INTER - 47-45-19-97 | 7.236<br>+ 599 |
| 4 pièces, parking<br>89 m², 1er étage | Saint-Cloud<br>2, square Sainte-Clotilde<br>AGF - 49-11-11-81 | 6.500<br>+ 580 |
| 3 pièces, parking<br>66 m², 3e étage | Suresnes<br>20, rue S.-de-Rothschild<br>AGF - 42-04-37-75 | 4.200<br>+ 890 |
| 4 pièces, parking<br>89 m², 3e étage | Suresnes<br>16/22, rue S.-de-Rothschild<br>AGF - 42-04-37-75 | 4.960<br>+ 1.330 |
| 4 pièces, parking<br>97 m², 1er étage | Suresnes<br>16/22, rue S.-de-Rothschild<br>AGF - 42-04-37-75 | 5.600<br>+ 1.450 |
| 3 pièces, parking<br>76 m², 2e étage | Vanves<br>114, av. Victor-Hugo<br>SAGGEL - 47-42-44-44 | 4.392<br>+ 980 |
| 4 pièces<br>109 m², 1er étage | Ville-d'Avray<br>Les Etangs<br>Domaine de la Ronce<br>LOCARE - 40-61-66-10 | 5.579<br>+ 1.259 |

## 93 - SEINE-SAINT-DENIS

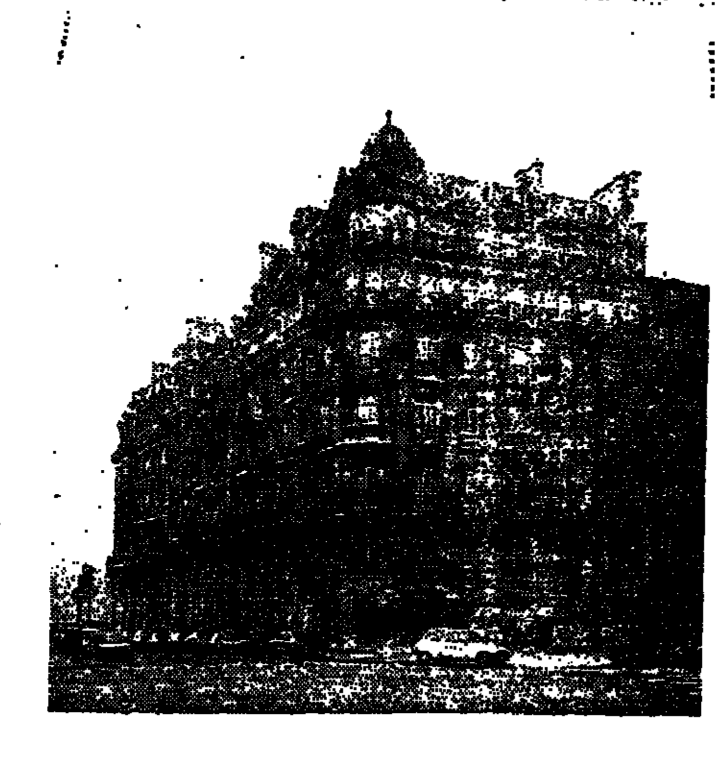
| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 5 pièces, parking<br>97 m², 1er étage | Noisy-le-Grand<br>21, allée du Clos-Gagneur<br>LOC INTER - 47-45-19-97 | 3.660<br>+ 1.309 |

## 94 - VAL-DE-MARNE

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 3 pièces, parking<br>69 m², 2e étage | Cachan<br>4, av. Cousin-de-Méricourt<br>SAGGEL - 42-66-61-05 | 4.070<br>+ 685 |
| 3 pièces, parking<br>62 m², 5e étage | Fontenay-sous-Bois<br>120, av. du Mal-Joffre<br>SAGGEL - 42-66-61-05 | 3.410<br>+ 780 |
| 4 pièces, 2 parkings<br>87 m², 2e étage | Nogent-sur-Marne<br>68, rue François-Rolland<br>SOLVEG - 40-67-06-99 | 7.800<br>+ 1.065 |
| 3 pièces, parking<br>65 m², 8e étage<br>terrasse | Vincennes<br>44, rue de Fontenay<br>LOC INTER - 47-45-19-97 | 6.142<br>+ 820 |
| 3 pièces, parking<br>67 m², 7e étage | Vincennes<br>44, rue de Fontenay<br>LOC INTER - 47-45-19-97 | 5.797<br>+ 730 |
| 4 pièces, parking<br>84 m², 2e étage | Vincennes<br>44, rue de Fontenay<br>LOC INTER - 47-45-19-97 | 7.592<br>+ 940 |
| 4 pièces, parking<br>84 m², 6e étage | Vincennes<br>44, rue de Fontenay<br>LOC INTER - 47-45-19-97 | 7.783<br>+ 940 |

## 95 - VAL-D'OISE

| Type<br>Surface/étage | Adresse de l'immeuble<br>Commercialisateur | Loyer brut +<br>Prov./charges |
|---|---|---|
| 2 pièces, parking<br>56 m², 12e étage | Saint-Gratien<br>Allée des Raguenets<br>bd Georgette-Agutte<br>AGF - 42-44-00-44 | 2.250<br>+ 900 |



*CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE*













L O C A R E



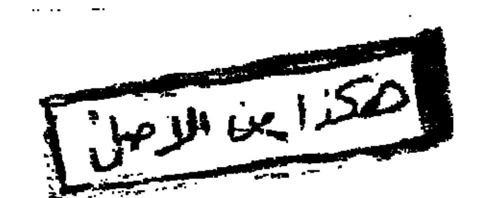












# MIPIM '90
# l'Europe au cœur du marché international de l'immobilier

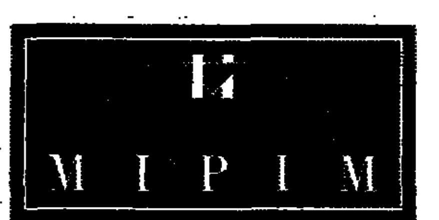
Motivés par l'investissement immobilier international, vous avez choisi la même efficacité : le MIPIM, 10-13 mars 1990, Cannes.
Pari gagné : plus de 150 exposants venus de la CEE, des Pays Scandinaves, des Etats-Unis,... vous attendent.

## *Quatre jours de découverte et d'échanges : les conférences et ateliers du MIPIM '90.*

Vers un marché européen de l'aménagement urbain.
Est-il possible de construire et d'investir dans les pays de l'Est ?
Critères d'implantation des utilisateurs et des investisseurs non européens en Europe.
Comment structurer vos investissements immobiliers et attirer le capital aux Etats-Unis et en Europe ?
Investissements immobiliers entre pays européens : pratiques, cultures et "pierre-papier".
Urbanisme et architecture : créer les villes de demain.
International : financements de troisième type.
Le marché de l'immobilier des centres commerciaux à l'échelle internationale.
Comment structurer vos investissements immobiliers en Europe ?

## *Organisés avec le concours de :*

I.N.T.A. - The International Association for the Development and Management of existing and new towns (Pays-Bas)
URBAPRESS et LE MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BÂTIMENT (France)
BERND HEUER GROUP (R.F.A.)




F.N.A.I.M. - Fédération Nationale de l'Immobilier (France)
WORLD TRADE INSTITUTE de New York et les WORLD TRADE CENTERS en Europe
I.E.I.F. - Institut de l'Epargne Immobilière et Foncière (France)

## *Et la participation de professionnels et d'experts internationaux :*

Jean-Claude AARON (France) ● Roy ADAMS, Directeur, B.D.P. (GB) ● Werner ALBESEDER, ERNST & YOUNG (Autriche) ● Jack B. ANDERSON, HSD - ERNST & YOUNG (France) ● André ANTOLINI, Président, F.N.P.C. - (France) ● Juan ARENCIBIA, ERNST & YOUNG (Espagne) ● Jean AUDOUIN, Directeur, URBAPRESS (France) ● Eugene C. BANNON, ERNST & YOUNG (GB) ● Alain BECHADE, Directeur Général, FERINEL (France) ● Gisbert BECKERS, Directeur Général, I.T.C. GmbH (R.F.A.) ● Robert BELLIA, ERNST & YOUNG (Hongrie) ● Johan BENGT-PAHLSON, Conseiller, Ville de Malmö (Suède) ● Per-Ake BERGSTRAND, HSD - ERNST & YOUNG (France) ● John H. BEYER, Associé, BEYER BLINDER & BELLE (Etats-Unis) ● Miguel BLANCO, Directeur, INTERNACIONAL DE GESTION INMOBILIARIA S.A. (Espagne) ● Ricardo BOIXEDA, Directeur Général, INTERNACIONAL DE GESTION INMOBILIARIA S.A. (Espagne) ● Pierre BONDELE, Directeur, JONES LANG WOOTTON (Belgique) ● Leslie M. BORING, Vice-Président, CITICORP-CITIBANK (France) ● William L. BRICKER Jr, Associé, CURTIS, MALLET-PREVOST, COLT & MOSLE (Etats-Unis) ● Eduardo CARRASCAL BERDION, Directeur Commercial, BANCO POPULAR ESPAÑOL (Espagne) ● Paul CHEESEWRIGHT, Journaliste, FINANCIAL TIMES (GB) ● Thijs J. CLEMENT, HSD - ERNST & YOUNG (France) ● Eric DELATTRE, HSD - ERNST & YOUNG (France) ● Michel DRESCH, Secrétaire Général, GROUPE CENTRAL DES VILLES NOUVELLES (France) ● Tony EDGLEY, Directeur Général, JONES LANG WOOTTON (Etats-Unis) ● David EDMONDS, Président, THE HOUSING CORPORATION (GB) ● Jean-Jacques FOURNIER, Président, A.F.V.N. (France) ● Pedro GAMERO DEL CASTILLO, Vice-Président, VALLEHERMOSO (Espagne) ● Christian GARREL, Président, GROUPE PIERRE 1er (France) ● Tibor GASPAR, Conseiller, LIMES REAL ESTATE Co. (Hongrie) ● Jonathan GLANCEY, Journaliste, THE INDEPENDENT (GB) ● Dr. Gerd J. GOLLENIA, Directeur Général, I.T.C. GmbH (R.F.A.) ● Gene McGOVERN, Président, LEHRER McGOVERN BOVIS (GB) ● Gordon GRAHAM, CBE, Ancien Président, ROYAL INSTITUTE OF BRITISH ARCHITECTS (GB) ● Fabio GRECO, ERNST & YOUNG (Italie) ● Michel GUIDET, Directeur Général, ARC UNION (France) ● Michel HEMAR, Directeur Général, ISM (France) ● Bernd HEUER, Directeur Général, BERND HEUER UNTERNEHMENS-UND PERSONALBERATUNG BDU (R.F.A.) ● Dominique JACQUET, Maître de Conférences à l'Université PARIS V (France) ● Andrew JONES, ERNST & YOUNG (GB) ● Didier LECOMTE, Président Directeur Général, SARI (France) ● Yves LEPAGE, Avocat, CURTIS, MALLET-PREVOST, COLT & MOSLE (Etats-Unis) ● Alan D. LEVY, Président, TISHMAN WEST (Etats-Unis) ● Phillip LEWIS, Associé, CONRAD RITBLAT & Co. (GB) ● Lars-Eric LINDGREN, ERNST & YOUNG (Suède) ● Francis LE MAIRE, Directeur du Développement, U.C.B. (France) ● Guy MARTY, Directeur Général, I.E.I.F. (France) ● Loïc LE MOAN, Directeur Général, CRÉDIT LOCAL DE FRANCE IMMOBILIER (France) ● Ronnie NATHAN, Président, WATERGLADE (GB) ● Heinrich VIII Prinz REUSS, Vice-Président, MÜLLER INTERNATIONAL PROPERTY AGENTS GmbH (R.F.A.) ● M.G. ROSE, Directeur Général, LASALLE PARTNERS Ltd (Etats-Unis) ● Danielle ROUQUIE, Chef des Informations de la Lettre de La Pierre, URBAPRESS (France) ● Michel SAINTONGE, Président, PLASTIC MODERN Inc. (Canada) ● John SANDERS, ERNST & YOUNG (Pays-Bas) ● Dr. Imre SEBESTYEN, Directeur Général, Division for Tourism, HUNGARIAN CREDIT BANK (Hongrie) ● Theodore STERN, Président, JMB REAL ESTATE GROUP Inc. (Etats-Unis) ● Jean-Louis THOUARD, Président, JEAN THOUARD (France) ● James J. TOBIN, ERNST & YOUNG (Etats-Unis) ● Juan VILALTA, Directeur, INTERNACIONAL DE GESTION INMOBILIARIA S.A. (Espagne) ● Hartmut H. VÖLKER, Président, ALLIANZ GRUNDSTÜCKS-AG (R.F.A.) ● Eckard WOLFF, ERNST & YOUNG (R.F.A.) ● Peter M. WOLRICH, Associé, CURTIS, MALLET-PREVOST, COLT & MOSLE (France) ● David YORKE, Senior Partner, WEATHERALL GREEN & SMITH, Ancien Président R.I.C.S. (GB).

*Cette liste n'est pas exhaustive et peut être sujette à modification.*

MIPIM '90 - MARCHÉ INTERNATIONAL DES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER

INSCRIPTIONS : MIDEM ORGANISATION - TÉL. : (1) 47.27.57.74 / (1) 45.05.14.03 - FAX : (1) 47.55.91.22

# MARCHÉS FINANCIERS

## Eurotunnel et TML signent la fin de leurs hostilités

Le concessionnaire du tunnel sous la Manche, Eurotunnel, et ses constructeurs, réunis dans le consortium Trans Manche Link (TML), ont signé, le 20 février, un ensemble d'accords qui met fin à leur querelle et permet aux banques de débloquer 4 milliards de francs de crédit. D'ici une semaine, l'ensemble des dettes d'Eurotunnel seront donc apurées.

L'accord qui a permis le dénouement des tensions entre les deux partenaires porte sur la refonte de l'organigramme d'Eurotunnel. TML, qui supportait de plus en plus mal les humeurs de M. Alastair Morton, directeur général d'Eurotunnel, demandait un médiateur entre celui-ci et les entreprises chargées du chantier. Il obtient satisfaction : le président d'Eurotunnel reste M. André Bénard ; M. Alastair Morton devient vice-président et directeur général ; le « médiateur » est M. John Neerhaut, ancien vice-président de Bechtel, qui prend, lui aussi, le titre de directeur.

Pour que le chantier du tunnel sous la Manche retrouve toute sa sérénité, il faudra qu'Eurotunnel arrête, au mois de mai, le montage financier qui lui permettra de réunir les 15 milliards de francs dont il a besoin pour faire face aux dépassements prévisibles du prix de l'ouvrage.

### Avec un chiffre d'affaires de 73 milliards de francs

## Les bénéfices de Rhône-Poulenc ont augmenté de 18 % en 1989

Rhône-Poulenc, le numéro un français de la chimie, a dégagé pour 1989 un bénéfice consolidé après impôts de 4,1 milliards de F accru de 18,4 % d'un exercice sur l'autre.

Le résultat opérationnel passe de 6,2 à 7,4 milliards de F (+20 %) pour un chiffre d'affaires qui atteint 73 milliards, en progression de 11,8 %, ou 8,5 % à structures comparables.

De toutes les acquisitions annoncées l'an dernier, seules les spécialités de RTZ ont en effet été intégrées dans les comptes pour le quatrième trimestre. En d'autres termes, en plein exercice, avec les spécialités de RTZ mais aussi de GAF, les vaccins de Connaught et les tensio-actifs (pour cosmétiques) de Miranol, le montant des ventes de Rhône-Poulenc dépassera largement 80 milliards de F.

Ces très bons résultats sont tout d'abord le reflet de l'excellent comportement en 1989 de toute l'industrie chimique française (voir ci-contre). Mais ils sont également imputables au plein effet dans le secteur agrochimique du rachat de la division d'Union Carbide (EU), au redressement continu des activités exercées dans les fibres synthétiques, au développement, enfin, de nouveaux médicaments par Rhône-Poulenc Santé. Car malgré une bonne année en volume, le secteur « chimie » a pâti de l'augmentation sensible du prix des matières premières (+11 %).

Globalement, ces résultats sont d'autant plus satisfaisants que la baisse des grandes monnaies (dollar, yen, livre sterling) a pesé sur les comptes du groupe en fin d'exercice.

La capacité d'autofinancement du groupe s'est accrue de 39 % pour atteindre 11,3 milliards de francs. Avec les 2,4 milliards de francs venus renforcer les fonds propres passés à 29,7 milliards de francs au 31 décembre 1989, Rhône-Poulenc a disposé des capitaux nécessaires pour procéder à de nouvelles acquisitions (GAF, RTZ, Connaught, Miranol) venues enrichir le groupe sans trop alourdir l'endettement dont le ratio sur fonds propres s'élève à 0,7 (contre 0,5 pour 1988).

Cette poursuite de la croissance externe n'a pas empêché Rhône-Poulenc d'améliorer la rémunération de son capital. Les dividendes nets sont majorés de 16,6 % pour l'action et de 12,5 % pour le certificat d'investissement, dont les montants sont respectivement fixés à 17,5 F (contre 15 F) et à 22,5 F (contre 20 F).

A. D.

## Querelle entre Bull et Zenith

Effet secondaire de la crise qui frappe l'informatique américaine : Bull et Zenith se querellent à propos du prix payé en décembre par le français pour racheter la micro-informatique de l'américain.

En décembre – traditionnellement le meilleur mois dans l'informatique – Zenith a subi une *« détérioration substantielle de son activité »*. Si bien que Bull, qui a déboursé 496,4 millions de dollars en décembre pour racheter le secteur informatique de Zenith, a demandé un remboursement de 49 millions de dollars, chiffre auquel doivent s'ajouter des intérêts. Présentant les résultats de son groupe (une perte de 17 millions de dollars) pour 1989, le président de Zenith, M. Jerry Pearlman, n'a donc pas été en mesure de fournir les chiffres de son ex-secteur informatique.

## Plus de 70 % du personnel de Fougerolle participe au RES

Fougerolle, le septième groupe français de BTP (bâtiment-travaux publics) avec un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs en 1989, a réussi son RES (rachat d'entreprise par ses salariés), a déclaré mardi 20 février son président, M. Jean-François Roverato.

M. Roverato a annoncé que la totalité du montant maximum du capital initial (250 750 000 francs) de la Financière Fougerolle – société par laquelle s'effectue la reprise de Fougerolle par ses salariés – a été entièrement souscrite par plus de 10 500 salariés du groupe.

Jamais un RES n'a eu autant de souscripteurs en France, selon M. Roverato. Plus de 7 salariés sur 10 (pour un total de 14 500) ont participé à cette opération. Le coût total de cette opération – 3,6 milliards de francs – situe celle-ci à la deuxième place des RES réalisés en France, immédiatement après Darty (6,3 millards de francs).

## Sema Group accroît sa participation dans Axone

Décidément, Sema Group – la société de services informatiques née il y a bientôt deux ans du mariage de l'anglais Cap Group et du français Sema-Metra – fait parler d'elle : quelques jours après avoir annoncé l'arrivée d'un nouvel actionnaire (Schneider), elle décide d'accroître sa participation dans sa filiale Axone, créée avec IBM pour développer des réseaux à valeur ajoutée. Sema Group va apporter à cette filiale ses activités de *facilities management* (sous-traitance informatique), soit 30 millions de francs de chiffre d'affaires et quarante personnes. En conséquence de quoi sa participation passe de 5 à 20 % aux côtés d'IBM (45 %, inchangée à terme). En revanche, la part des banques (Crédit agricole, Paribas, Crédit du Nord) va décroître.

Axone passe du statut de société en nom collectif à celui de société anonyme. En 1989, l'entreprise a réalise un chiffre d'affaires de 133 millions de francs, et un résultat légèrement bénéficiaire depuis sa création en septembre 1987. Un tiers du chiffre d'affaires est réalisé dans le secours informatique, un tiers dans les *facilities management* et un tiers dans les réseaux à valeur ajoutée, une activité très prometteuse qui a eu quelque mal à décoller.

□ **Michelin va emprunter 750 millions de dollars.** – Michelin s'apprête à lever 750 millions de dollars au moins sur le marché américain. Cet emprunt de quinze ans portera un intérêt de 57,7 points de base au-dessus du Libor (0,75 %) pendant les cinq premières années. Il servira à financer le rachat d'Uniroyal Goodrich et la reprise du passif du fabricant de pneumatiques américain.

□ **ERRATUM : Les Eaux de Valence.** – Les Eaux de Valence, dont la Saur (groupe Bouygues) est devenue le premier actionnaire desservent 1 300 000 habitants et non 300 000 comme nous l'avons écrit par erreur dans *le Monde* daté mercredi 21 février.

## NEW-YORK, 20 février ↓

### Vif recul

La situation s'est très nettement détériorée, mardi, à la Bourse de New-York, où l'indice Dow Jones est repassé sous la barre des 2 600 points dans un marché inquiet sur l'évolution des taux d'intérêt à travers le monde. Le Dow Jones a perdu 38,74 points, à 2 596,84 points après avoir abandonné au cours de la séance 45 points. Quelque 148 millions de titres ont été échangés. Il y avait quatre fois plus de baisses que de hausses. Depuis le début de l'année, la Bourse américaine est morose en raison principalement, affirment les analystes, de la hausse des taux d'intérêt en Allemagne et, à présent, au Japon. De plus, les opérateurs sont persuadés que la Réserve fédérale ne va pas assouplir sa politique de crédit. Ils appuient cette conviction sur les derniers propos de M. Alan Greenspan, le président du Fed, qui a indiqué mardi que les indicateurs de l'économie américaine *« sont plus encourageants qu'ils n'y paraissent »*. Il a néanmoins nuancé ces propos en disant qu'une certaine prudence était de rigueur en raison des résultats décevants des entreprises. Selon un expert de la firme Dillon Read and Co. *« c'est l'inquiétude sur les taux d'intérêt japonais qui domine le marché »*. *« La plupart des places boursières ont reculé, nous ne faisons que suivre. »* Aux Etats-Unis, les taux d'intérêt des bons à trente ans ont fortement progressé. CBS, UAL et Sony ont cédé un terrain appréciable.

| VALEURS | Cours du 16 fév. | Cours du 20 fév. |
|---|---|---|
| Alcoa | 62 3/4 | 62 |
| A.T.T. | 39 3/4 | 39 |
| Boeing | 62 5/8 | 61 1/2 |
| Chase Manhattan Bank | 30 | 29 1/4 |
| Du Pont de Nemours | 38 1/4 | 37 5/8 |
| Eastman Kodak | 38 3/4 | 38 1/8 |
| Exxon | 48 | 47 3/8 |
| Ford | 44 3/8 | 44 |
| General Electric | 62 | 60 7/8 |
| General Motors | 43 | 42 3/4 |
| Goodyear | 35 | 34 5/8 |
| I.B.M. | 103 3/8 | 103 |
| I.T.T. | 52 1/8 | 52 5/8 |
| Mobil Oil | 62 1/4 | 61 1/2 |
| Pfizer | 66 3/8 | 66 |
| Schlumberger | 49 1/4 | 49 3/4 |
| Texaco | 59 5/8 | 59 1/8 |
| UAL Corp. ex-Allegis | 130 5/8 | 127 1/8 |
| Union Carbide | 23 | 22 1/2 |
| U.S.X. | 35 | 34 3/4 |
| Westinghouse | 70 1/2 | 69 1/4 |
| Xerox Corp. | 50 1/4 | 50 3/8 |

## PARIS, 20 février ↓

### La baisse se ralentit

Pour la deuxième fois consécutive, les cours ont baissé mardi rue Vivienne. Cependant, le mouvement s'est nettement ralenti. L'ouverture n'avait pas été brillante (– 0,88 %). Après une résistance (– 0,60 %) vers 13 heures, l'indice CAC-40 a fini la journée sur un recul de 0,97 %. Reste que l'état de la Bourse est préoccupant. La liquidation générale de février a eu lieu ce jour et, pour la deuxième fois de l'année, elle a été perdante de 4,5 % environ. Depuis le début de l'année, les divers indices qui donnent la température du marché ont baissé de 9,07 %.

Les professionnels ne donnaient pas de raisons particulières pour expliquer la plus forte résistance des valeurs françaises si ce n'est la remontée dans la matinée du MATIF (+ 1 % par rapport à ses plus bas niveaux de la veille) après son écroulement lundi.

Le marché obligataire avait lui aussi retrouvé une mine un peu meilleure. Simple embellie ? Personne sous les colonnes n'était en mesure de le dire, d'autant que, de l'autre côté du Rhin, le sentiment est noir s'agissant des taux d'intérêt. Au Japon, la communauté financière s'attend toujours à un relèvement de quelque 0,75 point du taux de l'escompte par la Banque du Japon, tant l'exemple pourrait être contagieux.

Dans l'immédiat, à Paris, la liquidation est déjà faite. De nombreux opérateurs restent l'arme au pied en observant l'horizon avec attention. Ajoutons qu'ils attendent des indications de Wall Street fermé lundi pour le Washington's Birthday.

Ce mardi, au palmarès des hausses (de 1 % à 4 %), sept noms de valeurs seulement ont été relevés dont Eurotunnel, Paribas et Compagnie bancaire.

## LONDRES, 20 février ↓

### Au plus bas depuis novembre

Les cours des valeurs ont terminé en nette baisse mardi au Stock Exchange, dans le sillage des fortes pertes enregistrées par Wall Street au cours de ses premiers échanges du jour. L'indice Footsie des cent principales valeurs a cédé 20,1 points, à 2 277, son plus bas niveau de clôture depuis la fin novembre. La fragilité du marché obligataire ouest-allemand et les inquiétudes relatives à l'état de l'économie britannique ont maintenu les investisseurs à distance et ralenti l'activité du marché. 374,7 millions de titres ont été échangés, contre 308,3 millions lundi. L'annonce des chiffres de la masse monétaire et des crédits bancaires, en accord avec les prévisions des analystes, n'a pas eu d'incidence sur le sentiment. La plupart des compartiments se sont repliés, notamment les compagnies régionales de l'eau, les industrielles, les brasseries, les alimentaires et les assurances. En revanche, les bancaires se sont raffermies dans le sillage de NatWest, encouragée par une hausse significative du dividende malgré l'annonce d'une baisse de 71 % du bénéfice imposable annuel. Eurotunnel a poursuivi son ascension dans l'espoir d'un accord avec le consortium TransManche Link (TML), chargé de la construction du tunnel, et les banques. Les fonds d'Etat ont terminé en progrès d'un quart de point par endroits.

## TOKYO, 21 février ↓

### La plus forte chute depuis le krach d'octobre 1987

La Bourse de Tokyo a chuté, mercredi, de plus de 3 % en raison de l'imminence d'un relèvement du taux d'escompte de la Banque du Japon et de la chute de Wall Street mardi. L'indice Nikkei a accusé un recul de 1 161,19 yens, soit une baisse de 3,1 %, à 35 734,33 yens. Il s'agit de la troisième plus forte baisse de l'histoire de la Bourse de Tokyo après celles accusées au lendemain du krach de la Bourse de New-York en octobre 1987. Le dollar a clôturé à 145,15 yens, contre 144,50 yens la veille. Le marché des obligations, au terme de fortes variations de cours dans la journée, a retrouvé ses niveaux de clôture de la veille, aidé notamment par des interventions discrètes de la Banque du Japon, ont rapporté des opérateurs. Les taux d'intérêt sont toutefois à leur plus haut niveau depuis quatre ans.

| VALEURS | Cours du 20 fév. | Cours du 21 fév. |
|---|---|---|
| Akai | 1 030 | 1 030 |
| Bridgestone | 1 630 | 1 580 |
| Canon | 1 650 | 1 600 |
| Fuji Bank | 3 450 | 3 400 |
| Honda Motors | 1 750 | 1 730 |
| Matsushita Electric | 2 170 | 2 140 |
| Mitsubishi Heavy | 1 080 | 1 020 |
| Sony Corp. | 8 100 | 7 830 |
| Toyota Motors | 2 450 | 2 350 |

## FAITS ET RÉSULTATS

□ **Wall Street s'inquiète de la situation de la First Boston Corp.** – L'abandon par la First Boston Corp. (une des premières firmes new-yorkaises d'investissement) de certaines de ses activités inquiète les milieux financiers de Wall Street, rendus nerveux par la chute de Drexel Burnham Lambert. La First Boston a joué un grand rôle en 1989 dans les OPA et les fusions de firmes, et les meilleurs financiers estiment qu'il ne serait pas étonnant que cette société pâtisse du ralentissement d'activité observé dans ce domaine. Des suppressions d'emplois à la First Boston paraissent imminentes, selon divers analystes. La firme a annoncé l'abandon de certaines activités sur les marchés à terme et le licenciement de vingt-neuf personnes.

□ **National Westminster : baisse de 71 % du bénéfice annuel.** – La National Westminster Bank a annoncé, mardi 20 février, une chute de 71 % de son bénéfice imposable annuel en raison des nouvelles provisions qu'elle a constituées l'an dernier sur ses prêts défaillants au tiers-monde. Le bénéfice est tombé à 404 millions de livres (4 milliards de francs) en 1989, contre 1,4 milliard de livres l'année précédente, alors que les analystes avaient espéré entre 410 et 490 millions de livres. Néanmoins, la banque a rassuré ses actionnaires avec une hausse de 18 % de son dividende annuel et l'annonce qu'elle ne procéderait pas à une augmentation de capital.

□ **Total Chimie : joint-venture aux Etats-Unis.** – Le groupe Total Chimie, filiale à 100 % du groupe Total, vient de constituer une joint-venture dans les « gel-coats » et les résines polyesters avec le producteur américain Cook Paint and Varnish, basé au Kansas dans le Missouri. La nouvelle joint-venture devrait réaliser, en 1990, des ventes de 170 millions de dollars. La nouvelle entité compte, par ailleurs, racheter au groupe chimique américain Georgia Gulf sa filliale Freeman Chemical, spécialisée dans les résines pour un montant de 69 millions de dollars.

□ **Pharmacie : Degussa et Merck envisagent une alliance.** – Les deux grands groupes ouest-allemands Degussa et Merck ont annoncé, mardi 20 février, qu'ils envisageaient de s'allier étroitement dans la pharmacie, un secteur où ils se considèrent tous deux désormais trop petits. Degussa AG (métaux précieux) a indiqué, à Francfort, qu'elle examinait *« toutes les formes imaginables d'une coopération dans le secteur pharmaceutique »*. Elle a créé avec Merck (dont le siège est à Darmstad) une commission commune qui décidera quel type de coopération est envisageable entre les deux firmes. *« On ne peut rien dire de plus pour le moment »*, a indiqué un porte-parole de Degussa. Les deux groupes estiment que leur secteur pharmaceutique n'est pas assez important pour pouvoir supporter les énormes frais de recherche nécessaires à leur survie.

# PARIS :

## Second marché (sélection)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| Arnault & Associés | .... | 447 | Le gd livre du mois | .... | 430 |
| Asystel | .... | 96 | Loca Investissement | .... | 285 |
| B.A.C. | .... | 210 | Locamic | .... | 142 |
| B. Demachy & Assoc. | .... | 575 | Marie Communication | .... | 208 |
| Banque Tarneaud | 191 | 190 | Metallurg. Minière | .... | 229 90 |
| B.I.C.M. | .... | 790 | Molex | 215 | 216 |
| Boiron | .... | 389 | Navale-Delmas | .... | 1208 |
| Boisset (Lyon) | .... | 241 | Olivetti-Logabax | 240 | .... |
| Câbles de Lyon | .... | 2480 | Ors. Gest. Fin. | .... | 547 |
| Calberson | .... | 756 | Pinault | .... | 461 |
| Cardif | .... | 790 | Promobourg (C In & Fin) | .... | 89 |
| C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.) | .... | 1000 | Présence Assurance | .... | 520 |
| C.D.M.E. | .... | 1770 | Publicat. Filipacchi | .... | 700 |
| C. Equip. Elect. | .... | 343 | Razel | .... | 812 |
| C.E.G.E.P. | .... | 280 | Rémy & Associés | .... | 390 |
| Ciments d'Origny | .... | 700 | Rhône-Alpes Écu (Ly.) | .... | 311 |
| C.N.I.M. | .... | 720 | St-Honoré Matignon | .... | 242 |
| Codetour | .... | 278 10 | S.C.G.P.M. | .... | 672 |
| Conforama | .... | 1065 | Segin | .... | 320 |
| Creeks | .... | 374 | Sélection inv. (Lyon) | .... | 112 90 |
| Dafsa | .... | .... | S.E.P. | .... | 445 |
| Dauphin | .... | 545 | Seribo | .... | 533 |
| Devanlay | .... | 1049 | S.M.T. Goupil | .... | 310 |
| Deville | .... | 485 | Sodinforg. | .... | .... |
| Dolisos | .... | 199 | Sopra | .... | 240 |
| Editions Belfond | .... | .... | Thermador Hold. (Lyon) | .... | 290 |
| Elysées Investissem. | .... | 15 40 | TF 1 | .... | 322 |
| Finacor | .... | 210 | Unilog | .... | .... |
| Gazonor | .... | 855 | Union Financ. de Fr. | .... | 524 |
| Gr. Foncier Fr. (G.F.F.) | .... | 354 90 | Vial et Cie | .... | 175 |
| Gravograph | .... | 220 | Yves Saint-Laurent | .... | 1065 |
| Guintoli | .... | 892 | | | |
| I.C.C. | .... | 278 | | | |
| Idia | .... | 305 | | | |
| Idianova | .... | 142 | | | |
| IN2 | .... | 300 | | | |
| Int. Metal Service | .... | 1043 | | | |



## Marché des options négociables le 20 février 1990

Nombre de contrats : 22 946.

| VALEURS | PRIX exercice | OPTIONS D'ACHAT Mars dernier | OPTIONS D'ACHAT Juin dernier | OPTIONS DE VENTE Mars dernier | OPTIONS DE VENTE Juin dernier |
|---|---|---|---|---|---|
| Bouygues | 520 | – | – | 4,50 | – |
| CGE | 560 | 10 | 28 | 25 | – |
| Elf-Aquitaine | 600 | 11 | 30 | 21 | 26 |
| Eurotunnel SA-PLC | 50 | 9,80 | – | 1,50 | 4 |
| Euro-Disneyland SC | 100 | 5,80 | 9 | – | 7 |
| Havas | 1 400 | – | – | 28 | – |
| Lafarge-Coppée | 350 | 6 | 15,50 | 26 | 28 |
| Michelin | 140 | – | 8,70 | – | 11,50 |
| Midi | 1 200 | – | – | 9 | 34 |
| Paribas | 680 | 13 | 30 | 38,50 | – |
| Pernod-Ricard | 1 400 | 20 | 50 | 68 | – |
| Peugeot SA | 680 | 49 | 77 | 13 | 24 |
| Rhône-Poulenc CI | 400 | – | – | 8 | – |
| Saint-Gobain | 560 | 12 | 31 | – | 37,50 |
| Source Perrier | 1 400 | 140 | – | 21 | – |
| Société générale | 520 | 38 | 52 | 10 | – |
| Suez Financière | 440 | 10 | 25 | 21 | – |
| Thomson-CSF | 140 | 3 | 8,60 | 10 | 12 |

## MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 20 février 1990
Nombre de contrats : 117 000.

| COURS | ÉCHÉANCES Mars 90 | ÉCHÉANCES Juin 90 | ÉCHÉANCES Septembre 90 |
|---|---|---|---|
| Dernier | 97,48 | 97,70 | 96,70 |
| Précédent | 97,22 | 97,38 | 97,34 |

Options sur notionnel

| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT Mars 90 | OPTIONS D'ACHAT Juin 90 | OPTIONS DE VENTE Mars 90 | OPTIONS DE VENTE Juin 90 |
|---|---|---|---|---|
| 100 | 0,05 | 0,64 | 2,08 | 2,25 |

## INDICES

### CHANGES

**Dollar : 5,66 F ↓**

Le dollar s'est légèrement affaibli dans un climat d'indécision. Les déclarations de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, sur la nécessité de lutter contre l'inflation n'ont pas eu d'effet. La montée des taux d'intérêt allemand provoque des transferts vers le deutschemark, aux dépens du yen, qu'affaiblit un peu les démentis sur un éventuel relèvement du taux d'escompte japonais.

| FRANCFORT | 20 fév. | 21 fév. |
|---|---|---|
| Dollar (en DM) | 1,67 | 1,6600 |
| **TOKYO** | **19 fév.** | **20 fév.** |
| Dollar (en yens) | 144,58 | 144,90 |

**MARCHÉ MONÉTAIRE** (effets privés)
Paris (20 fév.) .... 10 1/8-10 1/4 %
New-York (19 fév.) .. 8 3/16-8 1/4 %

### BOURSES

**PARIS** *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

| | 19 fév. | 20 fév. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 91,5 | |
| Valeurs étrangères | 97,6 | |
| (SBF, *base 100 : 31-12-81*) | | |
| Indice général CAC | 507 | 499,7 |
| (SBF, *base 1000 : 31-12-87*) | | |
| Indice CAC 40 | 1 838,03 | 1 820,16 |

**NEW-YORK** *(Indice Dow Jones)*
Industrielles ..... Clos 2 596,84

**LONDRES** *(Indice « Financial Times »)*

| | | |
|---|---|---|
| Industrielles | 1 813,5 | 1 799 |
| Mines d'or | 302,6 | 307 |
| Fonds d'Etat | 79,89 | 79,87 |

**TOKYO**

| | 20 fév. | 21 fév. |
|---|---|---|
| Nikkei Dow Jones | 36 895,52 | 35 734,33 |
| Indice général | 2 696,88 | 2 628,21 |

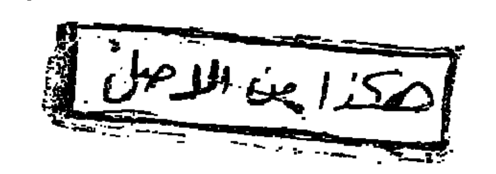
## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR + bas | COURS DU JOUR + haut | UN MOIS Rep. + | UN MOIS ou dép. – | DEUX MOIS Rep. + | DEUX MOIS ou dép. – | SIX MOIS Rep. + | SIX MOIS ou dép. – |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 5,6550 | 5,6600 | + 95 | + 110 | + 210 | + 245 | + 745 | + 820 |
| $ can. | 4,7165 | 4,7186 | – 97 | – 69 | – 192 | – 149 | – 361 | – 267 |
| Yen (100) | 3,9067 | 3,9115 | + 104 | + 130 | + 216 | + 256 | + 707 | + 779 |
| DM | 3,3954 | 3,3998 | + 55 | + 76 | + 118 | + 151 | + 359 | + 426 |
| Florin | 3,0128 | 3,0171 | + 31 | + 46 | + 72 | + 100 | + 272 | + 335 |
| F.B. (100) | 16,2453 | 16,2690 | – 30 | + 82 | – 50 | + 186 | + 178 | + 643 |
| F.S. | 3,8362 | 3,8412 | + 33 | + 54 | + 85 | + 122 | + 290 | + 364 |
| L (1 000) | 4,5734 | 4,5811 | – 97 | – 74 | – 187 | – 145 | – 466 | – 363 |
| £ | 9,7012 | 9,7154 | – 341 | – 288 | – 678 | – 586 | – 1770 | – 1596 |

## TAUX DES EUROMONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 8 1/8 | 8 3/8 | 8 1/8 | 8 1/4 | 8 3/16 | 8 5/16 | 8 5/16 | 8 7/16 |
| DM | 7 5/8 | 7 7/8 | 8 1/16 | 8 3/16 | 8 1/4 | 8 3/8 | 8 3/4 | 8 7/8 |
| Florin | 8 5/16 | 8 9/16 | 8 13/16 | 8 15/16 | 8 7/8 | 9 | 9 3/16 | 9 5/16 |
| F.B. (100) | 10 1/8 | 10 1/2 | 10 3/8 | 10 11/16 | 10 7/16 | 10 3/4 | 10 11/16 | 11 |
| F.S. | 8 1/2 | 8 3/4 | 9 | 9 1/8 | 9 1/8 | 8 1/4 | 9 7/16 | 9 9/16 |
| L (1 000) | 12 | 13 | 12 7/8 | 13 1/4 | 12 7/8 | 13 1/4 | 12 7/8 | 13 1/4 |
| £ | 14 3/4 | 15 | 14 15/16 | 15 1/16 | 15 1/16 | 15 3/16 | 15 1/8 | 15 1/4 |
| F franç. | 10 1/4 | 10 1/2 | 10 9/16 | 10 11/16 | 10 3/4 | 10 7/8 | 11 5/16 | 11 7/16 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





# MARCHÉS FINANCIERS

# BOURSE DU 20 FEVRIER

Cours relevés à 17 h 38

## Règlement mensuel

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 3835 | C.N.E. 3% ★ | 3862 | 3862 | 3850 | − 0 05 |
| 1055 | B.N.P. T.P. | 1051 | 1051 | 1051 | .... |
| 1220 | C.C.F. T.P. | 1226 | 1226 | 1226 | .... |
| 1065 | Créd. Lyon. T.P. | 1045 | 1045 | 1045 | .... |
| 1796 | Renault T.P. | 1695 | 1680 | 1650 | − 2 65 |
| 2060 | Rhone-Poul. TP | 2040 | 2044 | 2000 | − 1 96 |
| 1270 | St-Gobain T.P. | 1220 | 1220 | 1230 | + 0 82 |
| 1269 | Thomson T.P. | 1190 | 1190 | 1190 | .... |
| 860 | Accor | 853 | 846 | 827 | − 3 05 |
| 640 | Air Liquide | 617 | 610 | 610 | − 1 13 |
| 2350 | Als. Superm. | 2150 | 2130 | 2130 | − 0 93 |
| 575 | A.L.S.P.I.★ | 567 | 556 | 557 | − 1 76 |
| 2770 | Arjom. Prioux★ | 2550 | 2550 | 2530 | − 0 78 |
| 615 | Aussedat-Rey★ | 615 | 615 | 615 | .... |
| 980 | Aux. Entrepr. ★ | 984 | 976 | 989 | + 0 51 |
| 620 | Av. Dassault ★ | 517 | 525 | 515 | − 0 39 |
| .... | Axa Midi Assur. | 309 | 301 10 | 304 20 | − 1 55 |
| 360 | BAFIP ★ | 344 | 340 | 340 | − 1 16 |
| 340 | Bail-Equipem.★ | 325 50 | 325 | 308 | − 5 38 |
| 970 | Bail Investiss★ | 995 | 990 | 985 | − 1 01 |
| 395 | B.N.P. C.I. ★ | 424 | 417 90 | 424 90 | + 0 21 |
| 905 | Bolloré Tech. | 890 | 885 | 884 | − 0 67 |
| 600 | Cie Bancaire ★ | 487 10 | 490 10 | 498 | + 2 24 |
| 780 | Bazar H.-V.★ | 736 | 731 | 731 | − 0 68 |
| 745 | Béghin-Say ★ | 770 | 752 | 756 | − 1 82 |
| 1450 | Berger (Ma) | 1430 | 1410 | 1410 | − 1 40 |
| 735 | Bic ★ | 660 | 655 | 659 | − 0 15 |
| 950 | B.I.P. ★ | 951 | 951 | 920 | − 3 26 |
| 590 | B.I.S.★ | 586 | 570 | 561 | − 2 65 |
| 3110 | Bongrain S.A. ★ | 2830 | 2830 | 2792 | − 1 34 |
| 1080 | Bon-Marché ★ | 1026 | 1006 | 1010 | − 1 56 |
| 600 | Bouygues ★ | 555 | 550 | 549 | − 1 08 |
| 162 | B.P. France ★ | 173 20 | 175 | 182 | + 5 08 |
| 730 | B.S.N.★ | 715 | 709 | 710 | − 0 70 |
| 835 | Canal Plus★ | 815 | 810 | 809 | − 0 74 |
| 480 | Cap Gem. S.★ | 429 60 | 430 | 435 | + 1 26 |
| 3420 | Carrefour★ | 3113 | 3100 | 3103 | − 0 32 |
| 200 | Casino★ | 163 10 | 160 | 157 | − 3 74 |
| 132 | Casino A.D.P.★ | 121 | 120 40 | 120 10 | − 0 74 |
| 1010 | Castorama D.I. | 950 | 965 | 965 | + 1 58 |
| 150 | C.C.M.C. | 150 | 150 | 151 | + 0 67 |
| 725 | C.E.G.I.D. | 654 | 654 | 648 | − 0 92 |
| 235 | Centrest | 249 | 245 | 245 | − 1 61 |
| 555 | C.E.P. Comm. | 565 | 557 | 565 | .... |
| 430 | Cerus CER | 408 | 407 | 399 50 | − 2 08 |
| 570 | Cetelem★ | 490 | 489 | 489 | − 0 20 |
| 695 | C.F.A.O.★ | 688 | 691 | 682 | − 0 87 |
| 515 | C.G.E. | 550 | 542 | 538 | − 2 18 |
| 1670 | C.G.I. Informat. | 1578 | 1521 | 1534 | − 2 79 |
| 1380 | C.G.I.P.★ | 1204 | 1194 | 1210 | + 0 50 |
| 630 | C.G.P. | 600 | 600 | 610 | + 1 67 |
| 1320 | Chargeurs S.A★ | 1119 | 1110 | 1065 | − 4 83 |
| 815 | Cica | 771 | 769 | 769 | − 0 26 |
| 1470 | Ciments franç.★ | 1305 | 1301 | 1300 | − 0 38 |
| 740 | Club Méditerr.★ | 706 | 700 | 692 | − 1 98 |
| 200 | C.M.B. Packag. | 188 | 185 | 183 70 | − 2 29 |
| 166 | Codetel★ | 180 | 180 | 182 50 | + 1 39 |
| 410 | Cofimeg★ | 415 | 412 | 412 | − 0 72 |
| 500 | CPR (Par.-R.)★ | 472 | 470 | 473 | + 0 21 |
| 870 | Colas ★ | 682 | 685 | 681 | − 0 15 |
| 240 | Cpt. Entrepr.★ | 279 | 279 | 275 50 | − 1 25 |
| 1150 | Compt. Mod. ★ | 1000 | 971 | 973 | − 2 70 |
| 390 | Concept S.A. | 390 | 390 10 | 390 | .... |
| 1270 | Créd. Foncier ★ | 1257 | 1242 | 1250 | − 0 56 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 535 | C. F. Internat. ★ | 500 | 493 | 510 | + 2 |
| 210 | C.C.F.★ | 230 | 230 | 228 20 | − 0 78 |
| 660 | Cr. Lyon. (CI) ★ | 703 | 705 | 701 | − 0 28 |
| 1320 | Crédit Nat.★ | 1315 | 1310 | 1329 | + 1 06 |
| 345 | C.S.E.E. ★ | 314 | 301 | 304 50 | − 3 03 |
| 4050 | Damart S.A. ★ | 3900 | 3820 | 3840 | − 1 54 |
| 2070 | De Dietrich★ | 1789 | 1848 | 1745 | − 2 46 |
| 220 | Dév. P.d.C. (Li) | 213 | 219 | 220 | + 3 29 |
| 335 | Dév. R. Sud-Est | 319 | 310 | 320 | + 0 31 |
| 620 | D.M.C. | 593 | 591 | 582 | − 1 85 |
| 340 | Drouot Assur★ | 408 | 407 | 397 | − 2 70 |
| 5190 | Docks France ★ | 4600 | 4600 | 4495 | − 2 28 |
| 830 | Dumez ★ | 821 | 821 | 812 | − 1 10 |
| 2130 | Eaux (Gén.)★ | 2046 | 2035 | 2024 | − 1 08 |
| 460 | Ecco ★ | 495 | 500 | 495 | .... |
| 975 | Electrofinanc. ★ | 917 | 910 | 916 | − 0 11 |
| 460 | El. S. Dassault★ | 407 90 | 400 10 | 407 | − 0 22 |
| 530 | Elf-Aquitaine | 587 | 583 | 583 | − 0 68 |
| 415 | — (certific.) ★ | 425 | 423 | 425 | .... |
| 1370 | Epeda B.-F. | 1300 | 1318 | 1280 | − 1 54 |
| 2730 | Essilor★ | 2730 | 2700 | 2700 | − 1 10 |
| 1330 | Essil. Int.(DP)★ | 1215 | 1180 | 1159 | − 4 61 |
| 685 | Esso S.A.F. ★ | 690 | 690 | 688 | − 0 29 |
| 2420 | Eurafrance★ | 2400 | 2398 | 2410 | + 0 42 |
| 1850 | Eurocom ★ | 1820 | 1815 | 1805 | − 0 82 |
| 91 | Eurodisneyland | 101 60 | 100 | 101 40 | − 0 20 |
| 4700 | Euromarché★ | 4300 | 4300 | 4265 | − 0 81 |
| 1160 | Europe n° 1 ★ | 1250 | 1229 | 1239 | − 0 88 |
| 60 | Eurotunnel ★ | 58 50 | 58 50 | 57 10 | + 1 06 |
| 1990 | Exor ★ | 1715 | 1701 | 1708 | − 0 41 |
| 1860 | Facom★ | 1734 | 1780 | 1712 | − 1 27 |
| 1110 | Fichet-Bauche★ | 1185 | 1180 | 1193 | + 0 68 |
| 205 | Finextel★ | 200 | 198 60 | 198 | − 1 |
| 440 | Fives-Lille★ | 419 | 419 | 394 | − 5 97 |
| 2440 | Fromager. Bel★ | 2320 | 2310 | 2390 | + 3 02 |
| 1820 | Gal. Lafayette★ | 1765 | 1779 | 1745 | − 1 13 |
| 545 | Gascogne★ | 512 | 508 | 510 | − 0 39 |
| 1650 | Gaz et Eaux★ | 1550 | 1531 | 1500 | − 3 23 |
| 1090 | Géophysique★ | 1133 | 1120 | 1118 | − 1 32 |
| 675 | Gerland★ | 680 | 680 | 672 | − 1 18 |
| 720 | Groupe Cité★ | 730 | 720 | 730 | .... |
| 1610 | Gr. Victoire | 1500 | 1480 | 1490 | − 0 67 |
| 1130 | — (certif.) | 1130 | 1119 | 1100 | − 2 65 |
| 1320 | GTM-Entrep. ★ | 1262 | 1300 | 1261 | − 0 08 |
| 1150 | Guyenne-Gas. ★ | 1100 | 1160 | 1080 | − 1 82 |
| 380 | Hachette ★ | 372 50 | 368 | 371 | − 0 40 |
| 1390 | Havas ★ | 1448 | 1425 | 1433 | − 1 04 |
| 615 | Hénin (La)★ | 580 | 580 | 582 | − 3 10 |
| 1170 | Hutchinson ★ | 1144 | 1130 | 1134 | − 0 87 |
| 290 | Imétal ★ | 272 | 272 | 270 | − 0 74 |
| .... | Immobil. Phénix | 78 30 | 78 40 | 76 | − 2 94 |
| 150 | Ingénico ★ | 140 | 136 | 143 | + 2 14 |
| 5890 | Inst. Mérieux★ | 5430 | 5430 | 5420 | − 0 18 |
| 515 | Interbail★ | 518 | 512 | 501 | − 2 91 |
| 1750 | Intertechnique★ | 1590 | 1600 | 1590 | .... |
| 1170 | J. Lefebvre★ | 1016 | 1011 | 1000 | − 1 57 |
| 1260 | Labinal ★ | 1119 | 1105 | 1090 | − 2 59 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 2420 | Lab. Bellon★ | 2540 | 2535 | 2531 | − 0 35 |
| 370 | Lafarge-Coppée | 328 50 | 320 | 324 | − 1 37 |
| 1360 | Lebon ★ | 1309 | 1309 | 1309 | .... |
| 3470 | Legrand ★ | 3190 | 3150 | 3135 | − 1 72 |
| 1910 | Legrand (DP) ★ | 1801 | 1780 | 1780 | − 1 17 |
| .... | Leroy-Somer★ | 2101 | 2100 | 2109 | + 0 38 |
| 790 | Locabail Im.★ | 769 | 770 | 772 | + 0 39 |
| 510 | Locafrance ★ | 545 | 530 | 542 | − 0 55 |
| 835 | Locindus★ | 839 | 845 | 835 | − 0 48 |
| 436 | Luchaire★ | 495 | 489 | 491 | − 0 82 |
| 4950 | L.V.M.H.★ | 4719 | 4680 | 4669 | − 1 06 |
| 535 | Lyonn. Eaux ★ | 530 | 527 | 536 | + 1 13 |
| 320 | Majorette (Ly)★ | 324 90 | 318 | 318 | − 2 12 |
| 450 | Mar. Wendel ★ | 389 | 387 | 387 | − 0 51 |
| 380 | Matra ★ | 347 50 | 347 50 | 343 | − 1 29 |
| 4820 | Merlin-Gerin ★ | 4813 | 4805 | 4750 | − 1 31 |
| 220 | Metaleurop★ | 192 90 | 205 | 194 40 | + 0 78 |
| 240 | Métrologie Int.★ | 230 | 230 | 226 | − 1 74 |
| 169 | Michelin | 131 90 | 131 | 131 | − 0 68 |
| 1350 | Midi (Cie) | 1303 | 1294 | 1270 | − 2 53 |
| 175 | Midl. Bk SA★ | 172 | 174 50 | 173 | + 0 58 |
| 480 | Min Salog (Ms) | 470 | 458 | 458 | − 2 55 |
| 190 | M.M.BM. ★ | 179 90 | 178 | 177 50 | − 1 33 |
| 130 | Moulinex★ | 126 50 | 123 30 | 125 50 | − 0 79 |
| 1870 | Navig. Mixte ★ | 1871 | 1890 | 1890 | + 1 02 |
| 185 | Nord-Est ★ | 170 | 166 50 | 166 40 | − 2 12 |
| 436 | Nordon (Ny) | 430 | 430 | 410 | − 4 65 |
| 740 | Nouvelles Gal.★ | 741 | 730 | 731 | − 1 35 |
| 775 | Occid. (Gén.)★ | 792 | 792 | 790 | − 0 25 |
| 1600 | Omn.F.Paris★ | 1700 | 1668 | 1660 | − 2 35 |
| 405 | Olipar ★ | 376 50 | 371 10 | 380 | + 0 93 |
| 4580 | Oréal (L')★ | 4320 | 4300 | 4250 | − 1 62 |
| 665 | Paribas | 625 | 621 | 639 | + 2 24 |
| 1640 | Pechelbronn ★ | 1630 | 1650 | 1646 | + 0 98 |
| 285 | Pechiney CIP★ | 271 50 | 266 | 267 40 | − 1 51 |
| 196 | Pechiney Int. | 158 10 | 156 | 154 | − 1 35 |
| 560 | Penhoet★ | 565 | 565 | 556 | − 1 59 |
| 1400 | Pernod-Ricard★ | 1355 | 1345 | 1330 | − 1 85 |
| 720 | Peugeot S.A. | 715 | 705 | 703 | − 1 68 |
| 455 | Plastic Omn.★ | 412 | 405 | 411 | − 0 24 |
| 540 | Poliet ★ | 495 | 480 | 482 | − 2 63 |
| 1160 | Prétabail Sic.★ | 1165 | 1165 | 1160 | − 0 43 |
| 865 | Primagaz★ | 881 | 881 | 850 | − 3 52 |
| 690 | Printemps★ | 809 | 588 | 800 | − 1 48 |
| 4410 | Promodès★ | 3687 | 3780 | 3795 | + 2 65 |
| 600 | Radiotechn. ★ | 630 | 640 | 621 | − 1 43 |
| 180 | Raff. D. Total ★ | 204 | 200 | 206 | + 0 98 |
| 3420 | Redoute (La) ★ | 3175 | 3150 | 3070 | − 3 31 |
| 435 | R.-Poulenc CIP★ | 400 | 400 | 400 | .... |
| 380 | Rober financ. | 329 | 327 | 327 | − 0 61 |
| 150 | Rochette (La) | 105 30 | 102 | 97 50 | − 7 41 |
| 2230 | Roussel-Uclaf★ | 1980 | 1950 | 1920 | − 3 03 |
| 4700 | R. Impér. (Ly) | 4630 | 4600 | 4600 | − 0 65 |
| 180 | Sade | 184 90 | 184 90 | 185 | + 0 05 |
| 1470 | Sagem ★ | 1510 | 1445 | 1500 | − 0 66 |
| 585 | Saint-Gobain | 543 | 535 | 530 | − 2 39 |
| 1580 | St-Louis ★ | 1482 | 1480 | 1483 | + 0 07 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 2710 | Salomon | 2650 | 2610 | 2660 | .... |
| 560 | Selvepar | 547 | 546 | 546 | − 0 18 |
| 1050 | Sanofi ★ | 1008 | 990 | 992 | − 1 59 |
| 1580 | S.A.T. ★ | 1774 | 1760 | 1670 | − 5 86 |
| 330 | Saul-Chât (B)★ | 326 | 334 | 326 50 | + 0 15 |
| 1420 | Saupiquet (Na) | 1530 | 1500 | 1500 | − 1 96 |
| 880 | Schneider ★ | 880 | 882 | 888 | + 0 91 |
| 42 | S.C.O.A.★ | 41 40 | 41 75 | 41 | − 0 97 |
| 1120 | S.C.R.E.G. ★ | 1100 | 1110 | 1110 | + 0 91 |
| 1050 | Seb ★ | 1034 | 1045 | 1044 | + 0 97 |
| 530 | Sefimeg ★ | 511 | 511 | 506 | − 0 98 |
| 590 | Sextant A. | 580 | 584 | 575 | − 0 86 |
| 1530 | S.F.I.M.★ | 1355 | 1355 | 1360 | + 0 37 |
| 265 | S.G.E.★ | 240 50 | 234 10 | 235 80 | − 1 95 |
| 820 | Silic★ | 830 | 830 | 826 | − 0 48 |
| 580 | Simco | 589 | 585 | 585 | − 0 68 |
| 990 | Sk. Rossignol★ | 1072 | 1040 | 1080 | + 0 75 |
| 870 | Sligos ★ | 925 | 921 | 919 | − 0 65 |
| 490 | Société Génér. | 548 | 539 | 548 | .... |
| 144 | Sodecco | 143 | 142 | 142 | − 0 70 |
| 167 | Sodero (Na) | 169 | 170 | 170 | + 0 59 |
| 715 | Sodexho ★ | 680 | 673 | 673 | − 1 03 |
| 102 | Sogenal (Ny) | 98 30 | 98 10 | 98 10 | − 0 20 |
| 460 | Sogerap★ | 510 | 510 | 508 | − 0 39 |
| 2400 | Somm-Allib. ★ | 2175 | 2150 | 2160 | − 0 69 |
| 1730 | Source Perrier★ | 1509 | 1500 | 1505 | − 0 27 |
| 740 | Sovac ★ | 650 | 647 | 642 | − 1 23 |
| 700 | Spie-Batignol.★ | 728 | 720 | 725 | − 0 41 |
| 1180 | Strafor ★ | 1189 | 1190 | 1175 | − 1 18 |
| 445 | Suez | 427 90 | 422 | 420 30 | − 1 78 |
| 470 | Synthélabo ★ | 475 | 466 | 470 | − 1 05 |
| 136 | Thomson-C.S.F. | 134 80 | 133 | 132 | − 2 08 |
| 545 | Total (CFP) ★ | 548 | 543 | 541 | − 1 28 |
| 100 | — (certific.)★ | 102 90 | 102 | 100 50 | − 2 33 |
| 415 | Truffaut (Fin.) | 404 10 | 405 | 396 | − 2 |
| 435 | U.F.B.-Locab. ★ | 417 | 419 | 414 | − 0 72 |
| 1100 | U.I.C. ★ | 1090 | 1085 | 1105 | + 1 38 |
| 675 | U.I.F. ★ | 651 | 650 | 655 | + 0 61 |
| 970 | U.I.S.★ | 1010 | 1011 | 1030 | + 1 98 |
| 225 | U.C.B. ★ | 236 | 240 | 236 50 | + 0 21 |
| 890 | Unibail★ | 910 | 910 | 898 | − 1 32 |
| 760 | Valéo ★ | 689 | 680 | 665 | − 3 48 |
| 430 | Vallourec ★ | 425 | 411 | 411 50 | − 3 18 |
| 385 | Via Banque★ | 374 | 374 | 371 | − 0 80 |
| 1380 | Zodiac | 1395 | 1400 | 1387 | − 0 57 |
| 1050 | Elf-Gabon ★ | 1180 | 1185 | 1175 | − 0 42 |
| 132 | Amax Inc. | 134 90 | 130 50 | 130 50 | − 3 26 |
| 180 | Amer. Express | 185 | 184 | 184 80 | − 0 12 |
| 240 | Amer. Teleph. | 224 | 222 | 222 | − 0 19 |
| 220 | Anglo Amer. C. | 205 | 204 50 | 204 50 | − 0 24 |
| 630 | Amgold | 599 | 599 | 602 | + 0 50 |
| 280 | Banco Santander | 255 50 | 257 90 | 257 50 | + 0 78 |
| 990 | BASF (Akt) | 1048 | 1014 | 990 | − 5 53 |
| 1020 | Bayer | 1051 | 1045 | 1049 | − 0 19 |
| 109 | Buffelsfont. | 100 | 101 50 | 102 | + 2 |
| 183 | Chase Manh. | 169 | 168 | 168 | − 0 59 |
| 111 | Echo Bay Mines | 96 50 | 94 55 | 95 10 | − 1 45 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 105 | De Beers | 107 | 109 | 109 | + 1 87 |
| 2770 | Deutsche Bank | 2757 | 2660 | 2656 | − 3 66 |
| 1420 | Dresdner Bank | 1425 | 1387 | 1383 | − 2 96 |
| 93 | Driefontein Cid | 79 20 | 81 20 | 82 80 | + 4 55 |
| 695 | Du Pont-Nem. | 217 30 | 215 | 215 | − 1 06 |
| 230 | Eastman Kodak | 218 30 | 216 | 216 | − 1 05 |
| 32 | East Rand | 30 15 | 31 50 | 31 50 | + 4 48 |
| 265 | Electrolux | 248 | 240 | 238 | − 4 03 |
| 830 | Ericsson | 803 | 780 | 780 | − 2 86 |
| 270 | Exxon Corp. | 276 50 | 272 | 272 | − 1 63 |
| 255 | Ford Motors | 255 | 252 | 252 | − 1 18 |
| 90 | Freegold | 76 50 | 77 70 | 79 70 | + 4 18 |
| 20 | Gencor limit. | 19 50 | 18 90 | 19 30 | − 1 03 |
| 370 | Gén. Electr. | 361 | 349 | 349 40 | − 0 46 |
| 545 | Gén. Belgique | 518 | 512 | 512 | − 1 16 |
| 240 | Gen. Motors | 246 | 244 | 244 | − 0 81 |
| 59 | GdMetropolitain | 57 | 56 50 | 56 50 | − 0 88 |
| 64 | Harmony | 58 05 | 63 | 62 10 | + 6 98 |
| 280 | Hewlett-Packard | 251 | 245 60 | 252 | + 0 40 |
| 62 | Hitachi | 59 80 | 58 55 | 58 50 | − 2 17 |
| 980 | Hoechst Akt. | 1075 | 1034 | 1035 | − 3 72 |
| 125 | Homestake | 123 80 | 126 50 | 126 90 | + 2 50 |
| 104 | Imp. Chemical | 102 | 101 10 | 101 10 | − 0 88 |
| 560 | IBM | 591 | 587 | 588 | − 0 51 |
| 315 | ITT | 304 50 | 300 | 298 | − 2 13 |
| 173 | Ito-Yokado | 170 10 | 166 20 | 166 20 | − 2 29 |
| 182 | Mac Donald's | 183 20 | 182 80 | 182 80 | − 0 22 |
| 81 | Matsushita | 86 90 | 83 50 | 83 10 | − 4 37 |
| 20 | Maxwell | 20 30 | 20 30 | 20 30 | .... |
| 415 | Merck | 405 90 | 402 | 401 | − 1 21 |
| 455 | Minnesota M. | 454 | 453 | 448 | − 1 32 |
| 335 | Mobil Corp. | 356 | 354 | 342 | − 3 93 |
| 205 | Morgan J.P. | 206 | 208 | 204 | − 0 97 |
| 34550 | Nestlé | 33930 | 33620 | 33700 | − 0 68 |
| 1030 | Nixdorf | 954 | 925 | 925 | − 3 04 |
| 147 | Norsk Hydro | 174 90 | 172 | 172 | − 1 66 |
| 215 | Ofsil | 185 | 189 | 189 50 | + 2 43 |
| 1950 | Petrofina | 1790 | 1758 | 1758 | − 1 79 |
| 220 | Philip Morris | 219 | 216 10 | 215 | − 1 83 |
| 132 | Philips | 127 60 | 125 20 | 125 20 | − 0 99 |
| 117 | Placer Dome | 108 | 109 | 109 | + 0 93 |
| 365 | Quilmès | 330 | 330 | 330 | .... |
| 560 | Randfontein | 465 | 464 | 482 | + 5 24 |
| 420 | Royal Dutch | 440 | 436 | 436 | − 0 91 |
| 49 | Rio Tinto Zinc | 51 | 50 50 | 50 70 | − 0 59 |
| 24 | Saat. & Saatchi | 21 90 | 21 | 21 | − 4 11 |
| 75 | St Helena Co | 68 | 67 50 | 67 50 | − 0 74 |
| 275 | Schlumberger | 281 40 | 279 90 | 279 50 | − 0 68 |
| 42 | Shell transp. | 46 55 | 45 40 | 45 80 | − 1 61 |
| 2470 | Siemens A.G. | 2589 | 2538 | 2538 | − 1 97 |
| 345 | Sony | 321 | 315 | 314 50 | − 2 02 |
| 132 | Sumitomo | 131 | 130 | 130 10 | − 0 69 |
| 45 | Telefonica | 45 20 | 44 60 | 44 75 | − 1 |
| 255 | T.D.K. | 237 40 | 232 50 | 233 | − 1 85 |
| 48 | Toshiba Corp. | 47 | 46 | 46 90 | − 2 34 |
| 455 | Unilever | 439 50 | 438 50 | 435 10 | − 0 10 |
| 300 | Unit. Techn. | 292 | 290 | 289 | − 1 03 |
| 720 | Vaal Reefs | 630 | 649 | 654 | + 3 81 |
| 380 | Volvo | 361 | 345 | 345 | − 4 43 |
| 310 | West Deep | 279 | 275 50 | 279 | .... |
| 320 | Xerox Corp. | 284 | 282 | 282 | − 0 70 |
| 141 | Yamanouchi | 132 | 131 50 | 131 80 | − 0 15 |
| 2 45 | Zambia Corp. | 2 55 | 2 51 | 2 50 | − 1 96 |

## Comptant (sélection)

### Obligations

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| Emp. 8,80 % 77 | 117 50 | 6 582 |
| 9,80 % 78/93 | 97 80 | 5 987 |
| 10,80 % 79/94 | 98 20 | 5 001 |
| 13,25 % 80/90 | 100 50 | 8 511 |
| 16 % juin 82 | 101 26 | 11 222 |
| 14,60 % fév. 83 | 103 30 | 14 560 |
| 13,40 % déc. 83 | 107 50 | 2 238 |
| 12,20 % oct. 84 | 102 65 | 4 512 |
| 11 % fév. 85 | 102 70 | 10 970 |
| 10,26 % mars 86 | 98 65 | 9 698 |
| OAT 10 % 2000 | 97 60 | 7 370 |
| OAT 9,90 % 1997 | 98 35 | 1 872 |
| OAT 9,80 % 1996 | 96 90 | 0 584 |
| Ch. France 3 % | 144 10 | .. |
| CNB Bques janv. 82 | 99 32 | 1 210 |
| CNB Paribas | 100 45 | 1 210 |
| CNB Suez | 100 45 | 1 210 |
| CNI janv. 82 | 99 35 | 1 210 |
| PTT 11,20% 85 | 100 60 | 2 403 |
| CFF 10,30% 86 | 96 30 | 0 787 |
| CNE 11,50% 85 | 100 70 | 7 429 |
| CNT 9% 85 | 87 22 | 7 079 |
| CRH 10,90% déc. 85 | 99 85 | 1 398 |
| C.N.C.A. T.P | .... | 110 |
| Carus 4% | 1995 | 198 |
| C.G.E. 6% janv. 89-99 | .... | 53 200 |
| Drouot Ass. Obl. conv. | .... | .. |

### Actions

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Agache (Sté Fin.) | .... | 1440 |
| A.G.F. (St Cent.) | .... | 1182 |
| Alsthom | .... | .... |
| Applic. Hydraul. | .... | 1190 |
| Arbel | .... | 929 |
| Astorg | .... | 334 |
| Avenir Publicité | .... | 1779 |
| Bain C. Monaco | .... | 649 |
| Banque Hypoth. Eur. | .... | 375 |
| Béghin-Say (C.I.) | .... | 530 |
| Blanzy-Ouest | .... | 4715 d |
| B.N.P. Intercontin. | .... | 295 |
| Bénédictine | .... | 3850 o |
| B.T.P. (Compagnie) | .... | 102 |
| Calf | .... | 802 |
| Cambodge | .... | .... |
| C.A.M.E. | .... | 198 |
| Carbone-Lorraine | .... | 1000 |
| Cass-Pocian | .... | 28 80 o |
| C.E.G.Frig. | .... | 447 70 |
| Cemen. Blanzy | .... | 629 |
| Cerabati | .... | 144 50 |
| Champex (Ny) | 150 | 160 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| C.I.C. (Financ. de) | .... | 213 |
| C.I. Maritime | .... | 800 |
| Citram (B) | 2340 | 2340 |
| Clause | .... | .... |
| Cofradel (Ly) | .... | .... |
| Cogifi | .... | 380 |
| Comiphos | .... | 733 |
| Cie Industrielle | .... | 7450 |
| Comp. Lyon-Alem. | .... | 610 |
| Concorde (La) | .... | 1382 |
| C.M.P. | .... | 37 05 d |
| Créd. Gén. Ind. | .... | 527 o |
| Cr. Universel (Cie) | .... | 714 |
| Crédical | .... | 136 20 |
| Darblay S.A. | .... | 744 d |
| Degremont | .... | 730 |
| Delalande S.A. | .... | 2010 |
| Delmas Vieljeux | .... | 4500 |
| Didot-Bottin | .... | 1067 |
| Eaux Bass. Vichy | .... | 1520 |
| Eaux Vittel | .... | 4450 |
| E.C.I.A. | .... | 1392 |
| Electro-Banque | .... | 360 |
| Elf-Antargaz | .... | 1665 |
| E.L.M. Leblanc | .... | 592 |
| Esso-Bretagne | .... | .... |
| Entrepôts Paris | .... | 1703 |
| Europ. Soutra Indust. | .... | 78 10 o |
| Eternit | .... | 1834 |
| Finalens | .... | 201 |
| FIPP | .... | 222 20 |
| Fnac | .... | 1785 |
| Foncière (Cie) | .... | 762 |
| Fonc. Lyonnaise | .... | 850 |
| Foncina | .... | 520 |
| Forinter | .... | 960 |
| Fougerolle | .... | 875 |
| France I.A.R.D. | .... | 1345 |
| France (La) | .... | 3300 |
| From. Paul Renard | .... | 2075 |
| GAN | .... | 2178 |
| G.F.I.I. | .... | 319 |
| Gaumont | .... | 986 |
| Genefim | .... | 350 |
| Gévelot | .... | 530 |
| Gr. Fin. Constr. | .... | 435 |
| Gds Moulins Paris | .... | 1461 |
| G. Transp. Ind. | .... | 787 |
| Imm. Plaine-Monceau | .... | .... |
| Immivest | .... | .... |
| Immobail | .... | 425 50 |
| Immobanque | .... | 841 |
| Immob. Marseille | .... | 8880 |
| Immofice | .... | 531 |
| Invest. (Sté Cent.) | .... | 3140 |
| Jaeger | .... | 218 40 |
| Lambert Frères | .... | 467 |
| Lille-Bonnières | .... | 1600 |
| Loca-Expansion | .... | 282 |
| Locafinancière | .... | 390 |
| Locatel | .... | 345 |
| Louis Vuitton | .... | 1350 |
| Louvre (Sté) | .... | 4320 |
| Lucia | .... | 2019 |
| Machines Bull | .... | 83 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Magasins Uniprix | .... | 185 |
| Magnant S.A. | .... | 210 30 d |
| Maritimes Part. | .... | 383 |
| Métal Déployé | .... | 608 |
| Mors | .... | 180 |
| Navig. (Nat. de) | .... | 247 |
| Nozal | .... | 289 |
| Optorg | .... | 395 10 |
| Oréal (L') C.I. | 2230 | 2190 |
| Origny-Desvroise | .... | 1320 |
| Palais Nouveauté | .... | 1140 |
| Paluel Marmont | .... | 685 |
| Parfinance | .... | 241 |
| Paribas-CIP | 370 | 317 70 |
| Paris France | .... | 238 |
| Paris-Orléans | .... | 265 |
| Partenfin | .... | 450 |
| Patern. Risq. Div. | .... | 1920 o |
| Pathé-Cinéma | .... | .... |
| Piper-Heidsieck | .... | 2150 |
| P.L.M. | .... | 595 |
| Porcher | .... | 715 |
| Promodès | 1750 | 1625 |
| Publicis | .... | 970 |
| Rochefortaise S.A. | .... | 1450 |
| Rosario (Fin.) | .... | .... |
| Rougier et Fils | .... | 387 |
| Rozières (usine de) | .... | .... |
| Sacer | .... | 661 |
| SAFAA | .... | 475 |
| Safic-Alcan | .... | 680 |
| SAFT | .... | 2290 |
| Saga | .... | 225 |
| Salins du Midi | .... | 584 |
| Saturn | .... | 119 |
| Savoisienne (M) | 174 50 | 174 50 |
| SCAC | .... | 730 |
| Senelle Maubeuge | .... | 470 10 |
| S.E.P. (M) | 185 | 185 |
| Sicli | .... | 512 |
| Simnor (Li) | .... | .... |
| Sinvim | .... | 484 |
| Siph (Plant. Hévéas) | .... | 476 |
| Sofal financière | .... | 795 |
| Soficel | .... | 1025 |
| Soffo | .... | 598 |
| Soficomi | .... | 730 |
| S.O.F.I.P. (M) | 488 | 490 |
| Sofragi | .... | 1390 |
| Sopagei | .... | 168 90 |
| Sophia-Bail | .... | 459 |
| Soudure Autog. | .... | 823 |
| Sovabail | .... | 645 |
| Sucr. (Fin. de)-CIP | .... | 227 10 |
| Stemi | .... | 748 |
| Taittinger | .... | 4275 |
| Télémécanique Elect. | .... | .... |
| Testut-Aequitas | .... | 715 |
| Tour Eiffel | .... | 330 |
| Ufiner S.M.D. | .... | 780 |
| Ugine A. Chat. Gueug. | .... | 267 90 |
| U.A.P. | .... | 646 |
| U.T.A. | .... | .... |
| Vicat | .... | 2850 |
| Viniprix | .... | 2100 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Virax | .... | 195 |
| Waterman S.A. | .... | 948 |
| Brass. du Maroc | .... | .... |

### Étrangères

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| A.E.G. | 1100 | 1100 |
| Akzo | 345 | .... |
| Alcan Alum | 116 90 | 114 |
| Algemene Bank | 118 | .... |
| American Brands | 365 | 366 50 |
| Arbed | 800 | .... |
| Asturienne Mines | 176 10 | .... |
| Bco Pop Espanol | 443 | 445 |
| Banque Ottomane | 1900 | 1850 |
| B. Régl. Internat. | 40000 | 39000 |
| Br. Lambert | 645 | 630 |
| Canadian-Pacific | 115 20 | 115 10 |
| Chrysler corporation | 91 50 | 93 |
| CIR | 21 20 | 21 60 |
| Commerzbank | 1030 | 1010 |
| Dart. and Kraft | .... | .... |
| De Beers (port.) | .... | .... |
| Dow Chemical | 358 | 356 |
| Gén. Belgique | .... | .... |
| Gevaert | 1250 | .... |
| Glaxo | 71 80 | 71 80 |
| Goodyear | 205 | .... |
| Grace and Co | 173 | 168 |
| GTE corporation | 360 60 | 344 50 |
| Honeywell Inc. | 450 | .... |
| Johannesburg | 1345 | 1440 |
| Kubota | 43 60 | 41 50 |
| Latonia | .... | .... |
| Midland Bank Plc | 35 | .... |
| Mineral-Ressourc. | 97 | 97 20 |
| Noranda | 101 | 101 |
| Olivetti | 20 80 | 20 70 |
| Pakhoed Holding | 450 | 460 |
| Pfizer Inc. | 377 | 375 |
| Procter Gamble | 358 | 360 |
| Ricoh Cy Ltd | 48 90 | .... |
| Rolinco | 300 50 | 298 |
| Robeco | 303 60 | 301 50 |
| Rodamco | 239 | 238 |
| Saipem | 10 40 | 10 30 |
| Sema Group | 37 | 37 |
| Shell fr. (port.) | .... | .... |
| S.K.F. Aktiebolag | 130 | .... |
| Steel Cy of Can. | 100 | 90 |
| Tenneco | 366 | .... |
| Thorn EMI | 70 | 68 50 |
| Toray indust. inc | 38 90 | 37 |
| Vieille Montagne | .... | .... |
| Wagons-Lits | 1420 | 1360 |
| West Rand | 20 50 | 22 d |
| Whitman Corporation | 142 | .... |

### Hors-cote

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| American Petrofina | .... | .... |
| Banque Hydro-Energie | 315 | .... |
| Buitoni | 850 | .... |
| Calciphos | 190 | 183 |
| Chambourcy (M.) | 978 | .... |
| Cochery | 360 | .... |
| Cogeshor | 118 20 | 127 50 |
| C. Occid. Forestière | 180 | .... |
| Copamex | 365 | 370 |
| Europ. Accumul. | 72 10 | 72 |
| Gachot | 120 | 124 |
| Guy Degrenne | 500 | .... |
| Haribo-Ricqlès-Zan | 210 | .... |
| Hoogovens | 287 | .... |
| Métin Immobilier | 240 | 240 |
| Nicolas | 920 | .... |
| Particip. Percier | 357 | .... |
| Rorento N.V. | 173 30 | 172 10 |
| St-Gobain-Emballage | 1990 | .... |
| Sema-Métro | 355 | 365 |
| S.E.P.R. | 1800 | .... |
| S.P.R. | 534 | .... |
| Sté Lecteurs du Monde | 459 | .... |
| Ufinex | 380 | .... |
| Union Brasseries | 90 | .... |
| Wonder | 1200 | .... |

## SICAV (sélection) 20/2

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| A.A.A. | 1089 87 | 1063 29 |
| Actilion | 236 56 | 230 23 |
| Actions France | 594 06 | 572 59 |
| Actions sélectionnées | 686 85 | 662 02 |
| Aedificand | 672 59 | 649 28 |
| A.G.F. Actions (ex-CIP) | 1226 84 | 1196 92 |
| A.G.F. 5000 | 704 06 | 686 89 |
| A.G.F. ECU | 1058 81 | 1048 33 |
| A.G.F. Foncier | 126 85 | 123 76 |
| A.G.F. Interfonds | 436 10 | 425 46 |
| A.G.F. Invest | 125 92 | 122 85 |
| A.G.F. OBLIG. | 1130 66 | 1125 03 |
| A.G.F. Sécurité | 11194 92 | 11194 92 |
| Agfimo | 713 95 | 696 54 |
| Altefi | 205 45 | 198 02 |
| A.L.T.O. | 174 14 | 167 85 |
| Amon-Gan | 6249 64 | 5966 24 |
| Amplitude | 654 10 | 635 05 |
| Arbitrages court terme | 5815 91 | 5804 29 |
| Associc | 1058 13 | 1058 13 |
| Atout Futur | 368 06 | 355 96 |
| Aurecic | 1478 82 | 1435 75 |
| Avenir C.I.C. | 102 74 | 99 75 |
| Avenir Alizés | 1519 74 | 1469 94 |
| Axa Europe | 122 75 | 117 18 |
| Axa Investissements | 128 23 | 122 42 |
| Axa N.P.I. | 109 41 | 104 45 |
| Axa Valeurs PER | 134 01 | 127 93 |
| Bred Associations | 2594 08 | 2585 32 |
| Capitecic | 1046 59 | 1031 12 |
| Capital-Monde (ex F.I.) | 434 98 | 424 37 |
| Capital Plus | 1665 07 | 1665 07 |
| Cardan-Pierre | 33 70 | 32 88 |
| CIP Ivoir AGF Actions) | ...... | ...... |
| Cossis | 1049 69 | 1034 18 |
| Comptavalor | 5702 09 | 5693 55 |
| Convertimmo | 421 68 | 405 46 |
| Credinter | 519 34 | 504 21 |
| Crédit Mutuel Capital | 1039 07 | 1018 70 |
| Dasa | 1154 40 | 1116 44 |
| Drouot-France | 861 12 | 822 07 |
| Drouot-Investiss. | 1080 35 | 1012 27 |
| Drouot-Sécurité | 249 12 | 237 82 |
| Drouot-Sélection | 143 86 | 137 34 |
| Ecucic | 1056 24 | 1040 63 |
| Ecureuil Capitalisation | 2052 54 | 2032 22 |
| Ecureuil Investissement | 401 25 | 389 56 |
| Ecureuil Monepremière | 54131 55 | 54131 55 |
| Ecureuil Monétaire | 31894 42 | 31894 42 |
| Ecureuil Trimestriel | 1925 11 | 1906 05 |
| Elicash | 2250747 | 2250747 |
| Energie | 278 77 | 266 13 |
| Eparcic | 2912 89 | 2912 89 |
| Eparcourt Sicav | 4346 86 | 4336 02 |
| Epargne Associations | 25740 92 | 25702 37 |
| Epargne-Capital | 8490 28 | 8406 20 |
| Epargne Court-Terme | 550 72 | 550 72 |
| Epargne Croissance | 1635 44 | 1591 67 |
| Epargne-Industr. | 92 68 | 90 18 |
| Epargne Inter | 589 76 | 573 58 |
| Epargne J | 56780 16 | 56780 16 |
| Epargne Long-Terme | 188 38 | 183 34 |
| Epargne Monde | 1346 15 | 1310 12 |
| Epargne Première | 11766 35 | 11678 76 |
| Epargne-Oblig. | 191 46 | 186 34 |
| Epargne-Quatre | 1073 91 | 1045 17 |
| Epargne-Unie | 1371 06 | 1321 50 |
| Epargne-Valeur | 449 76 | 437 72 |
| Epsilon | 1151 43 | 1140 03 |
| Eurocic Leaders | 1110 42 | 1078 08 |
| Eurodyn | 1150 34 | 1112 51 |
| Euro-Gan | 7557 37 | 7214 67 |
| Fonsicav (div. par 10) | 11593 22 | 11593 22 |
| Foncivel | 264 08 | 255 77 |
| France Avenir | 113 96 | 113 96 |
| France-Gan | 9730 97 | 9289 71 |
| France-Garantie | 268 14 | 267 80 |

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| France-Index Sicav | 108 67 | 106 07 |
| France-Obligations | 454 25 | 449 75 |
| Francic | 483 53 | 469 45 |
| Francic Pierre | 118 51 | 115 06 |
| Francic Régions | 1324 33 | 1285 76 |
| Fructi-Associations | 28 62 | 28 62 |
| Fructi-Epargne | 28 97 | 28 26 |
| Fructicap | 33 85 | 33 35 |
| Fructicourt | 115266 87 | 115266 87 |
| Fructidor | 227 66 | 224 30 |
| Fructifrance | 916 36 | 894 01 |
| Fructimmo | 31 24 | 30 48 |
| Fructivar | 4442 35 | 4431 27 |
| Fructi ECU | 570 06 | 561 64 |
| Fructi-Première | 10500 59 | 10345 41 |
| Futurobligations | 1141 13 | 1103 61 |
| Gestion | 59186 37 | 59038 77 |
| Gestion Associations | 157 77 | 154 30 |
| Gest. France Sécurité | 9935 73 | 9935 73 |
| Horizon | 1234 82 | 1198 85 |
| Interepar | 105297 99 | 102231 08 |
| Interoblig. | 11674 90 | 11225 87 |
| Intersélect France | 532 58 | 517 07 |
| Japacic | 191 39 | 185 82 |
| Jeune épargne | 239 83 | 236 29 |
| Laffitte-Amérique | 217 89 | 208 01 |
| Laffitte Europe | 294 97 | 281 59 |
| Laffitte-Expansion | 286 71 | 273 71 |
| Laffitte-France | 349 66 | 333 80 |
| Laffitte-Immobilière | 261 22 | 249 37 |
| Laffitte-Japon | 443 31 | 423 21 |
| Laffitte-Oblig. | 133 04 | 127 01 |
| Laffitte – Rend. | 188 68 | 180 12 |
| Laffitte-Tokyo | 387 93 | 370 34 |
| Latitude | 5514 43 | 5506 17 |
| Lion Court terme | 10305 71 | 10305 71 |
| Lion Long terme | 5525 74 | 5364 80 |
| Lion-Associations | 10736 58 | 10736 58 |
| Lion-Institutionnels | 23315 01 | 23256 87 |
| Lionplus | 771 57 | 763 93 |
| Lion Trésor | 2144 60 | 2123 37 |
| Livret Bourse Investis. | 541 17 | 525 41 |
| Livret portefeuille | 720 86 | 699 86 |
| Méditerranée | 197 98 | 189 |
| Mensuel CIC | 10122 88 | 10021 63 |
| Mondiale Investissem. | 451 79 | 431 30 |
| Monecic | 5633 27 | 5633 27 |
| Monedan | 54674 43 | 54674 43 |
| Moné J. | 59186 61 | 59186 61 |
| Mutualité Dépôts | 10944 07 | 10922 23 |
| Mutuelle Unie Sél. | 144 57 | 138 01 |
| Natio-Epargne | 14167 97 | 14027 69 |
| Natio.-Epargne Trésor | 6325 01 | 6312 39 |
| Natio.-Court terme | 229362 | 229362 |
| Natio-Inter. | 1148 89 | 1118 14 |
| Natio-Monétaire | 20747 09 | 20747 09 |
| Natio.-Obligations | 491 71 | 478 55 |
| Natio.-Patrimoine | 1451 91 | 1413 05 |
| Natio.-Placements | 62275 27 | 62275 27 |
| Natio.-Revenu | 978 82 | 969 13 |
| Natio.-Sécurité | 11523 46 | 11523 46 |
| Natio.-Valeurs | 832 26 | 809 99 |
| Nippon-Gan | 6690 17 | 6386 80 |
| Nord-Sud Développ. | 1225 97 | 1223 52 |
| Normsif | 12378 50 | 12135 78 |
| Obli Association | 121 12 | 119 92 |
| Oblicic Mondial | 2266 96 | 2233 46 |
| Oblicic Régions | 1035 42 | 1020 12 |
| Oblig. toutes catég. | 145 36 | 143 21 |
| Oblilion | 1075 13 | 1064 48 |
| Obliséourité | 10443 45 | 10443 45 |
| Oraction | 1245 81 | 1204 85 |
| Orvalor | 6603 77 | 6268 69 |
| Paribas Epargne | 16780 29 | 16756 78 |
| Paribas Opportunités | 122 38 | 117 39 |
| Paribas Patrimoine | 549 42 | 527 02 |
| Paribas Revenu | 88 55 | 87 67 |
| Patrimoine Retraite | 179 59 | 176 07 |

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| Parvalor | 684 18 | 664 25 |
| Pierre Placements | 269 51 | 261 66 |
| Pierre Investiss. | 767 64 | 748 92 |
| Placement A | 1190 79 | 1167 44 |
| Placement crt-terme | 72697 96 | 72552 85 |
| Placement J | 5860 35 | 5848 65 |
| Placement Premier | 53747 94 | 53540 65 |
| Plénitude | 114 84 | 111 77 |
| Poste Gestion | 53075 37 | 53075 37 |
| Première Obligations | 11024 04 | 11013 03 |
| Prévoyance Ecureuil | 112 89 | 109 87 |
| Prv'Association | 23908 28 | 23908 28 |
| Quartz | 124 56 | 121 49 |
| Rentacic | 158 16 | 155 82 |
| Revenus Trimestriels | 5148 34 | 5097 37 |
| Revenu Vert | 1110 50 | 1094 09 |
| St-Honoré Bio-aliment. | 904 70 | 863 68 |
| St-Honoré Global | 277 37 | 264 79 |
| St-Honoré Matignon Pl. | 238 22 | 227 42 |
| St-Honoré Pacifique | 619 68 | 591 58 |
| St-Honoré P.M.E. | 536 71 | 512 37 |
| St-Honoré Réel | 12210 18 | 12161 53 |
| St-Honoré Services | 507 62 | 488 10 |
| St-Honoré Technol. | 810 37 | 773 62 |
| Sécuricic | 1433 46 | 1432 03 |
| Sécuri Taux | 11383 87 | 11383 87 |
| Sicasden (Casden BP) | 685 61 | 675 38 |
| Sicav-Associations | 1514 73 | 1512 46 |
| S.F.I. fr. et étr. | 711 60 | 690 87 |
| Sicav 5000 | 429 10 | 417 62 |
| Sivafrance | 678 14 | 659 99 |
| Sivam | 448 50 | 436 60 |
| Sivarente | 211 24 | 209 15 |
| Sivinter | 435 65 | 423 99 |
| S.N.I. | 1258 16 | 1221 51 |
| Sogepargne | 330 29 | 318 35 |
| Sogever | 1116 62 | 1065 99 |
| Sogimer | 1384 14 | 1330 92 |
| Soleil Investissement | 568 55 | 540 86 |
| Stratégie Actions | 1194 90 | 1148 94 |
| Stratégie Rendement | 1151 30 | 1115 06 |
| Technocic | 1132 24 | 1099 26 |
| Techno-Gan | 6279 43 | 5994 68 |
| Thesora | 521 63 | 516 47 |
| Transcontinents | 86 47 | 84 77 |
| Trésor Avenir | 110 49 | 107 27 |
| Trésor Plus | 1031 16 | 1020 95 |
| Trésor Réel | 11673 26 | 11673 25 ◆ |
| Télécicic | 104587 67 | 104587 67 |
| Tallon | 5051 36 | 5001 35 |
| U.A.P. Investiss. | 483 42 | 465 95 |
| U.A.P. moyen terme | 110 57 | 106 57 |
| Uni-Associations | 112 04 | 112 04 |
| Unifrance | 590 98 | 569 60 |
| Unifoncier | 1457 74 | 1414 89 |
| Uni-Garantie | 1240 61 | 1216 26 |
| Uni-Régions | 1600 57 | 1542 72 |
| Unirente | 2294 70 | 2219 25 |
| Univer | 196 25 | 196 25 |
| Univers-Actions | 1289 37 | 1246 97 |
| Univers-Obligations | 1630 82 | 1577 20 |
| Valorem | 575 74 | 561 70 |
| Valorg | 1702 23 | 1700 53 |
| Valrent | 43452 56 | 43430 83 |
| Vauban | 23675 92 | 23552 34 |



## Cote des changes

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 20/2 | COURS DES BILLETS Achat | COURS DES BILLETS Vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 5 693 | 5 685 | 5 500 | 5 950 |
| ECU | 6 940 | 6 939 | .... | .... |
| Allemagne (100 DM) | 339 830 | 339 890 | 329 500 | 350 |
| Belgique (100 F) | 16 272 | 16 287 | 15 750 | 16 800 |
| Pays Bas (100 fl.) | 301 560 | 301 580 | 292 | 311 |
| Danemark (100 krd) | 88 060 | 88 150 | 85 | 92 |
| Norvège (100 k) | 88 060 | 88 060 | 85 | 92 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 9 694 | 9 711 | 9 350 | 10 150 |
| Grèce (100 drachmes) | 3 603 | 3 601 | 3 400 | 4 200 |
| Italie (1 000 lires) | 4 679 | 4 680 | 4 350 | 4 850 |
| Suisse (100 fr.) | 382 400 | 383 480 | 370 | 394 |
| Suède (100 krs) | 92 890 | 92 940 | 88 | 96 |
| Autriche (100 sch) | 48 266 | 48 275 | 46 800 | 49 900 |
| Espagne (100 pes.) | 5 262 | 5 257 | 5 | 5 550 |
| Portugal (100 esc.) | 3 856 | 3 867 | 3 650 | 4 350 |
| Canada ($ can 1) | 4 748 | 4 739 | 4 580 | 4 980 |
| Japon (100 yens) | 3 938 | 3 917 | 3 800 | 4 020 |

## Marché libre de l'or

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 20/2 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 78500 | 76700 |
| Or fin (en lingot) | 78650 | 76900 |
| Pièce française (20 fr) | 443 | 444 |
| Pièce française (10 fr) | 410 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 481 | 479 |
| Pièce latine (20 fr) | 442 | 444 |
| Souverain | 556 | 557 |
| Pièce de 20 dollars | 2610 | 2585 |
| Pièce de 10 dollars | 1380 | 1375 |
| Pièce de 5 dollars | 930 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 2890 | 2895 |
| Pièce de 10 florins | 460 | 481 |
| Or Londres | ..... | ..... |
| Or Zurich | ..... | ..... |
| Or Hongkong | ..... | ..... |
| Argent Londres | ..... | ..... |

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

Le Monde

## Composé de neuf « sages »

# Le Haut Conseil à l'intégration a été constitué

**Le président de la République doit signer incessamment un décret portant nomination des neuf membres du Haut Conseil à l'intégration. Les noms proposés par le premier ministre sont les suivants : Mme Marie-Thérèse Join-Lambert, ancienne conseillère sociale de M. Michel Rocard à Matignon ; MM. Jean-Pierre Delalande, député RPR du Val-d'Oise ; André Diligent, maire (CDS) de Roubaix ; Philippe Farine, conseiller municipal socialiste de Paris ; Stéphane Hessel, ambassadeur de France ; Anicet Le Pors, ancien ministre communiste ; Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat ; Georges Morin, chargé au Parti socialiste des relations avec les Français originaires du Maghreb ; et Jacques Voisard, président du Comité de décentralisation.**

Créé le 19 décembre 1989, le Haut Conseil sera chargé *« de donner son avis et de faire toute proposition utile »* sur l'intégration des immigrés en France. Ses neuf membres, nommés pour trois ans – avec un mandat renouvelable une fois – devront se donner un président. Le secrétariat sera assuré par le secrétaire général à l'intégration, M. Hubert Prévot.

L'installation du Haut Conseil, prévue de manière solennelle, conclura les diverses mesures prises par le gouvernement depuis l'affaire des « foulards ». M. Prévot, soixante et un ans, ancien commissaire général au Plan, sera au centre de ce dispositif : outre le secrétariat du Haut Conseil, il continuera à animer des comités interministériels sur l'intégration et présidera le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS).

### Aucun immigré

Le choix des neuf « sages » a été plus long que prévu. Les difficultés sont venues essentiellement de l'équilibre politique auquel tenait le gouvernement : entre le conseil national du RPR, les luttes d'influence parmi les dirigeants du PCF et le prochain congrès socialiste, le moment était malvenu pour choisir des personnalités incarnant toutes les « sensibilités ».

Le Haut Conseil ne comptera aucun immigré parmi ses membres. C'est un choix délibéré, tenant à deux raisons. D'une part, on ne voulait pas faire de jaloux en favorisant une ou deux grandes communautés (algérienne, portugaise ou asiatique) au détriment des autres. D'autre part, il a été jugé plus prudent de ne pas prendre des hommes ou des femmes personnellement impliqués par l'immigration.

Chacun des neuf « sages » choisis a eu l'occasion, en revanche, de travailler sur ce dossier ou de le gérer au niveau local. M. André Diligent, par exemple, est le maire d'une ville qui compte de nombreux immigrés et préside la Commission nationale pour le développement social des quartiers. M. Marceau Long, lui, a eu deux fois l'occasion ces dernières années de se pencher sur le dossier et de montrer ses talents de conciliateur : d'abord comme présidant la commission de la nationalité, puis en faisant rédiger un avis du Conseil d'Etat sur le port des insignes religieux dans les écoles.

Le Haut Conseil sera amené à lancer des études pour préciser l'imbroglio statistique qui entoure l'immigration. Il organisera aussi de grands débats et publiera un rapport annuel. Ses membres ne manquent déjà pas de matière puisque plusieurs d'entre eux sont à l'origine de textes de référence : M. Marceau Long avec le rapport de la commission de la nationalité ; M. Stéphane Hessel avec le rapport du Plan intitulé « Immigrations : le devoir d'insertion » ; M. Jacques Voisard, avec un ouvrage sur *la Question immigrée en France*... Le tableau aurait été complet avec M. Michel Hannoun, auteur du rapport sur « le racisme et les discriminations en France ». Mais cet ancien député, proche de M. Philippe Séguin, a fait les frais des querelles intestines au sein du RPR.

Huit hommes sur neuf « sages »... Compte tenu de la place et du rôle grandissant des femmes dans l'immigration, on aurait pu s'attendre à un plus grand équilibre entre les sexes. Mais c'est encore un autre débat...

ROBERT SOLÉ

## Faible diminution des effectifs de l'Etat en 1989

La réduction des effectifs des fonctionnaires de l'Etat a marqué une pause en 1989 avec 552 suppressions d'emplois, indique le rapport annuel sur la fonction publique. Depuis 1984, la réduction des effectifs avait toujours été plus importante : 2 200 en 1984, 7 500 en 1985, 11 300 en 1986, 19 100 en 1987, 12 800 en 1988. Fin 1989, précise le rapport, on dénombrait *« aux alentours de 2,65 millions de fonctionnaires »*. Le rapport met l'accent sur la moindre progression du recours au travail à temps partiel et l'intégration, au sein de la fonction publique d'Etat, de personnels des collectivités locales au titre du droit d'option prévu par la loi de décentralisation. En 1989, 2 810 emplois ont ainsi été transférés. En matière salariale, la rémunération perçue en 1989 *« par chaque fonctionnaire a augmenté d'au moins 3,7 % en masse par rapport à 1988, indépendamment des dispositions prises en faveur de catégories particulières »*.

## A Soisy-sur-Ecole (Essonne)

### Trois personnes meurent dans l'incendie d'une maison de retraite

Trois personnes âgées sont mortes asphyxiées à la suite de l'incendie d'une résidence pour retraités de Soisy-sur-Ecole (Essonne) mercredi 21 février, à trois heures du matin. Douze autres pensionnaires de l'établissement, intoxiqués par la fumée, ont été transportés d'urgence dans des hôpitaux parisiens afin d'être placés sous caisson hyperbare.

Le feu, dont les pompiers n'ont pu déterminer l'origine, a pris en pleine nuit dans l'une des chambres de la résidence des Réaux. Provoquant une forte fumée, il a gagné les autres chambres de l'étage. Alertés, les pensionnaires ont ouvert leurs portes, permettant ainsi à la fumée de pénétrer chez eux. Les secours, qui ont circonscrit l'incendie en une heure, ont mis à l'abri une trentaine de résidents, qui ont été installés dans les salons du rez-de-chaussée. La résidence-foyer pour personnes âgées des Réaux compte trois cents pensionnaires répartis dans cinq bâtiments.

## EN BREF

□ **Mouvement de protestation des magistrats de Pontoise.** – Dans une motion de protestation adressée, mardi 20 février à la chancellerie, les magistrats du tribunal de grande instance de Pontoise (Val-d'Oise) tiennent à *« s'associer aux préoccupations des avocats relatives à l'aide légale »*, qui est, disent-ils, *« une condition à un succès égalitaire au droit »*. Ils estiment également qu'ils *« ne sont plus en mesure de remplir leur mission »* en raison du manque de personnel des services des greffes, qui entraîne un retard *« considérable »* dans l'exécution des décisions de justice. Cette motion, votée à la majorité absolue par les soixante-cinq magistrats de Pontoise, sera affichée dans tous les tribunaux du département et remise en délégation au conseil général.

□ **Fermeture le dimanche pour le magasin Virgin.** – Le tribunal de Grande instance de Paris a ordonné, le 20 février en référé, la fermeture le dimanche du magasin Virgin Megastore des Champs Elysées à Paris. Cette décision n'entrera en application que le premier dimanche de septembre 1990, le juge ayant estimé que la situation ne constituait pas un trouble intolérable justifiant une interdiction immédiate. L'action en justice avait été déclenchée par le syndicat CGT qui s'appuyait sur le code du travail et se fondait sur un arrêté préfectoral du 22 juin 1989 qui rejetait une demande d'autorisation d'ouverture le dimanche déposée par la société Virgin Stores.

□ **Le pape en Tchécoslovaquie les 21 et 22 avril.** – Jean-Paul II se rendra pour la première fois en Tchécoslovaquie les 21 et 22 avril, en réponse à l'invitation du primat, le cardinal Tomasek, et de M. Vaclav Havel, président de la République. Outre Prague, le pape visitera deux villes de province qui restent à déterminer.

□ **Remise de prix de la Fondation Mumm.** – Françoise Giroud, Roger Thérond, Philippe Tesson et Ivan Levaï ont remis, le 20 février, leurs prix aux quatre lauréats de la Fondation Mumm pour la presse écrite pour 1989 : Marc Lambron *(le Point)*, Serge Raffy *(le Nouvel Observateur)*, Jean Hatzfeld *(Libération)*, Jacques Langevin (agence Sygma et *Paris Match*).

## Le dossier des fausses factures en Lorraine

# La cour d'appel de Nancy juge valide la procédure suivie

NANCY

*de notre correspondante*

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy a estimé valide la procédure établie par le juge d'instruction, M. Gilbert Thiel, dans le cadre de l'affaire des fausses factures de Nancy. Elle a rejeté, mardi 20 février, les requêtes en nullité déposées par les avocats de M. Jacques Gossot, maire de Toul, inculpé et détenu depuis le 15 décembre 1989, et par le conseil de M. Gérard Bouthier, ancien secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle. En ce qui concerne M. Gossot, Mes Behr et Haemmerlé avaient estimé que le maire de Toul avait fait l'objet, en décembre dernier, d'une inculpation tardive, et ils demandaient l'annulation de la procédure. La cour en a décidé autrement.

Les magistrats ont établi un distinguo entre la notion de *« mise en cause »* et le fait, pour le maire de Toul, d'*« apparaître »* dans le dossier. Les juges ont estimé que ce n'est pas parce que M. Gossot était nommé dans le dossier, notamment depuis juin 1989, qu'il était, dès cet instant, sérieusement mis en cause. Pour M. Bouthier, qu'assiste Me Gérard Michel, les juges de la cour d'appel ont considéré que les faits pour lesquels le secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie de Meuthe-et-Moselle, qui avait été inculpé en 1988 (destruction de documents pouvant servir de preuves), étaient distincts de ceux pour lesquels il a été inculpé et écroué le 18 décembre dernier : corruption active et passive.

Dès qu'ils ont eu connaissance de l'arrêt de la cour d'appel rejetant leur requête, les avocats ont annoncé leur intention de déposer deux pourvois en cassation. Une nouvelle bataille procédurale qui risque encore de retarder l'instruction confiée désormais à Mme Monique Dory. La semaine dernière, Jacques Gossot avait refusé de répondre aux questions du magistrat désigné par la Cour de cassation, estimant que les actes accomplis par le juge Thiel à son encontre l'avaient été par un juge incompétent.

MONIQUE RAUX

## Une expérience dans sept départements

### Remailler le réseau des écoles rurales

Entre l'écolier de ville et l'écolier des champs, le fossé se creuse. Dans les zones rurales, les chances ne sont pas les mêmes à cause du dépeuplement et de l'isolement qui aggravent les difficultés de fonctionnement des écoles. Ce constat déjà ancien, M. Lionel Jospin ne veut pas le considérer comme une fatalité. Il a décidé de lancer, mardi 20 février, une expérience dans sept départements : l'Aveyron, la Creuse, la Dordogne, la Drôme, la Mayenne, les Vosges et la Guadeloupe.

Les responsables locaux analyseront les données démographiques, sociologiques et économiques de leur département et pourront proposer *« l'organisation et les structures futures du réseau éducatif dans la zone choisie »*. Des regroupements de classes bien sûr, mais planifiés en fonction des réalités locales, et non plus seulement sur la base de critères administratifs. Il s'agit de conserver des écoles et des collèges de taille suffisante pour offrir tout le matériel et le plus grand choix possibles d'enseignements aux petits ruraux. Ce travail servira de base à une étude sur la ruralité que le ministère de l'éducation nationale et celui de l'agriculture ont engagée en commun. L'objectif est de *« donner un nouvel équilibre à des zones rurales regroupées en petits bassins où l'école jouera un rôle moteur »*.

## Pour soutenir ses mathématiciens

### L'université de Bordeaux-I a fermé 24 heures

BORDEAUX

*de notre correspondante*

L'université de Bordeaux-I a fermé ses portes, le mardi 20 février, en soutien aux étudiants et enseignants de l'unité de formation et de recherche de mathématiques, qui réclament la création de cinquante postes d'enseignant dont six de toute urgence. Cette décision avait été votée le 14 février à l'unanimité par le conseil d'administration de Bordeaux-I. Le conseil d'administration se déclare *« très préoccupé par les graves problèmes d'encadrement posés par la non-satisfaction de ses demandes de postes de personnel IATOS (personnel non enseignant) »*. *« Il soutient les demandes de l'unité de formation et de recherche de mathématiques et d'informatique. Il demande en outre que des solutions urgentes soient apportées aux problèmes similaires qui se posent dans d'autres disciplines comme le droit, l'économie et la gestion, la mécanique et l'électronique. Cette situation,* ajoute le conseil, *est aggravée par l'insuffisance du budget alloué cette année par le ministère, budget qui ne correspond même pas à l'augmentation des charges. »*

GINETTE DE MATHA

# L'ESSENTIEL

SECTION A

***Débats***

Le projet d'une instance ordinale : « le paradoxe du psychanalyste », par Jacques-Alain Miller. Droit de vote : « L'intégration politique des immigrés », par Paul Loridant ... 2

***Le voyage de M. Mitterrand au Pakistan et au Bangladesh*** ..... 5

***Cuba, « dernière frontière » du socialisme***

Une jeunesse en quête d'identité . 7

***La réunion des Douze à Dublin***

Réunification de l'Allemagne et l'Afrique du Sud ............ 8

***La préparation du congrès de Rennes***

Des élus socialistes veulent aiguillonner davantage le gouvernement . 9

***Les socialistes et l'armée***

Un article de Jacques Kergoat 10-11

SECTION B

***L'ONU et la drogue***

Une quarantaine de chefs de gouvetnement et de ministres ontyt participé, mardi 20 février, à l'ouverture de la session extraordinaire de l'ONU consacrée aux proplèmes de la drogue ........ 13

***Le pricès d'Elisabeth Kopp***

Devant le tribunal fédéral de Lausanne, le procès de l'ex-ministre de la justice et de la police suisse se perd dans les détails ........ 13

***Polémique sur l'eau***

En mettant en cause la consommation d'eau par les agriculteurs et la pollution qu'ils provoquent, le secrétaire d'Etat à l'environnement a déclenché une vive polémique 14

***Grève des soins jusqu'au 28 février***

Alors que se poursuivent les négociations sur la convention médicale, la grève des soins devrait se poursuivre jusqu'au 28 février ..... 14

CAMPUS

***Des médecins sans blouse blanche***

Des médecins dans l'industrie, le droit, la communication, l'administration... Des formations spécialisées se mettent en place pour ceux qui ne se voient pas dans la médecine de soins ......... 15 et 16

***Berlin : le palmarès***

*Music Box*, de Costa-Gavras, *et les Alouettes, le fil à la patte*, film du tchèque Jiri Menzel interdit pendant vingt ans, se partagent l'Ours d'or du quarantième Festival de Berlin ........................ 17

***Mort de Micahel Powell***

Le metteur en scène britannique Micahel Powell, mort à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, était l'auteur de succès comme *les Chaussons rouges* et d'un film-culte, *le Voyageur* ......... 17

***La course autour du monde***

Après l'angoisse des « quarantièmes rugissants » et des « cinquantièmes hurlants », les trois navigateurs en tête de la course autour du monde en solitaire préfèrent garder le silence avant la grande régate finale ......... 20

SECTION C

ARTS ET SPECTACLES



SECTION D

***Hélicoptères franco-allemands***

Aérospatiale et Daimler vont créer une filiale commune .........34

***L'inflation en Argentine***

Comment vivre avec des prix qui augmentent de 50 % par trimestre 35

***La vie privée en statistique***

L'emploi du temps des Français selon l'INSEE ............. 36

***Ile-de-France***

Les maraîchers et horticulteurs chassés par l'urbanisation .... 37

### Services



La télématique du *Monde* :

3615 LEMONDE
3615 LM

**Le numéro du « Monde » daté 21 février 1990 a été tiré à 549 076 exemplaires.**

## Le bébé de Pompéi

### Une « naissance » fabriquée

L'exhumation sur le site de Pompéi (Naples) d'une superbe statue représentant un bébé assis sur un dauphin, retransmise presque en direct samedi 17 février par la télévision italienne, pourrait n'être qu'une mise en scène montée par les responsables des fouilles pour donner un maximum de publicité à leur découverte.

Le 17 février à 13 h 30, le surintendant aux fouilles, M. Baldassare Conticello, avait prévenu la télévision publique, la RAI, qu'une découverte importante. était sur le point de se produire à Pompéi.

*« Tout cela n'était qu'une mise en scène du surintendant, qui a cédé à la publicité-spectacle »*, ont affirmé, mardi 20 février, dans la presse, les responsables syndicaux du chantier. Selon eux, le bébé aurait été exhumé une première fois, puis réenseveli sous la cendre pour les besoins de la télévision.

Accusé de légèreté dans la gestion du chantier, Baldassare Conticello crie à la provocation : *« Parler d'une fausse découverte est tout simplement puéril. Nous fouillons depuis plus de deux ans à l'endroit où nous avons exhumé la statuette, repérée grâce à une sonde spéciale. Nous sommes convaincus qu'il y a d'autres pièces importantes. »* – (AFP.)

## BOURSE DE PARIS

### Matinée du 21 février

### Poursuite de la baisse

Dans le sillage de la chute de Tokyo, quelques heures auparavant, où l'indice Nikkei a perdu 3,1 %, la Bourse de Paris s'est dépréciée de 1,70 % dès l'ouverture. Toutefois, en séance, la baisse revenait à 1,30 %. Parmi les plus fortes baisses, on notait Ingénico (– 6,8 %), Via Banque (– 6,7 %) et Damart (– 5,9 %). En hausse figuraient Rue Impériale (+ 3,9 %), Thomson TP (+ 2,5 %) et Sade (+ 2,1 %).

## Le chiffre d'affaires du « Monde » aura augmenté de 15 % en 1989

Le conseil de surveillance de la SARL Le Monde, réuni le mardi 20 février, a examiné le premier arrêté des comptes de l'exercice 1989 et le projet de budget pour 1990.

En dépit des difficultés rencontrées à la fin de l'an dernier à l'occasion de la mise en route de la nouvelle imprimerie d'Ivry et des surcoûts qui en ont résulté, le résultat courant de la SARL en 1989 (avant impôt et provisions au titre de l'article 39 *bis*) sera supérieur à 40 millions de francs, soit un niveau proche de l'objectif fixé. Ce résultat satisfaisant provient d'une consolidation des ventes du quotidien en France, après la progression de l'année 1988, et d'une croissance plus forte que prévu des recettes publicitaires (+ 20 % par rapport à 1988). En conséquence, le chiffre d'affaires de la SARL aura progressé d'une année sur l'autre de 15 %.

Le budget 1990 prévoit un résultat d'exploitation consolidé supérieur à celui de l'année 1989. Ce résultat sera cependant grevé de frais financiers sensiblement plus élevés que ceux de ces dernières années, marquées par un important effort d'investissements. En cinq ans Le Monde aura investi 600 millions de francs réalisés pour moitié par autofinancement. L'année 1990 marquera l'achèvement du programme de modernisation. Les capitaux propres du groupe, en progression constante depuis 1986, devraient se situer en 1990 autour de 130 millions de francs.

Le conseil de surveillance a approuvé ce budget.